Pourquoi nous combattons

Guillaume Faye

Un manifeste de la résistance européenne

Le projet

C'est en 1951 qu'Ernst Jünger écrivit son Der Waldgang, le « traité du rebelle, ou recours aux forêts » qui murmurait l'écho d'une rébellion intérieure et d'une résistance spirituelle à la domination de la technique, au-delà de l'automatisme des masses.

« Recours aux forêts » est un projet éditorial inspiré par la nécessité de rechercher un nouvel ordre de significations en divergence par rapport aux mantras de cette époque. « Recours aux forêts », c'est exister ici et maintenant, en rétablissant le protagonisme essentiel des choix, en pratiquant la voie de l'exemple, en manifestant la sécession du vulgaire, le mépris de l'éphémère, la lutte métaphysique contre les démons de la pensée unique, contre les tentations du calcul, contre l'apathie de la neutralité, contre les académies du sens commun.

« Recours aux forêts », c'est le courage de s'investir dans cette culture que tout le monde considère comme défunte et improductive, mais que nous croyons être le moyen le plus authentique d'autodétermination de la personne.

Librement contrôlé

Nos éditions s'adressent aux rebelles, à ceux qui ont une relation autochtone avec la liberté et veulent écrire de nouveaux récits, à ceux qui nagent à contre-courant en apportant leur conscience comme une dot. Homme et non objecteur, le Rebelle est allé plus loin, se transformant en un ennemi atavique du silence imposé, en un critique séditieux de l'idéologie du même, des dogmes du profit, de la marchandisation de l'existant, du triomphe de l'indifférencié et de l'abaissement de la Polis à un appendice du marché.

L'arbre ancien

Notre emblème est composé de trois arbres : il représente la stabilité de la forêt par opposition au nomadisme du désert, le sens de la limite au-delà de l'insensibilité de l'illimité, l'ancrage solide offert par la terre malgré le mouvement perpétuel du sable. C'est la métaphore d'un pari culturel audacieux : l'arbre qui purifie l'air en donnant de l'oxygène aux esprits, qui contraste les couleurs de la nature avec les horizons gris du béton, qui même mort nous redonne lui-même pour construire

nos maisons, pour armer nos remparts, pour allumer nos foyers, pour nourrir nos bouches, pour écrire nos livres, pour construire les navires qui navigueront vers de nouvelles mers houleuses.
L'arbre ancien, protagoniste des rituels et des mythes, avec ses racines profondes, avec ses graines fertiles, avec son tronc droit et élancé, avec son feuillage qui se dresse vers le haut comme dans une course pour l'éternité, comme dans une invitation à la tension verticale, comme le retour à la stabilité des références dans une société devenue liquide.
Comme ce désir de tenter à nouveau – au mépris du sommeil et du répit – le merveilleux assaut sur le ciel.

Guillaume Faye

POURQUOI NOUS COMBATTONS

Manifeste de la Résistance Européenne

L'AGOGHÈ

Pour Se Donner Une Forme

Un collier inspiré de l'élevage ancien des guerriers spartiates, les futurs murs d'une ville qui voulait construire des hommes forts avant même les forteresses. Des textes qui forgent, qui éduquent, qui dirigent : sculpter l'âme comme la pierre, enlever l'inessentiel et trouver une forme.

Le chemin vertical vers l'intégrité, où la personne est poussée à faire la révolution la plus difficile de toutes : celle qui se déroule en elle-même.

PRÉFACE

Se battre ou périr

d'*Andrea Anselmo*

Prémices

Septembre 2023. 21 h Le long de la rue silencieuse d'un centre-ville, un rythme post-caribéen, post-africain, on pourrait même dire « post-identitaire » se propage, d'abord indistinct puis de plus en plus intrusif.

Un vacarme disgracieux qui se heurte à l'environnement aristocratique de ce qui était autrefois la capitale de la Savoie, la plus « gauloise » des villes italiennes : Turin.

Un groupe de filles « post-françaises » se promène en effet le long de la Via Po armées de haut-parleurs bluetooth, qui vomissent un fouillis de reggaeton fait de rythmes syncopés et d'absence de goût. Ces jeunes femmes, bien cachées sous leurs hijabs, n'ont sûrement pas besoin de se reposer, elles n'ont pas passé une dure journée à l'usine (mais n'étaient-elles pas là pour faire « les boulots que les Européens ne veulent plus faire » ?) et elles ne manquent pas de vitalité pour faire la fête. Comme G. Faye l'a reconnu bien à l'avance dans les pages de Pourquoi nous combattons... :

1 « Les prédictions de Céline sur l'invasion du tam-tam se révèlent donc vraies. » C'est la marée montante du grand remplacement, financé de manière adéquate par les systèmes de protection sociale des pays d'accueil et prêt à submerger tout résidu de racines. Une majorité post-humaine dans les villes transalpines et qui se répand aujourd'hui de plus en plus rapidement dans nos communautés également : en revanche, l'invasion de gangs de bébés extraterrestres est là pour le démontrer.

Mais revenons une quarantaine d'années en arrière.

Faye et le public italien

G. Faye, enfant terrible de la nouvelle droite française (1), est connu dans la péninsule italienne pour « « Le Système à tuer les peuples » de 1981 et pour le tout aussi perturbateur « L'Archéofuturisme » de 1998. C'est en particulier à ce dernier texte que nous devons la fortune de l'auteur dans notre péninsule. Un texte peut-être plus cité au niveau du débat entre spécialistes, que lu et compris par le public non-aligné et militant. Si son premier ouvrage, traduit en italien sous le titre « Le système pour tuer les peuples » de la Società Editrice Barbarossa, est un chef-d'œuvre de critique de la massification et de la standardisation planétaires ; il est sorti exactement vingt ans avant la manifestation No Global, mais avec une lucidité et une cohérence que ce dernier n'aura jamais ; c'est son deuxième ouvrage d'une certaine importance, à savoir l'archéofuturisme, de contenir les réponses qui étaient restées inexprimées en 1981. La nouvelle synthèse, le nouveau départ, la catastrophe régénératrice découleraient de la grossièreté de l'archaïsme et du futurisme, pour surmonter les querelles de clocher entre traditionalistes et marinets.
« Par conséquent, l'archéofuturisme doit remplacer l'idée de progrès par celle de mouvement. Il est possible de noter une compatibilité extraordinaire entre les valeurs archaïques et les révolutions permises par la technoscience. Parce que ? Parce que, par exemple, il n'est pas possible de gérer les possibilités explosives du génie génétique ou celles des nouvelles armes électromagnétiques avec la mentalité égalitaire et humanitaire moderne. […] L'archéofuturisme est une vision métamorphique du monde.
Projetées dans le futur, les valeurs de l'Arché sont réactualisées et transfigurées. Par conséquent, l'avenir n'est pas la négation de la tradition, de la mémoire historique du peuple, mais sa métamorphose et donc, en conclusion, son renforcement et sa régénération. Osons une métaphore : qu'ont en commun un sous-marin nucléaire et une trirème athénienne ? Rien et tout. L'un est la métamorphose de l'autre, mais les deux, à deux époques différentes, visent exactement le même but et répondent aux mêmes valeurs. […] Evola et Marinetti doivent être réconciliés.
C'est dans la pensée organique, compositionnelle et radicale de Friedrich Nietzsche et de Martin Heidegger que le nouveau concept d'archéofuturisme prend ses racines, mais structuré : penser ensemble la technoscience et la communauté éternelle de la société traditionnelle. Jamais l'un sans l'autre. […] L'éternel retour de l'identique contre les visions cycliques et linéaires. Globalement, l'avenir passe par le retour des valeurs ancestrales, et ce pour la Terre entière. (2)

Suivant son Archéofuturisme, c'est avec « Pour en finir avec le nihilisme » (3) de 2007 et « Dieux et pouvoir » (4) de 2021 que l'Auteur continue de circuler dans notre péninsule. Les deux parutions consolident le discours de Faye, le déclinent dans ses éléments de détail et le rattachent aux maîtres de référence : Nietzsche, Heidegger et Locchi (qui entre-temps est enfin redécouvert en Italie et pleinement

reconnu comme la principale inspiration de cette Nouvelle Droite à laquelle Faye appartenait également).
Bien que toutes ces formulations soient caractérisées par un style frais, utilisable et mobilisateur, il manquait encore une œuvre capable de devenir cet authentique bréviaire révolutionnaire capable de réunir les âmes dispersées du front identitaire. C'est à ce besoin que répond Pourquoi nous combattons : manifeste de la résistance européenne de 2001.
« Les questions essentielles de l'avenir ne seront pas tant le financement des start-up, le rôle des femmes dans la vie politique ou l'état d'esprit de la 'communauté gay', mais celles-ci : qui gagnera l'affrontement entre l'Europe et l'islam qui la colonise ? Les Européens resteront-ils majoritaires en Europe ? Serons-nous en mesure d'arrêter la dégradation dramatique de l'environnement ? Et ainsi de suite. Ce manifeste et son dictionnaire permettront de développer et d'approfondir ces questions cruciales.
En ce sens, il est frappant que la production de plusieurs décennies de l'auteur, peut-être la réflexion contemporaine la plus réussie sur les grands thèmes de l'identité, du cosmopolitisme et de la technologie, n'ait pas encore réussi dans l'intention militante conçue par l'auteur : l'union des forces antisystème les plus authentiques de notre continent.
D'autre part, comme l'auteur lui-même le souligne avec acuité et impitoyablement, ce qui manque, c'est la force même des Européens, incapables même de reprendre l'héritage et le message de leurs plus grands représentants.

« L'histoire n'est que rapports de force, lutte pour la vie. Si les Européens sont aujourd'hui victimes d'une colonisation de la population par les peuples du Sud, autrefois dominés, s'ils acceptent les humiliations de toutes sortes, c'est d'abord par faiblesse intérieure. L'héritage n'est jamais acquis pour toujours. Nous devons nous méfier de tous les complexes de supériorité. L'héritage est reçu, mais il est aussi conquis et défendu. Chaque peuple, par sa faute, peut voir disparaître les prédispositions héréditaires qui avaient fait sa force, parce qu'elles ne sont plus en mesure de devenir courantes dans la culture, ou, par contre-sélection, elles disparaissent littéralement du patrimoine génétique. »6

Comme nous le verrons, la pensée de Faye n'a pas peur d'être juxtaposée aux thèmes du conflit, de la sélection et même du darwinisme social à la « Might is Right ». Tous des thèmes habituellement qualifiés de sulfureux et d'imprésentables par ce système « pétale » dont nous sommes tous les sujets. La réflexion de l'auteur, en effet, depuis ses premières publications, a toujours été caractérisée par sa

volonté d'inspirer, d'émouvoir, de pousser les nouvelles générations en lutte dans l'opposition.
Il n'y a donc pas chez Faye de volonté d'être « accepté » par le Système, pas de volonté d'être « intellectuellement » à la page. Jamais, à notre connaissance, la nôtre n'a cherché à atténuer ses visions les plus disruptives pour être acceptés au niveau institutionnel, mais elle a toujours opposé la politique de compromis à la perspective d'une convergence des catastrophes et des guerres civiles ethniques.

Mais voyons quelles sont les principales lignes de fracture entre la pensée de Faye et la politique institutionnelle.

La dénonciation des faux régionalismes

Dans son aigu «la pars destruens », aucune des fausses politiques identitaires n'échappe à l'enquête de Faye. Et comme cela arrive souvent, le nôtre s'avère être un excellent sismographe et un bon présage, par exemple, pour dénoncer le faux « régionalisme », objet d'un désamorçage systématique opéré par l'idéologie hégémonique.
Prenons par exemple l'une des régions où l'indépendantisme et l'autonomisme ont toujours été le thème fondamental de la lutte politique : le Pays basque. Dans le nord de l'Espagne, en effet, malgré le mythe autonomiste et la persistance à parler l'idiome basque, le soi-disant euskara, il n'y a toujours pas de volonté ou de capacité à arrêter le « grand remplacement » ethnique par les masses d'immigrants du sud du monde.
L'autonomisme basque, en fait, est largement hybridé avec les idéologies de gauche, par conséquent, il n'a pas les moyens idéologiques de se défendre contre l'infiltration d'intentions immigrationnistes et assimilationnistes : une colonisation qui à la fin supplantera l'identitarisme régionaliste de manière beaucoup plus efficace que les ennemis « nationalistes » redoutés.
Faye décline vivement ce message en prenant l'exemple de l'autonomisme breton :

> *« Mais évidemment, comme le répètent les leaders des mouvements autonomistes bretons de gauche, un non-Européen qui s'installe en Bretagne est automatiquement breton... (la substance même du mot « breton » est démolie, réduite au sens universaliste du terme « américain »). »* (7)

Et puis il note, dans la suite du texte :

> *« L'enracinement – ou pseudo-enracinement – le plus dangereux se manifeste dans les milieux régionalistes et autonomistes de gauche, par exemple en Occitanie, au Pays basque et en Bretagne, qui revendiquent des exceptions culturelles et linguistiques, tout en se consacrant au modèle multiracial, en utilisant la litanie stupéfiante, entendue à*

plusieurs reprises, selon laquelle « nos immigrés sont tout aussi bretons, Basques ou Occitans autant que nous. Leur contradiction est totale : ils s'opposent, au nom des « traditions », à la limitation du jacobinisme, mais admettent sur leur propre sol ceux qui sont étrangers à ces traditions, imposées par l'universalisme jacobin lui-même !

Mais ce faux identitarisme n'a pas seulement une connotation de régionalisme. En effet, c'est précisément dans notre pays que c'est la droite d'inspiration souverainiste qui trahit systématiquement son électorat. L'urgence, en effet, d'une certaine faction politique à se montrer toujours politiquement correcte, donc socialement acceptable, n'a aucune utilité : une telle tentative, en effet, éloigne inexorablement ces souverainistes de leur base électorale et ne parvient en tout cas pas à « convaincre » l'établissement de sa justesse.

Celui-ci continuera à regarder avec suspicion, et même avec un mépris mal dissimulé, l'attitude masochiste inhérente à l'apologie continuelle (de ses origines politico-culturelles, de son origine et donc de son héritage profond).

Un aspect que Faye saisit parfaitement dans les pages de « Pourquoi se bat-on ? » :

« Oui, parce que l'ennemi méprise son collaborateur. » (9)

Un aspect vivement préfiguré depuis la fin du XIXe siècle par un obscur précurseur de la pensée vitaliste :

« *Celui qui observe les commandements d'un autre est inévitablement son serviteur. Celui qui restreint sa pensée, pour plaire à la majorité, a déjà perdu sa liberté intellectuelle. Ceux qui s'en remettent implicitement à « l'opinion publique » deviennent de simples marionnettes, des mannequins sans effusion de sang.* (10)

Mais dans ce cas, il s'agit aussi d'un impératif philosophique. Si nos ancêtres indo-européens, avant même d'avoir mis au point des techniques de combat ou de créer des moyens techniques, ont forgé un langage capable de décrire parfaitement, aussi bien que dignes, d'authentiques « institutions indo-européennes »(11), c'est précisément le soin de notre « dictionnaire » qui est central, comme le souligne avec acuité Faye :

« *Dans la lutte politique et idéologique, il ne faut pas utiliser les mots de l'adversaire, mais imposer ses propres concepts.*

Ce n'est pas un hasard si « Pourquoi nous battons-nous ? » accueille une grande section consacrée à la définition du langage conceptuel de l'identité militante. À l'inverse de la « meme-culture » (13), où la prolifération de termes post-indo-européens tels que « tchad », « basé », « cringe » et j'en passe, plus proche du langage du baby-gang que nous voudrions combattre qu'au « haut » langage de nos ancêtres, schématise à outrance la critique de la contemporanéité et simplifie

de manière invalide les catégories métapolitiques, Faye s'attache à redéfinir les concepts clés d'une vision du monde qui, bien qu'archaïque, n'est pas du tout « primitiviste », mais qui redonne plutôt complexité et richesse à un courant de pensée qui pourrait se targuer dans sa liste d'auteurs exceptionnels tels que Locchi, Heidegger, Nietzsche et d'autres.

La vie est lutte, le danger est la vie, la lutte est sélection.

> *« C'est la loi du plus fort, du plus capable, du plus mobilisateur qui domine toujours. VAE VICTIS, malheur aux vaincus, c'est la loi de la vie ; Et le philosophe qui le changera ou prouvera le contraire n'est pas encore né. Un seul homme, s'il a le talent et la volonté, peut vaincre des hôtes entiers. La concurrence est économique, politique, ethnique, etc. Elle est basée sur l'union du talent et de la volonté. Vous ne devriez jamais vous plaindre d'être dominé. C'est simplement parce que nous n'avons pas été assez forts, assez efficaces, assez intelligents, assez volontaires. (14)*

Comme nous l'avons vu, contrairement à certains intellectuels de la nouvelle droite, l'auteur n'a pas essayé de s'attribuer le crédit du système politiquement chic.
Au contraire, il n'a jamais hésité à être radical et très percutant dans ses propos : fait pour frapper au ventre, pour saisir l'esprit du lecteur sans fioritures et lui opposer, avec une lucidité implacable, le cercle infernal dans lequel sont tombés la France et l'Europe d'aujourd'hui.
Les Européens disparaissent, affaiblis et affaiblis, érodés intérieurement par des siècles d'idéologies égalitaires.

> *« L'inégalité est la reconnaissance de la diversité de la vie et de la logique fondamentale de la compétition qui domine toutes ses formes, sans nécessairement aboutir à la brutalité, mais au contraire à l'ordre, à l'équilibre, à la justice, comme Spencer l'a pressenti. » (15)*

Les Européens indigènes semblent n'être plus qu'un organisme rongé par des parasites – aussi et surtout de nature idéologique et spirituelle – et vidé de toute vitalité.
Et maintenant, les envahisseurs sont prêts à se débarrasser de ces hôtes bienfaiteurs : peuples, peuples, micro-identités régionales, œuvres d'art, histoire, monuments : rien de tout cela n'aura de valeur aux yeux des nouveaux colonisateurs qui un jour croiront qu'ils peuvent se passer même de l'accueil de leurs anciens maîtres coloniaux.
Le temps des Européens est révolu et tout ce que nous considérons comme précieux, rare et sacré est destiné à brûler parce qu'il n'a aucune valeur aux yeux des autres peuples : plus jeunes, plus vitaux et plus forts que nous. Résister ou périr, se

préparer aujourd'hui au chaos et au post-chaos ou disparaître de la surface de la terre. Il n'y a pas d'alternatives.

La vision de Faye semble tendre dans ces pages à la reconnaissance que « Pólemos est le père de toutes choses, de tous les rois ; et il révèle les uns comme des dieux et d'autres comme des hommes, il asservit les autres et les libère. Mais pas seulement. Les citations de Spencer et de Darwin suggèrent qu'à un certain moment de sa réflexion, l'auteur a compris la centralité des principes de sélection et de survie du plus apte et a voulu les renforcer dans son propre travail. Nous ne voulons pas dire que la nôtre a pleinement embrassé un darwinisme social à la *Might is Right* (force fait loi), mais certainement, en dépit d'une certaine droite conservatrice qui, dans son éternelle expiation du sentiment de culpabilité qui lui a été imposé par l'establishment à la fin de la Seconde Guerre mondiale, ne cesse de s'excuser et de vouloir paraître proche des masses des soi-disant plus faibles, Faye n'a pas peur de proclamer une authentique idéologie de la Force.

Mais il faut aussi se méfier d'un suprématisme métaphysique qui peut être démobilisant et décourager l'effort (du genre « nous serons toujours intrinsèquement supérieurs, il ne sert à rien de s'inquiéter »). » (17) La pensée de Faye est donc un antidote aux lectures maniérées d'un certain traditionalisme spiritualiste, répandu surtout en Italie, où la gloire d'un passé « romain » ferait des Italiens d'aujourd'hui porteurs ipso facto d'une supériorité spirituelle héréditaire. Certes, une pensée fascinante, mais en même temps résolument démobilisante. Elle risque même de fournir un alibi de prêt-à-porter à l'immobilité, par rapport à la seule solution qui existe pour l'homme européen d'aujourd'hui : l'acceptation d'un destin tragique de lutte sur son propre continent, dans ses propres villes, dans les villages les plus petits et les plus reculés. La marée montante de la dégradation, en revanche, exige une opposition faite d'amélioration continue à tous les niveaux : spirituel, culturel et physique.

Certainement pas d'une absolution spiritualiste visant à justifier l'inaction. Tout est de nouveau à conquérir, de l'esprit à la matière, des cieux à la terre. Malheur à ceux qui se considèrent spirituellement « arrivés » !

Une ère de fer et de feu est à nos portes et ce qui s'est passé ces dernières années dans notre pays n'est qu'une mise en bouche.

Voies involutives

L'analyse de la décadence, de Nietzsche à Ragnar Barbe-Rousse à Evola, a plus d'une fois décrit le destin de l'homme contemporain, contre tout progressisme, comme une authentique involution.

> *« Nous sommes actuellement gravement menacés par l'involution, notamment culturelle [...]. L'involution a aussi des racines*

biologiques : la dévirilisalisation causée par les idéologies mais aussi par les modes de vie urbains de la société marchande et par les idéologies culpabilisantes, la baisse des taux de natalité, l'anti-sélection, etc. (18)

Toujours dans la lignée interprétative du darwinisme social, Might is right de Ragnar Redbeard lui fait écho : (19)

« Si les générations précédentes avaient dû dépendre des doux geeks efféminés d'aujourd'hui, ou des « femmes carriéristes », nous serions depuis longtemps devenus un essaim de babouins avec des queues. »

Curieusement, c'est précisément un anthropologue italien non professionnel, Silvano Lorenzoni, qui a systématisé, dans son I*l Selvaggio* (20), les voies involutives de l'humanité dans un travail extrêmement intéressant qui, à partir des intuitions d'Evola sur la décadence, décrit la dégénérescence culturelle, linguistique et même physique de l'humanité dans les banlieues françaises et les ghettos afro-américains. Mais ce genre d'inquiétude n'est pas seulement répandue dans le domaine des passionnés d'anthropologie et trouve d'ailleurs un écho faisant autorité même dans le monde universitaire. Voici ce que dit Irenaus Eibl-Eibesfeldt, *Ethology of War, 1983-1998, Bollati Boringhieri,* page 235 :

« Mais à long terme, qu'adviendrait-il d'une humanité qui n'était plus animée par des rivalités de nature guerrière ? Ce type de compétition a favorisé l'évolution biologique et culturelle des groupes humains. Si cette concurrence disparaît, n'y a-t-il pas danger de stagnation, voire de décadence ? [...] S'il devait faire son apparition, des critères d'eugénisme appropriés pourraient certainement y remédier [..] ».

Et « Eugénisme » est précisément le titre d'une des sections du dictionnaire de Faye.

Archéofuturisme et écologie

D'autre part, l'archéofuturisme est, vraiment, « La Nouvelle Synthèse ».

En fait, après avoir fait face à un certain régionalisme de gauche et à un certain traditionalisme démobilisateur, Faye parvient à se démarquer de manière adéquate des dérives exclusivement technocratiques et excessivement « anti-écologistes » : le thème des catastrophes écologiques, en fait, n'est jamais oublié par l'auteur, qui fournit, également dans ce cas, des réponses et non des failles conspirationnistes. Et il affirme la centralité d'une véritable offensive techno-scientifique aux grands enjeux de l'écologie, à travers la capacité à faire face aux défis de l'environnement sans ambages et avant-gardiste.

Il ne s'agit donc pas d'ignorer la centralité des problèmes environnementaux – à l'opposé de certains négationnistes – mais plutôt d'apporter une réponse à ce qui semble être le thème central du débat politico-institutionnel contemporain.

L'énergie nucléaire, les véhicules électriques et l'abandon des énergies fossiles

polluantes : non pas « moins de technologie », mais « plus de technologie » capable d'être de plus en plus compatible avec l'écosystème.
En fait, ce sont les techniques obsolètes qui ont le plus d'impact sur l'écosystème : ces solutions technologiques inadéquates sont précisément celles les plus utilisées par les pays en développement qui contribuent de fait de manière anormale aux problèmes environnementaux.
Après tout, les cataclysmes écologiques, pratiquement inévitables au début du XXIe siècle, et à l'échelle planétaire, sont l'une des lignes de convergence des catastrophes dont nous parlons. Les points de fracture écologiques concernent les zones suivantes : réchauffement de l'atmosphère, désertification, destruction des forêts, épuisement des réserves halieutiques et agricoles, croissance progressive des maladies virales, pollution des mers et des ressources aquatiques, etc.
Chaque destruction s'ajoute aux autres et les multiplie. (21)
Le développement de techniques d'extraction de pointe, mais aussi la capacité d'exploiter des sources d'énergie renouvelables, ainsi que l'amélioration des systèmes de stockage de l'énergie, permettent de renforcer non seulement les institutions nationales – sur lesquelles, en tant que révolutionnaires, nous n'avons aucun contrôle – mais surtout ces îlots d'identité et de liberté hors réseau, qui représentent déjà des noyaux de résistance et des avant-postes pour « l'après chaos » (22). Ainsi se soude l'axe entre les survivalistes et les archéofuturistes : les premiers s'engagent à faire face à la convergence des catastrophes, les seconds à anticiper la science-fiction et les solutions technologiquement avancées qui seront fondamentales d'abord pour les noyaux du « pré-chaos », puis pour les nouvelles institutions du « post-catastrophe ». Ordo Ab Chao : (23)

> *« Nous devons nous préparer à affronter le chaos et à penser, prévoir les conséquences. »*

Certains aspects de ce courant, qui se déploie dans un espace entre la lecture métapolitique et la lecture dystopique, inauguré par *L'Archéofuturisme* en 1998, ont été assez fructueux : pensons à la littérature française de Laurent Obertone avec son « Le jour où tout a brûlé. Guérilla » 24, ou avec « Survivre à l'effondrement économique » de Piero Sangiorgio

Le totalitarisme soft

Faye dénonce alors, très opportunément, les aspirations totalitaires d'une société qui se veut prétendument tolérante et fondée sur les droits de l'homme.
Il mourra en 2019 et n'aura donc aucun moyen de voir ses prédictions sur le néo-totalitarisme des institutions « démocratiques » appliquées lors de la prétendue pandémie de Covid-19.
Comme si, à force de proclamer, officiellement et depuis des décennies, le credo de la tolérance et de la foi en la liberté, nos démocraties avaient simultanément et

secrètement développé une ombre, un réceptacle et un exutoire à toutes les impulsions de domination et d'oppression de ceux qui sont différents d'elles-mêmes et qui, officiellement et à la lumière du soleil démocratique, ne pouvaient être révélées.
Ainsi, à l'occasion de la prétendue urgence sanitaire, ce n'est pas tant un cas épidémiologique qui a émergé que cette ombre écartée, trop longtemps refoulée et confinée, qui s'est manifestée comme la plus grossière des formes d'abus, de régime totalisant et inhumain.
Il est devenu légal d'enfermer d'abord des millions de citoyens en parfaite santé, puis de procéder à une séparation arbitraire entre les personnes vaccinées en possession de tous les droits (même s'ils expirent) et les non-vaccinées, grâce aussi à l'aide de l'outil technocratique du laissez-passer vert, authentique singe et contrefaçon de l'archéofuturisme.

> *« Nous vivons dans une situation étrange et paradoxale, une conjoncture en fin de règne : le pouvoir public ne cesse de tout réguler, de surveiller, d'opprimer, de taxer, d'ostraciser avec douceur et habileté ceux qui créent et ceux qui travaillent, et s'engage à dispenser tolérance et avantages aux déviants, irréguliers, parasites. Tout ce qui est « autre » jouit de tous les droits et n'a aucun devoir pour l'idéologie dominante. Tout ce qui est autochtone et qui s'inspire de la loi naturelle, donc de l'identité et de la préservation du peuple, n'a que des devoirs et doit subir la loi de la suspicion. Le système vise à asservir l'homme libre et à rendre l'hilote libre. L'Empire romain en est mort. (26)*

Un régime dystopique digne d'un film de science-fiction dont l'intrigue n'est cependant pas l'œuvre d'un grand cinéaste, mais plutôt d'un technocrate apatride, peut-être un Golem échappé du coffre-fort d'une banque d'affaire.

Conclusion : Combattre ou périr

> *« Cette planète en perpétuelle rotation n'est pas l'endroit idéal pour un Nirvana contemplatif immuable, mais plutôt un Valhalla stellaire et tourbillonnant, où les combattants victorieux engloutissent le sang pétillant de leurs ennemis massacrés qui jaillit des crânes évidés des victimes de la guerre sans fin. Ici, c'est bien ! C'est bien! C'est très bien ! (27)*

Du point de vue de l'affrontement darwiniste, de la dialectique du conflit établi entre les masses abruties par les médias et les nouvelles aristocraties révolutionnaires, les processus de déculturation, d'involution et de dévirilisalisation pourraient même, paradoxalement, se retourner contre le statu quo même qui les a produits :

> *« Si l'on raisonne dialectiquement, ce néo-primitivisme pourrait se retourner contre la civilisation contemporaine qui l'a généré, Dans la mesure où les jeunes générations actuelles des nouveaux barbares ne seront plus capables, simplement, de faire fonctionner techniquement cette civilisation.*
> *Ces générations opposeront peu de résistance à un travail d'épuration et de mise au point mené par des minorités actives, quelles qu'elles soient. Que peuvent faire les masses d'esclaves, les « derniers hommes » dont parlait Nietzsche, face à des aristocraties réelles et résolues ? (28*)

Et ces « minorités actives, quelles qu'elles soient » risquent de devenir si l'on ne sait pas intervenir – celles des marionnettistes du Grand Reset, aujourd'hui en plein développement.

> *« La vie est un devenir et une surprise. En conséquence de cette contradiction dialectique, habituelle dans l'histoire, le progressisme et les idéologies de la fin de l'histoire vont au contraire la mettre en mouvement et réapparaître, à travers les catastrophes mêmes qu'elles produisent. (29)*

Dès lors, pourquoi ne pas embrasser, dangereusement, même une perspective d'accélération de la décadence des masses ou d'une partie d'entre elles jugée incurable ?
Donc, s'il y avait un ennemi objectif, son affaiblissement réel par la décadence ne pourrait-il pas représenter lui-même un énorme effet rebond ? Et la catastrophe n'est-elle pas peut-être l'indice d'un nouveau départ, comme l'avait prédit le dernier chaman, Martin Heidegger ?

Ce sont des questions qui ne trouveront de réponses que dans la pratique révolutionnaire, celle de se préparer au chaos et à l'après-chaos. Si c'est la fin d'un cycle d'existence, si la civilisation a atteint minuit, alors l'inversion, la rupture de la linéarité progressive du temps, est également possible.
Chaque civilisation a une barbarie correspondante, chaque barbarie a une civilisation qu'elle veut atteindre. (31) Ce qui est certain, c'est que l'accélérationnisme n'est pas seulement l'accélération technologique de Nick Land, mais qu'il peut même devenir l'hélice, l'accélérateur de la décadence du système : *« à ce qui est sur le point de tomber, il donne une poussée »*
comme le proclamait Nietzsche et Evola le répétait. En Italie, cependant, les voix et les réflexions qui se réfèrent d'une manière ou d'une autre à Faye ne manquent pas, qu'elles soient héraclitéennes, accélérationnistes ou ouvertement prométhéennes. Sievers écrit en ce sens dans son Technoprimitivisme :

> *« Parce que seul le Chaos peut réinitialiser la pourriture actuelle et restaurer, à partir de zéro, la vertu, la rigueur, la hiérarchie naturelle, le respect du sacré. Mais faites attention ; la retraite dans les bois est une*

idée de départ, préparatoire à l'affûtage des armes, à la familiarisation avec la nouvelle situation, à la détermination des paramètres selon lesquels agir et éventuellement établir des alliances stratégiques avec ses semblables, dans le respect du concept d'« amitié stellaire » adopté par Nietzsche.

Ensuite, une autre phase doit être générée, qui est d'intégrer la forêt dans la société et de continuer à jouer selon les règles qui sont propres à la forêt, certainement pas en se pliant aux règles bourgeoises. (33)

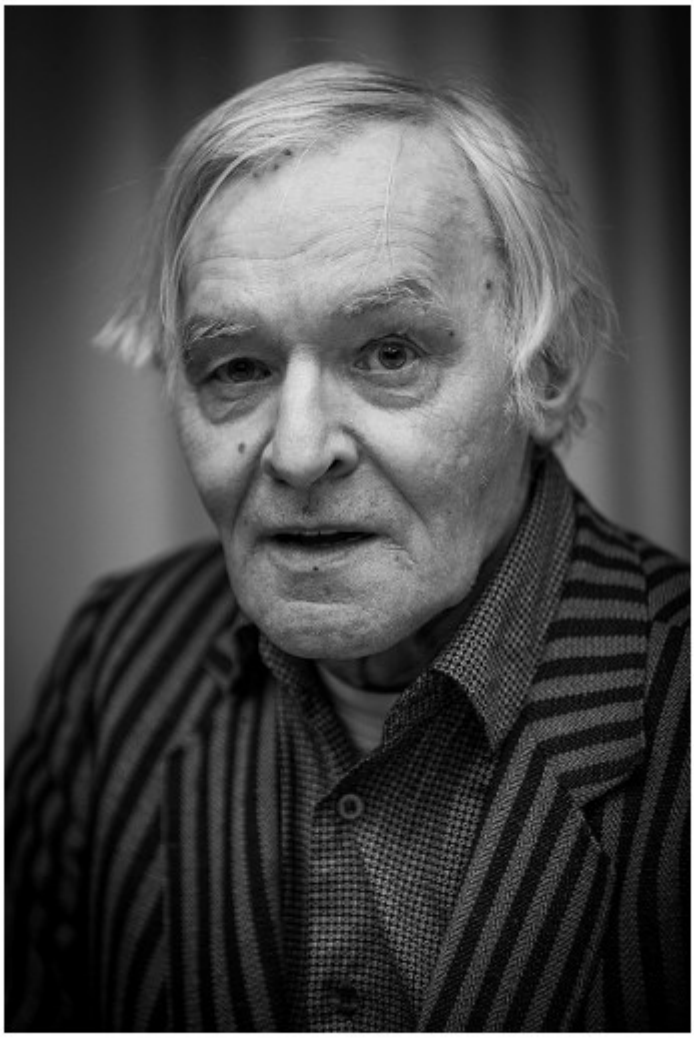
Nous concluons avec l'espoir que cette nouvelle édition de G. Faye deviendra bientôt, car le temps presse et il ne nous reste plus grand-chose, un authentique manuel de résistance et surtout de reconquête !
Puisque, l'écrivain, ayant eu la chance de recueillir, quelques semaines après sa mort, le dernier entretien avec Faye, avec son ami Francesco Boco (34), se sent obligé de remettre aux nouvelles générations la tâche que l'auteur nous a confiée avec son œuvre essentielle : construire, à partir de sa propre région et de sa patrie charnelle, l'espace impérial euro-sibérien, point d'arrivée de la lutte pour l'existence des derniers représentants des peuples indo-européens, qui ont jadis afflué d'Urheimat pour conquérir le monde.
Parce que la fin d'un cycle n'est pas le moment de l'inaction, mais l'ouverture de nouvelles possibilités de réalisation.

---

(1)G. Faye, POURQUOI NOUS COMBATTONS, Manifeste de la Résistance européenne, Passaggio al Bosco, 2023, page 45.
(2) G. Faye, Archéofuturisme, Barbarossa Publishing Company, 1999.
(3) Également pour les types de la Società Editrice Barbarossa, éditée par Francesco Boco. (4) Pour les types d'Altaforte édité par Adriano Scianca.
(5) G. Faye, POURQUOI NOUS COMBATTONS, Manifeste de la Résistance européenne, Passaggio al Bosco, 2023, page 40.
(6) G. Faye, POURQUOI NOUS COMBATTONS, Manifeste de la Résistance européenne, Passaggio al Bosco, 2023, page 149. (
7) G. Faye, POURQUOI NOUS COMBATTONS, Manifeste de la Résistance européenne, Passaggio al Bosco, 2023, page 186.
(8) G. Faye, POURQUOI NOUS COMBATTONS, Manifeste de la Résistance européenne, Passaggio al Bosco, 2023, page 247.
(9) G. Faye, POURQUOI NOUS COMBATTONS, Manifeste de la Résistance européenne, Passaggio al Bosco, 2023, page 47.
(10) Ragnar Redbeard, La force a raison – La raison de la force, Polemos Forgia Editrice, 2020, page 146.

(11) Voir les deux volumes de E. Benveniste, Dictionary of Indo-European Institutions, Einaudi.
(12) G. Faye, POURQUOI NOUS COMBATTONS, Manifeste de la Résistance européenne, Passaggio al Bosco, 2023, page 188.
(13) Sur le sujet des « mèmes » et de leur utilisation en termes de propagande politique, voir Guido Taietti, Political Witchcraft. Manuel de communication politique non conventionnelle, Altaforte Edizioni 2021.
(14) G. Faye, POURQUOI NOUS COMBATTONS, Manifeste de la Résistance européenne, Passaggio al Bosco, 2023, page 109.
(15) G. Faye, POURQUOI NOUS COMBATTONS, Manifeste de la Résistance européenne, Passaggio al Bosco, 2023, page 192.
(16) Hippolyte de Rome, Κατὰ πασῶν αἱρέσεως ἔλεγχος – Réfutation de toutes les hérésies, IX, 9, 4 ; Diels-Kranz, fragment B 53.
(17) G. Faye, POURQUOI NOUS COMBATTONS, Manifeste de la Résistance européenne, Passaggio al Bosco, 2023, page 154.
(18) G. Faye, POURQUOI NOUS COMBATTONS, Manifeste de la Résistance européenne, Passaggio al Bosco, 2023, page 194.
(19) Ragnar Redbeard, La force a raison – La raison de la force, Polemos Forgia Editrice, 2020, page 146.
(20) Silvano Lorenzoni, Il Selvaggio – Saggio sulla degenerazione umana, Edizioni Ghenos, 2005.
(21) G. Faye, POURQUOI NOUS COMBATTONS, Manifeste de la Résistance européenne, Passaggio al Bosco, 2023, page 139.
(22) Sur tout cela, voir Prometheica, tome quatre – Vers l'avenir le défi des ressources, Polemos Editrice, solstice d'hiver 2022.
(23) G. Faye, POURQUOI NOUS COMBATTONS, Manifeste de la Résistance européenne, Passaggio al Bosco, 2023, page 41.
(24) Signs Books, 2017 (
25) Morphema Editrice, 2013.
(26) G. Faye, POURQUOI NOUS COMBATTONS, Manifeste de la Résistance européenne, Passaggio al Bosco, 2023, page 196.
(27) Ragnar Redbeard, La force a raison – La raison de la force, Polemos Forgia Editrice, 2020, page 89.
(28) G. Faye, POURQUOI NOUS COMBATTONS, Manifeste de la Résistance européenne, Passaggio al Bosco, 2023, page 212.
(29) G. Faye, POURQUOI NOUS COMBATTONS, Manifeste de la Résistance européenne, Passaggio al Bosco, 2023, page 244.
(30) Martin Heidegger, Réflexions XII-XV [CAHIERS NOIRS 1939-1941], Bompiani, 2016.
(31) Polemos – Manifeste du primitivisme héroïque, Polemos Forgia editrice, 2014-2020, édité par F. Boco.
(32) Franco Freda écrit : « Nous sommes des nihilistes qui nions cet homme désintégré, cet espace désintégré, ce temps dissous – ils nient les négations et nient les mensonges », in « Il Fronte Nazionale », éd. di Ar, 1994, p. 14.

(33) Sievers, Technoprimitivism, Polemos Forgia Editrice, 2021.
(34) L'Europe se retrouvera elle-même, mais ce sera d'abord Guerre et Chaos, entretien réalisé par Francesco Boco et Andrea Anselmo, publié dans « Il primato Nazionale », février 2019. La même chose a été proposée plus tard à la fin du volume Dei e potenza. Textes et entretiens pour la reconquête européenne (1979-2019), Altaforte, 2021.



POURQUOI NOUS COMBATTONS

Manifeste de la résistance européenne

Aux ancêtres de ma terre natale, la Charente et le Poitou,

anciens et indomptables Gaulois.

À Gilles Soulas, à Georges Hupin.

À Lisa-Isabelle, source de beauté,

fille de la louve romaine,

et à tous les amis de ma chère Italie.

En mémoire de Mlle la Comtesse Hella von Westarp,

figure éminente d'un véritable aristocrate européen,

résistant et mis à mort par les barbares,

qui a offert son sang comme prix

du salut de son peuple.

Pour tous ceux qui,

de l'Aber Vrac'h de Bretagne au détroit de Béring,

du Cap Nord au Chora Sphacion grec,

nourrissent la flamme de la résistance.

Ac eis quos Imperium imperat, quibus honoris nomen fides dicitur. (1)

---

(1) (Note du traducteur) « Pour ceux sur qui l'Empire a du pouvoir, le mot honneur signifie loyauté. »

Pour certains, c'est un rêve, pour d'autres un cauchemar.
Merlin, l'enchanteur

Une belle nuit approche, une nuit de loups.
Pierre Vial

Nous gagnerons, parce que nous sommes déjà morts.
Olivier Carré,

Je vais me venger de toi, de tes chiens
et de tes bergers.
Ce disant, il amena le misérable
au milieu de la forêt,
et sans essai, il lui fit un festin.
Jean de La Fontaine2

---

(2) « Le loup et l'agneau », in Jean de La Fontaine, Fables, BUR Rizzoli, Milan 1980, Tome I, pp. (118)-119

Préface et avertissement

Contre l'ennemi commun, construire un bloc autour d'idées claires

Les pires guerres sont celles que personne n'a déclarées. Elles éclatent tranquillement, comme un mauvais vent, et sont les plus dures, les plus implacables. L'Europe d'aujourd'hui, à des degrés divers, est confrontée au plus grand péril de son histoire, qui menace de faire disparaître sa civilisation à jamais, et pas nécessairement dans le sang. L'Europe est en guerre, mais elle ne le sait pas.
Elle le soupçonne, mais se le cache, avec la politique classique de l'autruche qui dissimule sa tête dans le sable en croyant ainsi écarter le danger.
Nous sommes occupés et colonisés par les peuples du Sud et par l'Islam, rapidement et massivement.
Nous sommes soumis au nouvel ordre mondial américain, économique, stratégique et culturel.
Et les deux phénomènes se déroulent côte à côte.
Nous sommes émasculés par des idéologies de déclin et d'optimisme fictif, en proie à une régression de la culture et de l'éducation vers le primitivisme et le simulacre d'une prospérité fragile. L'Europe – tous ses peuples apparentés et ses nations sœurs – est l'homme malade du monde.
C'est ce que révèlent le déclin démographique, ainsi que la dévirilisation physiologique et l'ethnomasochisme de l'idéologie hégémonique, protégée par les censeurs du politiquement correct et ses tuteurs médiatiques et judiciaires. Nous sommes mangés de l'intérieur, mais aussi attaqués et minés de l'extérieur. Nous avons affaire à la fois aux assaillants et aux occupants, mais aussi aux collaborateurs, c'est-à-dire à la majorité de la classe politique médiatique et des intellectuels, qu'ils soient de gauche ou de droite. Nos peuples ne s'en aperçoivent pas (encore) parce que les chariots des supermarchés sont (encore) pleins. Tout le monde, secrètement, soupçonne que la guerre a commencé, mais la majorité le nie, parce que personne n'a, pour l'instant, le courage de se battre. Pour l'instant...

L'augmentation des dangers, la marche vers le chaos, que nous commençons à entrevoir aujourd'hui, sont peut-être la condition nécessaire à la révolte et au réveil. Parce que nous n'avons encore rien vu. La tragédie n'en est qu'au début de son premier acte. Comme dans toute guerre, la liberté d'expression des défenseurs est mise en danger. Il ne faut pas s'en plaindre, c'est la règle du jeu. Pourtant, nous disposons encore d'immenses ressources dans toute l'Europe. Rien n'est perdu et le

pessimisme n'est pas permis. Dans l'histoire, les minorités combattantes l'emportent toujours sur les masses amorphes. Il ne s'agit plus d'être de gauche ou de droite, mais de se ranger du côté de la résistance. Au milieu de la tragédie qui frappe aujourd'hui les peuples d'Europe, et compte tenu des dissensions inutiles entre les différents mouvements identitaires, il y a un fort besoin de formuler une vision synthétique du monde autour d'idées fortes, capables de rassembler, sur l'ensemble du continent – notre grande patrie – des familles spirituelles et des forces politiques artificiellement séparées, mais en accord sur l'essentiel : la défense de notre civilisation et de notre identité en danger, mais aussi les principes d'une régénération.
Partout, on constate l'attente d'une mobilisation autour d'un discours clair et fédérateur de résistance et de reconquête, qui fuit à la fois la scolastique intellectuelle dépassée, le sectarisme, et la nostalgie paralysante.
Tout simplement parce que l'urgence n'était jamais devenue aussi pressante. Il est important de penser à une plate-forme idéologique unificatrice, qui ne soit pas le fruit d'une coterie, mais d'une réflexion lucide et sincère.
Lorsque la maison brûle, les querelles internes se taisent.

***

En fait, une refondation idéologique est devenue indispensable, qui passe à la fois par l'affirmation synthétique d'une doctrine de nature générale et par une définition rigoureuse des concepts, fondements de l'argumentation et de la propagande. C'est pour cette raison que ce manifeste prend en grande partie la forme d'un ''dictionnaire ''.
La confusion doctrinale, les faux débats, les contrastes artificiels, les approximations et les contreparties intellectuelles, les luttes entre clans et l'adoucissement des idées, par respect pour la commodité et par souci de respectabilité, ont duré beaucoup trop longtemps. Il est nécessaire de faire ressortir une ligne claire. (3) Une sorte de minimum puissant dans lequel le plus grand nombre possible de sensibilités et de volontés peuvent s'identifier.
Ce n'est plus le temps où l'on ne disait les choses qu'à moitié, où l'on jouait au jeu du « double discours ». C'est le moment de faire place à la pensée radicale, qui n'est pas celle qui se moque de l'extrémisme, mais celle qui va à la racine.
La vérité gagne toujours et c'est le plus efficace des tours.
Le temps est donc venu pour le courant de la pensée identitaire, entendue au sens le plus large, de se réaffirmer comme le plus lucide et le plus ambitieux. Sa vision du monde est beaucoup plus réaliste et à l'épreuve du temps que celle de l'idéologie égalitaire et cosmopolite dominante, qui va d'une droite molle à une gauche néo-trotskyste folle.

Tous les faits, historiques, géopolitiques, démographiques, ethniques, économiques, sociaux, prouvent le droit identitaire et non la vision égalitaire du monde. Cette conception, la seule à être authentiquement rebelle et dissidente, a la vocation, dans toute l'Europe, de dépasser largement son environnement naturel, d'autant plus que le XXIe siècle promet d'être l'une des plus grandes crises, une époque où il faudra remettre les choses en place, où se produiront des radicalisations surprenantes, induites par la pression des pays environnants, Révisions idéologiques lacérantes et délocalisations inattendues.

***

Par le passé, il y a une quinzaine d'années, j'ai publié, avec Robert Steuckers et Pierre Frison, une brochure également intitulée *Pourquoi nous nous battons*, et un *Petit Lexique du Partisan européen*. (4) L'un et l'autre avaient fait l'objet de plusieurs éditions pirates.
Mais ces textes anciens, tout en conservant toute leur validité, ne sont plus adaptés à la situation d'urgence actuelle. Depuis, ni manifeste ni texte de synthèse idéologique n'ont été publiés, à l'exception du dernier livre de Pierre Vial, *Une Terre, un Peuple* (5) avec lequel je partage toutes les orientations et tous les choix « archéofuturistes », qui ont toujours été les nôtres : la défense commune des traditions ancestrales et d'un avenir impérial, ainsi que les idées centrales de résistance et de reconquête. Je précise donc que l'analyse de l'ouvrage susmentionné peut être fructueuse pour compléter la lecture de ce manifeste et du dictionnaire.

Attention aux faux amis

Dans toutes les régions d'Europe, les jeunes résistants et dissidents doivent être mis en garde contre la redéfinition du système et la soumission au cosmopolitisme mené par ceux-là mêmes qui se présentent illégalement comme les défenseurs de l'identité européenne menacée et les artisans de son renouveau.
Je pense en particulier à tous ceux qui, pour reprendre les mots de De Gaulle, « sautent sur leur chaise comme des gamins en criant : l'Europe ! Europe! L'Europe ! (6) ne parlent que de sa « renaissance », mais qui, concrètement, défendent des valeurs de décadence, de laxisme, de renoncement, et n'ont finalement de l'Europe à venir que l'image d'un Disneyland « tolérant », ouvert aux quatre vents, d'un pandémonium ethnopluraliste, sans aucune identité centrale, sans ordre interne et dépourvu de toute volonté de puissance.
La tentation de dissimuler l'adhésion à l'idéologie dominante est énorme, surtout lorsqu'elle est ornée du jargon de l'intello.

Il est important de boycotter d'urgence tous ces pseudo-identitaires qui, par conformisme et soif de respectabilité, vont jusqu'à répandre subrepticement les dogmes du cosmopolitisme et du multiracialisme, sous prétexte de « l'idée européenne », si ce n'est même par un détournement du sens de « l'idée impériale ».

On trouve de tout dans ce supermarché de la pseudo-rébellion : le laius « antiraciste », un gauchisme post-1968 et « anti-utilitarisme » confus, un ethnopluralisme multiculturel, multi-confessionnel, multi-n'importe quoi, qui découvre trente ans plus tard les thèses communautariennes américaines (bien qu'elles soient anti-américaines, bien sûr), un antilibéralisme copié sur celui de Bourdieu (7) et de ses amis, ou, au contraire, un ultra-libre-échange et une américanité d'une naïveté désarmante.

On assiste également à une pénétration dans les milieux régionalistes d'une idéologie cosmopolite d'extrême gauche qui, tout en prétendant lutter contre le jacobinisme français, ne défend pas du tout l'identité européenne de sa « région ».

Méfiez-vous donc des faux défenseurs de l'identité européenne qui ne font que plagier les propositions des Verts, de Cohn-Bendit ou de José Bové. Leur discours est un simulacre qui fonctionne selon cette logique : ils se proclament incorrects et dissidents au nom d'un anti-américanisme répétitif, dogmatique et mal motivé, soutenant un antilibéralisme conventionnel, néo-marxiste sans contre-propositions économiques (à l'exception des solutions infantiles gauchistes-fouriéristes, style années 70) ; nous voulons des fédéralistes européens, mais sans aucune conception impériale et puissante de l'Europe. Nous disons que nous sommes antimondialistes, enracinés, identitaires, mais en même temps « ouverts à toutes les cultures », partisans de la « cause de tous les peuples », qui, en pratique, conduit à la tolérance de l'immigration ; ils prétendent être « anti-progressistes », mais au nom d'un réalisme fumeux d'un « sens de l'histoire » toute idée de reconquête ethnique de l'Europe est considérée comme irréaliste ; On se déclare païen, chrétien, païen-catholique ou agnostique, selon les répertoires, mais on applaudit aux progrès de l'islam, en feignant de croire à l'œcuménisme, plus par ignorance conformiste, d'ailleurs, que par ruse, etc.

Les plus dangereux sont les pseudo-païens qui confondent systématiquement, par sophisme, le polythéisme avec la tolérance absolue, c'est-à-dire, pour parler franchement, avec l'anarchie. Malheureusement, un certain nombre de brillants intellectuels de droite tombent régulièrement dans beaucoup de ces erreurs. Le mécanisme est simple, c'est celui de la pseudo-contestation du système. Nous l'attaquons sur des questions marginales, mais jamais sur le fond.

Les analyses des défis actuels – en particulier la colonisation de l'Europe par le tiers-monde et l'islam, la dévirilissation, la décadence des valeurs, l'africanisation de la culture et le déclin démographique de l'Europe, le fiscalisme et l'éléphantiasis

bureaucratique de la social-démocratie dominante, l'homophilie triomphante – sont prudemment oubliées par ces faux adversaires, ces combattants menteurs de la renaissance européenne.

Aucune vision géopolitique, stratégique, économique, ethnique, culturelle de la résistance et du pouvoir n'est proposée. L'ennemi principal, que tout le monde connaît, n'est jamais désigné. Ils prétendent « penser », mais, comme le disait Jules Renard, *« penser ne suffit pas : il faut aussi penser à quelque chose »*. (8) Et puis il y a un autre danger qui nous menace, à l'opposé du précédent : celui des discours nostalgiques et pessimistes qui ne donnent lieu qu'au sectarisme et à l'impuissance, à la marginalisation, et n'aboutissent jamais à une résistance efficace.
C'est la logique des éternels perdants de l'histoire, vaincus d'emblée, aigris et découragés, ceux qui se pensent comme le dernier bastion plutôt que de vouloir en être le premier. Car toute résistance qui n'est pas reconnue comme le fondement d'une reconquête est vouée à l'échec.

***

Il faut aussi se méfier des tendances spiritualistes, métaphysiques ou soi-disant « philosophiques ». Méfiez-vous des imposteurs qui se proclament « théologiens », du fond de leurs études... Il est certain, cependant, que pour la régénération des Européens, un renouveau spirituel est absolument indispensable, contre le narcissisme matérialiste, cause profonde de la tragédie actuelle.

La spiritualité n'est pas le spiritualisme. Il n'est pas décidé et manipulé comme un programme informatique. Je suis un lecteur assidu d'Evola, en particulier de ses textes politiques et socio-philosophiques exceptionnels, mais je veux mettre en garde contre « l'Evolisme » (et, plus dangereux encore, contre le « Guenonisme »), qui détourne l'attention des vraies questions pratiques et concrètes. La réflexion doit être au service de l'action, mais elle ne doit pas être confondue avec une tautologie métaphysique.
C'est avant tout à mes amis italiens que j'adresse cet avertissement. Un certain « paganisme » artistique et artificiel doit aussi être regardé avec méfiance, qui risque de sombrer dans le New Age, complètement déconnecté des vraies batailles, ou, pire encore, de tomber dans la xénophilie et le funeste « Amour de l'Autre », au nom d'un polythéisme incompris. Je le dis d'autant plus librement que je me sens païen, pleinement païen, un allié du catholicisme traditionnel, un ami de l'hindouisme, mais un farouche adversaire des monothéismes totalitaires du désert.
La prudence aussi à l'égard d'une certaine spiritualité catholique, plus ou moins charismatique, conduit à un mysticisme évanescent, mais surtout à un pacifisme maladif, au rejet de l'ethnicité et de la volonté de puissance. Oui, gardez-vous du mysticisme démobilisateur, méfiez-vous d'un intellectualisme aussi prétentieux que

vide, méfiez-vous du refuge facile dans une « spiritualité » ou un « philosophisme » qui ne sont rien d'autre que des attitudes, des postures et souvent des échappatoires pour échapper à la lutte vitale de la résistance. Loin de moi l'idée de mépriser la recherche spirituelle ou religieuse, qui est l'une des gloires de la civilisation européenne. Mais la vraie spiritualité ne peut être vécue que dans le combat.
Très peu de ceux qui peuvent sérieusement prétendre en faire l'expérience en méditation pure. Parce que le danger de la désincarnation est grand et, dans ce cas, les aspirations les plus indûment profondes se transforment en bavardages inutiles, en refuge contre les batailles de la vie, en écume de l'histoire. Donner un sens à sa vie, c'est d'abord se battre et prendre des risques pour son idéal, et en particulier pour son peuple.
De là découle la vraie spiritualité, qui n'est pas portée comme une décoration bourgeoise, mais est connue comme une flamme intérieure. Je pense qu'Evola, Heidegger et Abellius (10) l'ont parfaitement compris, puisque leur spiritualité est née de leur engagement. La spiritualité est l'ennemi et l'opposé du spiritualisme, tout comme l'intelligence est antagoniste et antithétique à l'intellectualisme, et comme la philosophie est l'adversaire et l'opposé du philosophisme.
La spiritualité procède biologiquement et ontologiquement du combat, elle ne le précède ni ne le continue, mais elle lui est liée, combinée à lui, comme dans un enchevêtrement de vipères.
Peut-être que le divin est le dernier mot. Mais le divin ne naît que de l'ardeur physique, concrète, pratique des hommes. Le divin ne vient que si la bataille humble, douloureuse mais orgueilleuse a commencé. Cela signifie que l'aptitude physique et mentale au combat, la maîtrise d'une doctrine claire, les qualités de courage et d'endurance sont, pour ces moments de feu et de tragédie, beaucoup plus importantes que les prophéties spiritualistes. *Mens sana in corpore sano*, un esprit sain dans un corps sain.
N'oublions jamais que Socrate était hoplite, et Xénophon polémarque.

***

Des disputes stériles, des discordes de cliques s'opposent et neutralisent ceux qui, au contraire, devraient être solidaires. Tandis que l'ennemi, bien que protéiforme, est terriblement uni.
Ces désaccords sont superficiels et divisent ceux qui pensent souvent de la même manière, possèdent la même vision intuitive du monde, désignent le même ennemi, défendent implicitement les mêmes peuples et aspirent à atteindre les mêmes buts, mais ils sont piégés dans des idées vagues et équivoques, des transports affectifs,

des débats mal cadrés (sur « la France » ou « l'Europe », sur le « souverainisme » ou le « fédéralisme », sur le « catholicisme » et le « paganisme », et ainsi de suite).

En l'absence de concepts définis, d'idées claires et fédératrices, d'une réflexion sereine et d'une prise de conscience de l'urgence du moment, il est difficile de comprendre et de fixer une ligne idéologique efficace. Un projet et un corpus idéologiques communs et forts, aujourd'hui, sont essentiels. Selon l'adage, dont je ne révélerai pas l'origine, il est nécessaire de jeter les bases, maintenant, dans toute l'Europe, d'une « pensée volontariste concrète qui crée de l'ordre ». (11)

---

(2)En français « ligne claire ». Le style particulier du dessin, conçu par l'inventeur de Tintin, le caricaturiste belge Hergé (Georges Prosper Remi, 1907-1983), se caractérise par un signe subtil, clair et élégant. Par extension, une façon d'écrire ou de penser ou de s'exprimer claire, nette, chirurgicale.
(4) Probablement Eurograf, 1986.
(5) Edité aux éditions Terre & Peuple, 2000, avec une préface de G. Faye. Le 14 décembre 1965, lors d'une interview avec le journaliste et romancier Michel Droit, De Gaulle sort la phrase « Bien entendu, on peut sauter sur sa chaise comme un cabri en disant l'Europe ! Europe! Europe... mais cela n'about it à rien et cela ne signifie rien". Voir https://youtu.be/zufecNrhhLs.
(7) Pierre Bourdieu (1930-2002), sociologue, anthropologue, philosophe et universitaire français. Il soutient que la capacité des agents sociaux en position dominante à imposer leurs propres « productions » culturelles et symboliques joue un rôle décisif dans les rapports sociaux de domination, à travers ce qu'il appelle la « violence symbolique », définie comme la capacité à cacher l'arbitraire de ces productions symboliques, et donc à les faire admettre comme légitimes aux acteurs sociaux dominés. Il était également un critique du système scolaire français, responsable, selon lui, de la « reproduction » de la structure sociale existante, et non de la mobilité sociale qui serait fixée comme objectif déclaré. (8) Pierre-Jules Renard (1864-1910), écrivain et aphoriste français. Membre de l'Académie Goncourt depuis 1907. La citation est tirée de son journal, publié à titre posthume.
(9) C'est nous qui soulignons.
(10) George Soulès, connu sous le nom de Raymond Abellio (1907-1986), était un écrivain et philosophe gnostique français, ainsi qu'un homme politique, dans la SFIO dans les années 1930 et, pendant la Collaboration, dans le Mouvement social révolutionnaire (MSR) d'Eugène Deloncle, qui lui a coûté l'exil en Suisse jusqu'en 1947.

(11) G. Faye, Archéofuturisme, AGA Editrice, Milan 2018, p. 11. 64.

Éléments préliminaires

Toute l'histoire du monde n'est rien d'autre que l'histoire de la lutte des peuples et des civilisations, pour la survie ou la domination.
C'est le lieu de l'affrontement de la volonté de puissance. C'est une succession ininterrompue de tragédies fécondes qui ne se résolvent que par l'explosion créatrice d'une force immuable. Les luttes de classes sont une réalité, mais d'ordre secondaire. La vigueur à long terme d'un peuple dépend d'abord et avant tout de son *germe*, c'est-à-dire du maintien de son identité biologique et du renouvellement démographique, ainsi que de la santé de ses coutumes, de sa créativité et de sa personnalité culturelle.
La civilisation est basée sur ces deux facteurs fondamentaux. Contrairement aux idées reçues, ce n'est pas la puissance économique ou militaire, ni la constitution sociale, ni l'indépendance politique et stratégique qui déterminent en fin de compte la pérennité d'un peuple ou d'une civilisation. Ces éléments sont très précieux, mais ce ne sont que des superstructures.
Le fondement de tout est l'identité bioculturelle et le renouvellement démographique. C'est pourquoi l'Europe vit actuellement une situation si tragique qu'à long terme, pour la première fois depuis deux millénaires, elle représente la menace, pure et simple, de sa disparition. Au moment même où elle tente maladroitement d'unir, comme si ce groupement était déterminé par la prémonition de la mort qui la met en danger, elle, le continent qui a conquis le monde. Prométhéenne, anéantie par ce système occidental qu'elle a elle-même créé, l'Europe est corrodée, à la fois, de l'intérieur et de l'extérieur. De l'intérieur, à travers l'individualisme bourgeois, le culte du consumérisme à courte vue, de l'infertilité démographique, de la dévirilisation, de la xénophilie, l'ethnomasochisme et la déculturation.
De l'extérieur, par la colonisation de la population que nous subissons, de l'invasion de l'Islam, de notre sujétion stratégique et culturelle à son complice : l'ennemi américain. Aujourd'hui, alors que les ténèbres s'abattent sur eux, les peuples d'Europe doivent se rendre compte qu'ils doivent désormais se considérer comme le grand tout du peuple européen et que celui-ci, frappé dans son essence même, aura moins, beaucoup moins, qu'un siècle pour sauver son germe et sa civilisation. Parce que le XXIe siècle sera décisif, plus précisément ses premières décennies.
La maxime militaire sera plus vraie que jamais : vaincre ou mourir.
Si la génération d'Européens de lignage, qui aura atteint l'âge de 20 ans entre 2000 et 2010, ne réagit pas, alors tout peut être perdu à jamais. L'âme des temples et des

cathédrales s'éteindra à jamais. Et même les peuples de l'est du continent, qui sont également très compromis aujourd'hui, ne pourront plus rien faire pour leurs frères et sœurs de l'ouest.
Le prochain siècle sera de fer. Il verra le retour archéofuturiste des questions anciennes, des éternelles disputes, après la brève parenthèse de la « modernité » qui n'a duré que trois siècles – un instant dans l'histoire. Les temps à venir seront titanesques et tragiques.
Une humanité pléthorique sur une planète malade se livrera à des luttes décisives pour sa survie. Fin du règne et interrègne.
Les questions essentielles pour l'avenir ne seront pas tant le financement des start-up, le rôle des femmes dans la vie politique ou l'état d'esprit de la « communauté gay », mais celles-ci : qui gagnera l'affrontement entre l'Europe et l'islam qui la colonise ?
Les Européens resteront-ils majoritaires en Europe ?
Serons-nous en mesure d'arrêter la dégradation dramatique de l'environnement ? Et ainsi de suite.
Ce manifeste et son dictionnaire développeront et approfondiront ces questions cruciales. Comme je l'ai dit plus d'une fois, nous – et l'humanité avec nous – serons confrontés, au cours de ce siècle, à une convergence de catastrophes au niveau planétaire mais surtout européen. (12) Et rien, probablement, ne peut être résolu sans une grande crise à laquelle, finalement, nous réagirons le dos au mur. Le système actuel, ce système occidental de modernité, ne peut pas être sauvé, contrairement aux illusions entretenues par tous les conservateurs de droite et les optimistes de gauche. Nous devons nous préparer à faire face au chaos et à penser, à prévoir, les conséquences du chaos.
Les chicaneurs « réalistes » me reprocheront cette attitude révolutionnaire et radicale. Ce qui est toutefois positif. L'histoire a toujours donné tort aux intellectuels « réalistes », qui ne sont rien d'autre que des experts souffrant de myopie, habitués à regarder le monde sans vision d'ensemble. Ils m'accuseront aussi d'être un « romantique apocalyptique ». Au lieu de cela, je suis réaliste et pragmatique.
Le plus paradoxal, c'est que ce reproche est exprimé par les soi-disant « philosophes » qui veulent être anti-progressistes, mais qui s'enfoncent dans les pires illusions du progressisme libéral-marxiste, à savoir le refus pseudo-rationnel de prévoir la catastrophe. Des autruches enfouissant leur cerveau hypertrophié dans le sable, des organismes marins aveugles vivant au fond de la fosse des Mariannes... L'histoire n'est pas un long fleuve tranquille. Il y a des cascades et des rapides et, pensez-y, même des boucles.
Pourquoi nous battons-nous ? Nous ne luttons pas d'abord pour la « cause des peuples », parce que l'identité de chaque peuple concerne ce même peuple et non

nous, et parce que l'histoire est un cimetière de peuples et de civilisations. Nous nous battons pour la cause du destin de **notre** peuple seul.
Même dans l'action politique, culturelle ou métapolitique la plus quotidienne, la plus concrète (et indispensable), la plus humble, même dans la formulation de programmes opérationnels, nous devons avoir à l'esprit cet impératif de la Grande Politique : nous luttons à la fois pour l'héritage de nos ancêtres et pour l'avenir de nos enfants.

La logique du déclin

La civilisation européenne est corrompue par le système occidental cosmopolite, qu'elle a lui-même contribué à faire naître, comme Nietzsche l'avait prédit au début de ce processus de décadence. En ce sens, son destin est tragique. La cause principale de ce déclin est la maturation des idées égalitaires et individualistes du XVIIIe siècle au détriment des consciences communales, nationales et ethniques, auxquelles s'ajoute la sécularisation des valeurs universalistes – et égalitaires – du judéo-christianisme et enfin la frénésie des satisfactions matérielles immédiates, constitutives de l'esprit bourgeois.

En ce sens, les Européens sont les principaux responsables des maux qui les affligent : baisse de la natalité, colonisation de la population par les masses étrangères et l'islam, déculturation, soumission généralisée à l'Amérique, faiblesse stratégique mondiale, etc. Ils ont laissé leurs ennemis polluer leur esprit et aujourd'hui, ils les ont laissés gâcher leur corps.
Le narcissisme, le consumérisme, l'ethnomasochisme, la dévirilisation, l'homophilie, l'égoïsme social, la xénophilie (improprement définie comme « antiraciste »), la baisse de la natalité, le néo-primitivisme culturel, la répudiation de l'esthétique et du désir de vivre, la haine des valeurs aristocratiques et guerrières, le culte de l'économie (monothéisme laïc) au détriment de la fonction de souveraineté, et enfin la défiguration de l'humanisme classique et de la vraie spiritualité au profit d'une vulgate hypocrite Humanitaire.
Tous ces traits de perte de caractère sont à l'œuvre depuis plus d'un siècle. Aujourd'hui le virus de cette décadence interne, longtemps invisible, achève l'incubation et explose.

La colonisation ethnique

Plutôt que d'« immigration », il faut parler de colonisation massive de nos peuples, par les populations africaines, maghrébines et asiatiques, et reconnaître que l'Islam entreprend la conquête de la France et de l'Europe ; que la « délinquance juvénile »

n'est que le début d'une guerre civile ethnique ; que nous sommes envahis autant par la fécondité que par des frontières perméables ; que, pour des raisons démographiques, il y a un risque qu'un pouvoir islamique prenne le pouvoir en France, d'abord au niveau municipal puis, peut-être, au niveau national.

L'école publique s'enfonce, en proie à la violence, en particulier du « beur » et du « noir », nouveaux conquérants. (13) Les zones hors de contrôle dépassaient le millier. (14) Au cours des dernières années, le nombre d'immigrants a considérablement augmenté, qu'il s'agisse d'immigrants légaux munis de visas ou d'immigrants illégaux. Les nouveaux arrivants ne sont plus des travailleurs commodes, mais des candidats à l'aide.

Nous courons vers l'abîme : si rien ne change, dans deux générations, la France ne sera plus un pays à majorité européenne et cela se produira pour la première fois de toute son histoire. L'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, la Belgique et la Hollande suivent le même chemin funeste, avec quelques années de retard. Depuis la chute de l'Empire romain, l'Europe n'avait jamais connu un tel cataclysme historique, qui se produit avec la complicité d'une classe politique aveugle et ethnomasochiste et avec la collaboration criminelle des lobbies immigrationnistes. L'aggravation du chaos ethnique européen menace d'anéantir notre civilisation ; c'est un événement beaucoup plus grave que toutes les grandes plaies et guerres que l'Europe a connues. Et n'oublions pas que cette colonisation, comme l'islamisation, sert les intérêts des États-Unis et que l'intégration-assimilation, comme le communautarisme multiethnique, est impossible !

Il faut donc se préparer à une autre solution : la reconquête.

L'identité ethnique et culturelle de l'Europe, fondement de sa civilisation, n'a jamais été aussi gravement menacée. Avec la complicité collaborationniste et suicidaire des dirigeants politiques et des médias. Laurent Joffrin a pu écrire, dans Le Nouvel Observateur, cette phrase étonnante :

> *« L'extrême droite croit pouvoir remédier tant bien que mal aux désordres de l'avenir libéral, avec cet antidote aussi fallacieux que meurtrier, l'identité ethnique agressivement opposée à l'inéluctable mélange des cultures. » (15)*

Eh bien, ce fatalisme du métissage futur n'est pas corroboré par les faits. Il ne s'agit pas d'un « métissage des cultures » en France, mais plutôt d'une destruction, d'une éradication, d'un ethnocide de la culture européenne au profit d'une américanisation et, désormais, d'une afro-maghrébinisation et d'une islamisation. Sous le couvert de l'idéologie du mélange, qui ne se réalise nulle part dans le monde, nos ennemis, fidèles au trotskysme de leur origine, visent en réalité à supprimer notre culture ancestrale, jugée coupable d'exister et d'être intrinsèquement perverse. L'« identité ethnique » et sa défense sont désignées comme le Mal, comme le symbole de l'agression, selon les mots de Laurent Joffrin. En d'autres termes, se défendre et s'affirmer, c'est du racisme.

Loin du mélange d'une « civilisation mondiale » en tant que village planétaire, la planète est aujourd'hui organisée en grands blocs d'identité ethnique, en concurrence les uns avec les autres. Le métissage des cultures, l'abolition des identités ne sont pas à l'ordre du jour du XXIe siècle.
L'Inde, la Chine, l'Afrique noire, le monde arabo-musulman ou turco-musulman, etc., affirment leurs identités, ne tolèrent ni la colonisation, ni l'immigration, ni le métissage, sur leur terre. Seules les pseudo-élites européennes défendent le dogme d'une « planète métisse ». Une chimère et rien d'autre. L'Europe oublie l'héritage de nos ancêtres, et la défense officielle de notre « patrimoine » recèle une entreprise de muséification et non de création. Parce qu'une identité culturelle, comme une identité biologique, est fondamentalement archéofuturiste, c'est-à-dire qu'elle procède d'une renaissance permanente de formes et de générations, à partir d'un germe originel.
Le renouvellement permanent, biologique et culturel, et le maintien constant de la volonté de puissance, telle est la loi des peuples qui aspirent à une durée pérenne. L'identité ne peut se concevoir sans le principe complémentaire de continuité. La guerre identitaire est le mot d'ordre de l'idéologie égalitaire dominante. Il s'agit d'abolir à la fois notre mémoire et notre sang. Les programmes scolaires en témoignent : à l'école, aujourd'hui, l'enseignement des contes africains a pris la place de celui de nos vieilles chansons. Les prédictions de Céline sur l'invasion du tam-tam s'avèrent donc vraies. (16)

Cette colonisation de la population est enracinée dans notre propre mentalité. Les Français ont dû être les architectes de la destruction de la France en raison de l'invasion étrangère. Si c'est le pays le plus touché, c'est parce que l'idée même d'identité ethnique et culturelle y est rejetée. Le mal vient de loin. Depuis la Révolution, la nouvelle France jacobine s'est pensée comme « la république de l'humanité », la « patrie de tous les hommes », à l'imitation des États-Unis d'Amérique – qui viennent d'acquérir leur indépendance. Sauf qu'aux États-Unis, pays dont le fondement est l'immigration et l'ethnocide des Indiens autochtones, la formule est vraie, alors qu'en France, terre de peuples et d'ethnies profondément enracinés, cette formule universaliste est dangereusement fausse. Depuis ses origines, la République française s'est fondée sur le dogme de la prévalence de l'apatride. Après la défaite de 1870, les idéologues de la République, Renan en tête, opposent l'Allemagne, nation « composée d'un peuple originel parlant une langue originale », à la France, qu'ils présumées plus civilisée parce qu'elle est fondée non pas sur une race, sur des racines, sur une identité héritée, mais sur un contrat social, une *« volonté politique de vivre ensemble »*.
C'est là que commence cette fatale idéologie française, qui nie la réalité ethnique des peuples de France et impose le républicain métis comme modèle du citoyen idéal.

En 1914, puis en 1940, l'Allemand, perçu comme un ennemi héréditaire, était représenté comme le peuple-race, le peuple primitif et identitaire à renverser, parce que l'idéal était le citoyen français républicain apatride (soutenu par ses auxiliaires d'outre-mer), amputé de tous les liens du sang et lié à ses partenaires uniquement par un contrat social. Avec un fantastique effet boomerang de l'histoire, l'idéologie républicaine anti-ethnique et anti-identitaire, après avoir tenté de détruire la personnalité des régions de France, n'est plus en mesure d'intégrer, d'assimiler et de mélanger celle de millions de migrants ou, plutôt, de nouveaux colons. Ils conservent leur identité, alors que tous les Français d'origine la perdent ! L'idéologie française est en train de détruire la France.

Cette idéologie, fondée sur un cosmopolitisme irrévocable, est profondément enracinée et intégrée dans la mentalité de la bourgeoisie dominante : d'où le vote quasi unanime des lois « antiracistes » **Pleven** (1972) et **Gayssot** (1990), (17) qui ont instauré une police de la pensée et à la suite desquelles les innombrables mesures immigrationnistes ont commencé, et le renoncement à tout contrôle des flux, à la fois par des gouvernements de droite et de gauche. Dans leur ensemble, les élites bourgeoises françaises, politiques ou médiatiques, n'ont aucune conscience ethnique, aucune conscience identitaire. Ils sont complices de la colonisation et de l'invasion, à la fois en raison d'une forme de culpabilité antiraciste et en raison d'une conviction idéologique, presque religieuse, que « l'identité est le mal », au même titre que toutes les doctrines politiques contaminées par l'ethnisme. Et les collaborateurs les plus dangereux, à mon avis, sont ceux qui se réclament de « droite », car ils désarment et démobilisent toute ambition de résistance de la jeunesse la plus saine. (18) Cette pulsion anti-identitaire et cette culpabilité qu'il faut appeler xénophilie, c'est-à-dire la fascination pour l'autre, pour l'étranger, plutôt que pour « l'antiracisme », touchent au cœur même des mouvements politiques et culturels qui renvoient aussi à l'identité française et européenne, mais diabolisent l'ethnocentrisme. C'est-à-dire à quel point le mal est profond, à quel point le virus est profondément enraciné dans le corps. Mais, tant que la maison est en feu, n'en parlons pas. Ici, en ce qui concerne les intellectuels dits « identitaires » qui prônent le « communautarisme », minimisant voire niant l'impact de l'immigration-colonisation, et suivant le courant de la lutte contre le « racisme », la cause profonde n'est ni la désorientation intellectuelle, ni l'ignorance, ni l'idéologie cosmopolite, mais la lâcheté réelle, le désir social de paraître respectable et de « se poser en penseurs », la soumission à la police de la pensée, l'ambition de « contester correctement », sans jamais franchir la ligne rouge. Les trahisons de ce genre sont si marquées que même la gauche cosmopolite les méprise. Oui, parce que l'ennemi méprise son collaborateur. L'ennemi ne respecte que la résistance qui s'oppose à lui en se révoltant.

La société fermée

La société est, plus que jamais, « bloquée » et touchée par la sclérose sociale : énormes avantages acquis par des fonctions publiques immobilisées, hostiles à toute réforme, impuissance des gouvernements face aux syndicats minoritaires, aux groupes de pression, à la rue, tout cela préfigure le début d'une nouvelle lutte de classe. Et ce sont les électeurs de gauche qui se trouvent objectivement du côté des exploiteurs. En fait, nous sommes confrontés à cette situation :

1) Les « employés garantis » (tous ceux qui occupent des fonctions publiques et parapubliques et qui bénéficient d'un emploi à vie, d'une protection sociale absolue et d'innombrables privilèges) ; les colons immigrés qui, plus que les autochtones, sont devenus les bénéficiaires ultra-protégés des services et qui exercent des formes de parasitisme en toute impunité ; la classe traditionnelle et restreinte de la grande bourgeoisie fortunée (alliée aux circuits intellectuels et médiatiques), à laquelle s'est ajoutée une nouvelle classe de spéculateurs.

2) Les classes moyennes précaires, de moins en moins protégées par le droit du travail, aujourd'hui en plein déclin (CDD, filets sociaux, raréfaction des effectifs, etc.) (19) qui pourtant créent de la richesse et de la valeur ajoutée pour l'économie et dont proviennent encore toutes les recettes fiscales.

3) Un prolétariat indigène en croissance, sans emploi ou semi-chômeur, appauvri et précaire. Il faut souligner que la fameuse « exclusion » touche principalement les Européens de souche, tandis que les colons immigrés bénéficient du privilège de l'aide publique et de la solidarité de leurs communautés.

Ainsi, la classe protégée vit aux dépens des classes actives, non protégées, qu'elle exploite. Les législateurs et les administrateurs publics appartiennent évidemment à la classe protégée. De ce fait, nous assistons à un phénomène très grave de fuite des élites, prélude à un processus de tiers-mondisation. Fuyant cette société bloquée et surchargée, dans laquelle l'État presse les forces vives au lieu de les aider, des milliers de jeunes cerveaux s'expatrient chaque année. Qui les remplace ? Des migrants sans aucune qualification, improductifs et extrêmement coûteux car ils sont pour la plupart bénéficiaires de subventions et non des contribuables.

La démocratie, déjà affaiblie par le carriérisme oligarchique des politiciens professionnels, est déformée par l'instauration d'une république de juges et l'aggravation de la censure contre le « politiquement incorrect », avec lequel le crime d'opinion infecte l'État de droit. L'abstention électorale a atteint des

proportions sans précédent. Les gouvernements ne s'appuient que sur les minorités, celles de la classe intellectuelle-médiatique.
Quand on pense que les Verts et les communistes, qui ne représentent que la racaille de l'opinion publique, arrivent à imposer des lois, tout a été dit. En réalité, tout se passe comme si cette « démocratie » occidentale se conformait doucement au modèle stalinien, qui à son tour s'inspirait du despotisme des maîtres de la Révolution française. La classe dirigeante intellectuelle-médiatique, qui se dit anti-populiste et anti-démagogique, s'oppose à toute forme de démocratie directe et, surtout à gauche, va jusqu'à cultiver le mépris, la méfiance et la phobie du peuple. La pseudo-démocratie occidentale est en fait un système oligarchique néo-totalitaire. Parce qu'un processus de totalitarisme doux s'est mis en place, naturellement légitimé par la « démocratie ». L'arc politique des partis au pouvoir en Europe (fausses majorités et fausses oppositions) ressemble en réalité à un parti unique qui, globalement, devient porteur, avec quelques nuances, d'une même idéologie. La démocratie directe, de type suisse, est perçue comme illégitime, et l'opinion du peuple est considérée comme immature et dangereuse. Il y a des partis, comme le FPÖ autrichien, qui est officiellement considéré comme illégitime, même s'il est régulièrement voté.
Paradoxalement, le laxisme institutionnel vis-à-vis des douanes, de la délinquance, de l'immigration, s'accompagne d'un renforcement de la répression politique, de la fidélisation informatique, et de la charge fiscale sur les citoyens autochtones. Big Brother est devenu Ubu Roi et vice versa.

Une désintégration des forces vives des sociétés, ou plutôt de leurs muscles, est en cours au profit d'une ossification, d'un renforcement de leur squelette. En économie, nous accumulons les inconvénients du capitalisme et du socialisme sans récolter aucun des avantages des deux systèmes. Le capitalisme ne conserve que le libre-échange et l'ouverture vertigineuse des frontières, sans bénéficier d'une aide à la liberté d'entreprendre ; du socialisme, il ne reste que le corporatisme syndical, le fiscalisme et la bureaucratie, sans aucun résultat en termes de justice sociale, de solidarité réelle et de droit au travail. Il n'est pas vrai, comme le prétendent les théoriciens de droite ou de gauche sans connaissances économiques ni expérience des affaires, que « le libéralisme est l'ennemi principal » et que nous vivrions dans une société d'ultralibéralisme sauvage. Cette récupération des analyses de la gauche fait fi de la réalité.
Tout d'abord, c'est le libre-échange mondial débridé qui doit être combattu, et non les mécanismes de marché, dans un espace intérieur continental européen protégé. Diaboliser le « marché » équivaut à faire le jeu d'un corporatisme communiste et sclérosé. De plus, la critique de la « société mercantile » et du « règne de l'argent » ne doit pas nous faire oublier que la performance, l'énergie économique et l'innovation ont pour moteur principal la concurrence, et que la maximisation des

gains (et non la vertu) a été, et sera toujours, qu'on le veuille ou non, la cause première du dynamisme. Critiquer la « société mercantile » ne signifie pas critiquer le marché et son principe libéral, mais s'opposer à une éventuelle dictature de ce dernier et des forces spéculatives ; il s'agit aussi d'exiger, au-dessus du marché, la présence d'une fonction régalienne et d'une prise de décision politique, et, en dessous du marché, des mécanismes correctifs de solidarité sociale pour les citoyens qui ne peuvent pas subvenir à leurs besoins par leur seul travail.

Ce qui ne va pas dans notre société, ce n'est pas l'excès de libéralisme, mais l'excès de socialisme ! Et du pire des socialismes, non pas celui de Proudhon et de Blanqui, mais celui de l'inspiration communiste, du corporatisme, des privilèges acquis, de l'impôt obligatoire colossal. On est loin de l'idée de justice sociale, qui n'en est que plus affirmée que jamais appliquée.

Lentement, les grandes institutions de la sphère publique, les fondements mêmes de toute civilisation, l'école, les hôpitaux, l'armée, la police, se désagrègent, tout comme les principes fondateurs d'une société vivante – la sécurité et la santé publiques, la transmission du savoir, etc. Pourtant, la société tient debout, comme un épouvantail dans un champ dévasté par les corbeaux. C'est la « nouvelle société » de la « nouvelle modernité », qui se croit très forte (Internet, j'ai raison ?) alors qu'elle a pourri de l'intérieur, comme un colossal arbre mort, toujours debout uniquement par l'écorce, et qui s'effondrera dès que l'ouragan annoncé commencera.

À l'épuisement de la lymphe intérieure, c'est-à-dire des valeurs et des forces biologiques, répond un renforcement des mécanismes de plus en plus flétris, les administrations deviennent plus exacerbées et redondantes, mais le cœur n'y est plus, le sang s'épuise, l'enthousiasme, la liberté tombent dans l'abandon. Une fausse civilisation se construit tandis qu'une véritable culture s'effondre. Il faut toujours espérer. Notre peuple dispose encore de nombreuses ressources. La créativité tragique de la civilisation européenne n'est pas encore morte, même si elle est rongée de l'intérieur.

La France ou l'Europe ?

Il convient de se poser quelques questions impertinentes : être « français » aura-t-il encore un sens, fera-t-il encore référence à une identité européenne ? Il s'ensuit : faut-il rester français, au sens juridique actuel du terme, ou devenir européen ? Peut-on sérieusement construire l'Europe tout en maintenant l'État français ? La disparition de l'État français signifierait-elle la fin de la France ?

Est-ce inévitable et souhaitable, dans le contexte d'une volonté de souveraineté, d'identité et de puissance européennes ? L'idéologie de l'État français, faite de centralisme jacobin et d'universalisme cosmopolite, correspond-elle vraiment à

l'attente d'une Europe identitaire ? Les très lourds défauts de l'Europe bâtarde d'Amsterdam doivent-ils nous faire pencher vers un retour au passé ou provoquer une fuite en avant vers une Fédération souveraine ? En ce sens, l'Union européenne en construction (22) doit-elle être considérée de manière machiavélique comme une solution de fortune inéluctable, un point de passage obligé mais provisoire ? Une habitation commune imparfaite, construite par des « idiots utiles », pourtant indispensable, et qu'il va falloir renouveler de fond en comble ? Une fédération européenne, une véritable révolution historique, sans doute la plus importante de l'histoire depuis 1500 ans à ce jour, serait-elle, dans tous les contextes, le seul moyen défensif pour faire face aux menaces mortelles qui pèsent sur l'Europe ? Devons-nous accélérer une révolution européenne, pour nous libérer de la domination américaine, pour résoudre le terrible problème de l'immigration et de l'islamisation, pour enrayer notre déclin démographique, pour prévenir une crise économique gigantesque et compréhensible et pour retrouver la splendeur et la puissance de notre civilisation ? Ou faut-il renoncer à l'utopie d'une fédération européenne, présentée par certains comme minée par l'impuissance inhérente, et, pour sauver l'Europe, revenir au « souverainisme » des États-nations européens associés les uns aux autres par de simples traités, selon l'ancienne conception ?

Ce sont là les questions clefs qui doivent être résolues de toute urgence. Nous entrons dans une période orageuse qu'on n'a pas vue depuis longtemps, un cyclone historique en devenir, que j'ai appelé dans un texte précédent, Archéofuturisme23, la « convergence des catastrophes »

La Grande Europe que j'espère ne peut en aucun cas être « le premier pas vers un État mondial », mais une nouvelle nation, fédérale et impériale, érigée sur la base de grandes entités régionales et non plus sur les États insuffisants actuels, et dotée d'une unité ethnique mondiale. C'est pourquoi nous devons combattre à la fois les paléonationalismes de l'État – qui ne nous défendront plus parce qu'ils sont trop faibles – et l'idéal illusoire d'une Europe cosmopolite. J'ai toujours été un « nationaliste », mais jamais un « nationaliste français », plutôt un nationaliste européen. Malgré ses rêves de grandeur ratés, la France est trop petite. Pour exister, pour se défendre, pour se démarquer dans le monde de plus en plus dur qui s'annonce, il faut se regrouper dans un grand tout, dans un bloc continental. Il faut transférer certaines vertus françaises sur le plan européen (les impératifs d'influence et d'indépendance, de puissance stratégique, de souveraineté étatique...), mais pas maintenir les défauts inhérents à l'État et à l'idéologie française : le cosmopolitisme invétéré, la religion des droits de l'homme, la bureaucratie, le fiscalisme, l'égalitarisme, le dogme du *jus soli*, la centralisation exagérée, le conservatisme des « droits acquis », le signe d'une société bloquée, etc.

Les thèses du nationalisme européen seront beaucoup plus acceptables pour un Italien, un Belge, un Autrichien, un Espagnol que pour un Français. Et pourtant, il

y a les Français à l'origine de la construction européenne, une œuvre que même De Gaulle n'a pas songé à arrêter...
Paradoxe de l'histoire : inconsciemment, sans doute, certains Français, se rendant compte de l'insuffisance de la France seule et craignant le sort servile de l'Angleterre envers le souverain américain, n'ont pas hésité à entraîner l'ennemi héréditaire d'hier, l'Allemagne, dans la construction de ce qu'il faut définir comme un tout néo-carolingien. Un renversement dialectique, qui s'explique par l'inconscient des peuples : la France, qui s'est longtemps opposée au reste de l'Europe et a combattu l'idée gibeline de l'Empire, marquée par le culte et l'orgueil de l'État jacobin, aura été la créatrice paradoxale d'un futur ensemble fédéral européen. C'est comme si cette nation, synthèse ethnique de l'Europe, avait, sentant ses forces s'affaiblir, après 1945 et la décolonisation, vouloir se projeter dans une Europe conçue comme une « France à grande échelle », rééditant ainsi, bien que d'une manière différente, le rêve napoléonien.

Évidemment, l'histoire en a déjà décidé autrement : l'Europe ne sera pas une grande France, elle sera elle-même, une forme nouvelle dans l'histoire. C'est à nous de faire en sorte qu'il soit vraiment impérial et non un chaos politique ouvert à tous, à tous les peuples, à toutes les dominations et à toutes les menaces. La fatalité n'existe pas.
D'autre part, en relativisant, ne peut-on pas considérer que la construction européenne constitue le contrepoint, 1700 ans plus tard, à la désintégration de l'Empire romain et à la lente naissance des nations, et comme la reconstitution, sous une autre forme, d'une unité perdue, dont le christianisme médiéval était aussi une tentative ? Aujourd'hui, plus de cinquante ans après le traité de Rome, qui ne se rend compte que les États-nations européens appartenant à l'Union meurent d'anémie, vidés de leur substance ? Faut-il entreprendre une opération de réanimation risquée, ou, par une métamorphose historique, créer une « vraie Grande Nation », avec toutes les difficultés que cela comportera pour franchir cette étape décisive ? Bien sûr, ces questions sont déchirantes pour les patriotes français. Mais il y a des moments où il faut faire des révisions déchirantes, ne serait-ce que pour rester soi-même et défendre l'essentiel.

Pour moi, l'idée de « France », qui est très respectable, est en tout cas moins importante que celle de « peuple européen ». Et à l'heure actuelle, telle qu'elle est mise en pratique, cette « idée de France » semble être profondément nuisible aux peuples qui la composent. En ces temps d'immigration massive et de déculturation, même les « nationalistes français » font appel – le contrecoup suprême de l'histoire – au folklore des peuples dont les cultures ont été brutalement réprimées par le jacobinisme (Alsaciens, Provençaux, Bretons, etc.), et ils le font pour retrouver une « identité française » qu'ils ne perçoivent plus dans la France officielle défigurée.

Un natif d'Anvers, de nationalité belge, un Catalan de nationalité espagnole, un Lombard de nationalité italienne... Ce sont mes compatriotes. Ils sont européens. Mais un Antillais, un Africain, un Arabe, un Chinois, avec une carte d'identité française ne sont pas mes compatriotes. Pourtant, ils sont aussi français, d'un point de vue strictement juridique.
Les intervenants sont généralement tout à fait d'accord avec ce constat, contrairement aux souhaits des assimilationnistes et des pathétiques défenseurs du « modèle républicain d'intégration ». Affirmer cette évidence, c'est réagir comme n'importe quel citoyen de n'importe quel peuple sur Terre. L'appartenance ethnique est le seul fondement stable des communautés humaines, comme l'a soutenu Claude Lévi Strauss dans ***Race and History***. Les Algériens refusaient aux colons la qualification d'« Algériens » ou d'« Africains » que certains d'entre eux revendiquaient, parce qu'ils les considéraient, par bon sens, comme irrémédiablement européens. Aujourd'hui, malgré cette nationalité française, la majorité des migrants ne se considèrent plus comme Africains ou Asiatiques, et encore plus pour se déclarer « Européens ». Cela prouve qu'ils pensent le concept d'« Européen » d'un point de vue ethnique.
D'ailleurs, aux États-Unis, où le pragmatisme est de mise, le terme d'Européens désigne officiellement, pour l'administration, les descendants d'émigrés blancs de notre continent.
Dans la perspective archéofuturiste qui envisage que l'avenir reviendra à des principes archaïques, après l'échec des solutions universalistes de la modernité, la question qui se pose pour l'Europe en gestation est la suivante : veut-elle se construire sur le modèle du chaos ethnique, sur l'utopie d'une coexistence communautaire qui a échoué partout, ou sur le groupement organique de cultures-sœurs enfin dotées d'une volonté commune, d'un cerveau central ? Un autre point clé est la nécessité de distinguer l'ennemi principal de l'adversaire principal. Le principal ennemi de l'Europe est le Sud, uni sous la bannière de l'islam, qui entreprend une colonisation « par le bas » qu'il veut définitive. Le principal adversaire est les États-Unis, qui, jouant un double jeu, s'allient avec l'islam, comme on l'a vu avec l'agression de l'OTAN contre les Serbes.
L'Islam a entamé une conquête et une revanche. Les États-Unis – logiquement, d'un point de vue géopolitique – neutralisent l'Europe au moment où, en s'unissant, elle menace son hégémonie sur notre continent, ainsi que ses positions économiques. Diviser les Européens pour mieux les dominer, apporter la guerre à l'Europe et y semer la discorde, encourager l'immigration et l'instauration de l'Islam, empêcher notre alliance avec les Slaves et les Russes, nous maintenir soumis à leur sujétion militaire contre toute évidence stratégique, nous obliger à ouvrir tous nos marchés sans aucune réciprocité et, tout cela, nous proclamer nos protecteurs : telle est la logique du protectorat pervers de l'Amérique d'où, faute de volonté, l'Europe des

Nations n'a pas été capable de se défendre, pas plus que l'Europe de Maastricht et d'Amsterdam ne s'est défendue. Peut-être serait-il important de réfléchir à une troisième voie, un cauchemar pour l'ennemi principal et pour le principal adversaire : une fédération européenne, démocratique, souveraine, puissante mais décentralisée, qui adopte le principe économique de « l'autarcie des grands espaces », rejetant l'islamisation et la tiers-mondisation, dotée d'une force militaire indépendante et d'un pouvoir dissuasif au niveau mondial, qui aspire fermement à intégrer la Russie dans l'ensemble impérial plus large que l'humanité a jamais connu l'Eurosibérie, déterminé à enrayer son déclin démographique, à nouer une alliance avec la Chine et l'Inde, et ainsi à affronter le monde islamique et la sphère américaine.
La tragédie de notre époque a ceci de positif : elle peut sortir les Européens, et en particulier les jeunes, de la torpeur de la société de consommation. Comme le notait naïvement Sartre (qui n'en mesurait pas les conséquences), c'est dans l'adversité, dans l'urgence du combat et de la guerre, que naît la joie.
La révolution européenne : c'est la mèche qu'il faut allumer, la seule lueur dans un monde assombri par un ciel orageux, le seul espoir.

Principes économiques.
Pour le nucléaire, contre le pétrole

L'énergie pétrolière est la plus polluante au monde, comme le rappelle la catastrophe du pétrolier Erika. (26) Et pourtant, les pseudo-écologistes réservent leurs anathèmes au nucléaire, l'énergie la moins polluante à ce jour ! La raison ? Le pétrole est l'une des bases économiques de l'hégémonie américaine et des ressources financières des États musulmans ; de plus, le nucléaire garantirait l'autonomie énergétique européenne, ce qui est très mal vu.
Il y a donc une alliance objective entre les Verts trotskystes, les intérêts américains et les États musulmans. L'énergie nucléaire a été diabolisée en Europe, parce qu'elle évoque la « bombe atomique » et Hiroshima. Un autre des syndromes de la pensée magique.
Pourtant, cette énergie s'avère être la moins polluante de toutes, la moins dangereuse, contrairement au bavardage de la propagande et... malgré Tchernobyl. L'énergie nucléaire est totalement respectueuse de l'environnement, si elle est bien contrôlée. Les centrales thermiques classiques ou les barrages hydroélectriques (comme celui construit en Guyane) polluent massivement l'atmosphère ou détruisent les forêts et la couche végétale naturelle. Sauf en cas d'accident, une centrale nucléaire n'est pas nocive. Depuis 1950, les très rares accidents nucléaires (Three Mile Island, Tchernobyl, Fukushima, etc.) ont causé mille fois moins de dégâts que les accidents pétroliers. Juste un exemple : les Verts allemands se sont

mobilisés massivement contre le transport de produits nucléaires de la France vers l'Allemagne ou le Japon, alors qu'aucun désagrément n'a jamais été signalé. Mais ils ont gardé le silence radio sur les accidents et les innombrables dommages causés par le transport routier, et par le biais des oléoducs, des produits pétroliers !
Les précautions qui entourent la production nucléaire sont dix fois plus strictes que celles prises par les pétroliers. Mais l'industrie pétrolière est au centre de la logique industrielle militaire américaine et génère d'énormes actifs financiers dont beaucoup bénéficient, dont Greenpeace et les Verts.

Après la décision insensée de l'Allemagne, prise sous la pression des trotskystes américanophones et islamophiles du gouvernement Schröder, Claude Allègre, ancien ministre de l'Éducation nationale, déclarait au Figaro le 20 juillet 2000 :

> *« Une fois l'hypothèque sur les déchets supprimée, ce que nous ferons d'ici dix ans, je maintiens qu'à ce jour, l'énergie nucléaire est la plus sûre et la moins polluante. Pourquoi les Allemands ne nous disent-ils pas comment ils vont produire leur énergie ? Toutes les sources d'énergie statique connues libèrent du CO2 dans l'atmosphère, provoquant finalement un changement climatique dangereux. En ce qui me concerne, je me soucie de l'indépendance énergétique de la France. (28)*

Les énergies fossiles (pétrole, charbon et gaz) émettent dans l'atmosphère des millions de tonnes de monoxyde de carbone et d'oxyde d'azote, à la fois cancérigènes (bien plus que les mythiques « radiations » !) et responsables de la destruction de la couche d'ozone et de l'effet de serre (réchauffement climatique et multiplication des catastrophes climatiques).
Rien qu'en France, le nucléaire permet d'éviter le rejet atmosphérique de 78 000 tonnes de poussières, 1,1 million de tonnes de NO2 (dioxyde d'azote), 2 millions de tonnes de SO2 (dioxyde de soufre) et 337 millions de tonnes de CO2 (dioxyde de carbone), le gaz le plus polluant et le plus dangereux pour la santé. Grâce au nucléaire, la France a réduit de 70 % les émissions de gaz polluants issus de la production d'électricité, le reste étant supporté par le transport de voitures à moteur thermique, qui polluant à lui seul plus que tous les gaz d'échappement industriels réunis !
Grâce au nucléaire, la France (dont la part dans l'utilisation du nucléaire dans la production d'électricité est la plus importante au monde), dégrade moins l'atmosphère que ses partenaires de l'UE : 6,9 tonnes de CO2 par habitant, contre une moyenne européenne de 8,15 tonnes qui atteint 11 en Allemagne. Eh bien, le lobby écologique, les « Verts », ont curieusement toujours joué la carte du pétrole, donc de la pollution maximale ! Le premier exemple est, bien sûr, celui du projet, malheureusement réussi en Allemagne, en Suède et en Italie, de bloquer toutes les centrales nucléaires qui, bien sûr, seront remplacées par des générateurs de gaz et

de fioul, très polluants. Et les « économies d'énergie », promises de manière démagogique par les Verts, ne limiteront que symboliquement ces émissions.
Deuxième exemple : les Verts – avec la catastrophique Mme Voynet (29) – ont réussi à faire naufrage le canal Rhin-Rhône, qui serait préjudiciable au ... paysage. (30)
Résultat des incursions écologiques : pour assurer l'acheminement des marchandises, qui croît de 4 % par an, entre les bassins du Rhône et du Rhin, il faudra recourir aux camions sur les autoroutes, mode de transport le plus polluant, le plus cher, le plus dangereux, le plus insidieux pour la nature.
Après tout, les Verts n'ont jamais levé le petit doigt contre l'ouverture systématique d'autoroutes souvent inutiles (l'A3 Paris-Troyes, l'A28 Rouen-Tours, toujours vide), en revanche ils ont protesté contre la ligne 31 TGV Valence Marseille... Jamais, cependant, ils n'ont montré le moindre soutien aux projets de « ferroutage » (camions sur les trains). (32) Transport par pétrole et électricité : c'est ce que les Verts, imposteurs de brevets, soutiennent objectivement.

Il semble probable que les Verts et les lobbies écologistes vont « pousser » pour l'industrie pétrolière et pour les intérêts américains qui lui sont étroitement liés. Parce que les États-Unis et leurs alliés musulmans, producteurs de pétrole, ont intérêt à ce que l'Europe abandonne le nucléaire. Le lobby mondial du pétrole est menacé en bloc par l'énergie nucléaire, ainsi que par les modes de transport basés sur l'électricité. Ce sont des entreprises anglo-saxonnes qui détiennent 80 % de l'industrie pétrolière. Et n'oublions pas non plus les champs pétroliers britanniques en mer du Nord...
Une dernière chose : le soutien objectif des États-Unis, ainsi que de la gauche européenne pro-américaine, aux musulmans tchétchènes est déterminé par la volonté américaine de contrôler la route pétrolière des champs de la mer Caspienne. Il en est de même pour les principaux pays producteurs de gaz (Algérie, Indonésie, pays d'Asie centrale), qui sont également musulmans. La production de pétrole et de gaz est entre les mains des intérêts musulmans américains. La diffusion de l'électricité nucléaire au niveau européen représenterait pour eux une catastrophe économique. Tant pis pour l'environnement. Et cela, avec la bénédiction de pseudo-écologistes, a très probablement été acheté. Leur haine antinucléaire s'explique aussi par une vision mondialiste de l'économie, qui sert, là aussi, les intérêts américains et permet d'affaiblir l'Europe.
En fait, le pétrole suppose la dépendance de l'Europe vis-à-vis des sources extérieures, tandis que le nucléaire repose sur l'approvisionnement en petites quantités d'uranium facilement disponibles (et dont la Russie abonde). L'idée de l'indépendance énergétique de l'Europe leur est insupportable. De même, priver l'Europe d'une compétence nucléaire civile, c'est aussi les prévenir (et la France en particulier)... pour produire du carburant à usage militaire ! Ensuite, le priver d'une

force de dissuasion indépendante. Ce qui, encore une fois, convient à la stratégie géopolitique américaine, mais aussi à ses alliés arabo-musulmans. Comme dans beaucoup d'autres secteurs : écologistes-trotskystes, Pentagone-Islam, mènent le même combat contre l'Europe.

Ce qui inquiète les néo-gauchistes écologistes, c'est la puissance objective (militaire et économique) et l'indépendance que le nucléaire offre au continent, ainsi que les répercussions technologiques qu'il permet. Leur combat est cohérent : affaiblir le diable européen (et, aujourd'hui, euro-sibérien), empêcher sa renaissance, censurer ses traditions et sa mémoire ancestrale, désamorcer sa puissance technico-scientifique et militaire, étouffer son indépendance, corrompre ses mœurs, détruire son substrat ethnique par l'immigration. L'aspect antinucléaire et pro-pétrole n'est qu'un élément de cette stratégie très cohérente et multiforme, dont l'objectif est tout simplement la destruction de l'identité et de la continuité de la civilisation européenne. Les préoccupations écologiques et la protection réelle de la santé publique ne sont que des prétextes, qui se présentent sous la forme d'épaisses cordes pour marionnettes, mais bien huilées au naphta.
Cependant, quelles contre-propositions sérieuses peut-on faire contre les imposteurs antinucléaires ?
Aujourd'hui, la production d'électricité a deux principaux types d'applications : l'électricité et les transports.

Quels types d'énergie sont actuellement disponibles pour la production d'électricité ?

1) Centrales thermiques conventionnelles au charbon, au pétrole et au gaz. Conséquences négatives : dépendance vis-à-vis des approvisionnements, pollutions massives (décharges atmosphériques, marées noires, etc.).

2) Le charbon blanc, c'est-à-dire les barrages pour l'hydroélectricité. Inconvénients : insuffisance des sites, inondation des espaces naturels, comme c'est le cas aujourd'hui avec le barrage scandaleux en Guyane, contre lequel les écologistes n'ont pas dit un mot.

3) L'énergie marémotrice, comme celle du barrage breton de la Rance, unique au monde. Inconvénients : rareté des sites et pollution des embouchures de rivières par les boues.

4) La géothermie (alimentation des turbo-alternateurs avec un flux d'eau, acheminé à mille mètres sous terre puis chauffé). Inconvénient : un coût énorme.

5) Panneaux solaires. Inconvénient : elle ne peut être considérée que comme une énergie complémentaire.

6) Fours à énergie solaire (par induction photonique, « effet de lentille »). Inconvénient révélé par la défaillance du four expérimental de Mont-Louis : les caprices de... la météo. (33)

7) Les « parcs éoliens » (moulins à vent à hélices tripales). Intéressant et en plein développement, mais seulement comme une forme d'énergie supplémentaire. Problème : 100 hectares de tours éoliennes ne produisent que 100 MW, soit environ 10 % de la puissance d'un seul réacteur nucléaire.

8) « Énergies aquatiques » (turbines immergées dans les rivières ou sur les grands fonds marins avec des courants forts et constants). Là encore, le rendement énergétique est faible et les sites utilisables sont très rares.

Pour les transports, les sources d'énergie sont celles énumérées ci-dessous :

1) Moteurs thermiques polluants. (34)

2) Moteurs électriques peu polluants ou non polluants. Les moteurs thermiques ne peuvent pas être abandonnés pour certains transporteurs (avions, navires, locomotives diesel, etc.), mais ils peuvent être limités. Quelque chose qui n'a jamais été fait sérieusement.

Tout s'est passé comme si, en l'absence de recherche et d'investissements sérieux, l'énergie pour les transports, les alternatives au pétrole, et en particulier celles concernant l'automobile, avaient été systématiquement découragées, malgré leur avenir évident.

Cependant, il ne s'agit pas de céder au dogme du « tout-nucléaire », car nous nous sommes inclinés devant l'autre, le « tout-pétrole ». Toute production d'énergie a des inconvénients, mais pour l'instant le nucléaire est le mode qui présente le moins d'inconvénients.
Les voici :
1) En cas de guerre ou d'actes de terrorisme, la vulnérabilité de la production d'électricité s'est concentrée sur un nombre limité de centrales ultra-puissantes. 2) La question du stockage des déchets à radioactivité résiduelle pendant de longues

périodes. Mais si toutes les précautions sont observées (en particulier l'enfouissement à de très grandes profondeurs), les risques d'irradiation sont nuls.
3) Le risque d'accident et de fuite dans l'atmosphère d'un aérosol radioactif. Cependant, en cinquante ans d'exploitation des centrales nucléaires, il n'y a eu qu'un seul Tchernobyl, dont les effets négatifs sur la santé publique ont été bien moins importants que les émissions colossales de gaz cancérigènes produits par l'énergie pétrolière, sans compter les marées noires et les déversements sauvages en haute mer des pétroliers. L'énergie nucléaire peut être contrôlée et améliorée dans l'ensemble, mais pas l'énergie pétrolière.

Voilà quelques-unes des pistes pour mener une stratégie énergétique et une politique des transports, qui sont étroitement liées, dans le double but de polluer le moins possible l'environnement et d'assurer l'indépendance et l'autosuffisance énergétiques de l'Europe. Pour la production d'électricité, il faut donc que la base soit le nucléaire, qui n'existe actuellement qu'en France. Un nouveau type de centrale franco-allemande, encore dans les tiroirs, permettrait de réduire d'un quart le coût de l'électricité. Les Verts font tout pour faire échouer ce projet.
Or, à côté du nucléaire, il est nécessaire de développer des énergies complémentaires et surtout de petites sources d'énergie locales et décentralisées, afin de réduire la fragilité des réseaux « étoiles ». (35) Il s'agit de parcs éoliens, d'hydroliennes, d'hydroliennes, d'éoliennes marines. Cependant, la règle générale doit être d'interdire toutes les centrales électriques au gaz, au charbon ou au pétrole.

En ce qui concerne les transports :
1) Généralisation progressive des moteurs diesel-électriques, ou plutôt électriques GPL, très peu polluants. Il serait également possible d'utiliser des combustibles thermiques dérivés d'huiles végétales.
2) systématisation du « ferroutage » selon les solutions suisses et autrichiennes, qui consistent à transporter des camions sur des quais ferroviaires.
3) Poursuite du développement d'un réseau solide de TGV européens qui permettrait de pallier les graves désagréments du trafic aérien continental, grâce aux trains de troisième génération (vitesse commerciale de 350 km/h).
4) Une action politique systématique pour développer le transport de marchandises par le rail et les canaux.
5) L'utilisation de l'énergie éolienne (éoliennes ou voiles semi-rigides) pour la propulsion des navires commerciaux, ce qui permet d'économiser 40 % de fioul.
6) Investissements dans les nouvelles technologies allemandes de dirigeables lourds pour le transport de marchandises. De même, d'un point de vue politique majeur, il conviendrait d'investir dans le « nucléaire de deuxième génération », c'est-à-dire le

passage de la fission à la fusion, dans lequel les atomes sont fusionnés et non désagrégés comme dans le premier cas, et dont les fondements théoriques sont connus, et qui ne présente absolument aucun risque d'irradiation puisque le combustible ne serait plus de l'uranium. mais n'importe quel métal.

Cependant, les lobbies pétroliers font pression partout, notamment à Bruxelles, pour limiter la recherche et les investissements dans les nouvelles énergies et les technologies de transport. Leur intérêt est le maintien des énergies fossiles héritées du XIXe siècle. Un peu de bon sens : les pluies acides détruisent les forêts, les mineurs engloutis par les explosions de grisou, les marées noires ravagent les côtes, les cathédrales et monuments historiques rongés et noircis par les fumées de combustion des voitures, les maladies respiratoires et les cancers causés par les aérosols de carbone ou de soufre, la dépendance européenne vis-à-vis des approvisionnements en pétrole et en gaz et les intérêts des États-Unis et des pays musulmans,
Tout cela ne pèse-t-il pas beaucoup plus que les dangers de l'énergie nucléaire ?

L'imposture de la « nouvelle économie »

Tout le monde ne parle que de la « nouvelle économie », c'est-à-dire celle des télécommunications multimédias et des services informatiques basés sur Internet, qui devraient inaugurer un deuxième âge d'or. Ce concept magique est l'occasion d'un optimisme béat, une réplique des anciennes illusions progressistes et scientifiques.
C'est pourtant une imposture des milieux néolibéraux, un appât et un basculement d'une modernité au bout du rouleau. Parce que la « nouvelle économie » pourrait vraiment finir en catastrophe... Internet et les « nouvelles technologies » n'introduisent pas réellement une « révolution », mais une simple évolution et sans doute une plus grande fragilité. La véritable « nouvelle économie » (basée sur la mondialisation des échanges, la technoscience et l'immédiateté de l'information) a plus de cent ans. Les ventes *en ligne* via Internet ne sont qu'une amélioration des anciennes ventes VPC (vente par correspondance), qui ont été introduites jusqu'à la fin de l'année. depuis 1850, mais ils ne correspondent pas à un changement structurel.

De même, ni Internet, ni les téléphones mobiles multimédias, ni l'ensemble des chaînes de télévision en tant qu'opérateur unique, ni les cartes à puce, ni l'informatisation générale de la société, ni le génie génétique ne correspondent à des changements structurels, mais ne sont que la complexification d'un « déjà existant ».

Rien de comparable aux bouleversements réels, aux authentiques métamorphoses techno-économiques qui, survenues entre 1860 et 1960, ont révolutionné les sociétés et la qualité de vie : les machines thermiques, l'électricité, le téléphone, le télégraphe, la radio (qui fut plus révolutionnaire que la télévision), le chemin de fer, l'automobile, l'avion, la pénicilline, les antibiotiques, etc.
La « nouvelle économie » est derrière nous ! Depuis 1960, il n'y a pas eu d'innovation fondamentale : les technologies de l'information permettent seulement de réaliser d'une manière différente, plus rapide et moins coûteuse (mais avec une plus grande instabilité) ce qui était déjà fait auparavant. Au lieu de cela, l'automobile, les antibiotiques, les télécommunications ou le transport aérien ont été de véritables révolutions qui ont rendu possible ce qui était impossible jusque-là. Raison de plus pour ne pas succomber aux sirènes de cette « nouvelle économie », qui permettrait, dit-on, la fin des crises, alors que c'est l'inverse qui risque de se produire. Citons l'économiste Frédéric Leroux, qui critique l'optimisme économique à la mode et les mirages de la « nouvelle économie » :

> *« La pensée dominante des économistes de marché manque de souffle, d'inspiration. En proie au conformisme environnemental, celle-ci a abandonné sa dimension iconoclaste [...]. La projection linéaire est donc devenue l'outil de prévision de référence [...]. Parfois, nous nous rapprochons de l'inexistence de la pensée économique. (37)*

Critiquant la fascination de ceux qui imaginent qu'Internet et les start-up vont inaugurer une nouvelle ère sans récession et sans cycles, Leroux observe : « La nouvelle économie, dont il n'est pas clair si elle désigne de nouvelles technologies ou un nouveau mode de fonctionnement économique (croissance perpétuelle sans inflation, par opposition à une alternance de phases de croissance et de récession), c'est pratique pour tout le monde, parce que cela permet à chacun de parler avec enthousiasme en tant qu'experts de quelque chose qu'il a pourtant renoncé à comprendre.
La nouvelle économie n'est qu'un mot qui ne cache aucune réalité, c'est un pseudo-concept, une ruse idéologique du néolibéralisme. « La nouvelle économie » est une expression qui sert à nous faire pardonner notre renoncement à tout effort d'élaboration de concepts économiques au profit de la non-réflexion.
C'est le drapeau de la promotion commerciale de ceux qui ont opté pour la complaisance, pour la rancune intellectuelle, par ignorance, par commodité, par paresse ou par hasard. A l'instar de Francis Fukuyama avec son idée de la « fin de l'histoire » (après la chute du communisme et la foi en une planète unifiée par un capitalisme libéral universel, enfin débarrassé des conflits politiques), les apôtres de la nouvelle économie nous font croire que nous étions entrés dans une merveilleuse période de croissance perpétuelle, sans crise, sans récession. Grâce à

Internet, aux start-up, aux métiers de l'informatique, à la mondialisation, etc., on imagine que l'économie sera sauvée de crises gigantesques.
Ce sont des visions religieuses – sotériologiques (*Partie de la théologie concernant le salut et la rédemption par le Christ*.) – de l'économie, assaisonnées de discours pseudo-scientifiques.

Pourtant, le « cycle économique » est toujours une réalité. Parce que la racine de l'économie est humaine, purement psychologique et non « technologique ». Après l'euphorie, la panique et le désespoir viennent toujours. De nombreux facteurs semblent indiquer que nous vivons la fin d'un cycle de croissance fallacieux et que nous sommes au bord d'une catastrophe économique bien pire que celle de la crise de 1929, car l'économie mondiale est plus fragile, plus mondialisée et encore plus spéculative qu'à cette époque. C'est la logique du château de cartes ou des dominos qui s'effondrent successivement. Nous ne sommes pas du tout dans une « nouvelle ère hors du commun » comme voudraient nous le faire croire les apprentis sorciers du néolibéralisme transnational. Déjà dans les années 1920, une magnifique période de croissance sans inflation, on croyait que les nouvelles techniques (automobile, radio, avion, téléphone, électricité, etc.) aboliraient définitivement les crises et les récessions. Nous avons vu ce qui s'est passé... Nous avons eu Octobre 1929 et ses conséquences tragiques sont bien connues, puisque, sans surprise, cette crise a contribué à l'éclatement du conflit.
Aujourd'hui, nous succombons à la même foi dans les miracles de la technologie de l'information et de la nouvelle économie.

Se dirige-t-on vers une gigantesque crise économique mondiale ?

La petite « croissance » présente est très superficielle et sera éphémère, pour les raisons suivantes, raisons qui peuvent aussi présager la possibilité d'un effondrement général. De quoi s'agit-il ?
1)La fragilité de l'économie boursière. L'économie mondialisée actuelle repose, bien plus que dans les années 1920, sur la fragilité spéculative de la frénésie boursière transnationale, totalement irréelle : le Dow Jones, le Nikkei ou le CAC 40 39 tirent l'économie mondiale à très court terme, dans une spirale spéculative quotidienne (faite de gains immédiats, de panique soudaine et d'euphorie), tandis que les politiques économiques sont abandonnées et que les réalités à long terme sont négligées. À la moindre rumeur, les investissements spéculatifs, moteur des entreprises, peuvent s'effondrer. Nous avons déjà été mis en garde avec la « crise asiatique » des années 1990. Frédéric Leroux écrit : « Le moindre grain de sable dans les engrenages et la mécanique vertueuse s'arrête puis tourne en sens inverse ». C'est « l'effet papillon », comme c'est le cas en météorologie, lorsqu'une série

d'événements mineurs et interdépendants provoquent la panique des investisseurs. Une économie spéculative et mondialisée est un géant aux pieds d'argile.
« Dans ces nirvanas économiques et boursiers éphémères, c'est une altération minime de l'atmosphère du moment qui nous fait passer d'une exubérance irrationnelle à une dépression anorexique. [...] Aujourd'hui, nous sommes au même point critique du cycle économique dans lequel c'est le marché boursier, cette entité inconstante sur laquelle on compte aussi, qui est en charge de l'économie. La « croissance » ou la conduite des fondamentaux économiques échappe totalement aux gouvernements et aux fonctions politiques.
Cette croissance est entre les mains du pur hasard psychologique de la spéculation, dépendant d'états euphoriques ou dépressifs complètement irrationnels. Il est significatif, par exemple, que l'Europe (contrairement aux États-Unis) n'ait plus de politique monétaire, en fait celle-ci soit désormais formellement dépendante de la Banque centrale de Francfort, c'est-à-dire en réalité des aléas du marché à court terme. Du jamais vu dans l'histoire ! Entièrement basée sur la spéculation, la soi-disant « nouvelle économie » n'est rien d'autre que l'aggravation de l'économie financière, rendue encore plus fluide par les technologies de l'information.
2) La croissance exponentielle de la dette mondiale, publique ou privée. Tous les pays du monde, riches ou pauvres, sont endettés, et on parle d'annuler la dette du tiers monde. Qui paiera en fin de compte ? L'économie mondiale ressemble à une entreprise au bord de la faillite, mais toujours soutenue, euphorique, par un banquier virtuel. Le bulletin économique de juillet 2000 de la société d'investissement en bourse Prigest, qui n'est certainement pas soupçonnée d'être anticapitaliste, observe que :
« La dette privée augmente à un rythme effréné ; Il est devenu la courroie de transmission d'une circularité « verticale » entre l'augmentation des parts et l'activité économique. Il affaiblit le système, donnant l'impression de le renforcer, avec l'augmentation de la croissance qu'il permet encore. Le rapport parle également de « l'exubérance irrationnelle » de cette nouvelle économie, qui surfe au bord du gouffre. Une économie mondiale fondée sur l'endettement (dogme monétariste) et non plus sur le travail, et sur la prédiction des lourds paramètres extra-économiques à établir (démographiques, écologiques, énergétiques, etc.) ne peut durer longtemps.
3) Le vieillissement démographique de l'Europe et des autres grands pays industrialisés, multiplié par la question du poids économique de l'immigration. Pour l'instant, nous pouvons encore résister, mais cela ne durera pas.
Le manque de main-d'œuvre, le poids des retraités et les coûts des soins de santé finiront, à partir de 2005-2010, par peser lourdement sur les économies européennes.

Les gains de productivité et les progrès techniques (la fameuse « formation brute de capital fixe », la poussière de l'économie (40) ne pourront plus surmonter les difficultés que représentent les coûts démographiques externes.
Deuxièmement, loin de compenser les pertes de la population active autochtone, l'immigration de colonisation qui touche l'Europe concerne principalement les bénéficiaires d'allocations à maintenir et les travailleurs sans qualification.

De plus, cette immigration représente un coût croissant (insécurité, économie criminelle, politiques urbaines, etc.). Un effondrement économique de l'Europe, première puissance commerciale mondiale, entraînerait les États-Unis et l'ensemble de l'économie occidentale dans la chute.
4) Le mépris des paramètres écologiques. L'incommensurable pollution générée par le développement planétaire de l'économie industrielle de masse (que les écologistes, imposteurs inféodés aux rois du pétrole, ne combattent pas du tout), commence déjà à faire sentir ses effets, qui ne feront que s'accentuer : catastrophes climatiques (+ 290 % entre 1970 et 1999 selon les compagnies d'assurances), épuisement des réserves de poissons marins, progression des déserts et raréfaction des réserves d'eau douce, destruction du couvert forestier et du phytoplancton marin, qui renouvelle l'oxygène, etc.

En résumé, malgré l'euphorie enfantine provoquée par la « nouvelle économie », l'expansion d'Internet et la reprise purement cyclique et transitoire observée depuis quelques années, les fondamentaux de l'économie mondiale sont dans le rouge et nous nous dirigeons probablement vers une crise économique mondiale pour le début du XXIe siècle.
Cette civilisation, fondée exclusivement sur l'exaltation de la société marchande, sur l'affirmation des valeurs monétaires comme les seules vraies, sur l'acceptation absolue de l'économie (dans ses formes socialistes ou capitalistes), risque de périr à cause de la crise même du système qu'il a installé au centre du monde. Et celle-ci s'effondrera précisément parce qu'elle a été placée au centre de tout, parce que tout doit reposer dessus, avant de l'écraser.
De même qu'une société rigidement militariste meurt généralement des guerres jusqu'à la fin amère qu'elle provoque et finit par perdre. Ce sont toujours ceux qui connaissent bien l'économie (Maurice Allais, François Perroux) qui mettent en garde contre l'idolâtrie de l'économie elle-même, et ce sont les militaires qui mettent en garde les civils exaltés contre le militarisme.
Les facteurs structurels (en particulier la démographie et l'écologie) ne sont jamais pris en compte, dans un monde fasciné par l'immédiateté et les résultats comptables à très court terme. Les apôtres de la nouvelle économie ne sont que

des enfants déguisés en experts. Le nouvel ordre économique mondial que ces faux prophètes timides attendent n'est que le chant du cygne de l'ancien.

Principes stratégiques

Après la fin de la « menace soviétique » et en raison de la pression conquérante du Sud et de l'Islam contre l'Europe, avec la bénédiction des États-Unis, la situation géostratégique a été bouleversée.
De nouveaux concepts surgissent : celui d'une alliance euro-sibérienne, d'un « front intérieur » et d'un « réarmement », y compris nucléaire, et tous doivent attirer les Européens les plus lucides. Les données géostratégiques du défunt XXe siècle sont aujourd'hui bouleversées par deux facteurs :

1) la fin de la guerre froide et la possibilité d'un accord euro-russe en concurrence avec la superpuissance américaine ;

2) l'offensive colonisatrice « d'en bas » des peuples arabo-musulmans, alliés à d'autres masses du Sud contre le continent européen, avec la complicité des États-Unis.

La carte islamique jouée par les États-Unis contre les Européens
Le cauchemar du Pentagone est l'Eurosiberia ethnocentrique. C'est-à-dire l'union à long terme de l'Europe péninsulaire (occidentale et centrale) avec la Fédération de Russie, libérée de l'islamisation, de l'assujettissement américain et des colonisateurs étrangers. La thalassocratie américaine entend contrôler cet immense espace et ne pas permettre à un tel géant de prendre vie.
Les États-Unis, depuis 1945, veulent être « la première puissance militaire européenne », à travers l'OTAN. Cette organisation n'a plus de rôle défensif contre une éventuelle agression soviétique, mais se reconnaît comme un moyen déguisé de subordonner stratégiquement et militairement l'Europe aux États-Unis.
La meilleure preuve en est donnée par l'adhésion à l'OTAN (totalement inutile en termes de défense) des anciens satellites de l'URSS, solution préférée à une organisation de défense commune strictement européenne. Les Européens, incapables d'adopter une politique de défense commune et de dire « non » à leur neveu américain, sont les seuls responsables de cet asservissement.
La France a abandonné son indépendance stratégique gaulliste avec sa participation à la guerre du Golfe, puis aux opérations menées en Yougoslavie, sous l'OTAN, puis sous commandement américain. Personne ne l'a forcée à le faire.
L'objectif naturel de la géopolitique américaine en Europe consiste à :

1) Affaiblir militairement et stratégiquement les Russes et les Serbes, les seuls peuples qui résistent objectivement à la poussée de l'ennemi musulman (Kosovo, Tchétchénie, Asie centrale, etc.).
2) En créant des dissensions entre les Slaves orthodoxes et les autres Européens. Diviser pour régner. La participation des Européens au bombardement militairement inutile mais politiquement symbolique de la Serbie, qui est destiné à nous compromettre, avec la complicité trouble d'une Allemagne manipulée contre les Serbes et d'une France qui a perdu la tête, fait partie de cette stratégie américaine.
3) Conformément au « pacte islamo-américain », les États-Unis veulent affaiblir l'Europe en favorisant l'introduction de l'islam et une société multiraciale africanisée.

Pour cette raison, ils considèrent les États islamistes comme une tête de pont dans les Balkans (Bosnie, Albanie-Kosovo) et poussent la Turquie, sinon le Maroc, à rejoindre l'UE. Quand on nous dit que le bombardement de la Serbie a été un échec parce qu'il n'a pas réussi à établir une société multiethnique serbe du Kosovo, c'est un malentendu : c'était un succès.
L'objectif des États-Unis, en accord avec les États musulmans, était de créer, au cœur de l'Europe, un État monoethnique kosovar. En retour, il est demandé aux États du Moyen-Orient, d'une part, de ne pas attaquer Israël, d'autre part d'admettre les bombardements et l'embargo sur l'Irak et, d'autre part, de laisser leurs ressources pétrolières entre les mains des Anglo-Américains.
C'est le marchandage israélien et le pacte pétrolier, rédigé par les stratèges du Pentagone.
Ajoutons que de l'Afghanistan à la Tchétchénie, le Pentagone a toujours soutenu, voire armé, les terroristes moudjahidines anti-russes. Fidèles à leur tradition ancestrale et coranique de « moins de soumission aujourd'hui pour plus de domination demain », les gouvernements arabo-islamiques acceptent cette humiliation temporaire de l'Amérique, en échange d'une aide objective des États-Unis pour la conquête de l'Europe.
4) D'autre part, les États-Unis se réjouissent de la colonisation de l'Europe par l'immigration. Son énorme coût financier va, à moyen terme, ralentir la productivité de son concurrent européen. Des millions de futurs bénéficiaires des services sociaux, du tiers-monde, affluent sur notre continent, tandis que les jeunes élites économiques créatives partent pour les États-Unis : c'est la fuite des cerveaux. Les États-Unis ont tout intérêt à encourager notre tiers-mondisation économique, comme la perte de notre identité culturelle et ethnique face à l'islam et aux masses africaines.

Les Américains félicitent la France d'être devenue une société multiraciale. Comme le renard qui flatte le corbeau avec des mots inventés :

> *« Les Français n'aiment pas l'admettre, mais des décennies d'immigration ont produit une société multiraciale qui revigore la nation »*,

écrivait Thomas Sancton dans Time, le 5 juin 2000, dans un article au titre hallucinatoire : « Un renouveau français ». Le gouvernement américain fait manifestement semblant de vouloir un rapprochement entre l'UE et la Russie, avec ces phrases hypocrites du Casanova de la Maison Blanche :

> *« Il est très positif que la Russie se rapproche à l'avenir de l'Union européenne dans laquelle elle a vocation à y adhérer et, en même temps, à rejoindre l'OTAN »,*

déclarait Bill Clinton en juin 2000.
Les Américains tentent donc de récupérer l'idée d'union continentale, alors qu'en réalité ils la neutralisent. « Unissez-vous, mais sous la direction de l'OTAN, donc sous notre autorité. » Un vaste continent déstabilisé, américanisé, islamisé, stratégiquement dirigé par l'Amérique : tel est l'objectif. Cette stratégie prend tout son sens. Il ne faut pas leur reprocher leur manque de moralité, comme le font les visionnaires de l'anti-américanisme paralysant.
C'est aux Européens de prendre soin d'eux-mêmes.

Les dangers du « désarmement » européen

Le grand caprice des gouvernements européens aujourd'hui est le « désarmement », avec la réduction drastique des forces classiques et des capacités nucléaires. Ils suivent le dogme selon lequel « l'Europe n'a pas d'ennemis » depuis la chute de l'URSS, dogme véhiculé par les milieux politiques et le cynisme du Pentagone.
La lubie du « désarmement » repose sur deux préjugés. La première est que nous pouvons garantir notre sécurité sans la menace de la force, en baissant la garde. Seul le « pouvoir d'attraction économique » compterait, puisque le symptôme de la guerre a été éliminé parce qu'il est « archaïque ».
Mais la force et sa menace d'utilisation sont une constante (certes archaïque mais toujours extrêmement présente) de toutes les sociétés humaines. Celle qui abolira la fonction guerrière au profit de la fonction mercantile n'est pas encore née. D'autant plus que nous sommes face à des ennemis qui, du fait de leur culture ancestrale, ne respectent que la force et ses menaces.
Deuxième préjugé : la peur magique du « nucléaire », niée par les faits historiques. Cette arme est essentiellement un moyen de dissuasion. Et alors plus rien n'empêchera sa propagation. Car quelle est la doctrine militaire des États-Unis vis-à-vis de l'Europe ? Il est diaboliquement astucieux, dans la mesure où :

1) il prétend approuver la création d'une (petite) force militaire européenne commune, simulacre d'une armée collective (l'« Eurocorps »), en réalité totalement inféodée à l'OTAN sous couvert d'un « désengagement » pseudo américain ; 42
2) Limite les forces européennes à des missions de « maintien de la paix » dans le monde, sous la direction de l'ONU ou de l'OTAN (syndrome du Kosovo) ; les Européens envoient leurs soldats se faire tuer sur le terrain, à la place des *boys*, sous la « protection » des bombardiers américains invulnérables ;
3) Les forces européennes n'auraient donc plus d'objectif, ni de réelle capacité de défense du continent, puisque ce rôle est entièrement attribué à l'OTAN, donc à l'armée américaine. C'est une idée astucieuse et une excellente stratégie géopolitique. Pour nous pousser à n'avoir que des « armées d'armistice », des « armées de police », comme les républiques bananières.

La France a été la risée de l'entreprise : elle a renoncé unilatéralement à ses essais nucléaires (alors que le Sénat américain a refusé de ratifier l'arrêt des essais américains, qui peuvent donc reprendre à tout moment !) puis a procédé, toujours unilatéralement, à la réduction de son arsenal nucléaire.
Les États-Unis n'ont pas arrêté leur programme nucléaire. Mais ils réduisent, en feignant de respecter les accords SALT, leurs ogives nucléaires en excès (capacité de surdestruction), mais sans affecter en aucune manière leur capacité mondiale. Au contraire, malgré les traités, et malgré les vaines protestations de la Russie et de la France, les Américains préparent une série de « boucliers antimissiles », qui faussent le jeu de la dissuasion, les protégeant de toute attaque ou représailles.
En bref, l'objectif du Pentagone n'est pas du tout d'empêcher la prolifération nucléaire (en particulier de ses amis israéliens et islamiques), mais de désarmer la France et la Russie dans le domaine nucléaire, faisant ainsi des États-Unis la seule puissance nucléaire, à ce moment-là invulnérable.

Les notions de « menace du Sud » et de « front intérieur »

La principale menace militaire potentielle pour l'Europe est le monde arabo-musulman. Bientôt, l'Iran, l'Irak et l'Algérie, comme le Pakistan, disposeront d'armes nucléaires rudimentaires mais dévastatrices de moyenne portée, capables d'atteindre l'Europe.
Dans cette perspective, la force nucléaire française ne fonctionnerait plus comme une « dissuasion du faible vers le fort » (comme elle l'a fait contre l'URSS) mais comme une « dissuasion du fort vers le fou ».

Au tournant de ces deux siècles, nous venons de vivre un tournant géopolitique et géostratégique de grande importance. La menace ne vient plus de l'Est, mais du Sud. La ligne de fracture n'est plus intra-européenne, mais entre les civilisations. Nous sommes de retour à la case départ, et le passé refait surface, le VIIIe siècle, celui de Charles Martel. Pour l'Europe, le maintien et le développement d'une capacité nucléaire militaire indépendante et dissuasive, autour de l'arsenal français et, par la suite, liée à l'arsenal russe, sont indispensables à la défense du continent. En attendant la naissance d'un véritable exécutif européen, et cela prendra encore du temps, le gouvernement français aurait dû préserver et maintenir un arsenal nucléaire stratégique et tactique minimal mais complet. Il n'est jamais trop tard pour revenir sur de mauvaises décisions. Dans l'histoire, rien n'est jamais complètement exclu.
La combinaison d'une guerre civile ethnique en France et en Europe, combinée à une menace militaire directe des pays arabo-musulmans, au cours du XXIe siècle, n'est plus écartée par les militaires les plus lucides.

Un appareil de dissuasion nucléaire basé sur des moyens de transport tactiques est donc absolument indispensable contre ce qui sera sans doute notre principal ennemi au XXIe siècle.
De la même manière, la notion d'« ennemi intérieur » et de « front intérieur » est devenue capitale et obligatoire. Face à la menace d'une « kosovarisation » de la France, encouragée par les États musulmans, la réflexion géopolitique et stratégique doit complètement changer de nature.

Pour une doctrine stratégique euro-sibérienne : le « gigantesque hérisson »

Par conséquent, la doctrine pour l'avenir semble évidente. Voici les principales lignes directrices.
1)Les Européens devraient se doter de forces territoriales indigènes suffisantes pour faire face à une éventuelle guerre civile ethnique et religieuse. La professionnalisation des armées et l'abandon de la conscription obligatoire favoriseront-ils cette hypothèse ? Tout dépend des critères de recrutement des conscrits... Les enjeux sont très élevés. Parce que la présence massive d'étrangers dans les forces armées équivaudrait à les neutraliser au moyen d'une cinquième colonne.
2) Les Européens doivent disposer à l'avenir d'une capacité nucléaire autonome, avec un arsenal tactique et stratégique complet. Étant donné que l'arme nucléaire, pour être crédible, suppose l'unité de décision et donc la souveraineté commune, et que ces conditions ne sont pas encore réunies, il appartiendrait provisoirement à la

France et à la Russie de prendre en charge un « pacte de protection et de dissuasion » pour les autres Européens en lieu et place du parapluie américain transpercé. La Grande-Bretagne, qui n'est pas une puissance nucléaire indépendante, mais une branche de réserve de l'armée américaine, doit être exclue de ce pacte.

3) L'alliance russe étant de loin préférable à l'alliance américaine, les Européens doivent s'éloigner de la fixation du « pilier européen de l'OTAN » et se tourner vers un autre but, celui de la désintégration de l'OTAN et de la création d'une alliance militaire intégrée strictement défensive (incluant les industries d'armement) entre tous les pays de l'UE, de l'Europe centrale et de la Fédération de Russie. Prélude stratégique à l'Eurosibérie, cette vision géopolitique de la « neutralité armée », pleinement anti-impérialiste et défensive, correspondant à la doctrine du « gigantesque hérisson » formulée par Robert Steuckers dans ses nombreux textes géopolitiques. Bref, il faut prendre position en faveur d'un nouveau Pacte de Varsovie de l'Atlantique au Pacifique !

4) À long terme, l'ensemble eurosibérien, menacé par la pression du Sud et de l'islam et en proie à l'hostilité des États-Unis, aurait intérêt à une alliance continentale avec l'Inde et la Chine, à la fois militaire et économique, puisque ces deux grandes puissances ont les mêmes rivaux que nous, en particulier l'islam.

5) Toujours à long terme, une future grande action diplomatique européenne devrait persuader les Américains qu'ils sont sur la bonne voie en s'alliant avec le Sud et avec l'Islam et en jouant la carte anti-européenne. Parce que, selon leurs propres stratèges, ils ne seront pas éternellement une superpuissance thalassocratique.

L'Amérique du Nord, dans une perspective visionnaire de l'histoire, n'aurait-elle peut-être pas – formidable retournement de table – vocation à retourner dans le ventre de la mère patrie, la Grande Europe ? Ce serait le retour du fils prodigue, l'acceptation par les Américains d'origine européenne de l'erreur historique qu'a été leur sécession. Mais une telle perspective se situe en réalité dans un avenir lointain.

6) Une bonne entente avec le monde arabo-musulman peut prendre la forme d'une paix armée, sans toutefois en dévoiler le flanc. La condition sine qua non de cet accord est la fin de la présence colonisatrice de ce monde en Europe.

Selon l'enseignement du Coran, l'Islam doit « baiser la main qu'il ne peut pas couper ». (43) Mais il ne le fera que si cette main prend l'épée. L'idée d'une « alliance euro-arabe méditerranéenne » inconditionnelle, fondée sur de prétendus intérêts communs, est un beau fruit de l'imagination, une supercherie sans aucun fondement historique ou économique. L'Europe n'a absolument pas besoin des pays d'Afrique et du Moyen-Orient, qui sont un fardeau financier, économique, humain et maintenant aussi une menace.

Leurs matières premières ne sont pas non plus indispensables. La Russie, comme toutes nos mers, regorge de pétrole et de gaz, et nos mines d'uranium sont inépuisables. C'est vers l'Orient, vers le soleil levant, que nous devons regarder.

La doctrine de l'avenir est évidente : l'Eurosiberia n'a besoin de personne. Il ne menace personne. Mais personne ne devrait pouvoir la menacer. « Dans le contexte européen, l'objectif est celui d'un grand ensemble eurosibérien, d'une confédération impériale, avec une juridiction militaire, diplomatique, monétaire et commerciale (constitution d'un grand marché sous la forme d'un espace égocentrique).
Un tel géant peut alors, étant capable de montrer les dents quand il le faut, convaincre les autres blocs mondiaux de se montrer raisonnables et d'abandonner toutes les ambitions colonisatrices, ce qui n'exclut pas, pour cette raison, l'établissement d'accords bilatéraux conformes aux intérêts des uns et des autres. (44)

Voilà. Et ce n'est qu'ainsi que les grandes civilisations de l'humanité, chacune préservant sa propre identité, pourront coopérer et préserver notre patrimoine commun, ce vaisseau spatial en orbite autour du soleil non conquis, que nous avons l'habitude d'appeler « la Terre ». L'Euro-Sibérie représente évidemment une perspective à long terme. Un parcours à tenir, un objectif comparable à celui donné au marin, obligé de virer de bord pour atteindre le but, mais aussi comparable à ce que le pionnier se donne lorsqu'il part à la conquête de terres inconnues.
Bien sûr, une telle perspective de grande politique fait pâlir la face aux « spécialistes » du court terme, c'est-à-dire aux politiciens bourgeois (qui se sont toujours trompés dans l'histoire).

Nous ne connaissons pas encore les modalités pratiques de la constitution de cet immense projet eurossibérien, véritable régénération métamorphique – et archéofuturiste – de la vieille notion européenne d'Empire. La route sera semée d'embûches, et les intellectuels « de canapé », comme les politiciens « réalistes », ne se plairont qu'à souligner les obstacles qu'elle recèle.
Comme un marin qui a peur de prendre la mer parce que le vent est contre lui. (45)
En visionnaire, Gorbačëv a parlé de l'alliance entre l'Europe péninsulaire et la Russie comme de la « construction de notre maison commune »

---

(12) Archéofuturisme, op. cit., p. 10. 66 et suiv.
(13) Le « beur » est le jeune homme né en France d'immigrés maghrébins ;

(14) L'auteur utilise les « zones de non-droit », c'est-à-dire les zones où le droit n'est plus qu'un lointain souvenir. En France, ils les ont codifiés : ce sont les QSN (Quartiers sensibles de non-droit). Lire la suite : https://tinyurl.com/3msyau2f.
(15)Laurent Mouchard, dit Laurent Joffrin (1952), journaliste, directeur de la rédaction de Libération et du Nouvel Observateur, est issu d'une famille d'éditeurs riches et influents.
(16) Louis-Ferdinand Céline, Bagatelle per un massacro, Guanda, Milan 1981, p. 16. 174. (17) La loi Pleven du 1er juillet 1972 (loi n° 72-546 relative à la lutte contre le racisme) tire son nom du tristement célèbre René Pleven (1901-1993), homme politique centriste – et non de gauche, il faut le rappeler – de très longue date, l'un des plus proches collaborateurs de De Gaulle pendant la période de la « Résistance » à Londres et, au moment de l'adoption de la loi, ministre de la Justice (1969-1973) dans les gouvernements Chaban-Delmas et Messmer avec Georges Pompidou comme président de la République. (17)Notons que Pleven a commencé sa carrière de banquier sous l'aile de son homologue international Jean Monnet (1888-1979), l'un des plus grands promoteurs de l'atlantisme et du libre-échange et l'un des « pères de l'Europe unie » les plus influents. La loi Pleven modifie la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse, érigeant en infraction pénale « l'incitation à la haine » à l'encontre de personnes en raison de leur origine, de leur race, de leur religion, de leur appartenance ou de leur appartenance ou non à une ethnie déterminée. * La loi Gayssot n° 90-615 du 13 juillet 1990, souvent appelée la « gayssottine » (syncrasie de « Gayssot » et « guillotine »), porte le nom de son promoteur, le député communiste Jean-Claude Gayssot (1944). C'est la première des soi-disant « lois commémoratives » et elle vise expressément à réprimer (lourdement) tout acte de racisme, d'antisémitisme ou de xénophobie. Sa principale innovation juridique est la répression de la contestation des « crimes contre l'humanité » tels qu'ils ont été définis dans le statut du Tribunal militaire international de Nuremberg, devant, en pratique, une véritable atteinte à la liberté d'expression et à la liberté de recherche historique. Il a été promulgué par le deuxième gouvernement du socialiste Michel Rocard (1930-2016), présidé par le socialiste François Mitterrand (1916-1996).
(18) Dans ce cas, c'est à nous que les italiques appartiennent, car ces mots, écrits au début des années 2000, semblent décrire de manière plastique ce qui se passe actuellement en Italie à l'heure actuelle (seconde moitié de 2023).
(19) Contrat de travail à durée déterminée, plus connu en Italie sous le nom de contrat à durée déterminée, introduit en Italie par le gouvernement Renzi (décret-loi n° 81 du 15 juin 2015). (20) Du nom du protagoniste des pièces d'Alfred Jarry, le Père Ubu, un être gras et animal, perpétuellement affamé et pathologiquement avide de pouvoir, immoral et subversif de toutes les règles de la société.

(21) Inutile de dire que l'auteur utilise le terme non pas dans le sens propre, lié, en Italie, au corporatisme fasciste, mais dans un sens polémique et péjoratif, se référant au comportement de petits groupes fermés pour la défense de leurs propres intérêts et privilèges de la catégorie.
(22) Il convient de rappeler que le livre a été publié en 2001 en France.
(24) Claude Lévi-Strauss, Race et histoire – Race et culture, Einaudi, Turin 2002.
(25) Cette déclaration est prophétique, compte tenu de la guerre actuelle entre la Russie et l'Ukraine.
(26) Le naufrage du pétrolier Erika a eu lieu le 13 décembre 1999. Le pétrolier transportait trente mille tonnes de fioul. Les côtes bretonnes ont été submergées par une colossale marée noire, déversée dans la mer par le géant d'acier arborant le drapeau maltais, long de 184 mètres et large de 28 mètres. (27) Les deux gouvernements du social-démocrate Schröder (1998-2002 pour le premier et 2002-2005 pour le second) étaient basés sur l'alliance entre le SPD et les Verts (Bündnis 90/Die Grünen).
(28)Claude Allègre (1937), socialiste, a été ministre de l'Éducation nationale, de la Rhériche et de la Technologie de 1997 à 2000, dans le gouvernement Jospin, présidé par Chirac. Mais surtout, Allègre est un géochimiste, dont les travaux scientifiques lui ont valu le prix Crafoord de l'Académie royale des sciences de Suède (1986) et la médaille d'or du CNRS, le Centre national de la recherche scientifique (1994). Il est également membre de l'Académie des sciences de France et est connu pour ses positions qui questionnent l'origine anthropique et le danger de l'augmentation de la température de la terre.
(29) Dominique Voynet (1958), femme politique française. Anesthésiste, elle a été membre des Verts puis d'Europe Écologie-Les Verts. Ministre de l'Environnement (1997-2001), sénateur (2004) 2011), maire de Montreuil (2008-2014), etc. (30) Les écologistes, et en particulier Voynet, se sont opposés à la construction et à l'agrandissement de certaines écluses qui auraient permis le passage de navires de 5 000 tonnes, dans un canal de 375 kilomètres de long et entré en service en 1833, il fait donc largement partie du canal... scénique.
(31) Il s'agit de la ville française de Valence, dans le département de la Drôme.
(32) Transport combiné rail-route (intermodal) de conteneurs, de caisses mobiles ou de semi-remorques.
(33) À tel point qu'aujourd'hui, l'usine, construite en 1949, et située dans les Pyrénées-Orientales, n'est plus qu'une attraction touristique.
(35) Terme emprunté aux télécommunications, où la topologie de réseau en « étoile » consiste en un point central de transmission, le point auquel chaque nœud est connecté.
(36) C'est-à-dire contenant du soufre, comme le dioxyde de soufre ou le dioxyde de soufre (SO2) et le dioxyde de soufre (SO3).

(37) Frédéric Leroux (1964) est le directeur de la société de gestion d'actifs Carmignac Gestion, créée en 1989 par le milliardaire français Édouard Carmignac (1947) et dont le chiffre d'affaires, en 2021, a atteint un demi-milliard d'euros. M. Leroux, qui travaille dans la société depuis 2003, a précédemment travaillé pour les actions BNP Paribas et HSBC CCF securities. Il écrit pour Le Figaro sur des sujets d'économie et d'investissement.
(38) (Note de l'auteur) Le Figaro du 24 juillet 2000. (39) Le CAC 40 est l'indice boursier de la Bourse de Paris et également le principal indice boursier français.
(40) Une substance à laquelle les charlatans ou les jongleurs ou, dans les contes de fées, les magiciens et les sorciers, attribuent des propriétés magiques, ou en tout cas quelque chose qui vise à tromper avec de fausses apparences (de Treccani Online).
(41) François Perroux (1903-1987), économiste français, professeur dans différentes universités, membre du Collège de France depuis 1955 (chaire d'analyse des faits économiques et sociaux), créateur de la Théorie des pôles de développement, était dans le courant des « non-conformistes des années 1930 », partisan d'une troisième voie économique « à égale distance du libéralisme et de l'étatisme, une troisième solution, une véritable communauté de travail, un corporatisme ». Très actif pendant la période de l'État français de Vichy (il fut, pendant une courte période, également adjoint du Secrétaire Général de la Famille et de la Jeunesse), il joua un rôle important dans la création de l'École nationale des cadres d'Uriage, à Grenoble, pour la formation des cadres dirigeants du nouvel État français, il dirigea la revue pétainiste La Communauté française avec Jacques Madaule, il fonde la revue Renaître avec Yves Urvoy et, en janvier 1944, l'Institut de sciences mathématiques et économiques appliquées. Pour plus d'informations sur Perroux, voir Il capitalismo moderno, Garzanti, Milan 1960 ; Guillaume Travers, La fin du capitalisme, Diana, Frattamaggiore 2021 ; Philippe Conrad (éd.) Qui sommes-nous ? Aux origines de l'identité européenne, Passaggio al Bosco, Florence 2023.
(42) Créée en 1993, elle compte (autant) 1 233 hommes !
(43) En fait, le Coran ne contient pas cette prescription, alors que « Embrasse la main que tu ne peux pas couper » est un proverbe turc bien connu.
(44) Une Terre, un Peuple, op. cit., p. 10. 134. Il l'a fait à plusieurs reprises, notamment lors de son discours à Strasbourg devant l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe le 6 juillet 1989.

Dictionnaire idéologique

Voici maintenant, sous la forme d'un dictionnaire, la synthèse de notre vision du monde et de notre objectif historique, car c'est toujours autour des mots-clés et des concepts qu'ils s'organisent.
Vous n'êtes pas obligé de lire ce dictionnaire une entrée après l'autre. La liste suivante vous aidera à faire une sélection pour consultation. (46)

Domestication; Sida mental ; Allogene ; Américanisme, anti-américanisme, américanolatrie ; Antiracisme ; Archéofuturisme ; Aristocratie, nouvelle aristocratie ; Assimilation, assimilationnisme ; Autarcie des grands espaces ; Bataille culturelle ; Biopolitique ; Bourgeoisisme ; Chaos ethnique ; chaos, les conséquences ; Leader naturel; Exception; Renouvellement des élites ; Colonisation; Compétition, la lutte pour la vie ; Communauté, communauté de personnes ; Communautarisme; Consumérisme; Convergence des catastrophes ; Conscience ethnique ; Conscience historique ; Cosmopolitisme; Culture et civilisation ; Décadence; Déculturation ; Démocratie, démocratisme, démocratie organique ; Désignation de l'ennemi et de l'ami – « Ennemi » et « Adversaire » ; Destin, le devenir ; Dévirilisation ; Droits de l'homme, idéologie des droits de l'homme ; Droit à la différence ; Discipline; Désinstallation ; Écologie, écologisme, productivisme écologique ; Économie à deux vitesses ; Économie biologique ; Économisme; Égalitarisme; Élite, élitisme ; Hérédité; Héros; Esthétique; Hétérothélium ; Ethnocentrisme; Ethnomasochisme ; Ethnosphère, blocs ethniques ; Eugénisme; Europe; Eurosibérie ; Foi dans les miracles ; Bonheur, « petit bonheur » ; Fin de l'histoire ; Géopolitique; Hiérarchie; Germe; Judéo-christianisme ; Mondialisation, le mondialisme ; Grande politique ; Guerre civile ethnique ; Homo œconomicus ; Idée, l'idéal, l'idéalisme historique ; Identité; Idéologie, idéologie hégémonique, idéologie occidentale, idéologie européenne ; Immigration; Empire, fédération impériale ; Individualisme; Inégalité; Interrègne; Involution; Liberté, libertés ; Légitimation (positive et négative) ; Libéralisme, libéralisme dirigiste ; Masse, Massification ; Mémoire, mémoire collective ; Mercantilisme; Méritocratie; Métapolitique ; Métissage ; Modernité, modernisme ; Muséification ; Nation, nationalisme, nouveau nationalisme ; Néo-primitivisme ; Nihilisme; Occident, civilisation occidentale ; Homosexualité; Ordre; Paganisme; Patrie, patrie charnelle, Grande Patrie ; Personnalité créative ; Philia; Politique, Grande politique ;Peuple durable, peuple éphémère ; Gens; Populisme; Préférence européenne, préférence nationale, préférence étrangère ; Présentisme ; Progrès, le progressisme ; Promethéen; Enracinement ; Race, racisme, antiracisme ; Région, régionalisme ; Résistance et

Reconquête ; Héritage; Révolution; Sacré; Sélection; Société marchande ; Souveraineté, Fonction souveraine, trifonctionnalité, bi-fonctionnalité ; État, État-nation, étatisme ; Histoire, les conceptions de l'histoire ; Technoscience ; Terre, territoire ; Tiers-mondisme ; Tradition, traditionalisme, société traditionnelle ; Tristesse; Humanisme, surhumanisme ; Humanitarisme; Universalisme; Valeurs; Vision du monde ; Volonté de puissance ; Xénophilie.

---

(46) Il existe un certain nombre de néologismes dans le dictionnaire, y compris pour la langue française. Lorsqu'il n'y avait pas d'équivalent en italien (dans la plupart des cas), nous avons essayé de rester aussi proches que possible de l'original.

Domestication

Soumission mentale et comportementale à un système idéologique et social, avec perte de volonté et de jugement, et dépendance physique aux conditions matérielles. Ce terme est utilisé par analogie avec la situation des animaux de compagnie, incapables d'autonomie et complètement conditionnés par l'homme. Selon les éthologues, l'homme est un animal qui s'est « auto-domestiqué » parce que ses comportements obéissent à une contrainte culturelle plutôt qu'à des impulsions innées. Mais nous comprenons ce concept de « domestication » dans un sens quelque peu différent. Pour nous, cela indique la situation de passivité et de dépendance de l'homme occidental, face à un système contre lequel il ne réagit pas, même si ce dernier lui est nuisible.
Les symptômes sont innombrables : perméabilité aux conditionnements idéologiques (audiovisuels, scolaires, professionnels, etc.), dépendance au mode de vie consumériste, perte d'autonomie de jugement face à la propagande et au blâme, exclusion de toute spiritualité (remplacée par la gnose médiatique du niveau le plus bas), etc. L'homme domestiqué est conformiste, il ne se révolte pas, il ne résiste jamais, même s'il joue à parodier l'émancipation et l'originalité. Il croit aveuglément, pour la bienséance sociale et la peur du déplaisir, tous les préjugés qu'on lui inculque.
Il constate la catastrophe mondiale provoquée par l'immigration et la colonisation, mais n'ose pas se révolter et se réfugie dans la fuite. Elle est une perpétuelle victime de la mode. Surtout, il ne veut pas se sentir « autre », indépendant, car cela signifierait – grande terreur contemporaine – être exclu. Le système lui fournit la purée, sa subsistance minimale, son gâchis financier, alors il abdique tout esprit critique.
L'homme domestiqué ne possède aucune sensibilité révolutionnaire, ni aucune vision historique ; Il est profondément attaché aux structures de la société qui le conditionne.

C'est, du haut en bas de l'échelle sociale, un type humain incapable d'autonomie, le modèle typique du citoyen de l'ère néo-totalitaire, la figure moderne de l'esclave. Le paradoxe de l'homme domestiqué, c'est qu'on lui fait croire qu'il est un « individu » et, en fait, l'individualisme narcissique représente son horizon. Un peu comme le cochon dans une ferme en batterie, qui se gorge, tout seul, dans l'abreuvoir étriqué.
En réalité, cet individualisme de l'homme domestiqué cache une soumission à la moralité du troupeau. Combien d'intellectuels, d'artistes et de brillants philosophes, de droite comme de gauche, ont été domestiqués, c'est-à-dire

stérilisés par l'idéologie dominante et par la peur de déplaire au système, par la terreur d'être exclus, et se sont mis au garde-à-vous, ont usé leur talent et sont devenus des chiens de garde avec une muselière, au vrai sens du terme ?
Payer le prix terrible du renoncement à soi-même et de l'auto-naufrage de sa propre ingéniosité. Malheureusement, ce type humain est aujourd'hui majoritaire. Cependant, en cas de choc, de crise grave et de défaillance du système – ce qui n'est pas certain, mais néanmoins possible – le modèle qu'il représente s'effondrera. Et donc nous ne pouvons compter que sur ces minorités qui, dans toutes les sociétés, n'ont jamais été apprivoisées. Hélas ! il faut aussi compter avec les faux combattants victimes de la domestication, qui, en privé, en paroles, « résistent ».
Sans ensuite suivre quoi que ce soit de concret. Le système les contient, c'est-à-dire les domestique. Ils s'adaptent à tout, tant que vous continuez à les nourrir (et à les infecter). Mais ces gens ont peu d'importance. La meilleure moquerie de la domestication se trouve dans la fable de de La Fontaine, Le loup et le chien. (47)

(voir Bourgeoisisme, Dévirilisation)

Sida mental

Effondrement des immunités vitales d'un peuple face à sa propre décadence et à ses ennemis. Ce terme analogique et figuratif avait été inventé par le regretté Louis Pauwels dans les années 80 et avait provoqué un scandale médiatique, car il pointait du doigt l'une de ces vérités qui font mal (en général, plus le système néo-totalitaire est scandalisé par une idée et tente de la diaboliser, plus c'est vrai). (48) Le sida dérive d'un rétrovirus qui détruit les défenses immunitaires de l'organisme face aux agressions biologiques. Le « sida mental » est un état psychologique, qui affecte presque toutes les « élites » – classe politique, classe médiatique, membres du show-business, cercles « culturels », « artistes », cinéastes – les incitant à lutter systématiquement contre les intérêts de leur propre peuple et à promouvoir des valeurs de dégénérescence, en les proclamant valeurs de régénération.
Un peuple, une nation, une civilisation ressemblent, à un niveau holistique plus complexe, à un organisme vivant. Les sociétés européennes sont aujourd'hui victimes d'un effondrement du système immunitaire : les agressions ne sont pas combattues, mais encouragées. Face à une menace précise, on assiste à un phénomène morbide d'anti-opportunisme, c'est-à-dire que, lorsqu'une mesure spécifique de défense contre la pathologie serait imposée, la mesure exactement opposée est préconisée, ce qui va renforcer la progression de la maladie.

Quelques exemples éclaircissants : là où le système éducatif produit l'analphabétisme et la violence, on encourage le renforcement des méthodes « anti-autoritaires », c'est-à-dire celles qui ont généré précisément cette situation ; à l'heure où l'effet de serre provoque un réchauffement catastrophique de l'atmosphère et où les émissions de gaz polluants doivent être réduites, il est recommandé d'abandonner la chaîne nucléaire, qui est la plus propre de toutes ; alors que la violence civile, la délinquance et l'insécurité explosent objectivement, non seulement le phénomène est nié, au nom d'un sophisme intellectualiste (les « fantômes de la sécurité » dénoncés par ceux qui vivent dans les ZTL49), mais même un nouvel assouplissement de la sévérité policière et judiciaire s'impose (la « prévention » contre la « répression »).

Lorsque la colonisation de la population d'immigration est sur le point de causer des dommages difficiles à réparer aux peuples d'Europe, toutes les mesures appropriées sont prises pour l'encourager, pour abolir toutes les réactions de défense immunitaire des indigènes et pour persécuter les peuples autochtones. et persécuter tous ceux qui s'opposent à cette invasion en les traitant de « racistes » hors-la-loi.

À l'heure où l'effondrement démographique menace l'Europe de dépeuplement (et éventuellement de crise économique), les politiques natalistes sont diabolisées et l'homophilie est jetée à la sauvette. Alors que l'Islam reprend son processus de jihad contre l'Europe, il aide à s'y installer.

Autres images du sida mental : le « génie artistique» est proclamé art déficient ou sans valeur ; les types humains minables ou déviants deviennent des modèles ; et ainsi de suite.

Bref, le sida mental qui frappe les « élites » européennes procède de l'étonnement intellectuel, puisque sa pathologie est basée sur le « faux esprit » qui méprise le « bon sens populaire (vulgaire) », qui prétend que le noir est blanc, et qui est soutenu par un optimisme forcé (« tout va bien », alors qu'au contraire, tout est mauvais).

Le sida mental repose donc sur une déformation de la réalité et un déficit de perception des attaques virales. Dans le sida biologique, les lymphocytes T4, qui sont censés défendre l'organisme, ne perçoivent pas le virus du VIH comme dangereux, mais, au contraire, comme un ami et, au lieu de le combattre, l'aident à se reproduire. Il en va de même pour le sida mental.

Les prélats catholiques, comme les républicains mangeurs de prêtres, maintiennent avec conviction, comme des malades, que « l'islam et l'immigration sont une chance »(50), alors qu'ils sont eux-mêmes clairement menacés de destruction, qu'ils refusent de reconnaître, en proie à une hostilité astucieuse.

Habituellement, dans le cas des « élites » qui marquent des buts contre leur camp, il ne s'agit pas d'une trahison cynique, mais, pire encore, d'un dévoiement de références et de la perte de toute capacité de jugement saine.
Le sida mental est le résultat d'une pathologie intellectuelle, à laquelle il ne faut pas donner de répit, en la dénonçant toujours, et dont le mot d'ordre semble être : « Pourquoi faire simple, quand on peut le rendre compliqué ? ». En un mot, la conséquence du sida mental est de confondre l'ennemi avec l'ami.

(voir Ethnomasochisme, Xénophilie)

Allogène

Tout ce qui, au sein d'une population donnée, est d'origine étrangère, culturellement et biologiquement.
Aujourd'hui, il est préférable de parler d'« étrangers » plutôt que d'immigrants ou d'étrangers, car la plupart de ces derniers sont nés en Europe sans être ethniquement européens et peuvent, en vertu du droit du sol, avoir la citoyenneté d'un pays européen.
Depuis l'Antiquité, fait déjà souligné par Aristote, Thucydide et Xénophon, toute nation qui admet un seuil élevé d'étrangers est vouée à dépérir, ces derniers remplaçant progressivement les indigènes et tendant à les chasser ou à les annuler culturellement et/ou physiquement. C'est le processus en cours dans différentes régions de France.
À l'aube du XXIe siècle, la notion d'étranger ne doit plus revêtir un caractère juridique, linguistique et national en Europe. Tout résident d'origine non européenne doit être déclaré étranger, sur la base de critères ethniques et non plus politiques et juridiques. Un Belge, un Italien, un Russe d'origine européenne résidant en France n'est pas un étranger.
Mais attention : au bout d'un certain temps, un peuple submergé par des étrangers devient une minorité chez lui, un étranger dans sa propre patrie. C'est la logique du processus de colonisation des populations que nous connaissons. Après un certain temps, l'allogène devient autochtone.

(voir Colonisation)

Américanisme , anti-américanisme, Americanôlatrie, Américanosphere, Américanomorphisme

L'américanisme consiste en l'approbation de la domination générale des États-Unis et de son modèle socio-culturel, en tant que centre de la modernité et de la civilisation occidentales. L'américanisme est une attitude mentale, conséquence de l'américanisation, qui fait perdre aux Européens leur identité et leur souveraineté, et dont la cause est leur soumission volontaire plutôt qu'un « impérialisme américain ». L'américanisation est linguistique, alimentaire, culturelle, vestimentaire, musicale, audiovisuelle, etc. Il substitue les mythologies et l'imagerie américaines à celles des Européens.

On le voit d'ailleurs dans le refus des Européens de prendre en charge leur propre défense (OTAN) et de pratiquer un protectionnisme commercial en réponse à celui mis en œuvre par les États-Unis. Mais l'anti-américanisme actuel, de droite ou de gauche, est-il la bonne solution ? Il y a des raisons d'en douter.

Le danger de l'anti-américanisme est souvent la virulence de ses pleurnicheries, qui privent et victimisent leurs propres protagonistes comme cela se produit avec les handicapés. Les Européens sont les premiers artisans de leur américanisation et de leur soumission aux États-Unis, forts seulement de leur faiblesse. De leur point de vue, les États-Unis, dans leur entreprise de domination culturelle, économique et stratégique, jouent, en bluffant, leur jeu de poker habituel avec l'histoire. Ce n'est donc pas au nom d'impératifs moraux qu'il faut s'opposer à l'Amérique, mais au nom d'une logique naturelle de concurrence et d'affrontement.

Ainsi, plutôt que d'être anti-américain, il s'agit avant tout d'être eurocentrique.

L'américanôlatrie (l'idolâtrie de tout ce qui est américain) est souvent le résultat d'une surestimation des forces des États-Unis, d'une fascination pour leur statut supposé de « superpuissance unique », sans tenir compte de leurs immenses faiblesses. Les Américainisés, tant dans le domaine politique que culturel, sont les agents mêmes de leur propre déculturation et domination. Ils américanisent eux-mêmes leur propre culture.

De ce point de vue, on ne peut pas vraiment parler de l'impérialisme américain dans le même sens que de la notion d'impérialisme soviétique.

C'est l'absence de résistance, d'affirmation de soi, de volonté et de créativité des Européens qui, en premier lieu, explique l'hégémonie culturelle et stratégique des États-Unis. D'autre part, un américanisme excessivement obsessionnel, qui vient souvent de ceux qui ignorent les choses américaines, paradoxalement, ne fait que renforcer l'américanisme !

L'américanophobe maniaque affaiblit sa cause en la rendant puérile, avec ses récriminations et ses explosions de colère impuissantes. Il valorise et magnifie son

adversaire, le diabolisant. Son discours négativiste l'empêche de recourir à l'auto-affirmation de la culture et des intérêts européens et l'empêche de se prendre en charge. L'américanophobie a une fonction démobilisatrice. Elle proteste, par exemple en France, contre le « pouvoir monopoliste de la sous-culture américaine », sans penser un instant que les élites françaises, ou celles qui se proclament comme telles, sont les premières responsables de l'affaiblissement du rayonnement de notre culture.
Comment expliquer l'hégémonie américaine, en particulier l'hégémonie économique et culturelle – si la civilisation américaine était aussi « inexistante » que le prétendent les américanophobes ? De plus, comme on l'a dit, l'Amérique est le principal adversaire, mais pas le principal ennemi, qui est composé des masses étrangères qui colonisent l'Europe, de tous les collaborateurs (États étrangers ou cinquième colonne) et de l'Islam.
L'américanisme désigne tous les pays, y compris, en premier lieu, l'Europe, qui, en surestimant la puissance des États-Unis et de son « modèle », se font volontairement sujets de l'hégémonie américaine (OTAN, diktats commerciaux, etc.), alors que les pays de l'ancien bloc soviétique étaient les sujets forcés de l'URSS.
L'Occident est devenu la sphère américaine. Il convient également de mentionner la pratique de l'américanomorphisme, c'est-à-dire le mimétisme systématique des formes culturelles américaines, reflet de tous les colonisés mentaux. Cette tendance à la déculturation s'accompagne également d'un « africanomorphisme » du même genre, puisque l'américanisation des mœurs favorise l'abandon de l'identité ethnique européenne. Au lieu d'un anti-américanisme inefficace, il s'agit de pratiquer l'eurocentrisme.

(voir Concurrence, Désignation d'ennemi, Ethnocentrisme)

Antiracisme

Une doctrine qui, sous prétexte de lutter contre le racisme et la xénophobie, encourage à la fois la préférence étrangère, le déclin de l'identité européenne et le choix d'une société multiraciale et, finalement, paradoxalement, fomente le racisme lui-même.
Comme les Verts qui détournent l'écologie de son sens, afin d'en faire un écran pour des revendications qui ne visent pas à protéger l'environnement, mais à promouvoir une idéologie trotskyste bien déguisée, les antiracistes utilisent leur pseudo-lutte contre le racisme pour éliminer l'identité européenne, promouvoir le cosmopolitisme et la préférence étrangère.

L'antiracisme, en outre, exprime une véritable obsession raciale et se contredit de manière flagrante, puisque ses partisans prétendent également que les races n'existent pas. En promouvant l'ouverture des frontières aux étrangers et en encourageant dogmatiquement la société multiraciale, les antiracistes provoquent objectivement le racisme. L'idéologie dominante impose la profession de foi antiraciste, presque religieuse, afin de s'intégrer dans la société politiquement correcte. L'antiracisme est la quintessence du terrorisme intellectuel. Quiconque n'est pas en faveur de l'immigration ou qui ose affirmer la supériorité de la civilisation européenne, ainsi que le droit à l'identité, quiconque dénonce les maux d'une société multiraciale, quiconque constate le caractère objectivement ethnique d'une criminalité croissante, est certain d'être diabolisé et accusé (dans les médias, socialement, voire pénalement) d'être « raciste ».

Exigence de la bien-pensance, l'antiracisme est l'expression la plus perfectionnée de l'idéologie totalitaire post-moderne. Cela nous permet de diaboliser toute rébellion, toute véritable protestation contre le système.
Se déclarer antiraciste est un viatique idéologique et social. L'antiracisme est aussi un moyen de neutraliser et d'intégrer les dissidents dans l'arc idéologique du système. Ainsi, par exemple, un certain droit intellectuel a été récupéré, marginalisé et asservi qui, en échange d'une paix relative qui lui a été accordée par le pouvoir, mais sans aucun espoir de reconnaissance ou de médiatisation, a dû passer sous la potence de l'antiracisme, accepter la collaboration avec ses ennemis et l'obéissance à leurs diktats, un peu comme l'Église orthodoxe russe autrefois, face aux exigences de Staline.

Cette droite intellectuelle (il faut citer cet exemple, car il s'agit d'un véritable cas d'école), ne s'est pas contentée de se déclarer publiquement antiraciste, mais est allée jusqu'à dénoncer comme racistes dans les médias ceux qui luttent pour l'identité européenne. Incroyable, mais vrai.
Tout cela nous montre le pouvoir paralysant et intégratif du dogme antiraciste, qui exige que le collaborateur devienne aussi un informateur. Mais il s'agit probablement d'un mauvais calcul.

(voir Xénophilie)

Archéofuturisme

Un état d'esprit selon lequel l'avenir fera à nouveau appel aux valeurs ancestrales, et que les notions de modernisme et de traditionalisme doivent être dépassées dialectiquement.

L'archéofuturisme s'oppose à la fois à la modernité et au conservatisme, ne la donnant à aucun d'entre eux, et croit que la modernité est dépassée, puisqu'elle a échoué dans ses idéaux et ses grands projets. La technoscience, par exemple, est incompatible avec les valeurs humanitaires et égalitaires de la modernité. Le XXIe siècle verra réapparaître les défis que l'idéologie bourgeoise, occidentale et cosmopolite avait cru enterrer : la lutte des identités, des religions et des traditions ; les conflits géopolitiques ; une question ethnique posée à l'échelle planétaire ; batailles pour les ressources les plus rares... Il est inutile de développer ce concept ici, car j'y ai déjà consacré un texte entier, l'archéofuturisme, auquel je vous renvoie.

(voir Progrès, progressisme)

Aristocratie, nouvelle aristocratie

Littéralement et étymologiquement : « le gouvernement des meilleurs ». Deuxième sens : « la classe des meilleurs ». Le vrai problème est celui des critères de définition et de désignation des « meilleurs » et de savoir s'ils orientent ou non la société.

Pour les Grecs, l'aristocratie est d'abord un mode de gouvernement, assuré par les nobles et les plus compétents. Pour Aristote, l'aristocratie et la démocratie ne doivent pas s'opposer, mais se compléter et s'interpénétrer selon la logique de la complémentarité des contraires apparents. L'idée d'une aristocratie héréditaire a été une constante dans les sociétés humaines... même dans certains régimes communistes (Corée du Nord) où l'héritage du pouvoir était pratiqué au sein d'une caste de parvenus pseudo-aristocratiques, les apparatchikis. Cette notion d'hérédité aristocratique doit donc être traitée avec des pincettes, car elle peut conduire à la sclérose. La véritable aristocratie ne peut pas être fondée sur le pouvoir de l'argent, du népotisme et de la pure filiation, mais sur le caractère et l'éthique. Le critère de définition de l'aristocrate est simple : celui qui fait passer la défense de son peuple avant celle de ses propres intérêts et répond à des critères anthropo-biologiques et culturels définis.

L'aristocrate possède un sens de l'histoire et de la lignée, mais il se considère comme un représentant du peuple qu'il sert, et non comme un membre d'une caste ou d'un petit cercle. Aujourd'hui, les familles aristocratiques européennes traditionnelles ont été, à quelques exceptions près, anéanties ou transformées en thèmes médiatiques. La recréation d'une nouvelle aristocratie est l'œuvre perpétuelle de tout projet révolutionnaire.

Quelles sont les qualités du véritable aristocrate ? L'attachement au peuple et le service qu'il lui rend, le courage, le détachement de l'intimité, la modestie orgueilleuse, la puissance créatrice, le goût de l'excellence et de l'esthétisme, la simplicité et l'élévation. La figure du bourgeois est celle dont le véritable aristocrate est le plus éloigné. Et le déclin des aristocraties européennes, et donc leur quasi-disparition, a été provoqué par leur immersion dans les dynasties bourgeoises. L'aristocratie ne peut pas être juridiquement héréditaire, puisque cette situation implique toujours sa dégénérescence puis son extinction.

Chaque génération d'aristocrates doit prouver par ses actions qu'elle est digne de sa condition. L'aristocratie, dans une vision archaïque et futuriste non-égalitaire du monde, doit bénéficier de plus de droits, mais aussi accepter plus de devoirs que les autres. Le principe héréditaire est bon, s'il obéit à celui de la sélection de l'élite, c'est-à-dire : les descendants incapables quittent l'aristocratie et les nouveaux venus appropriés s'y intègrent. Aujourd'hui, l'idée même d'aristocratie est totalement incompatible avec l'idéologie dominante. Pourtant, elle est essentielle chez chaque peuple. Elle est liée à la nature humaine et n'est pas du tout disposée à disparaître.

La question n'est donc pas : êtes-vous pour ou contre une aristocratie ? Plutôt : quelle aristocratie ? Qu'est-ce que la nouvelle aristocratie ?

La « noblesse », médiatisée aujourd'hui par les tabloïds, en est une caricature macabre, un déni total de l'esprit aristocratique, une exploitation bourgeoise des derniers lambeaux des « grandes familles ». La véritable aristocratie est l'essence du peuple.

L'aristocrate authentique ne considère pas l'argent comme le principe de son action, mais comme le service et la direction de son peuple. Sa règle est le désintérêt, le courage et l'efficacité. Toute aristocratie dégénère – et c'est ce qui s'est passé en Europe – dès lors qu'elle est confondue avec une « élite économique ».

L'urgence actuelle est celle de l'édification d'une nouvelle aristocratie européenne. Un tel chantier ne peut ouvrir qu'en temps de guerre et par la guerre. Parce que les aristocraties sont filles de la guerre, c'est-à-dire de la plus impitoyable des sélections.

(voir Renouvellement des élites)

Assimilation, assimilationnisme

Croyance que des masses d'immigrés peuvent devenir français ou européens, en reniant leur culture d'origine. L'assimilationnisme est, après tout, une forme déguisée de racisme. Et c'est aussi une utopie.
La doctrine de l'assimilation, fondée sur les idéaux quasi religieux et universalistes de la Révolution américaine et de la Révolution française, ainsi que de la Révolution russe, présuppose tout simplement que les peuples **n'existent pas**, que les réalités ethniques ne sont que des fantasmes, et que ce qui compte, c'est seulement l'individu avide de consommation.
Seules de très petites minorités peuvent s'assimiler. Jamais dans l'histoire les masses immigrées n'ont pu s'assimiler aux gens avec lesquels elles s'étaient installées. Aujourd'hui, face à l'échec de l'assimilation, les pouvoirs publics recourent à la stratégie de « l'intégration » et du « communautarisme ».
Mais même dans ce cas, le résultat est un échec indubitable. Pire encore, en fait, les « minorités » étrangères et musulmanes cessent, dans de nombreux domaines, d'être des minorités pour devenir des majorités, de sorte que les termes de l'équation sont inversés : ce sont les Européens indigènes qui sont forcés de s'assimiler à la culture et aux coutumes des colonisateurs !
Toute assimilation est comparable à un génocide culturel, tant pour les assimilés que pour les assimilés.

(voir Communautarisme)

L'autarcie des grands espaces

Organisation de l'économie mondiale en grands espaces autarciques et égocentriques, contre le dogme libre-échangiste et capitaliste du mondialisme et de la mondialisation.
L'autarcie, telle que défendue par l'École historique allemande d'économie (51) (Großraumautarkie, « autarcie des grands espaces ») et aujourd'hui par le prix Nobel d'économie français Maurice Allais (52), est la réponse au mondialisme économique.
L'autarcie des grands espaces n'est pas le blocus de ceux qui se sentent assiégés, mais repose sur des quotas : l'espace économique concerné limite les importations à ce qu'il ne peut ou ne sait pas produire. Le commerce international est donc limité, mais pas supprimé.
L'objectif est l'indépendance politique et énergétique, ainsi que la protection des industries nationales.

L'autarcie s'applique également dans la lutte contre la mondialisation de la « nouvelle économie » rendue extrêmement fragile : limitation des entreprises transnationales et des participations financières non européennes.
Elle concerne également la main-d'œuvre, en établissant que les travailleurs non européens ne peuvent pas travailler dans l'Espace économique européen, à l'exception des emplois particulièrement qualifiés. L'autarcie vise également à faire en sorte qu'un espace économique ne soit pas trop dépendant de ses exportations, créant ainsi un vaste marché intérieur (cas de la Grande Europe) capable d'absorber la production même en cas de mesures de rétorsion économiques étrangères.
Mais le principe d'une politique autarcique n'est pas d'exclure les exportations, à condition qu'elles n'impliquent pas de dépendance. L'autarcie n'est pas applicable à la seule France, mais doit concerner l'ensemble de l'Europe continentale. C'est la politique de libre-échange inversée, l'ouverture irresponsable des frontières douanières, que l'UE pratique actuellement, qui alimente le chômage, rend la reprise économique éphémère et incertaine et compromet l'indépendance économique européenne. L'autarcie a aussi l'avantage de décourager les « relocalisations » à l'étranger, par le dynamisme économique (« l'effet multiplicateur »), qu'elle suscite au sein de l'aire protégée.

Les opposants libre-échangistes à l'autarcie rétorquent qu'elle serait préjudiciable aux exportations européennes. Ce n'est pas vrai, car l'autarcie conduirait à une multiplication des flux commerciaux intra-européens, grâce à la notion déterminante de préférence commerciale communautaire. Une entreprise française serait obligée de s'approvisionner à l'intérieur de l'UE plutôt qu'en dehors de l'UE, si les biens et services requis y sont disponibles.

Pour être viable, l'économie planétaire doit s'organiser en grands espaces continentaux relativement imperméables de développement et de marché égocentriques, en pratiquant le quota des flux de biens et de capitaux ainsi que de travail, et en s'organisant selon des modes régionaux de production et de consommation. Ce modèle permet également de lutter contre le nivellement culturel autour des mêmes modes de production et de consommation, en redonnant à chaque « grande zone » (notamment dans le Tiers-Monde) sa spécificité et son autonomie économique.

Sur le plan énergétique (et donc écologique), l'autarcie des grands espaces permettrait de maximiser les ressources de chaque grande surface, en sortant de la logique actuelle du « pétrole seul ». L'autarcie devrait également s'étendre au secteur culturel, par le biais de décisions politiques qui obligeraient, par exemple, en Europe, à généraliser l'exception culturelle, notamment en matière audiovisuelle. Ce qu'ils font, après tout, habituellement, et sans le dire... les États-

Unis. Il est certain que l'autarcie des grands espaces telle que décrite ci-dessus serait un cauchemar pour les États-Unis, tout comme l'établissement d'un Eurosiberia. Totalement autonome, notamment en termes de matières premières (pétrole, gaz, etc.), l'Eurosiberia n'aurait pas besoin d'importer des produits essentiels du reste du monde.

Le libre-échange mondial et la notion d'économie-monde affaiblissent l'économie, nuisent profondément aux intérêts européens et ne sont pas viables à long terme. L'autarcie des grands espaces est peut-être, avec la notion d'« économie à deux vitesses », la réponse révolutionnaire à la catastrophe annoncée qui attend le libre-échange mondialiste.

(voir Economie organique, Économie à deux vitesses, Libéralisme direct, Eurosibérie)

---

(47) de La Fontaine, Fables, op. cit., Tome I, pp. 106-107. La fable bien connue qui se termine avec le loup qui, renonçant au « moût », s'enfuit vers la liberté : « – Vous attachent-ils ? s'exclama-t-il en changeant de ton. –/Ne pouvez-vous pas non plus courir où vous voulez ?/– Qu'est-ce que cela fait ? – C'est important pour moi, avec ta paix ;/s'ils étaient dorés, tes plats je te donnent,/ce n'est pas une vie, non, qui me fait tomber amoureuse -./Et prendre la course, courir encore.

(48) C'est nous qui soulignons.

(49) Pour rendre le sens plus immédiat, l'original zones protégées a été traduit comme suit.

(50) Dans ce cas également, l'enrichissement original a été traduit par un terme qui est entré dans l'usage courant en Italie.

(51) Courant de pensée, développé au XIXe siècle, en opposition à la théorie économique classique, sur la nature et la méthode de l'économie. Fondée en Allemagne en 1843, grâce aux publications de Wilhelm Roscher, elle a été l'interprète de Bruno Hildebrand et Karl Knies et, plus tard, de Gustav von Schmoller, Adolph Wagner, Lujo Brentano, Albert Schäffle et Gustav von Schönberg. Le mouvement soutenait que même les lois économiques dépendent de l'esprit populaire (Volksgeist), de sorte qu'on ne peut pas comprendre l'économie réelle sans une approche historique ; et qu'elles ne sont pas universellement valables, mais s'appliquent de différentes manières dans différents contextes historiques et nationaux. Il a donc accordé de l'importance aux enquêtes statistiques et à l'étude des spécificités historico-culturelles des différentes sociétés.

(52) Maurice Allais (1911-2010), professeur à l'université Paris-Nanterre, chercheur, directeur du Centre d'analyse économique depuis 1946, a été le premier Français à recevoir le prix Nobel d'économie, qui lui a été décerné en 1988. Allais, qui était entre autres ingénieur et physicien et qui était autodidacte en économie (incroyable mais vrai), avait un autre défaut « grave » : il avait continué à travailler tranquillement pendant la période de l'État français de Vichy (jusqu'en 1944 comme professeur

d'économie à l'École nationale supérieure des mines de Paris), et avait publié son premier ouvrage sur l'économie (A la recherche d'une discipline économique) sous le régime pétainiste abhorré, en 1943. Spécialiste de la théorie de l'équilibre économique général de Walras, il a exprimé des critiques à l'égard du traité de Maastricht, de la mondialisation et du libre-échange. Farouche opposant à l'hyperlibéralisme (laissez-faire), tant au niveau national qu'international, et à la manière dont la mondialisation avait été réalisée et, bien qu'en faveur d'une fédération européenne, il a exprimé des jugements fortement négatifs à la fois sur le TCE (Traité constitutionnel européen, ou Constitution européenne), et, en général, sur la manière dont l'UE a été construite. Son nom reste lié au « paradoxe d'Allais » en économie et à « l'effet d'Allais » en physique. (Voir aussi Georges Guiscard, Le privilège blanc, Passaggio al Bosco, Florence, 2022, pp. 127-128)

Bataille culturelle

Défense et agressivité créatrice des cultures européennes menacées.
La lutte politique est stérile sans une bataille culturelle qui la soutient, l'accompagne et la justifie. Une identité et une culture dynamique sont, avec le substrat biologique, la condition de la survie d'un peuple et d'une civilisation. Tous les mouvements politiques qui négligent la lutte culturelle, tous les États qui rejettent une politique identitaire culturelle, agissent en vain. La lutte culturelle ne doit pas se limiter à la défense du patrimoine, au maintien des traditions et à la préservation de la mémoire historique, mais il est essentiel qu'elle s'étende aux créations. Ce n'est pas en se contentant de dénoncer la destruction de la culture européenne qu'on peut la sauver, mais en adoptant une stratégie de contre-offensive affirmative.
Aujourd'hui, le combat culturel doit être dirigé contre ces menaces : américanisation, islamisation, africanisation, mais aussi contre le néo-primitivisme de la société actuelle. La bataille culturelle est multiforme, à la fois défensive et offensive.
Il concerne aussi bien l'école que les arts plastiques, la musique, l'audiovisuel, les langues, la littérature, etc. Elle doit viser à la fois le rejet du cosmopolitisme et du passé.
Dans la situation de censure et de submersion culturelle que nous connaissons, la lutte culturelle a intérêt à préférer l'attaque et l'imagination, sans négliger la transmission de l'héritage. Elle prend aussi en compte le fait que la bataille culturelle s'attaque à la substitution de mémoire dont les Européens sont victimes, où tout ce qui est culturellement étranger est systématiquement préféré à ce qui est autochtone, où le repentir et la culpabilité remplacent l'orgueil, et où l'égalitarisme ethnopluraliste (qui conduit à l'infériorisation de la culture européenne) est le maître.

À cet égard, il faut se méfier des pseudo-identitaires européens qui, en fidèles collaborateurs déguisés et payés par le système, n'ont cessé de répéter la même histoire, sur leur admiration pour « la culture de tous les peuples du monde », même ceux qui nous sont hostiles et qui veulent détruire la nôtre, même ceux dont les folklores ne représentent qu'une attraction marginale.
La bataille culturelle n'est pas celle de la défense de toutes les cultures, mais d'abord de la culture européenne, qui doit se considérer comme supérieure.

(voir Culture et civilisation, Ethnocentrisme, Néo-primitivisme)

Biopolitique

Prise en compte des impératifs biologiques et démographiques dans les projets politiques. La biopolitique est aujourd'hui diabolisée en Europe, parce qu'elle prend implicitement en compte l'idée de la durée biologique d'un peuple dans l'histoire, et ne se limite pas à la simple « santé publique » d'une population. Il n'y a rien de plus politiquement incorrect.
La biopolitique est la planification et l'amélioration à long terme des qualités du germe biologique d'un groupe humain. (53) La biopolitique part du principe que la santé et la qualité biologique d'un peuple sont le fondement de sa survie, ainsi que de son équilibre social.
La biopolitique comprend la politique familiale et démographique (aujourd'hui totalement abandonnée), la limitation des flux migratoires exotiques (qui détruisent la base bioanthropologique), la santé publique et l'eugénisme, ou encore l'amélioration des capacités génétiques. Aujourd'hui, les Chinois et les Indiens pratiquent une biopolitique active. La biopolitique, notamment pour pallier la faiblesse démographique des Européens, disposera d'outils technologiques (génie génétique) dans une large mesure. Leur utilisation pose de sérieux problèmes, c'est certain, mais en l'absence de solution « naturelle », il faudra les résoudre.

Il est clair qu'il faudra une volonté politique précise, plutôt qu'une soumission à « l'éthique ». La technoscience propose ; la politique dispose. Pendant ce temps, pour les Européens, l'urgence d'une action biopolitique future se concentre principalement sur deux questions : la relance du taux de natalité autochtone et l'inversion des flux de colonisation ethnique.

(voir Eugénisme)

Bourgeoisisme

Une mentalité caractéristique de la petite bourgeoisie, étendue à l'ensemble de la société moderne, quelle que soit la classe sociale.
La bourgeoisie désigne les traits négatifs de l'esprit bourgeois mais ne se réfère pas à la « mentalité d'entrepreneur » de la grande bourgeoisie, qui est maintenant en déclin.
Le bourgeoisisme, qui s'oppose à l'esprit populaire comme à l'esprit aristocratique, imprègne la société marchande : morale de l'intérêt, recherche individualiste de la sécurité et du bien-être immédiat, réceptivité particulière aux modes éphémères, rejet des risques, consumérisme passif et ostentatoire, conformisme à l'idéologie

dominante, souci de paraître politiquement correct, absence totale de patriotisme et de conscience ethnique, le snobisme culturel, l'esprit calculateur, la conception négociatrice des relations humaines, le narcissisme, la position prédominante de l'argent dans l'échelle des valeurs, l'indifférence à la solidarité communautaire, l'humanitarisme de façade, l'insensibilité aux sentiments sacrés et poétiques, l'indifférence à l'esthétique, etc.
La bourgeoisie a même abandonné l'esprit de famille de continuité des générations. Le petit bourgeois-bohème moderne, figure dominante de la société actuelle, apparaît comme « avant-gardiste » mais trahit un conformisme superlatif. Il est à la fois la cible et l'acteur principal de l'étourdissement intellectuel et des dispositifs idéologiques de rappel à l'ordre qui dominent grâce au totalitarisme mou d'aujourd'hui.

(voir Économisme)

Chaos ethnique

Situation historique dans laquelle un peuple ou une civilisation voit son substrat ethnique perdre toute homogénéité en raison d'une immigration étrangère massive.
Le chaos ethnique a été l'un des facteurs de la décomposition de l'Empire et de l'État romains, ainsi que de la civilisation égyptienne des pharaons et de nombreuses villes grecques.
C'est l'état actuel de l'Europe, en proie à une colonisation de la population par les populations d'outre-mer. Une civilisation disparaît lorsque la base ethnique originelle, le germe, qui était le fondement de sa culture, perd sa consistance. Sa société originelle devient un patchwork hétérogène qui rend impossible toute idée de ville, de communauté populaire et de destin. Le chaos ethnique signifie la disparition pure et simple du peuple et de sa civilisation en tant que véritable démocratie, comme le croyaient tous les philosophes grecs classiques. En fait, une population ethniquement hétérogène, divisée en un kaléidoscope de communautés, n'est rien de plus qu'une société anonyme, sans âme et sans aucune solidarité, en proie à d'incessants conflits de domination, à un racisme endémique (« toute société multiraciale est une société multiraciste »), et ingouvernable en raison de l'absence d'une vision commune du monde.

Le chaos ethnique est donc une porte ouverte à la tyrannie. Sous prétexte de multiracialité, de civilisation mercantile et de « démocratie » actuelle, ils ont fait du chaos ethnique leur programme. Il s'agit de déraciner les hommes de leurs biens pour les transformer en consommateurs, en unités interchangeables, sans

aucune identité. Mais c'est un calcul stupide. Parce que les hommes ne perdent jamais vraiment leur mémoire et leur identité ancestrale.

La société du chaos ethnique ne conduit pas, à long terme, à la prospérité mercantile, à l'individualisme harmonieux, à la coexistence républicaine, mais seulement au maelstrom social et politique. Nous commençons à l'entrevoir.
De là, comme je le dirai plus tard, viendra peut-être l'après-chaos, c'est-à-dire la régénération, grâce à la réapparition de l'homogénéité.

(voir Culture et civilisation, Communautarisme, Colonisation, Germe, Philie)

Le chaos, et post-chaos

Le chaos est l'état de désorganisation et d'anarchie d'un tout, quel qu'il soit, après qu'il s'est décomposé en raison d'une « catastrophe ». La période post-chaotique est la phase de reconstruction d'un ordre nouveau, selon une logique révolutionnaire de métamorphose.
C'est l'éternel cycle de la vie, de la mort et de la renaissance, exprimé par Nietzsche dans sa théorie de l'éternel retour de l'identique, mais aussi par le mathématicien René Thom dans sa théorie des catastrophes.
La société telle que nous la connaissons ne peut pas être rafistolée, le système ne peut pas être sauvé tel qu'il est. C'est l'illusion des conservateurs de toutes tendances.

La solution, le salut ne peut venir que d'une situation de chaos – guerre civile, crise économique gigantesque, etc. – qui bouleversera les mentalités, rendra acceptable et, plus encore, indispensable ce qui n'était même pas imaginable auparavant. Cela va changer toutes les données et, à lui seul, va permettre la construction d'un autre ordre, celui de l'après-chaos.
Les solutions ne se trouvent que dans les crises.
Pour construire une nouvelle maison, l'ancienne doit s'effondrer. Il ne s'agit pas d'être pessimiste, mais d'être réaliste.

(voir Convergence des Catastrophes, Interrègne)

Chef né : le leader naturel

Une personnalité créative imprégnée d'une vision historique du monde. Pour être fécondé par l'histoire, tout mouvement ou régime politique, tout peuple a besoin d'un chef, c'est-à-dire d'une tête. Le leader, même s'il est élu, choisi, n'en est pas

moins prédestiné et pénétré d'une étincelle divine, à moins qu'il ne s'agisse d'un facteur génétique. L'histoire est la fécondation de l'âme passive des peuples par l'âme active des chefs naturels. Le leader naturel, homme ou femme, est une figure récurrente et nécessaire dans l'histoire, une notion que les marxistes égalitaires (s'accrochant au dogmatisme des « masses ») ont rejetée, mais ils n'ont survécu que grâce à des leaders naturels...

Le meneur naturel, porte en lui les dangers du despotisme, mais le destin est ainsi, il ne favorise pas la paix. L'intrigue de l'histoire n'est pas conforme aux visions de l'égalitarisme humanitaire actuel.

Le chef naturel est l'homme des tempêtes, mais aussi des créations rapides comme l'éclair. Il s'élève là où on ne l'attend pas, quelle que soit l'idéologie qui l'anime, ilprend la réalité à bras le corps et la transfigure. Il séduit le peuple comme le serpent paralyse l'oiseau.

C'est la surprise de l'histoire, qu'elle soit divine, dramatique et sanglante. Le leader charismatique est une figure indispensable et tragique.

Il peut mobiliser et libérer (Charles Martel, Jeanne d'Arc, Mustafa Kemal, etc.), comme un tyran (Lénine, Staline, Mao,...) ou un conquérant (Alexandre, Napoléon, Abd-al-Rahman,...). Mais c'est un facteur inévitable dans la vie des peuples face aux dangers qui les menacent toujours et aux opportunités qui se présentent pour satisfaire leurs ambitions.

Dans cette civilisation décadente au bout du compte, les meneurs d'hommes n'apparaissent plus parce que les élites naturelles se détournent de la politique et désertent le service au peuple (confondu avec « l'État »), l'abandonnant à des fonctionnaires carriéristes.

Dans la situation que nous vivons, seule une crise tragique, que nous devrions peut-être espérer, permettra à un leader par nature de s'élever. Il serait le seul à pouvoir trancher le nœud gordien d'un contexte historique qui semble inextricable.

Robert Steuckers pourrait écrire, à propos de Carl Schmitt, l'une des allégories du chef né : « Schmitt veut donc restaurer la dimension personnelle du pouvoir car seule cette dimension personnelle est capable de faire face rapidement à l'exception (Ausnahme, Ausnahmenzustand, Ernstfall, Grenzfall). Parce que? Parce que la décision est toujours plus rapide que la lenteur de la mécanique des procédures. (55) La tête par nature revêt donc un caractère dictatorial, mais dans le sens positif du terme. Le dictateur n'est pas le tyran oppresseur, mais celui qui « dicte », qui décide et sauve dans les situations d'urgence.

Le leader né apparaît ainsi comme le protecteur suprême du peuple, désintéressé, le symbole supérieur de la vraie démocratie, de la démocratie « populiste », conforme à la philosophie politique grecque.

Ce meneur naturel est celui qui, en même temps, met le peuple en mouvement et protège son ascendance, son identité. C'est lui qui brise un système pour lancer une dynamique futuriste qui vise paradoxalement à préserver l'archaïque, c'est-à-dire l'âme d'une civilisation. Il est, à la fois, à la fois Éveilleur et Dictateur.
Le chef né est une figure de l'individualisme au sens positif du terme, au sens de « l'individualisme altruiste ».
À un moment donné, à un moment tragique et fécond de l'histoire, il donne corps et formule la volonté inconsciente du peuple.
Mahomet a peut-être été le plus grand dirigeant par nature de tous les temps, lui qui, en quelques décennies, a réussi à enflammer le monde avec sa doctrine guerrière et religieuse qui constitue aujourd'hui, pour l'Europe comme pour beaucoup d'autres peuples, la plus grande des menaces, l'ennemi principal le plus urgent à contenir et à chasser. Aujourd'hui, l'Europe a besoin de leaders naturels, car elle ne sera pas sauvée par des intellectuels, des politiciens, des entrepreneurs, mais par celui ou ceux qui incarnent l'Âme du Peuple.
Mais attention : ce n'est pas un général sans armée. Il n'y a pas de chef sans peuple.

(voir Aristocratie, Démocratie, Élite et Personnalité créative)

Cas d'exception

Un événement dont l'apparition soudaine bouleverse les données politiques et nécessite des décisions importantes et urgentes fondées sur des règles exceptionnelles.
Le *cas exceptionnel*, concept imaginé par Carl Schmitt (57), est le sujet même de l'histoire.
Quand il arrive, il fait émerger les grands dirigeants politiques et change l'orientation de l'opinion publique. Le cas d'urgence est « incorrect » et impensable dans le cadre de la pensée politique libérale et humanitaire occidentale.
La vision libérale et bourgeoise de la politique et de l'histoire considère cette dernière comme le domaine de la prévisibilité, de l'harmonie rationnelle, de la gestion tranquille et de la paix.
Au contraire, elle est le lieu du risque, de la lutte, de la crise et de l'urgence permanente. Robert Steuckers écrit à ce propos qu'il est nécessaire de prêter « une attention constante à l'Ernstfall (l'état d'urgence exceptionnelle), d'être sur ses gardes contre tout ce qui est soudain (Das Plötzliche), inattendu (Das

Unerwartete), l'événement choquant, vécu en direct et qui nécessite une réponse rapide, une décision (eine Entscheidung) ». (58)
L'éclatement d'une guerre civile ethnique en Europe constituerait précisément une telle urgence, une naissance de l'histoire, dans laquelle les mentalités changeraient, et l'impensable et l'impossible deviendraient pensables et possibles. Ce n'est qu'en cas d'urgence que l'on peut trouver de vraies solutions, que de vrais dirigeants peuvent surgir et que les peuples se réveillent. Parce que l'homme, animal par nature imprévoyant, ne réagit que lorsqu'il est dos au mur.
Et la crise est le moteur interne de l'histoire.

(voir chef né : Leader naturel)

Renouvellement des élites

Une expression, conçue par le sociologue Vilfredo Pareto, qui indique le renouveau des élites, à travers la sélection de nouveaux membres, qui apportent du « sang neuf », et le retrait des incapables.
Un peuple qui ne renouvelle pas ses élites s'enfonce dans une « société bloquée ». La sclérose des élites est bien un mal français, dans ce pays où le privilège des avantages acquis (et indus) est toujours allé de pair avec un égalitarisme paralysant. Avant et après la Révolution... La circulation des élites suppose des principes de sélection rigoureuse des meilleurs et de méritocratie, en bref, une « inégalité intelligente », fondée sur la justice.
La sélection des élites, à l'instar de la notion d'aristocratie, est fondée sur le principe de la liberté et celui de la compétition : « Que le meilleur gagne ».
L'égalitarisme social du rejet de la sélection (lourd héritage de Mai 1968), comme les privilèges des entreprises, qui vont de pair, et aujourd'hui même la « discrimination positive » et les quotas pour les catégories ethniques ne conduisent pas à la justice sociale, mais à la promotion des médiocres.
Depuis une trentaine d'années, l'Éducation Publique, abandonnant les principes de sélection et de discipline, a bloqué tout processus démocratique de circulation des élites et d'accès des meilleurs, appartenant aux classes les plus défavorisées, à la classe dominante.
De fait, la gratuité de l'enseignement public a été massivement dévaluée et n'est plus en mesure de jouer son rôle de promotion sociale. Seul l'argent permet d'accéder à une éducation de qualité.
L'égalitarisme anti-sélectif a conduit au corporatisme, au népotisme et au blocage du renouveau des élites.

(voir Aristocratie, Concurrence, Démocratie, Méritocratie et Sélection)

Colonisation

Occupation et installation définitive d'un peuple (ou de plusieurs peuples) sur la terre d'un autre. Un terme préférable à celui d'« immigration ». C'est le processus que connaît aujourd'hui l'Europe : une colonisation imposante, et c'est la plus grande tragédie de son histoire, parce qu'elle détruit son substrat ethnique. Cette colonisation est beaucoup plus grave que toutes les occupations militaires, car elle est voulue sans retour. Il est aussi flanqué d'un mouvement de conquête de l'Islam vers l'Europe, avec la complicité bienveillante des États-Unis.

D'un point de vue tactique, il ne faut plus parler d'immigrants mais de colons. Et cesser d'affirmer qu'ils sont victimes d'« exploitation». Au contraire, ils viennent en Europe pour vivre à nos dépens. L'invasion colonisatrice se fait à la fois par les frontières de plus en plus perméables et par la fécondité (plus de 30 % des nouveau-nés d'origine étrangère en France, l'islam la première religion pratiquée en 2010, si rien ne change).

Nous souffrons d'une « colonisation par le bas » très différente de ce qu'était le colonialisme européen dans le Tiers-Monde. Ce phénomène très grave s'accompagne d'un effondrement démographique des Européens de lignée. En fait, le colonialisme européen était civilisé ; il a tout apporté aux pays concernés et, après tout, contrairement aux dogmes de la gauche xénophile, retransmis par une intelligentsia parisienne de droite en délire, il a fait très peu de mal aux cultures des peuples colonisés.

Au contraire, il a (bêtement) renforcé l'islam et préparé son nouvel assaut historique contre l'Europe. Dans tous les contextes, la résistance à cette colonisation et l'entreprise de reconquête constituent l'objectif central de tout projet politique européen au XXIe siècle.

(voir Ethnomasochisme, résistance et reconquête)

Compétition, lutte pour la vie

Affrontement entre êtres vivants pour la suprématie et la survie.
La compétition ou la « lutte pour la vie » *(struggle for life)* est le principal moteur de l'évolution et de l'histoire, des bactéries aux humains.
Même les pacifistes les plus endurcis y ont recours. La concurrence concerne tous les domaines de l'existence ; elle peut être observée aussi bien chez les individus qu'entre les groupes, dans tous les domaines de l'activité humaine ou animale.

La solidarité communautaire est le seul élément qui atténue la dureté de la concurrence. Même si ce dernier, en freinant l'égoïsme individuel, a pour but d'assurer la suprématie de toute la communauté sur les autres.
Même les religions de la « soumission à Dieu » (l'islam, par exemple), donc, apparemment, du renoncement, font appel à la notion de concurrence. Les bacilles de la décadence, pour un individu, comme pour un peuple, commencent à grandir quand on commence à penser que la compétition et la lutte pour la vie sont « injustes », que l'inimitié pour l'Autre est « anormale », que l'état de paix est naturel et celui de la guerre contre nature, que le jardin d'Eden est réalisable sur terre.

La compétition, la lutte pour la vie sont l'état normal et permanent de l'ensemble du vivant, tandis que l'irénisme est un renoncement à la vie, une morale esclave. Nous ne devons pas nous plaindre d'avoir des ennemis, mais nous réjouir, les combattre et les éliminer, en sachant qu'il y en aura toujours.
Ceux qui prétendent qu'ils n'ont pas d'ennemis, qu'ils ne sont plus en compétition, que la paix doit être perpétuelle, obéissent à un processus entropique d'extinction et de mort, car ils seront impitoyablement éliminés. Même la coopération la plus sincère n'est pas sans concurrence et n'est jamais définitive. Un individu ou un groupe – quel qu'il soit – ou un peuple qui n'est plus en compétition, en lutte avec les autres, sont tous menacés de disparaître avec le temps.

L'harmonie vitale naît paradoxalement autant du combat que de l'harmonie. Et le choix de l'ami est inextricablement lié à la désignation de l'ennemi.
L'ennemi ne fait jamais d'erreur, s'il gagne. Un « peuple supérieur », un « individu supérieur », un « groupe supérieur » (qu'il soit militaire, économique, religieux, etc.), ne le sont pas en fonction de critères ontologiques et abstraits, mais en tant que résultat concret de la concurrence. Cela est vrai pour toutes les formes vivantes, des gènes aux organismes complexes. On n'est jamais « intrinsèquement supérieur » aux autres. Vous êtes supérieur si vous avez réussi à conquérir la suprématie dans la réalité.
C'est la loi du plus fort, du plus capable (survival of the fittest – C.Darwin) , du plus mobilisateur qui domine toujours.
VAE VICTIS, malheur aux vaincus, c'est la loi de la vie ; et le philosophe qui le changera ou prouvera le contraire n'est pas encore né. Un seul homme, s'il a le talent et la volonté, peut vaincre des hôtes entiers.
La concurrence est économique, politique, ethnique, etc. Elle est basée sur l'union du talent et de la volonté. Vous ne devriez jamais vous plaindre d'être dominé. Cela dépend simplement du fait que nous n'avons pas été assez forts, assez efficaces, assez rusés, assez volontaires. L'une des clés de la victoire dans toute compétition, comme l'éthologue Robert Ardrey l'a vu, est la lutte contre la solidarité.

Dans l'espèce humaine, la compétition et la lutte pour la vie ne sont pas d'abord individuelles, mais avant tout collectives. C'est ainsi que se construit la double polarité amitié-inimitié, source même de la vie.

(voir Sélection)

Communauté, communauté de personnes

Un groupe aux liens organiques, animé par le sentiment d'une même appartenance, d'une homogénéité, d'un héritage, d'une volonté de vivre ensemble et d'un destin. Le concept de communauté s'oppose à celui de « société », mécaniste, hétérogène et basé sur un simple contrat. La communauté représente le mode de groupement humain le plus naturel – parce qu'il est basé sur l'affinité ethnique et spirituelle – celui qui donne l'équilibre à l'individu et qui est le plus propice à l'expression d'une culture.
La communauté préexiste à ses propres formes organisées, à ses institutions, puisque son essence est historique, innée et non contractuelle, contrairement à la société. Mais la communauté n'existe jamais à l'état pur, en fait, elle inclut toujours des relations sociales. On parlera donc de « modèle communautaire », qu'il s'agisse de la nation en tant que communauté de peuples, de la famille, du clan, de la confrérie, de l'armée (communauté de combat), etc. Le modèle communautaire est radicalement opposé au modèle sociétal de l'égalitarisme et de l'individualisme.

Dans le modèle communautaire, les relations humaines sont hiérarchiques, strictement solidaires, multifonctionnelles. La communauté ne se limite pas au présent, car elle a une histoire et un destin. Son être transcende les existences individuelles et leur donne un sens.
D'autre part, dans le modèle sociétal purement contractuel, mécaniste et abstrait, l'individu est isolé, facilement exclu, et l'ensemble peut rapidement devenir une jungle. Le nihilisme de la société marchande contemporaine serait impensable dans un modèle communautaire. Dans cette perspective, la communauté de personnes est organiquement divisée en communautés fusionnées : nations, régions, municipalités, clans, familles, etc. La vraie démocratie, au sens que nous a donné la cité grecque, n'est possible que dans un sens communautaire.
Tout simplement en raison de l'implication et de la coresponsabilité des individus, de la parenté ethnique, en tant que projets communs et de la mémoire qui les relie.
Au contraire, dans le modèle sociétal, souvent en proie au chaos ethnique et dans lequel les individus sont indifférents les uns aux autres, la solidarité ne peut être

que fictive, l'autodiscipline impossible, la démocratie un simulacre et l'ordre une contrainte. Pour que la solidarité, la justice sociale, la liberté, la sécurité, la défense et la transmission des valeurs soient possibles, la communauté des personnes doit comporter un minimum d'unité ethnique et un sentiment d'appartenance inné.
L'Islam, à travers sa définition de l'Ummah comme une communauté de croyants, par opposition au modèle occidental individualiste des sociétés anonymes, a trouvé en elle une idée très correcte et très efficace.
Cela ne change rien au fait que, malgré la justesse de nombre de ses préceptes sociaux et philosophiques, ainsi que du solide bon sens qui l'anime (et en particulier de sa « préférence communautarienne »), l'Islam reste un ennemi, une idéologie totalitaire et obscurantiste totalement incompatible avec la mentalité européenne du liber civis, de l'homme libre.
Il ne s'agit pas, une fois de plus, de contester l'Islam sur la justesse de sa critique de l'Occident, mais de lui nier tout droit de prétendre nous apporter une solution. Chacun le trouve en lui-même, tout le monde l'identifie chez lui.
Il est donc possible que, parmi les Européens de race, l'idée de communauté ne renaisse que dans le malheur.

(voir Peuples)

Communautarisme (59)

Une doctrine qui trouve son origine dans un usage abusif et une défiguration de la notion de « communauté ». D'origine américaine, la doctrine communautariste vise à faire coexister différentes communautés ethniques au sein d'une même société, chacune avec ses propres lois, en imaginant qu'entre elles, l'harmonie sera réalisable. C'est la négation même de l'idée du peuple, une formulation adoucie de l'apartheid. À peine possible aux États-Unis, le communautarisme est irréalisable en Europe, mais, compris comme une réponse à l'assimilation forcée des immigrés étrangers, il est malheureusement défendu par certains intellectuels de la « Nouvelle » droite, qui manquent de réalisme.
Il s'agit d'une interprétation délirante et abstraite du polythéisme social et d'une dérive de la notion d'Empire comme « pluriversum des peuples ». Concrètement, le communautarisme, pratiqué aujourd'hui par l'État français contre les groupes musulmans et les étrangers afro-asiatiques, conduira à une explosion de la société en ghettos ethniques.
Le communautarisme part de l'idée rousseauiste (celle du « contrat social »), selon laquelle il est toujours possible pour différents groupes ethniques de coexister, au sein d'une même unité politique, grâce à la double magie de « l'éducation » et de

la « raison politique ». Cette thèse, soutenue par de récents convertis à la doctrine de Rousseau et à l'antiracisme de la droite parisienne, ne tient cependant pas la route. Aucun peuple ne peut être composé d'un amalgame de communautés différentes, qui s'entendent comme par miracle, sous la direction d'un État bienveillant. Nos intellectuels ne sont pas seulement des rêveurs, mais aussi des ignorants de l'histoire comme du monde d'aujourd'hui. Ils veulent fabriquer quelque chose d'homogène à partir de ce qui est hétérogène, mélanger du salpêtre et du soufre, de l'hydrogène et de l'oxygène, sans provoquer d'explosions. Le communautarisme est, face à la question de l'immigration, la réponse la plus stupide, l'utopie la plus puérile produite par les intellectuels et les fonctionnaires occidentaux d'aujourd'hui.
Des solutions toujours « harmonieuses » en théorie, mais désastreuses en pratique.
La doctrine communautaire et ceux qui la défendent sont des complices objectifs de notre colonisation ethnique et de l'invasion de l'Islam. Le pire, c'est que dans le cas des défenseurs du communautarisme qui sont à droite, c'est la vanité qui explique leur choix (celui de Bouvard et de Pécuchet, les deux collègues « philosophes » toujours récidivistes et toujours dans une impasse), alors qu'à gauche la motivation est le calcul cynique. Peu importe : les faits montreront que l'issue du communautarisme est la guerre civile.

(voir Assimilation, résistance et reconquête)

Consumérisme

Le choix d'une société basé exclusivement sur le niveau quantitatif de consommation matérielle de ses membres, au détriment d'autres critères. Le consumérisme est l'échelon le plus bas du matérialisme et de l'économisme, puisqu'il ne s'intéresse même plus au pouvoir économique à long terme, parce qu'il néglige les dimensions écologiques de l'économie et ne se préoccupe que du volume de la consommation immédiate.
Le consumérisme est la marque de l'esclavage dans laquelle est tombé l'homme massifié de cette civilisation, il n'est plus un citoyen, ni un protagoniste, ni un responsable, mais il est un consommateur, c'est-à-dire un être passif et domestiqué. Les questions écologiques, ethniques ou politiques n'intéressent pas le consommateur.
Sa sécurité personnelle passe aussi par son niveau de consommation. Le consumérisme tombe dans le champ des pathologies mentales, que Thorstein Veblen, Guy Debord ou Baudrillard ont parfaitement saisis : il s'agit d'accumuler

des objets, des « équipements », mais sans aucun résultat, pas même en termes de plaisir ou de bien-être.

(voir Économisme)

Convergence des catastrophes

Convergence de lignes de fracture de civilisations qui, au cours du XXIe siècle, risquent de faire disparaître l'ensemble du « monde moderne » dans le chaos à l'échelle planétaire. Pour la première fois de son histoire, l'humanité est menacée par une convergence de catastrophes. Une série de « lignes dramaturgiques » se rapprochent et convergent comme les affluents d'une rivière, avec une coïncidence parfaite (entre 2010 et 2020) vers un point de rupture et de transition dans le chaos. De ce chaos – qui sera extrêmement douloureux et le sera à l'échelle planétaire – peut émerger le nouvel ordre post-catastrophe et donc une nouvelle civilisation née dans la douleur. Résumons brièvement la nature de ces lignes de catastrophe : la première est la cancérisation du tissu social européen. La colonisation de l'hémisphère nord par les peuples du sud, de plus en plus d'actualité malgré les déclarations rassurantes des médias, est lourde de situations explosives ; l'échec de la société multiraciale, de plus en plus multiraciste et néo-tribale ; la métamorphose ethno-anthropologique progressive de notre continent, véritable cataclysme historique ; le retour du paupérisme à l'Ouest et à l'Est ; la progression lente mais constante de la criminalité et de la consommation de drogues ; la désintégration continue des structures familiales ; le déclin du cadre éducatif et la qualité des programmes scolaires ; le brouillage de la transmission des savoirs culturels et des disciplines sociales (barbarisation et disparition des savoirs) ; la disparition de la culture populaire au profit d'un nivellement par le bas des masses par le biais de la culture-spectacle.
Tout cela indique que les nations d'Europe se dirigent vers un nouveau Moyen Âge. Mais ces facteurs de rupture sociale en Europe seront aggravés par la crise économico-démographique qui ne fera que s'aggraver et aboutira à un paupérisme de masse. A partir de 2010, le nombre de travailleurs actifs deviendra insuffisant pour financer les retraités du « papy-boom ». (61)
L'Europe s'effondrera sous le poids de ses anciens ; les pays vieillissants voient leurs économies ralenties et désavantagées par le financement des dépenses de santé et des retraites des citoyens improductifs, de plus, le vieillissement use le dynamisme techno-économique.

A tout cela s'ajoutera une tiers-mondisation de l'économie, due à l'immigration incontrôlée de populations sans compétences.
La troisième ligne dramaturgique de la catastrophe de la modernité est le chaos du Sud.
Du fait de l'industrialisation menée contre leurs cultures traditionnelles, les pays du Sud, malgré une croissance trompeuse et fragile, ont créé en leur sein un chaos social qui ne cesse de s'aggraver.

Quatrième ligne de catastrophe, récemment expliquée par Jacques Attali : la menace d'une crise financière mondiale, qui serait beaucoup plus grave que celle des années 1930 et provoquerait une récession générale. La chute des bourses et des monnaies d'Extrême-Orient, ainsi que la récession qui touche cette région, seraient un signal d'alarme.

Cinquième ligne de catastrophe : la montée du fanatisme fondamentaliste religieux, en particulier de l'islam. La montée de l'islam radical est le contrecoup des excès du cosmopolitisme de la modernité qui voulait imposer au monde entier le modèle de l'individualisme athée, du culte de la marchandise, des valeurs faites matière et de la dictature du spectacle. En réaction à cette agression, l'islam s'est radicalisé, en même temps qu'il est revenu pour dominer et conquérir, conformément à sa propre tradition.

Sixième ligne de catastrophe : un affrontement Nord-Sud se profile, avec des racines théologico-ethniques. Il remplace, avec une plus grande probabilité, le risque d'un conflit Est-Ouest, qui a été écarté pour l'instant. Personne ne sait quelle forme il prendra, mais il sera sérieux, car il est basé sur des défis et des sentiments collectifs bien plus forts que la première polarité polémique États-Unis/URSS, capitalisme-communisme, le second de nature artificielle.

Septième ligne de catastrophe : l'augmentation de la pollution incontrôlée de la planète, qui ne menace pas la Terre (qui a encore quatre milliards d'années devant elle et peut tout recommencer), mais la survie physique de l'humanité.
Cet effondrement de l'environnement est le résultat du mythe libéral-égalitaire (mais autrefois aussi soviétique) du développement industriel universel et d'une économie énergétique pour tous. À cela s'ajouteront l'implosion probable de l'Union européenne actuelle, de plus en plus ingouvernable, les risques liés à la prolifération nucléaire dans le tiers monde et la probabilité d'une guerre civile ethnique en Europe.

La convergence de ces facteurs, au sein d'une civilisation mondialisée et très fragile, laisse penser que le XXIe siècle ne sera pas l'extension « progressiste » du monde d'aujourd'hui, mais la naissance d'un autre univers.
Nous devons nous préparer avec lucidité à ce tragique événement.

(voir Chaos, Interrègne, Modernité)

Conscience ethnique

La prise de conscience individuelle et collective de la nécessité de défendre l'identité biologique et culturelle de son propre peuple, comme condition indispensable au maintien dans l'histoire de sa propre civilisation et à l'indépendance de celle-ci.
C'est ce qui manque le plus aux Européens d'aujourd'hui, déformés par l'individualisme et l'universalisme bourgeois. La conscience ethnique se heurte aux préjugés antiracistes modernes et à l'ethnomasochisme qui ciblent les Européens. L'idéologie dominante diabolise la conscience ethnique et l'assimile à une perversion raciste et à un désir de persécution.
Les Européens se voient refuser le droit à la conscience ethnique, alors que tous les autres peuples sont autorisés à le faire. L'individualisme bourgeois est le principal obstacle idéologique à la renaissance d'une conscience ethnique. Elle va de pair avec l'oubli des racines et de l'identité historique, ainsi qu'avec la conception d'un avenir pour les nouvelles générations.
L'absence de conscience ethnique est une maladie mentale collective, qui associe pathologiquement l'**oubli des ancêtres** et le **rejet de la descendance**, c'est le narcissisme individualiste, un fléau de l'Occident. La notion de conscience ethnique dominera le siècle à venir. Les Juifs, les Chinois, les Arabes, les Indiens l'ont parfaitement compris.
Les Championnats d'Europe sont absents. La démocratie n'est vraie et sincère que si elle s'applique à un peuple ethniquement homogène et ethniquement conscient. La conscience ethnique est le fondement de la démocratie, de la justice et de la solidarité sociale entre tous les membres d'un même peuple, selon la tradition grecque.

(voir Démocratie, Ethnosphère et blocs ethniques, Philia)

Conscience historique

Conscience d'appartenir à une civilisation et à un peuple intégrés dans l'histoire et destinés à y rester. La conscience historique devrait être le fondement de la politique. Son objectif est d'assurer la survie à long terme d'un tout humain, en y intégrant le destin des générations futures.
Malheureusement, contrairement aux musulmans, aux Chinois et à beaucoup d'autres, les décideurs politiques européens sont totalement dépourvus de conscience historique. L'histoire, pour eux, n'existe plus, ni le passé, ni celle à venir. Leur horizon se limite aux prochaines élections.
L'absence de conscience historique sera sans aucun doute le tombeau de la civilisation occidentale, incapable de planifier l'avenir et d'être à la hauteur de son passé, et donc d'assurer sa propre survie.

(voir Des peuples qui durent longtemps)

Cosmopolitisme

Une croyance selon laquelle le mélange systématique des cultures est préférable à l'identité de chacune d'entre elles, fondée sur le préjugé de la nécessité d'une civilisation mondiale. Étymologiquement, le cosmopolitisme est l'établissement d'une « ville-monde » dans laquelle chaque habitant est citoyen, quelle que soit son origine. Le cosmopolitisme est l'un des piliers de l'idéologie occidentale dominante. L'islam joue habilement avec le cosmopolitisme occidental pour s'implanter en Europe, même s'il ne partage pas du tout les idéaux cosmopolites, mais il le fait parce qu'il vise, au fil du temps, l'hégémonie et le monopole culturel. L'islam est « universaliste », mais pas cosmopolite.
Le cosmopolitisme n'est rien d'autre qu'un différentialisme raté. Son idéal arriverait, avec l'hybridation des cultures, à une seule culture mondiale, d'essence totalitaire. Derrière le simulacre de l'hétérogène, se cache l'uniforme.
La démocratie grecque classique était farouchement opposée au cosmopolitisme, car elle était fondée, à partir de Périclès, sur le double droit du sang et sur l'homogénéité ethno-culturelle des citoyens libres.
Ce n'est qu'au XVIIIe siècle, avec la philosophie des Lumières, que la démocratie a été associée au cosmopolitisme.
Les Grecs, d'autre part, voyaient le cosmopolitisme comme un chaos politique parfaitement concilié avec la tyrannie. Le principal argument du cosmopolitisme est que « le mélange et l'hybridation des cultures sont un enrichissement ». Et la ville de Vienne au XIXe siècle et son effervescence culturelle sont souvent citées en exemple. Mais c'est un sophisme, car ce cosmopolitisme présumé n'existait pas réellement, puisqu'il ne concernait que des peuples et des cultures d'origine européenne, et donc unis les uns aux autres par une proximité de substrat.

Le discours cosmopolite actuel en Europe insiste fortement sur la nécessité d'une africanisation culturelle, présentée comme un don du ciel. En réalité, la richesse culturelle de l'Europe doit moins qu'on ne le dit aux contributions non européennes, malgré la vulgate officielle.
Le cosmopolitisme d'aujourd'hui ne vise qu'à dissoudre l'originalité et la spécificité européennes dans une Babel culturelle mondiale, qui, de surcroît, n'a pas d'avenir. Il n'y aura jamais de « culture mondiale ».
Seule l'Europe est victime de la propagande cosmopolite d'un futur « monde métis », alors que les identités et les blocs ethniques se renforcent partout.

(voir Métissage, Peuple, Universalisme)

Culture et civilisation

La culture est l'ensemble des mentalités, des traditions, des coutumes et des valeurs d'un peuple. La civilisation est l'expression concrète et matérielle de la culture et constitue ses réalisations pratiques.

En tant que groupe ethnique, un peuple peut adopter superficiellement la civilisation d'un autre groupe, mais il ne peut jamais intégrer sa culture, puisque celle-ci est finalement basée sur une hypothèse héréditaire, dérivée de dispositions biologiques particulières. Une civilisation repose sur la base mentale et spirituelle d'une culture, et cette dernière sur des dispositions ethniques largement héréditaires.
La langue est l'attribut de la civilisation, mais pas de la culture ; à cette exception près, cependant, qu'une population de culture faible qui adopte la civilisation et la langue d'un autre peuple (les Noirs anglophones ou francophones, par exemple) reconstruit une langue déviante à caractère ethnique.

La culture est la base de la production des civilisations, mais elle est basée sur les capacités génétiques d'un peuple, c'est-à-dire sur un substrat bio-anthropologique, le *GERME*. La civilisation est l'aspect matériel, extérieur de la culture, sa projection.
Contrairement aux illusions des philosophies libérales et marxistes, la culture n'est pas une superstructure produite par un certain État techno-économique, mais une infrastructure mentale qui détermine une certaine forme de société et d'économie. La culture, partie intégrante de la nature physiologique de l'homme, est la « grille » à travers laquelle il interprète le monde en relation avec son patrimoine et son environnement.

L'Occident a tenté de s'imposer comme une « civilisation mondiale », homogénéisée, basée sur l'économisme matérialiste, la démocratie ploutocratique et l'humanisme égalitaire des droits de l'homme. Mais son échec est évident. Le

réveil de l'islam et des différentes ethnosphères (Inde, Afrique noire, Chine, Amérique latine...) montre que la pluralité des civilisations, produit de la diversité des cultures et des races, ainsi que des conflits qui existent entre elles, est innée à l'humanité.
Le XXIe siècle promet d'être celui du **choc des civilisations** et non celui de l'avènement d'une civilisation humaine unifiée, selon les croyances de la « modernité » La « civilisation occidentale » n'est pas une véritable civilisation, mais un mode de vie technique sans profondeur, fondé exclusivement sur une domestication presque pavlovienne par le biais d'habitudes matérielles, et, en tant que telle, elle est quelque chose d'éphémère, parce qu'elle ne repose pas sur une mémoire, sur une tradition, sur une consistance culturelle, mais elle se construit sur des modes aussi fugaces que des nuages et sur des conditionnements superficiels.
L'Islam dénonce la civilisation occidentale, comme il a dénoncé le communisme, et il a raison. Mais ce qu'il propose est encore pire ! En fait, il défend une autre forme de totalitarisme. Et surtout, son projet de civilisation est totalement incompatible avec le substrat culturel européen, parce qu'il est basé sur la notion de soumission absolue et non sur le principe de l'accord organique et harmonieux entre la liberté et l'ordre.

Aujourd'hui, les deux principaux adversaires des cultures européennes et de la civilisation européenne sont la civilisation ouest-américaine et la civilisation islamique. Rien n'est jamais acquis pour toujours. Tout peut être perdu.
Un peuple peut voir sa culture mourir, soit à cause d'un changement de son substrat ethnique (colonisation de la population), soit à cause d'une perte interne de substance, d'une décadence. Ce dernier ne peut s'expliquer que par un déclin psychobiologique des forces vivantes.
Aujourd'hui, les peuples européens sont menacés par l'épuisement de leur identité et de leur vigueur culturelle (cosmopolitisme, africanisation, islamisation, muséification folklorique), mais la cause principale réside en eux-mêmes, plus encore que dans les agressions dont ils sont subis, et qui représentent, somme toute, la loi de la vie.
Lorsque vous vous sentez abandonné, vous êtes rarement des victimes innocentes, mais plutôt consentantes. (voir Décadence, Déculturation, Germe, Occident)

---

(54) Pour Nietzsche, voir, par exemple, Ecce Homo. Comment devenir ce que vous êtes, Adelphi, Milan 1969, p. 10. 112 Ainsi parlait Zarathoustra. Un livre pour tout le monde et pour personne, Adelphi, Milan 2000, pp. 258-259-272, etc. * René Thom (1923-2002), mathématicien et épistémologue français. Professeur aux universités de

Strasbourg et de Grenoble-Alpes, il est connu pour la théorie des catastrophes, le théorème de Dold-Thom et pour le théorème d'isomorphisme qui porte son nom. En 1958, il a reçu la médaille Fields, la plus haute distinction internationale pour les mathématiques.
(55) Vouloir, janvier-février 1995. Notre traduction. Voir l'article complet sur le site du Centro Studi la Runa : https://tinyurl.com/mr2yxdzh.
(56) Du latin dictator, qui vient de dictare, « dicter ».
(57) Voir, à ce sujet, entre autres, Carl Schmitt, Théologie politique, dans Les catégories du « politique », Il Mulino, Bologne 1972, pp. 33-34.
(58) Notre traduction. Dans ce cas, et dans le monde francophone en général, le terme « communautarisme » a un sens différent des sens italiens et anglo-saxons. Elle désigne, en effet, la tendance à faire prévaloir les spécificités d'un groupe social, ethnique, religieux, culturel, sexuel sur la société dans son ensemble, à travers les « droits », et ce n'est pas cette doctrine philosophique selon laquelle les individus ne peuvent exprimer pleinement et au mieux leur potentiel éthique, intellectuel, politique (et même physique) que s'ils sont insérés organiquement dans une communauté à laquelle ils appartiennent. reconnue comme telle par ses membres.
(60) Bouvard et Pécuchet est un roman inachevé de Gustave Flaubert, publié à titre posthume en 1881, dans lequel les deux protagonistes, deux ratés, tentent de se consacrer à tout, de l'agriculture à la médecine, de la chimie, de la géologie, de la politique à la psychologie, à la magie, à la philosophie et enfin à la pédagogie, allant même jusqu'à adopter deux orphelins, mais ils échouent toujours parce qu'ils en sont totalement incapables, Jusqu'à ce que, lassés des nombreux échecs, ils décident de revenir à leur ancien métier, celui de copistes.
(61) Néologisme français calqué sur le babyboom anglais (la période d'augmentation significative du taux de natalité européen après la fin de la Seconde Guerre mondiale), le papy-boom représente la période (l'actuelle) où le nombre de retraités a explosé (papy en français signifie familièrement grand-père)

Décadence

Affaiblissement d'un peuple ou d'une civilisation sous l'effet de causes endogènes, tendant à lui faire perdre son identité et sa créativité. Les causes de la décadence sont presque partout les mêmes, dans l'histoire, l'individualisme et l'hédonisme excessifs, l'affaiblissement des mœurs, l'égoïsme social, la dévirilisation, le mépris des valeurs héroïques, l'intellectualisation des élites, le déclin de l'éducation populaire, le détournement ou l'abandon de la spiritualité et du sacré, etc.
Il existe également d'autres causes fréquentes : altération du substrat ethnique, dégénérescence des aristocraties naturelles, perte de la mémoire historique, oubli des valeurs fondatrices. La décadence se produit lorsque le souci de maintenir l'histoire de la communauté des peuples s'affaiblit, lorsque les liens communautaires de solidarité et de lignée s'affaiblissent.

En résumé, on peut dire que la décadence voit se conjuguer des symptômes apparemment opposés : l'intellectualisation excessive des élites, de plus en plus détachées de la réalité, et la primitivisation du peuple. *Panem et circenses*…
L'Europe se trouve aujourd'hui dans une telle situation.

Le plus souvent, la décadence est perçue à tort comme telle et niée par ses contemporains. Ceux qui la dénoncent sont assimilés à des prophètes de malheur. Les époques de décadence sont souvent ornées de masques de renaissance. Ces attitudes sont des comportements qui consistent à détourner la réalité, à dissimuler des symptômes, afin d'en tirer du réconfort. Aucune confiscation ne doit être considérée comme irréversible. Nous devons cultiver l'optimisme tragique de Nietzsche.

(voir Débririsation, Individualisme, Néo-primitivisme)

Décultauration (62)

Perte de mémoire et de repères culturels. Il existe différents types de déculturation : celle que le modèle occidental américain a fait subir à l'Europe (beaucoup plus dure que les cultures africaines, arabo-musulmanes, chinoises, indiennes, etc., qui ont beaucoup mieux résisté) et, ensuite, celle résultant de notre colonisation de la population et de l'Islam.
Ces deux types de déculturation peuvent s'additionner, comme on peut le voir dans l'afro-américanisation de la jeunesse d'aujourd'hui (rap, raï, hip-hop, etc.).

(63) Il faut en finir avec la légende selon laquelle les jeunes immigrés, les *Beur,* et *black*, sont victimes de la déculturation, c'est exactement le contraire, puisqu'ils développent, avec une mentalité de colonisateur, une contre-culture identitaire (musique, langue, vêtements, etc.), à la fois arabo-africanisée et américanisée, radicalement hostile aux cultures française et européenne.
À l'inverse, les jeunes Français, qui, par mimétisme, ethnomasochisme, tentent d'adopter la contre-culture du Beur-Noir, sont les vrais déracinés, les vraiment déculturés.

L'idéologie dominante contribue volontairement à la déculturation, à la « déseuropéanisation » de la jeunesse, pour l'arracher à ses racines et lui faire perdre son identité, jugée dangereuse.
L'analphabétisme, l'abandon de l'étude de l'histoire et l'humanisme classique en sont les exemples les plus connus. La déculturation actuelle des jeunes Européens s'opère, non pas au profit d'une culture supérieure et plus élaborée (comme dans le cas des populations primitives qui sont entrées en contact avec la culture supérieure des Européens au XIXe siècle), mais au profit d'une culture inférieure, massifiée et néoprimitive : celle du zapping, des jeux vidéo, de la publicité éblouissante, du pop-art dégénéré (l'exact opposé de « l'art populaire »), et ainsi de suite.
La lutte contre la déculturation n'implique pas seulement l'enracinement culturel et l'enseignement du passé, mais aussi la création et l'imagination d'identités.

(voir Culture et civilisation)

Démocratie, démocratisme, démocratie organique

La démocratie est le système politique dans lequel le peuple est souverain et gouverne par l'intermédiaire de ses représentants élus.
Étymologiquement, en grec, la démocratie, qui est apparue à Athènes, est le « pouvoir du *dêmos* », c'est-à-dire les districts administratifs dans lesquels seuls les membres du « dêmos » (l'ensemble des citoyens libres) ont le droit de vote, tandis que les autres (les *métoikos*, c'est-à-dire les étrangers) sont exclus.
La démocratie s'oppose à toutes les formes de tyrannie ou d'oligarchie (« pouvoir minoritaire »).
À l'origine, la démocratie était constitutive des traditions européennes (hellénique, germanique, scandinave, celtique), tandis que les systèmes politiques orientaux étaient dominés par le despotisme. Réapparaissant avec la philosophie des Lumières au XVIIIe siècle, la démocratie a été largement induite en erreur non seulement dans les « démocraties populaires » communistes (qui servent de

paravent à la tyrannie), mais aussi dans les démocraties occidentales d'aujourd'hui, qui constituent l'un des universaux du droit international.

Le démocratisme est devenu un dogme mondial, mais il ne cache qu'une forme simulée de démocratie, dans laquelle l'intérêt du peuple est totalement absent. Les démocraties occidentales sont en fait des oligarchies. L'accent mis sur la démocratie contemporaine cache la négation totale de la tradition démocratique helléno-germanique.

Quelles sont les principales critiques à faire aux démocraties occidentales et en particulier à la démocratie française ? D'abord, elles se sont transformées en ploutocraties (« pouvoir des riches »), dans lesquelles l'accès et l'exercice du pouvoir sont conditionnés par l'argent.

Deuxièmement, elles sont dominées par une classe politique constituée dans une caste carriériste largement corrompue.

Troisièmement, le pouvoir réel n'est plus entièrement exercé par les soi-disant représentants du peuple, mais par des technocraties incontrôlées (tant au niveau national qu'européen) et par des décideurs financiers et économiques, par des groupes de pression ou des syndicats corporatifs et minoritaires.

Le peuple n'est plus absolument maître de son propre destin et c'est ainsi qu'un totalitarisme déguisé s'est établi : derrière l'écran du pluralisme, la droite et la gauche parlementaires forment en réalité presque un seul parti, un « arc constitutionnel » officiel, dans lequel seuls sont admis les programmes politiquement corrects, c'est-à-dire ceux qui vont dans le sens des intérêts de l'oligarchie et de l'idéologie dominante.

Le démocratisme est d'autant plus virulent que la démocratie réelle est expulsée du système. Celle-ci, en effet, rejette la véritable démocratie puisque le peuple, à travers elle, exprime ou risque d'exprimer des opinions soi-disant dangereuses ou « moralement » condamnables.

Le démocratisme viole ouvertement les principes démocratiques et accuse les vrais démocrates de POPULISME, un terme prétendument péjoratif. Le rejet de tout référendum sur la peine de mort ou l'immigration ; les attaques incessantes contre la démocratie directe cantonale suisse, de sorte que les naturalisations sont soumises à un vote populaire ; la diabolisation et l'exclusion totalement illégale de l'Autriche de l'Union européenne suite à la participation au gouvernement du FPÖ de Haider, un parti démocratique qui a reçu un mandat populaire, mais considéré comme « d'extrême droite » ; (64) la présomption d'illégalité prononcée par le système – et cela se produit dans toute l'Europe – à l'encontre des partis « nationalistes », qui plus est légalement et démocratiquement représentés dans les parlements ; l'indifférence des gouvernants face aux flux migratoires, condamnée par la population autochtone ; le mépris des classes les plus humbles pour les exigences de « sécurité » .

Tout cela nous révèle que l'idéologie dominante est démocratiste, mais pas démocratique. La démocratie se reconnaît en paroles, mais pas en actes. La démocratie n'est acceptable (dans le communisme défunt, comme dans le démocratisme occidental) que si elle est un simulacre.
En Europe occidentale, la meilleure démonstration de l'absence de démocratie est que le pouvoir favorise objectivement la colonisation par les populations d'outre-mer et l'islam, alors que la majorité des peuples autochtones la rejettent et ne sont jamais consultés sur la question.
La pseudo-démocratie actuelle a programmé la destruction du peuple, son ethnocide. C'est donc une anti-démocratie absolue, parce qu'elle détruit ce qu'elle devrait préserver. Et après tout, c'est toujours sur des questions secondaires et insignifiantes que le peuple ou ses représentants sont consultés – par exemple, le PACS, les quotas de femmes dans les partis et les élections, la journée de travail de 35 heures, le quinquennat, etc. (65) Les vraies décisions sont prises ailleurs.

Le Conseil constitutionnel français est le symbole même d'une institution antidémocratique : un aréopage de « personnalités » nommées et non élues, qui censure les lois votées par les représentants du peuple, au nom de principes faussement constitutionnels, mais en réalité uniquement idéologiques. Faut-il donc être antidémocratique ?
Nous devrions plutôt nous tourner vers les sources européennes de la démocratie organique. Ceci, conformément à la philosophie politique de l'Athènes antique, n'est initialement possible qu'au sein d'un peuple ethniquement homogène.
La notion de « voter pour les étrangers » est la négation même des idées de nation et de démocratie.
Il ne peut y avoir de participation de tous les pouvoirs, et donc des décisions publiques qui concernent tout le monde, si ce n'est au sein d'un ensemble humain qui possède les mêmes valeurs, la même mémoire, la même culture. Une société multiraciale et multiconfessionnelle ne peut en aucun cas être démocratique. Parce qu'il n'y a pas de point de référence commun. Cela conduit à une oppression généralisée et à une société de castes.

D'autre part, la démocratie organique doit envisager le principe aristocratique. C'est-à-dire la « sélection des meilleurs en tant que managers ». La démocratie organique présuppose donc la méritocratie et non la ploutocratie comme c'est le cas aujourd'hui.
Troisièmement, il faut également comprendre que la forme du régime politique n'est pas d'une importance absolue. L'opposition entre la monarchie héréditaire et la république n'est qu'une question de mots. Il est certain que l'existence d'un souverain héréditaire, d'une famille royale, apporte une certaine garantie de continuité et de lignée, de protection tutélaire, de perspective spirituelle, à la volonté du peuple.

Mais c'est seulement l'histoire qui décide de cette question, et il n'est pas toujours nécessaire d'avoir une « famille royale » pour assurer la continuité spirituelle et historique d'un peuple.
La démocratie organique n'est pas du tout égalitaire. Elle a besoin de leaders. Mais ces derniers sont au service du peuple et non d'eux-mêmes.
Dans les traditions orientales, qui nous polluent aujourd'hui, les dirigeants, les élites dirigeantes sont à leur service, celui de leur vanité et de leurs prébendes. Dans la vraie tradition européenne, le chef, le roi, l'empereur, les élites sont désintéressés, ils sont au service de leur peuple, dont ils ne constituent qu'un des organes, comme le cerveau fait partie du corps. D'où le concept de « bio ».

Enfin, la démocratie organique doit tenir compte non seulement des intérêts immédiats du peuple, mais aussi du destin historique de celui-ci, en tenant compte de sa mémoire et des contextes des générations futures, y compris l'impératif d'une souveraineté et d'une indépendance durables, et de la continuité de l'identité collective, biologique et culturelle.

En résumé, nous dirons que la démocratie organique est basée sur les principes suivants, apparemment contradictoires, mais en fait complémentaires : le principe de l'homogénéité ethnique, le principe de la précession de la volonté populaire, le principe sélectif aristocratique et méritocratique, le principe du destin historique.

(voir Aristocratie, Leader par nature, Méritocratie, Populisme**)**

Désignation de l'ennemi et de l'ami – « Ennemi » et « Adversaire »

L'ennemi, c'est celui qui nous menace concrètement et physiquement, qui tente de nous éliminer en nous faisant disparaître ; l'adversaire, en revanche, est celui qui essaie de nous dominer et de nous affaiblir. Il est absolument faux de désigner comme ennemi une entité abstraite, une doctrine ou un système comme le libéralisme ou le socialisme, même si l'on pense qu'il est nécessaire de les combattre.
L'ennemi, c'est quelqu'un. Carl Schmitt soutient que « l'ennemi est la forme de notre question » (66) et ajoute : « Malheur à celui qui n'a pas d'ennemis, car au jour du jugement, il sera son propre ennemi. » (67) Car celui qui n'a pas d'ennemis et qui ne se sent pas menacé sera toujours une proie impuissante pour des ennemis cyniques.

Comme aujourd'hui, par exemple, les Européens face aux colonisateurs du Tiers-Monde. Aujourd'hui, le principal ennemi de l'Europe est la combinaison des « masses immigrées colonisatrices et des étrangers / Islam ». Et le principal adversaire est l'Amérique. Ce dernier a d'ailleurs conclu un pacte historique clandestin avec l'islam pour affaiblir et dominer l'Europe.
Pour s'opposer au libéralisme, qui ne voit dans l'essence de la politique que la « gestion de la City », le politique avait été défini par Carl Schmitt comme la « désignation de l'ennemi », définition vraie mais insuffisante. (68)

L'homme politique, c'est aussi la désignation de l'Ami, c'est-à-dire à la fois l'allié (toujours temporaire), mais surtout le coreligionnaire, le camarade en lutte, le frère ethnique, c'est-à-dire celui qui partage les mêmes intérêts, la même origine et les mêmes valeurs.
Les civilisations décadentes désignent leurs amis comme des ennemis et leurs ennemis comme des amis. Ainsi, les élites et les dirigeants européens d'aujourd'hui diabolisent et ostracisent ceux qui s'opposent à la colonisation ethnique de l'Europe en les qualifiant de « fascistes », alors même qu'ils défendent l'identité et la survie du peuple.
Au contraire, ils désignent comme leurs amis et protégés ceux qui les colonisent, les masses étrangères et l'Islam. Pour donner un exemple flagrant et lapidaire : pour nous, les Arabes et les musulmans peuvent être des alliés géopolitiques et culturels, s'ils restent sur leurs terres, mais, installés par nous, ils nous désignent comme leurs ennemis.
De la même manière, l'Amérique est un adversaire, mais elle ne l'est pas intrinsèquement et éternellement. L'adversaire cherche à affaiblir et à dominer, mais pas à coloniser et à anéantir physiquement. Par conséquent, les intellectuels qui dénoncent l'Amérique comme « l'ennemi principal » commettent une grossière erreur de logique.

(voir Ethnomasochisme, Xénophilie)

Destin, devenir

Le parcours d'un peuple dans l'histoire, ou d'une personnalité créatrice, déterminée à la fois par la Providence et par la volonté et l'aptitude.
Le destin est à la fois une étincelle qui habite un peuple (ou, exceptionnellement, un individu) à l'intérieur, c'est-à-dire une projection de lui-même dans l'avenir, mais en même temps un pacte invisible avec des puissances supérieures et une lutte contre le hasard.

Le destin n'est offert qu'aux peuples à longue durée de vie et aux personnalités créatives. C'est le *fatum* des Romains et la *moira* des Grecs, cette force inconnue mais bien réelle qui fait que les Dieux eux-mêmes courbent le dos.

Le destin est cette lumière sombre qui a permis à Ulysse de trouver Ithaque et Pénélope, à Agamemnon de vaincre Troie, à Romulus de fonder Rome, à Charles Martel de vaincre Abd-al-Rhaman.

La fureur du destin a enflammé Bouddha, Confucius, le Christ, Mahomet et bien d'autres. Le mystère du destin est qu'il est à la fois biologique et spirituel, qu'il réunit le hasard et la volonté de puissance dans un même faisceau de forces. Mais le destin n'est pas seulement le fruit du hasard, il y a une partie de celui-ci qui découle d'une impulsion volontaire.

En fait, il ne suffit pas d' *être* , il faut aussi *devenir*. Selon la formule fondamentale de Robert Steuckers, déjà citée, l'identité est inconcevable sans continuité et celle-ci doit être voulue et provoquée.

En d'autres termes, dans la tradition européenne, le destin n'est pas passif mais actif. C'est la réponse à un appel, une réponse positive à une prédestination, à une demande du divin. Mais c'est aussi synonyme de possession. Parce que « celui qui a un destin est possédé », selon l'idée constante de Shakespeare, à laquelle il faut ajouter que celui qui possède un destin répond aux forces intérieures qui le possèdent pour l'appeler à agir.

Un peuple qui n'a plus conscience d'avoir un destin est voué à disparaître.

(voir Histoire, Des peuples durables)

Dévirilisation

Affaiblissement des valeurs de courage et de virilité, au profit de valeurs féminisées, xénophiles, homophiles et humanitaires. L'idéologie hégémonique occidentale a opéré cette dévirilisation des Européens, à laquelle les colons étrangers appelés « immigrants » n'ont pas succombé.

L'homophilie actuelle, comme la vague féministe de la fausse émancipation des femmes, le rejet idéologique de la grande famille remplacée par le couple nucléaire instable, la chute de la natalité, la valorisation spectaculaire du Noir ou de l'Arabe, l'apologie systématique du métissage, le rejet de la valeur guerrière, la haine de toute esthétique de la force et du pouvoir, ainsi que la lâcheté généralisée, sont quelques-uns des traits de cette dévirilisation.

Face à l'islam qui prône avant tout les valeurs d'une virilité conquérante, les Européens se retrouvent moralement désarmés et inhibés.

Toute la conception du monde contemporain, qu'elle vienne du législateur, de l'enseignement public, de l'épiscopat ou des médias, travaille à blâmer la notion de virilité, assimilée à la « brutalité fasciste ».
La dévirilisation serait un signe de civilisation, de mœurs raffinées, ce qui représente un paradoxe, lorsqu'elle est soutenue par une société qui sombre alors dans le primitivisme et la violence. La démasculinisation, qui est aussi liée à l'individualisme narcissique et à la perte du sens de la communauté, paralyse toute réaction contre les manœuvres des colonisateurs, issues de l'immigration et du parti collaborationniste.
Cela explique la faiblesse de la répression contre la délinquance immigrée, le manque de solidarité ethnique des Européens face aux étrangers et la « peur » pathologique qu'ils ressentent face à eux. (69) En outre, il convient de souligner que la notion de « masculinité » ne doit en aucun cas être confondue avec celle de « machisme » ni avec la revendication d'un quelconque privilège social masculin. Dans leur comportement quotidien, beaucoup de femmes sont beaucoup plus « viriles » que beaucoup d'hommes.
La virilité d'un peuple est la condition de son maintien dans l'histoire.

(voir Ethnomasochisme, Homophilie, Xénophilie)

Droits de l'homme, idéologie des droits de l'homme

Appareil central de l'idéologie moderne du progrès et de l'égalitarisme individualiste et moyen d'établir une police de la pensée dédiée à la destruction des droits des peuples.
Synthèse de la philosophie politique (souvent méconnue) du XVIIIe siècle, l'idéologie des droits de l'homme est l'horizon incontournable de l'idéologie dominante. Avec l'antiracisme, il fonctionne comme l'un des dispositifs centraux du conditionnement mental collectif, du conformisme intellectuel et de la paralysie de toute rébellion. Profondément hypocrite, l'idéologie des droits de l'homme s'adapte à toutes les misères sociales et justifie toute oppression. Elle fonctionne comme une véritable religion laïque. « L'homme » n'est en lui qu'un être abstrait, un consommateur-client, un atome. Il est étonnant de constater que l'idéologie des droits de l'homme a été formulée par les membres de la Convention nationale de la Révolution française (70) à l'imitation des puritains américains.
L'idéologie des droits de l'homme a réussi à se légitimer sur la base de deux impostures historiques : celle de la charité et de la philanthropie et celle de la liberté. « L'Homme » (concept assez vague en soi) ne possède pas de droits

universels et fixes, mais seulement ceux qui découlent de toutes les civilisations, de toutes les traditions.
Les droits de l'homme doivent être opposés à deux notions centrales : celle du droit des peuples (ou « droit des nations ») à l'identité, et celle de la justice, cette dernière notion qui varie selon les cultures et qui implique que tous les individus ne sont pas également respectables. Mais ces deux concepts ne peuvent pas reposer sur l'hypothèse d'un homme universel abstrait, mais doivent plutôt s'appuyer sur celle d'hommes concrets, circonscrits par une culture. Critiquer la religion laïque des droits de l'homme n'est en aucun cas faire l'apologie de la sauvagerie, puisque l'idéologie des droits de l'homme a prôné à plusieurs reprises la barbarie et l'oppression (le massacre des Vendéens ou des Indiens d'Amérique, par exemple).
L'idéologie des droits de l'homme a très souvent servi de prétexte à la persécution. Au nom du *Bien*. Il ne reflète pas du tout la protection de l'individu, pas plus que le communisme.
Au contraire, il s'impose comme un nouveau système oppressif, basé sur des libertés totalement formelles. En son nom, en dépit de toute démocratie, la colonisation de la population de l'Europe (tout le monde a le « droit » de s'installer en Europe), la tolérance des formes de délinquance liberticide, les guerres d'agression, menées en référence au « droit d'ingérence humanitaire », l'impossibilité d'expulser les colonisateurs illégaux, sont légitimées. Mais cette idéologie ne se prononce pas sur la pollution massive de l'environnement ni sur la barbarie sociale causée par l'économie mondialisée.
Et puis, surtout, l'idéologie des droits de l'homme est aujourd'hui un moyen stratégique de désarmer les peuples d'Europe, en les accusant dans tous les domaines.
C'est la légitimation du désarmement et de la paralysie. Les droits de l'homme sont une sorte d'interprétation perverse de la charité chrétienne et du dogme égalitaire, selon lequel tous les hommes sont égaux.
L'idéologie des droits de l'homme est aujourd'hui l'arme centrale de destruction de l'identité des peuples et de la colonisation étrangère de l'Europe.

(voir Égalitarisme, Idéologie occidentale)

Droit à la différence

Le droit de chaque peuple, groupe ethnique, culture, nation, groupe, communauté, de vivre selon ses propres normes et traditions, à l'abri de toute idéologie ou civilisation uniformisatrice. Il s'agit d'une notion ambiguë, à l'image

de celle de « l'ethnopluralisme ». Cette idée du « droit à la différence » fait référence à la théorie différentialiste, selon laquelle chaque peuple, chaque groupe ethnique est incomparable.
Elle présuppose aussi la doctrine du « chacun chez soi », du rejet des mélanges et de la critique de l'homogénéisation culturelle occidentale et américaine, ainsi que des politiques assimilationnistes. La doctrine du droit à la différence est également conciliée avec le rejet du mythe économique du « développement » et l'occidentalisation des économies alimentaires traditionnelles du tiers monde.

De ce point de vue, le différentialisme est positif. Néanmoins, des dérives sont possibles et fréquentes. Tout d'abord, dans quelle mesure les « différences » peuvent-elles être tolérées ? La production agricole des pays tropicaux qui détruisent les forêts vierges est-elle acceptable ? Des pratiques sociales néfastes, camouflées derrière l'idée de différence, sont-elles tolérables pour l'harmonie générale ? Le concept de différence semble vraiment ambigu.

D'autre part, revendiquer le « droit à la différence » des Européens en Europe est le comble de la courbe, c'est comme s'ils étaient déjà une minorité à protéger ! En fait, il y a eu une première perversion du droit à la différence chez certains idéologues multiracialistes de la « nouvelle » droite qui, acceptant la présence de communautés étrangères et, terrifiés par les accusations de racisme et d'ethnocentrisme, ont commencé à défendre le « droit à la différence » des Européens d'ascendance dans leur propre pays !
Ensuite, le droit à la différence des étrangers par rapport à nous... Ils n'ont pas eu la réciprocité, malgré tous leurs efforts, car le bon Taguieff, maître de l'antiracisme, les a accusés de « racisme différentielliste » ! (72) Les Européens ne doivent pas revendiquer dans leur propre pays le droit à la différence, mais le droit à l'existence monopolistique de leur modèle et de leur civilisation, tandis que les minorités se voient (éventuellement) accorder un droit fondamental à l'existence. L'affirmer, c'est se placer sur la voie du bon sens, qui est celle pratiquée par tous les peuples. Et c'est aussi se mettre dans le sillage de la tradition humaniste grecque classique qui, en termes de « différences », accordait aux étrangers (métoikoi) des droits civiques réduits, en échange de l'hospitalité reçue, qui nous semble relever davantage du domaine de l'évidence que de celui de l'oppression.

De nos jours, il est extraordinaire que les « communautaristes », adeptes du fameux droit à la différence, exigent non seulement que les étrangers bénéficient de tous les droits civiques des citoyens autochtones (en particulier le droit de vote) mais aussi qu'ils préservent les coutumes de leurs communautés. Ce n'est plus le droit à la différence, c'est le droit au privilège. C'est la position contradictoire des Verts, des trotskystes du PS et de la droite « moderniste » d'un Madelin et d'autres, les deux premiers prenant cette position par fanatisme idéologique et le troisième par opportunisme, dicté par la peur, et le désir de

redéfinir leur ligne politique dans les bonnes manières idéologiques. (73) Au sein d'une unité politique et d'un peuple, le droit à la différence ne peut en aucun cas devenir une doctrine absolue qui tolère toutes les différences, quelles qu'elles soient.

Le risque que court le « droit à la différence » est celui de dévier vers un « droit à la tolérance totale ». Comme on peut le voir dans toutes les sociétés multiraciales, multiculturelles, multiconfessionnelles, aucune harmonie sociale n'est possible lorsque les différences sont trop grandes. De même que les différences excessivement marquées de coutumes au sein d'une même unité politique sont également préjudiciables à l'équilibre de l'ensemble. L'hétérogénéité n'est tolérable que si elle est subordonnée au principe organique de l'homogénéité globale.

Parler, par exemple, d'une « communauté homosexuelle » représente une dérive dangereuse. Poussé trop loin, ce droit à la différence conduit directement au tribalisme et à la désintégration sociale, et donc à un processus de « décivilisation ». Si l'on prend le cas de l'islam, l'intégration-assimilation, l'application du droit à la différence, est impossible, tout comme l'organisation d'une cohabitation sous les auspices de l'idéologie « communautarienne ». L'islam ne peut tolérer, dès lors qu'il représente une certaine force au sein d'un État, une coexistence pacifique et égalitaire avec le christianisme, le judaïsme, le bouddhisme, l'hindouisme, l'animisme et, bien sûr, paganisme ou athéisme laïc. Il est donc absurde de revendiquer le droit à la différence en faveur de ceux qui le nient consciemment aux autres.

L'harmonie politique et sociale d'un pays suppose un minimum d'unité ethnique et culturelle. En d'autres termes, le droit à la différence est un concept valable sur le plan géopolitique (chacun chez soi, à l'intérieur de ses propres frontières), mais contre-productif au sein d'une même unité politique.

Les communautaristes, partisans du droit à la différence au sein d'un même pays, croient que l'intégration serait possible sans assimilation, une croyance qui néglige toutes les leçons de l'histoire. Ils croient en la possibilité (après l'échec du melting-pot assimilationniste) d'une société égalitaire de castes juxtaposées. Ces théories différentialistes défendues par l'extrême gauche, par les libéraux américains, par les ultralibéraux français, par les intellectuels de droite, sont extrêmement dangereuses : elles consistent à passer de l'égalitarisme de l'assimilation à l'égalitarisme de la juxtaposition, qui est l'une des formes accentuées de la doctrine égalitaire.

Dans ces conditions, l'idéologie du droit à la différence a objectivement donné lieu, par perversion du concept, à la justification de l'homophilie (favoritisme pro-homosexuel), à la légitimation des discriminations positives et des quotas raciaux en faveur des populations étrangères et aux formes les plus

grotesquement absurdes du féminisme. D'une manière générale, détourné par son objectif premier (le droit de chaque peuple à préserver son identité et son homogénéité), le droit à la différence est devenu une arme de guerre contre la cohérence ethnique et l'identité européenne.
D'abord pro-identitaire, le droit à la différence est devenu anti-identitaire. Sur son propre territoire, un peuple en bonne santé doit revendiquer un monopole ethnique et culturel. De la même manière, selon l'enseignement des Grecs anciens, une Cité harmonieuse (« organique ») suppose la coexistence de légères différences sous l'ordre fédérateur d'une communauté globale, c'est-à-dire une soumission de chaque différence à l'Unité de la Cité, où celle-ci n'est pas l'uniformité grise, mais l'agrégation des différences naturelles en une totalité organique, en un seul faisceau.
L'image symbolique de la pyramide, bien comprise par les anciens Égyptiens, est très éloquente dans ce cas. Une civilisation, comme un bâtiment, comme un organisme vivant, doit se méfier de l'uniformité et de la différenciation excessive (sociale, ethnique, coutumière, etc.), car alors la philia (c'est-à-dire la « convergence des sentiments » dont parlait Aristote) cesse d'exister et la solidarité populaire s'effondre.
Le droit à la différence, comme tout droit, doit être limité, discipliné et contrebalancé par le devoir d'appartenance qui le surmonte.

(voir Ethnocentrisme, Philie)

Discipline

Régulation concrète et adaptation du comportement par la sanction, la récompense et la pratique.
La discipline est le fondement de toute éducation et de toute civilisation. Les théories « pédagogiques » d'une école sans discipline ne conduisent qu'à l'effondrement de la transmission des savoirs, comme on le voit aujourd'hui. La croyance en « l'autodiscipline possible pour tous » est une perversion tragique de l'individualisme aristocratique. Seuls les êtres supérieurs sont capables d'autodiscipline, pas les hommes ordinaires.
Mais l'idéologie égalitaire n'admet pas, contre tout bon sens et toute observation, qu'il y ait une différence de nature entre les « hommes-personnalités » capables d'autodiscipline et tous les autres. Le rejet d'une discipline légale et acceptée conduit automatiquement à une oppression sauvage, aboutissant à la loi de la jungle. L'idéologie égalitaire assimile la discipline et l'ordre, à leurs excès relatifs, c'est-à-dire à la dictature arbitraire.

Au contraire, il faut affirmer que la liberté et la justice sont fondées sur une stricte discipline sociale. L'anthropologue Arnold Gehlen et l'éthologue Konrad Lorenz ont montré que l'homme est biologiquement un « être culturel » (Kulturwesen) ou un « être discipliné » (Zuchtwesen). Il est clair que les défenseurs de la liberté (en réalité de la licence) défient les sociétés régulées au nom de cette liberté et de l'État de droit, mais que le modèle social et politique qu'ils exaltent détruit toute liberté concrète, tout droit et toute justice sociale, comme nous pouvons le voir aujourd'hui : la délinquance et l'insécurité, l'effondrement des écoles démocratiques et l'effondrement de l'égalité des chances, tolérance envers les criminels et les mafias, privilèges pour les groupes de pression influents ou violents, etc. ; et tout cela aux dépens de la sécurité du citoyen. Nous ne devons pas avoir peur de dire que toute société qui rejette la loi et l'ordre, c'est-à-dire la discipline collective, est mûre pour la tyrannie et le renoncement aux libertés publiques.

L'imposture magistrale de l'idéologie dominante consiste à faire croire que l'absence de discipline sociale garantit les libertés publiques et éloigne le spectre d'un « État policier ». Non, c'est le contraire. L'idéologie de la licence est le fondement moderne du despotisme. Il faut ajouter que la plus grande imposture du libéralisme a été de confondre l'indiscipline avec la liberté, et celle-ci avec l'anarchie.

Il faut dire aussi que les sociétés d'aujourd'hui opposées à la régulation ne sont pas exemptes, contrairement à ce que l'on pense, de la répression et des formes de totalitarisme déguisé. Simplement, la répression a changé de nature et d'objet. Les rigueurs de la loi retombent, fiscalement et financièrement, sur le citoyen « transparent », tandis que les zones hors de contrôle s'étendent et que la tolérance à l'égard de toutes les déviances et de l'altérité illégale, et même à l'égard de tous les types de délinquance violente, s'accentue.

Les « discours racistes » (c'est-à-dire identitaires) ou l'« homophobie » sont plus que jamais réprimés, selon la logique de la police de la pensée, mais les drogues sont dépénalisées, des seuils de délinquance urbaine de plus en plus élevés sont tolérés, des violations de la laïcité en faveur de l'islam sont admises, nous cédons au terrorisme, nous nous inclinons devant les coups de main des syndicats minoritaires, au chantage des émeutiers urbains, etc.

Ce sont certainement les symptômes d'une société aux valeurs fondamentalement suicidaires, qui réprime et censure tout ce qui est vitaliste, tout en autorisant, puis en encourageant et enfin en protégeant ce qui est socialement et biologiquement pathologique.

(voir Ordre, Personnalité Créateur)

Désinstallation (76)

Une capacité typiquement européenne à sortir de son environnement sans renier ses traditions, basée sur l'esprit de curiosité, de conquête et d'aventure. La désinstallation, néologisme forgé par Robert Steuckers, n'est pas du tout un déracinement ou une forme de nomadisme.
Il fut à l'origine de l'épopée coloniale européenne, qui tourna ensuite au détriment de l'Europe : il faut donc aujourd'hui réorienter l'esprit de désinstallation. La conquête de l'espace, dont l'origine est entièrement européenne, en est un bon exemple.
L'esprit bourgeois est à la fois cosmopolite et « installé ». L'esprit aristocratique est à la fois enraciné et désinstallé. La désinstallation était la marque de fabrique faustienne et prométhéenne des cultures européennes.
Les réalisations, les découvertes scientifiques, les explorations, sont le signe de la désinstallation. Par atavisme, la plupart des autres cultures vivent une racine statique, tandis que le peuplement des peuples indo-européens a toujours été dynamique, désinstallé, habité par l'idée de mouvement.

(voir Prométhéen, Enracinement)

Écologie, écologisme, productivisme écologique

L'écologie est la science de l'environnement naturel et le souci de le préserver dans l'intérêt des sociétés humaines. L'écologisme est une doctrine politique qui, sous prétexte d'écologie, poursuit des objectifs complètement différents.
Le mot dérive du grec òikos, « maison », « habitat ». L'impératif écologique est fondamental, non pas tant pour préserver Gaïa, la planète bleue (qui a encore quatre milliards d'années d'avance sur elle, et en a déjà vu d'autres), mais pour éviter que l'espèce humaine ne se détruise en polluant la biosphère, son milieu de vie.
Ce n'est pas « la nature en soi », comme une sorte de vague concept métaphysique (et qui, dans l'immensité de l'univers, n'a rien à craindre de l'homme) qu'il faut protéger, mais l'écoumène (*notion géographique qui désigne l'ensemble des terres anthropisées*) de notre espèce.
Cette dernière, et en particulier la civilisation européenne, s'est efforcée, dans les temps historiques, de dominer et de domestiquer la nature la plus proche, c'est-à-dire l'écosystème de la terre.

Mais un bon jardinier n'a pas à se donner des pieds et des mains par orgueil et par cupidité. Le dicton *imperat naturam nisi parendo* (« on ne domine la nature qu'en lui obéissant ») est bien connu.
Le réchauffement de la planète et les catastrophes qu'il provoque déjà, prouvent les effets néfastes du mépris de ce diktat. Après tout, les cataclysmes écologiques, pratiquement inévitables au début du XXIe siècle, et à l'échelle planétaire, sont l'une des lignes de convergence des catastrophes dont nous parlons. Les points de fracture écologiques concernent les zones suivantes : réchauffement de l'atmosphère, désertification, destruction des forêts, épuisement des réserves halieutiques et agricoles, croissance progressive des maladies virales, pollution des mers et des ressources aquatiques, etc.
Chaque destruction s'ajoute aux autres et les multiplie. Quant à l'environnementalisme, il n'est rien d'autre qu'une pseudo-écologie.
C'est un écran qui cache les idées du cosmopolitisme trotskyste. Les Verts sont opposés à l'industrie nucléaire, qui est la moins dangereuse et la moins polluante ; en France comme en Allemagne, leur politique globale joue objectivement en faveur du lobby pétrolier. Leur principale préoccupation est d'encourager l'immigration de la population vers l'Europe. Ce sont des imposteurs professionnels. L'écologie doit également prendre en compte la biopolitique, la politique sociale et la démographie. Une véritable « société écologique » doit donc être soumise à des principes communs de souci des équilibres naturels et du maintien de l'homogénéité ethnoculturelle de la population, ainsi que de santé publique.
Comment concilier l'écologie avec l'indispensable souci de puissance économique et industrielle, et en particulier de l'Europe ? C'est la question centrale. Sans productivisme, il n'y a pas d'indépendance militaire, pas de créativité industrielle, donc pas de dynamisme. L'anti-productivisme est, comme l'ignorent les écologistes intégraux, l'apanage de la classe financière spéculative, qui dévalorise le travail et le plein emploi national (délocalisations, prévalence des marchés financiers, etc.), favorisant les bénéficiaires de l'aide et les parasites, au détriment des producteurs et des entrepreneurs. Eh bien, il peut y avoir un productivisme écologique.
La vraie préoccupation écologique n'est pas de se demander : « Comment produire moins pour moins polluer ? » mais : « Comment produire mieux tout en polluant moins ? ». La solution réside dans la rupture avec le modèle planétaire unifié du « développement » et le recours à une économie archéofuturiste à deux vitesses. La puissance économique de l'Europe est parfaitement compatible avec le respect de l'environnement. À condition qu'une volonté politique soit en mesure d'imposer le choix du nucléaire (source d'énergie la moins polluante), l'abandon progressif de l'économie liée au pétrole, le transport ferroviaire,

l'électrification du transport automobile, l'utilisation des canaux et de tous les modes de transport non polluants.
Utopie? Oui, dans le système actuel, qui est totalement dépourvu de volonté. Non, dans le cadre d'un nouveau projet révolutionnaire, celui peut-être de l'après-catastrophe, de l'après-chaos. Il s'agit de substituer une « économie de pouvoir » à une « économie marchande ».

(voir Convergence des catastrophes, Économie à deux vitesses, Économie organique)

Économie à deux vitesses

Une organisation potentielle de l'économie planétaire selon deux systèmes parallèles, l'un qui utilise une forme d'économie néo-traditionnelle et non industrielle, et l'autre qui conserve les caractéristiques de l'économie techno-scientifique actuelle.
Ce système serait le seul capable de préserver l'écosystème et d'éviter la catastrophe écologique mondiale annoncée, notamment en raison de l'industrialisation accélérée de l'Asie. Cependant, il n'a aucune chance de se réaliser, directement, « froidement », puisqu'il se heurte au dogme imprescriptible du « développement ». Il est probable que l'alternative révolutionnaire et lacérante de l'économie à deux vitesses sera imposée par la catastrophe économique et écologique qui risque d'avoir lieu au XXIe siècle.

L'économie à deux vitesses est basée sur le retour de la majorité de l'humanité à une production alimentaire économe en énergie et le maintien d'une économie technologique dans des zones restreintes. Ces deux économies pourraient coexister au sein d'un même pays. Ce modèle est un « pari », impensable dans la situation actuelle, un paradigme, qui repose sur l'hypothèse de la non-soutenabilité à moyen terme de l'économie mondiale actuelle, et de sa fin imminente suite à une crise gigantesque.

(Ce concept est expliqué en détail dans mon livre Archéofuturisme, auquel je me réfère)

Économie organique

Un modèle économique de « troisième voie » qui rejette à la fois le capitalisme libéral et le socialisme d'État.

L’économie organique part du principe que l’économie doit fonctionner comme un organisme vivant, hiérarchisé et harmonieux, soumis à la politique, et non comme un mécanisme froid, animé par des dogmes socialistes ou la logique capitaliste du profit à court terme. L’économie organique met la finance au service de la production et la production au service des personnes et des équilibres sociaux. Il intègre organiquement, de manière presque biologique, le dynamisme entrepreneurial, la justice sociale et les impératifs ethniques, culturels et écologiques, visant à concilier le meilleur du libéralisme et le meilleur de l’interventionnisme typique de l’économie planifiée. Les principaux paradigmes de l’économie organique sont :
1) Le rejet du libre-échange mondial et le choix de l’ *autarcie des grands espaces*, c’est-à-dire de l’économie auto-centrée sur les zones de civilisation, sans abolir la notion de commerce mondial et de flux financiers internationaux, mais en régulant, limitant et contingentant simplement ces derniers.
2) Le rejet de la socialisation étatique, du fiscalisme paralysant, de l’hypertrophie administrative et de l’acceptation du libre marché compétitif, au sein de la zone égocentrique, protégée et contingente.
3) La régionalisation de la production et des échanges au sein de l’espace européen.
4) Le respect des impératifs écologiques bien compris, bien au-delà des critères du profit immédiat.
5) Le choix de grands programmes d’investissements publics.
6) La coordination entre la planification et le marché.
7) L’État ne peut s’immiscer dans l’économie que de manière politique, en fixant les principales orientations et en indiquant un plan politique global, mais en s’abstenant d’interventions administratives détaillées.
8) L’abandon de la progressivité dans l’impôt direct, au profit d’un faible pourcentage prélevé sur tout revenu, quel qu’il soit (principe de la dîme), réduirait la charge fiscale sur les forces vives de la société et améliorerait son rendement global. (77)
9) La politique monétaire relève de la responsabilité de l’État et non des caprices du marché, contrairement aux principes actuellement adoptés pour l’euro.
10) L’allocation chômage suppose une contrepartie : travail à temps partiel au service de la communauté et impossibilité de refuser les emplois proposés.
11) La limitation du droit au travail pour tous les étrangers et la suppression de toute allocation sociale ou de chômage pour cette catégorie.
12) En général, la misère et l'indigence doivent être éradiquées sans recourir aux mesures socialistes de la bureaucratie centralisée qui ont complètement échoué.

La politique d'aide sociale aux citoyens dans le besoin est mise en œuvre au niveau local et régional. L'économie biologique n'est possible que dans le cadre d'un grand ensemble européen protégé. Il rejette à la fois la mondialisation effrénée et le socialisme étatique et fiscal, et n'accepte le marché que s'il est réglementé par une autorité souveraine.
Elle soumet la finance à la production et la production à la politique, alors qu'aujourd'hui c'est le contraire.
Il subordonne l'argent à une politique volontariste et non aux caprices du marché spéculatif, comme c'est le cas avec l'euro. L'économie organique est une doctrine de sobriété : l'économie est la « troisième fonction », subordonnée à la politique mais non opprimée par l'étatisme, ni abandonnée à l'anarchie du seul marché.

L'économie organique vise à concilier le dynamisme et la synergie de toutes les fonctions sociales, sans qu'aucune ne puisse nuire à l'autre. Paradoxalement, les États-Unis, où un État doté d'une volonté politique forte dirige une économie privée libre et dynamique, se rapproche plus que l'Europe de l'économie organique.

(voir Autarcie des grands espaces, Économie à deux vitesses)

Économisme

Réduction des objectifs sociaux et politiques à la seule dimension économique, caractéristique des idéologies occidentales.
L'économisme est une conséquence des doctrines libérales classiques du XVIIIe siècle et s'est étendu à tous les courants socialistes d'inspiration marxiste. Le « développement économique », c'est-à-dire la production quantitative, est assigné comme objectif central de la politique, sans tenir compte des impératifs culturels, écologiques, ethniques, etc.
Le bonheur humain se réduit au niveau de vie (donc au pouvoir d'achat et à la capacité d'épargner) ; L'histoire se réduit à la « croissance » à court terme, sans prendre en compte, par exemple, les données démographiques.
On estime que la santé d'un pays dépend de ses performances économiques. De ce point de vue, entre autres, à long terme, l'économisme nuit au pouvoir économique, car il ne prend pas en compte les facteurs exogènes qui le déterminent, tels que l'indépendance politique, l'autonomie des approvisionnements, les taux de natalité, etc.

D’un point de vue économiste, l’histoire peut s’expliquer d’abord par des facteurs économiques, identifiés comme des infrastructures de civilisations, en négligeant les facteurs culturels et démographiques.

(voir Société Mercantile)

Égalitarisme

Dogme central des idéologies occidentales, qui descend d’une sécularisation du judéo-christianisme, et affirme que tous les hommes sont par nature égaux, en tant qu’atomes équivalents, tant moralement, politiquement que socialement, et propose de réaliser concrètement cette égalité rêvée.

L’égalitarisme est la racine même de l’idéologie dominante. Elle est à l’origine de tous les totalitarismes modernes, ainsi que de la décadence des sociétés dites libérales et démocratiques. Elle repose sur un rejet pathologique de la nature inégalitaire des sociétés humaines, c’est-à-dire sur une véritable rébellion utopique contre la vie elle-même.

L’égalitarisme est un dérivé de l’individualisme judéo-chrétien, plus précisément de sa perversion et de sa sécularisation. Mais il ne faut pas oublier que le virus égalitaire était également présent dans les conceptions non chrétiennes du monde et que le christianisme médiéval a su le préserver.

Le judéo-christianisme affirme dès le début que les hommes sont des individus égaux devant Dieu, et que cette égalité est supérieure aux différences, aux inégalités objectives, aux appartenances ethniques. Mais cette vision purement théologique et métaphysique du monde a été sécularisée par l’idéologie des Lumières du XVIIIe siècle, qui se prétendait « antichrétienne », mais qui en réalité n’était que « post-chrétienne ».

L’égalitarisme, au cours des XIXe et XXe siècles, est passé de l’exigence de l’égalité des chances à celle de l’égalité des résultats, ce qui équivaut à fonder l’ordre social sur une impossibilité pratique. En rejetant les principes aristocratiques, sans pouvoir les abolir, l’égalitarisme a promu partout de fausses élites. Elle a rendu l’inégalité naturelle insupportable (en tentant de l’abolir) et a engendré soit la loi de la jungle, soit celle des tyrannies bureaucratiques.

Rejetant une vision organique et hiérarchique des sociétés, l’égalitarisme, qui se pare des attributs de la justice, ne donne naissance qu’à l’iniquité. Dire que les hommes sont différents les uns des autres par leur nature même n’est pas du tout injuste, c’est vrai. Et, comme le disait Aristote, la justice est fondée sur l’examen des choses.

L'égalitarisme vient de cette perversion de l'esprit qui voulait transformer l'égalité spirituelle devant le Dieu du judéo-christianisme en égalité forcée face aux contingences de la vie quotidienne.
Les philosophies et les conceptions du monde de l'Antiquité gréco-romaine, comme celles de l'Inde d'aujourd'hui, échappent à cette illusion d'équivalence des hommes, parce qu'elles reposent sur une vision réaliste d'un univers polycentrique, inégalitaire, naturellement hiérarchisé.
L'égalitarisme fait croire que la hiérarchie est injustice, mais il ne peut pas l'éliminer, puisqu'elle représente la nature des choses ; puis, au lieu de l'organiser et de le rendre tolérable, il le nie et, ce faisant, le ressuscite d'une manière sauvage.
L'égalitarisme représente l'institution du mensonge. Et, paradoxalement, c'est aux plus humbles qu'elle nuit le plus, parce qu'elle nie partout le droit à l'excellence, favorisant partout le pouvoir des médiocres et des scélérats. L'égalitarisme renie et méprise l'espèce humaine en plaçant HOMO comme une entité abstraite comme un concept central.
Cela conduit à la conception stupéfiante du « un vaut un », selon laquelle le criminel a autant de droits – sinon plus – que l'homme d'honneur, que les arts mineurs sont équivalents aux grands, que les plus grandes civilisations n'ont pas plus de valeur que le balbutiement des populations arriérées (« ethnopluralisme »), que le citoyen autochtone n'a pas plus de droits que l'étranger, et ainsi de suite. Mais ses jours sont comptés, parce qu'il n'est pas en accord avec la nature humaine.
En niant les différences, ainsi que les inégalités individuelles et collectives, en présentant l'Homme comme un bloc presque métaphysique, l'idéologie égalitaire qui domine aujourd'hui l'Occident produit une conscience schizophrénique. D'un côté, le dogme de l'égalité de la nature, de l'autre, l'éblouissante réalité des inégalités naturelles, entre les individus comme entre les peuples. Il est donc normal que l'égalitarisme, fondé sur un mensonge anthropologique, conduise à l'injustice sociale et au totalitarisme.
L'égalitarisme est la source de tous les maux et de toutes les illusions du monde moderne. Sa racine perverse, métaphysique et anthropocentrique est une divinisation de l'homme, et sa séparation du règne animal (anthropocentrisme). Spencer et Darwin l'ont démontré : l'espèce humaine est une espèce animale comme une autre qui n'échappe pas à cette règle centrale du vivant : l'inégalité. Cela n'exclut pas la question religieuse, ni la dimension spirituelle et cosmique de l'humain, et eux aussi, comme l'explique Evola, conduisent à l'inégalité de l'homme, à son absence intrinsèque d'unité métaphysique.

(voir Individualisme)

L’élite, l’élitisme

L’élite est la catégorie sociale dominante, « choisie » et « élue », selon l’étymologie du terme. L’élitisme désigne toute doctrine qui recommande de choisir les meilleurs, non pas à cause de leur naissance, mais à cause de leurs capacités objectives.
Très proche de la notion d'« aristocratie », l’aristocratie d’élite s’est également corrompue dans la société actuelle. Les élites n’ont plus de qualités aristocratiques, c’est-à-dire qu’elles ne rassemblent plus « les meilleurs », et les aristocraties traditionnelles ne participent plus à l’élite au vrai sens du terme (à quelques exceptions notables), puisqu’elles ont été neutralisées depuis longtemps.
Les élites contemporaines sont « recrutées » selon des critères qui n’ont plus rien à voir avec ceux d’excellence ou de caractère, mais avec le népotisme, la recommandation (réseaux et « reportage »), l’appartenance à un lobby, une coterie, une mafia, un clan sociologique ou ethnique ou la capacité à gagner de l’argent.
Les élites de la société contemporaine ne sont plus sélectionnées, mais recrutées, selon des principes corporatistes ou mercantiles. Le recrutement ne fonctionne plus selon des critères de concurrence ou d’excellence.
Le renouvellement des élites est bloqué. Il y a deux phénomènes qui contribuent à le paralyser : d’une part, l’égalitarisme et l’indiscipline de l’éducation, qui ne permettent plus aux meilleurs éléments du peuple de progresser, étouffés par l’illusion de la « promotion pour tous » (qui conduit à la stagnation des classes défavorisées), et, d’autre part, l’aversion officielle de l’idéologie dominante pour « l’élitisme », pour la méritocratie et surtout pour la sélection. un terme tabou depuis Mai 68.
Mais la sélection et l’inégalité ont toujours existé, c’est la nature humaine. En conséquence, l’identification actuelle des élites devient confuse et injuste.
L’anti-élitisme donne vie à la jungle sociale.

(voir Aristocratie, Circulation des élites, Méritocratie, Sélection)

Hérédité

Caractéristiques physiques et psychologiques innées de nature biologique et donc transmissibles.
L'hérédité n'est pas seulement constituée de prédispositions individuelles ou familiales, mais elle est aussi collective. Les peuples révèlent des dispositions héréditaires, qui ne sont pas parfaitement claires et mécaniquement suivies, mais qui, malgré leur flou, n'en sont pas moins très visibles.
Aujourd'hui, l'idéologie dominante rejette toute idée d'héritage collectif. Selon la vulgate actuelle, l'identité ne se transmet pas, elle s'acquiert. C'est le dogme de l'assimilation et de l'intégration. N'importe quel groupe humain pourrait s'intégrer dans n'importe quelle culture.

Pourtant, l'ethnopsychologie, une science désormais taboue, démontre facilement que le comportement des peuples et des nations dépend en partie de dispositions génétiques collectives. Placés dans les mêmes conditions, deux peuples n'obtiennent pas les mêmes résultats. Et même ceux qui sont naturellement désavantagés peuvent avoir plus de succès que les favoris. Par exemple, les Hollandais, dont les conditions et les ressources naturelles étaient très mauvaises, ont eu plus de succès que les populations africaines à qui la nature offrait toutes les facilités.

Il faut en finir avec ce dogme comportementaliste, d'origine marxiste, selon lequel les différences de performance et de niveau entre les pays et les civilisations ne sont dues qu'aux risques de l'histoire, aux rapports de production, à l'exploitation de l'un sur l'autre. Ces différences sont ataviques, elles sont le résultat d'héritages collectifs différents, dont beaucoup sont innés.
Cependant, l'hérédité n'est pas tout. Ou plutôt, il peut révéler des surprises.
Au sein d'un même peuple, des tendances dégénératives peuvent émerger, d'où le déclin de certaines civilisations.
Par exemple, la Grande Guerre de 1914-1918 a profondément affecté la base génétique des élites européennes, de leurs aristocraties naturelles et, peut-être, le déclin du caractère et de la virtuosité que l'on observe aujourd'hui est né à ce moment-là. De la même manière, des idéologies pernicieuses peuvent priver un groupe humain de tout pouvoir de création et de résistance. Aucun peuple ne peut prétendre être héréditairement supérieur à un autre, sauf pour une période limitée.
L'histoire n'est que rapports de force, lutte pour la vie. Si les Européens sont aujourd'hui victimes d'une colonisation de la population par les peuples du Sud, autrefois dominés, s'ils acceptent les humiliations de toutes sortes, c'est d'abord par faiblesse intérieure. L'héritage n'est jamais acquis pour toujours.
Nous devons nous méfier de tous les complexes de supériorité. L'héritage est reçu, mais il est aussi conquis et défendu. Chaque peuple, par sa faute, peut voir disparaître les prédispositions héréditaires qui avaient fait sa force, puisque celles-

ci ne sont plus en mesure de devenir courantes dans la culture, ou, par contre-sélection, elles disparaissent littéralement du patrimoine génétique.

Il faut aussi souligner – et ce constat est aujourd'hui complètement tabou en Europe, mais pas dans le reste du monde, qui l'admet pleinement – que le métissage, avec le temps, est fatal à l'héritage d'un peuple et à la continuation de sa civilisation.

C'est la dialectique de l'inné et de l'acquis, mais elle représente aussi toute l'histoire du vivant. Parce que la transmission culturelle d'une tradition et la continuité d'une civilisation sont impossibles sans le maintien d'un noyau biologique majoritaire, celui de la « lignée du peuple ».

André Lama a excellemment démontré que la chute de l'Empire romain était due en partie à l'immersion de la population romaine originelle dans les vastes masses étrangères. (80)

(voir Germe, Héritage, Hybridation, Race, Racisme)

Héros

Figure emblématique d'un personnage mythique ou réel qui représente les valeurs supérieures d'un peuple, d'une nation, d'une civilisation, et qui s'est sacrifié pour elles.

C'est sur les actes des héros que la civilisation européenne s'est historiquement fondée, avec son texte inaugural, l'*Iliade*, puis l'*Odyssée*. Une société est évidemment jugée par ses héros et ses anti-héros. Aujourd'hui, l'idéologie dominante tend à rejeter toute idée d'héroïsme, contrairement à l'impératif de l'individualisme narcissique. Les sociétés fortes et viriles, les conquérants, comme l'Islam, ont toujours le culte des héros-martyrs.

Dans les écoles françaises, les héros sont interdits et ne sont plus proposés en exemple (Jeanne d'Arc, le chevalier Bayard, Bertrand du Guesclin, etc., sans parler de Charles Martel, probablement coupable de racisme) ; même le... les héros républicains de la Révolution sont à nouveau rappelés !

Il y avait quelques héros résiduels pour la génération de Mai 68 (Che Guevara, Mao, Castro, Frantz Fanon, etc.), mais ces personnages douteux n'ont pas duré longtemps.

L'Église catholique post-conciliaire, dans sa rigoureuse entreprise d'auto-naufrage, n'insiste plus sur le culte des saints, soupçonné de parapaganisme.

Le rejet du héros par l'idéologie égalitaire s'explique aussi par le fait qu'il est une personnalité supérieure qui s'élève au-dessus de la foule et lui donne l'exemple, mais aussi parce que le héros présuppose la notion dynamique du peuple en tant

que communauté historique de destin, initiée par l'exemplarité des personnalités créatives, une conception totalement diabolisée.

Le héros qui donne l'exemple du sacrifice à son peuple : cette image est insupportable pour les intellectuels contemporains. Pourtant, la société décadente et ethnomasochiste que nous connaissons ne peut s'empêcher de forger des pseudo-héros ou des sous-héros : des footballeurs, des stars mises en exergue comme des détergents, des médecins humanitaires, etc.

Paradoxalement, les États-Unis, une société qui est présentée comme encore plus décadente que l'Europe, ce qui demanderait à être démontré, entretient toujours le culte des héros patriotiques, à travers le cinéma et la littérature. Et il est encore plus curieux que les États-Unis soient aussi la patrie de la création des pseudo-héros médiatiques du show-business, de simples bouffons emballés par l'industrie du divertissement.

Par conséquent, lorsqu'il s'agit d'analyser les États-Unis, les choses ne sont pas si simples. Ce véritable culte populaire du héros est impensable en Europe, où l'héroïsme patriotique est ridiculisé comme « primitif » et où les élites culturelles se livrent à un négativisme désenchanté.

Les « héros » du cinéma français de ces vingt dernières années sont le plus souvent des dérangés, des bons à rien, des psychopathes. Mieux ou peut-être pire : c'est le cinéma américain qui se charge de la mise en valeur des héros européens. Il suffit de regarder, par exemple, des films comme 300, Excalibur, Braveheart, etc.

Encore une fois, une régénération de l'Europe passe par la rédemption de ses héros au sein de la culture populaire. Il est tragique que les médias aient stupéfié l'opinion publique avec le culte démentiel des sportifs milliardaires, des stars du divertissement et de l'audiovisuel, sans autre talent ni consistance que l'investissement commercial misé temporairement sur eux (culture-casino) ou des personnalités artificielles (le tout agrémenté d'humanitarisme), poussés par le biais des sondages d'opinion, et dont l'hypocrite « héroïsme » consiste avant tout en gain économique et en vanité histrionique.

(voir leader naturel, Personnalité créative)

Esthétique

Selon l'étymologie grecque, « ce qui procure une sensation forte ».

L'esthétique est liée aux notions de beauté, d'harmonie, de plénitude des formes.

L'idéologie égalitaire contemporaine abhorre et diabolise en sourdine l'esthétique.

Il l'assimile (à juste titre) à la volonté de puissance et de discipline, qui sont évidemment considérées comme moralement inacceptables, voire fascistes.
Cette idéologie oppose l'esthétique à « l'éthique » et s'inscrit dans le sillage de la tradition « iconoclaste ». Dans les arts plastiques, l'architecture, le cinéma, la littérature, le théâtre, et même dans les modèles de vêtements, le laid, l'inachevé, l'informe, le non-sens déconcertant, le sordide et le larmoyant, sont préférés à une esthétique perçue comme dangereuse, synonyme d'« ordre » menaçant.

Depuis le milieu du XXe siècle, les arts contemporains, encouragés par l'idéologie dominante, ont rejeté toute idée d'esthétique. À l'harmonie, à la puissance des formes, à l'exaltation et à l'élévation des sensations, à la beauté, on préfère l'idée de l'art conceptuel, prétexte à la dégénérescence, à la laideur volontaire et à l'incompétence subventionnée.
L'abstractionnisme règne en maître, tout comme l'insignifiance et la tortuosité sont de rigueur chez les intellectuels. Le véritable esthète et l'artiste authentique sont ostracisés, les reléguant à la marge, voire à la sphère du politiquement incorrect.
C'est le paradoxe mortel d'une société qui se veut « morale » et humaniste mais qui privilégie la représentation de la barbarie, l'inversion des valeurs et le primitivisme. Nous assistons à la triple coexistence d'un art contemporain abscons, mais subventionné par le système, d'un culte muséographique du « passé » et d'une sous-culture marchande de consommation.
L'art contemporain est l'exact opposé d'une avant-garde. Ses tristes impostures n'ont pas bougé depuis un siècle, il représente la rencontre entre l'académisme plat, l'imposture, l'absence de tout talent et la spéculation financière.
À l'esthétique, le système préfère d'autres valeurs de représentation, pessimistes et suicidaires, celles du chaos et de l'informe : le non-sens, l'abstraction pathogène, la régression, l'infantilisme, la coprophilie, la pornographie psychotique, l'exaltation des traits des attardés (ce que Céline appelait déjà, en visionnaire, le culte du « tam-tam universel », ou les « arts primitifs » de Chirac, etc.), qui sont tous subventionnés par le système.

En contrepoint à ce désespoir, à cette impuissance des anciens, à ce déclin (maquillé par le triste mascara de la fausse « avant-garde »), il y a aussi le tonnerre vulgaire et artificiel de la culture des nains et des danseurs. (82)
Le rejet de toute esthétique est un défi d'une importance capitale pour l'idéologie dominante.
Car l'esthétique est, par nature, aristocratique, et s'oppose à la massification comme à l'imposture des fausses élites.
Même le politique, dans son essence historique, doit être pensé comme une déclinaison de l'esthétique.

En effet, la « grande politique » vise à façonner un peuple, au cours de l'histoire et aspire à une civilisation, créatrice de grandes œuvres et elle-même œuvre d'art. Cette conception est l'exact opposé de la doctrine moderne en la matière, qui réduit la politique à la gestion ou au pseudo-social, expulse la notion du destin du peuple et rejette la vocation créatrice du politique au profit de la carrière du politicien.

(voir Néo-primitivisme, Politique)

Hétérothélie

Résultat et conséquences d'une action, radicalement contraire aux fins poursuivies ou aux buts fixés (du grec héteros et télos : « autre » et « fin »). L'hétérothélie est généralement le sort qui s'abat sur toutes les idéologies et dogmatiques utopiques, en particulier celles qui penchent vers l'égalitarisme, l'humanisme et l'antiracisme.

Quelques exemples : les massacres et les guerres qui ont toujours été perpétrés au nom du « Dieu d'amour et de miséricorde » ; les idéologies de libération et d'émancipation qui mènent inexorablement au totalitarisme ; les programmes socialistes de gauche qui génèrent l'appauvrissement, le fiscalisme, la bureaucratie qui augmentent la classe des nouveaux spéculateurs ; l'idéologie de l'anti-sélection scolaire, qui implique des inégalités croissantes, une « école à deux vitesses », une éducation descendante pour les revenus modestes et une sélection sauvage ou népotiste pour l'entrée dans la vie professionnelle (jungle sociale) ; la loi des 35 heures qui alourdit le rythme de travail, pénalise les entreprises et, dans la durée, nuit à l'emploi des travailleurs ; l'antiracisme et la construction d'une société multiraciale qui accroissent la xénophobie et les tensions ethniques ; la permissivité et le rejet d'une répression anti-délinquance forte, justifiée par une idéologie libertarienne qui, en privilégiant l'insécurité et la violence, limite concrètement les libertés civiles ; des lois anti-licenciement qui découragent l'embauche ; la surprotection des locataires malhonnêtes qui incite les propriétaires à refuser de louer ; l'augmentation de la pression fiscale qui décourage les activités et finit par limiter les recettes fiscales, et ainsi de suite.

En résumé, la démonstration la plus générique et la plus visible de l'hétérothélie est celle-ci : la défense excessive de la liberté individuelle finit par la limiter. Cette hétérotélie politique, typique de l'idéologie égalitaire, découle d'un rejet de la réalité et d'une profonde ignorance du comportement humain, des réalités économiques et des mécanismes sociaux.

(voir Libertés, libertés)

Étnocentrisme

Ce qui caractérise les peuples durables, c'est la conviction mobilisatrice que le peuple dont on fait partie est central et supérieur et qu'il doit préserver son identité ethnique pour perdurer dans l'histoire.

Vrai ou faux « objectivement », peu importe : l'ethnocentrisme est la condition psychologique de la survie d'un peuple (ou même d'une nation) dans l'histoire. Ce dernier n'est pas le domaine de l'objectivité intellectuelle, mais de la volonté de puissance, de la compétition et de la sélection. Les prophéties académiques sur l'existence ou non de la « supériorité en soi » sont totalement hors sujet.

L'intime conviction d'être supérieur et d'avoir raison est indispensable à l'action et au succès dans la lutte pour la survie. Les peuples à longue durée de vie, des grands aux petits, des Chinois aux Juifs, ont toujours été ethnocentriques.

Mais il faut aussi se méfier d'un suprématisme métaphysique qui peut être démobilisateur et décourager l'effort (du type « nous serons toujours intrinsèquement supérieurs, inutile de s'inquiéter »). C'est la fable du lièvre et de la tortue.

L'histoire n'a cessé de le démontrer : un peuple doué d'une volonté féroce et d'un caractère endurci peut plier et soumettre, grâce à une sorte d'énergie primaire, des populations et des civilisations plus brillantes et douées, mais aussi trop sûres d'elles ou trop décadentes.

Ce fut le cas de tous les peuples, qui du VIIe au XIe siècle ont été vaincus par l'irruption des Bédouins musulmans. Telle est notre situation actuelle, dans laquelle nous risquons de disparaître sous l'étalement de populations appartenant à des cultures et des civilisations différentes. Les Européens étaient puissants tant qu'ils restaient, tout naturellement, ethnocentriques. Dès qu'ils ont commencé à se poser des questions sur la « valeur de l'Autre », leur déclin a commencé.

Le dynamisme américain actuel repose sur la conviction – fondée ou non, peu importe – de la supériorité de leur modèle. L'histoire est d'abord le domaine de la subjectivité, de la lutte entre les subjectivités. Cela dit, l'ethnocentrisme européen n'est pas basé sur le bavardage. La contribution de la civilisation européenne (remplacée par le fils prodigue et adultère américain) à l'histoire de l'humanité dans tous les domaines dépasse celle de tous les autres peuples. Mais il ne faut jamais se reposer sur ses lauriers.

Dans la compétition planétaire, personne ne peut jamais être sûr d'avoir gagné. Quoi qu'il en soit, il ne reste que des civilisations qui cultivent un orgueil

intérieur, un sentiment implicite d'être irremplaçable, un désir indomptable d'« identité et de continuité ».

(voir Compétition, Conscience ethnique)

Ethnomasochisme

Tendance masochiste à blâmer et à dévaloriser sa propre ethnie, son propre peuple. L'ethnomasochisme est similaire à la honte et à la haine de soi.

Il s'agit d'une psychopathologie collective, provoquée par un long travail de propagande en faveur d'une culpabilité présumée, fondamentale, des peuples européens envers les autres, dont ils seraient les « oppresseurs ». Il faudrait donc se repentir et « payer une dette ». Cette œuvre de repentance, véritable imposture historique, a été initiée à la fois par les Églises et par les États européens.

L'ethnomasochisme est également à l'origine des politiques antinatalistes qui visent frauduleusement à limiter la reproduction des populations européennes. Implicitement, il est donc comparable à « l'auto-racisme ». L'homme européen serait marqué par un péché originel, un défaut racial intrinsèque, il serait coupable d'être ce qu'il est.

L'ethnomasochisme provoque l'apologie systématique du métissage et du cosmopolitisme. Curieusement, il nie aux Européens l'idée d'identité ethnique tout en l'admettant à tout le monde. Les Européens ont le devoir de se diluer, mais pas les autres, pas les Africains, par exemple. L'ethnomasochisme est l'équivalent de la xénophilie (l'amour et la surestimation de l'étranger, de « l'autre »).

C'est semblable à un ethno-suicide. Dans l'histoire, l'ethnomasochisme n'est pas un fait nouveau ; C'était le symptôme de peuples fatigués de vivre et de se perpétuer, de peuples qui vieillissaient et cédaient la place à d'autres.

Les élites européennes sont touchées par cette maladie collective. Cette maladie explique le laxisme vis-à-vis de la colonisation migratoire et l'idée que nous avons à la fois le devoir et la nécessité d'accueillir les nouveaux occupants.

(voir Homophilie, Xénophilie)

Ethnosphère, blocs ethniques

L'ensemble des territoires où règnent des peuples ethniquement similaires.

La notion d'ethnosphère fait référence à un monde qui se conforme aux lois de la vie, rejette le cosmopolitisme et les nations multiethniques qui, dans

l'histoire, se sont toujours révélées être un échec. L'avenir appartient à des ethnosphères homogènes, ou blocs ethniques, sur une planète pleine et surpeuplée. La Chine, l'Inde, le monde arabe, l'Afrique noire, etc., sont autant d'ethnosphères. Le XXIe siècle sera celui de l'affrontement entre blocs ethniques, entre ethnosphères.

L'avenir n'appartient certainement pas aux mélanges du cosmopolitisme généralisé d'un État mondial, qui n'est rien d'autre qu'une utopie de sophistes. Ce n'est pas parce que la planète est unifiée par des réseaux d'échanges et de communications mondiaux que les peuples et les civilisations sont appelés à fusionner, loin de là !

Seule l'Europe se mélange, et seules ses élites s'imaginent, à tort, que le spectacle qu'elle donne d'une société hétérogène, métisse et ethnopluraliste va s'étendre à la Terre entière. Les États-Unis, pour leur part, ont toujours été fondés sur un précepte anti-ethnique. Leur société polymorphe n'a aucune chance de s'étendre au reste de la planète. Et il n'est pas du tout certain que ce modèle soit un atout à long terme pour eux non plus. Les États-Unis ne sont pas une communauté ethno-nationale, ce sera probablement une construction éphémère.

Survivront-ils à la Chine, voire au Japon, qui représentent des ethnosphères homogènes ? Il est légitime d'en douter.

La notion de blocs ethniques ne doit cependant pas conduire à une vision belliciste de l'histoire future. La règle de l'histoire est le conflit, mais aussi la coopération. Cependant, pour coopérer dans l'intérêt de ce monde plein de gens, de cette humanité pléthorique entassée sur la planète, il est essentiel de maintenir sa propre identité.

Le monde futur verra des coopérations entre ethnosphères, mais dans la logique de la « paix armée ». Au mieux, c'est une sorte de « guerre froide » entre blocs ethniques que nous pourrons vivre. Mais il ne faut pas se faire d'illusions, dans un monde où les disputes se multiplient, les conflits entre ethnosphères seront inévitables. La grande offensive actuelle de l'Islam, destinée à conquérir l'Europe, le démontre magnifiquement.

Quant à l'Europe péninsulaire et à la Russie, si elles n'unissent pas leurs destins en un bloc ethnique unitaire, elles sortiront de l'histoire, dévorées par les autres civilisations continentales.

(voir Autarchie, Identité)

Eugénisme

Techniques pour améliorer la qualité génétique des populations.
La biotechnologie et le génie génétique fournissent aujourd'hui les moyens techniques et pratiques d'améliorer le génome humain, non seulement pour des raisons thérapeutiques, mais aussi pour des raisons politiques.

La biotechnologie rend aujourd'hui possible l'eugénisme positif grâce à une intervention directe sur le génome et à une amélioration de l'hérédité, un processus plus efficace et plus rapide que l'ancienne technique de sélection par mariage. Ce défi prométhéen était prévu dans l'imagination archaïque du paganisme européen. Mais cela pose évidemment un problème terrible, qui se heurte à toutes les sensibilités dérivées du créationnisme monothéiste et de l'anthropocentrisme.
Non seulement l'homme devient créateur de lui-même, automanipulateur, mais il se trouve immergé dans le vivant, en tant qu'« objet biologique », au même titre que tout autre animal. C'est une double révolution, en amont et en aval : l'homme devient à la fois *démiurge*, rival du divin (assomption) et, dans le même mouvement, il se pose comme matière vivante qui se façonne (incarnation).

Mort de l'anthropocentrisme associé à celui du déisme métaphysique.
L'eugénisme choque même les belles âmes de l'égalitarisme : ne sera-t-on pas ravi par la tentation diabolique d'inventer le « surhomme » ? Bien sûr que nous le serons ! L'essentiel est de dominer le processus, de le soumettre à la volonté politique et de ne pas permettre la création d'un « marché » sauvage de l'eugénisme.
Mais l'interdire, comme l'exige l'idéologie dominante, n'est pas une position durable. Le célèbre physicien britannique Stephen Hawking a récemment déclaré que la biotechnologie permettra la création d'une « race d'êtres qui s'auto-conçoivent et s'améliorent ». (84) D'autre part, la biotechnologie rendra bientôt possible des naissances humaines artificielles, extra-utérines, dans un « incubateur » (c'est-à-dire sans grossesse), par prélèvement de matériel génétique humain et culture in vitro.
Ce processus pourrait être une arme puissante pour restaurer la natalité européenne, terriblement menacée par le dépeuplement... Bien sûr, il serait beaucoup mieux de passer par des accouchements naturels.
Mais en cas de drame, l'un dans l'autre, il faut savoir hiérarchiser les priorités. Entre deux maux, il faut choisir le moindre.

(Voir Archéofuturisme, Biopolitique, Technoscience)

Europe

L'Europe est notre véritable patrie, culturelle, historique, ethnique, civilisée, qui domine et inclut les patries nationales ou charnelles.
Il s'agit de faire enfin de l'Europe un sujet d'histoire. Il faut d'abord se définir comme européen, avant de se spécifier en fonction d'une nationalité légale, tout simplement parce qu'un étranger peut se dire belge, allemand ou français, mais bien plus difficile de se dire « européen » (ou castillan, breton, bavarois, etc.).
L'Europe doit donc se considérer comme la première communauté de destin qui, désormais, au XXIe siècle, devra remplacer celles des États-nations.

D'autre part, les autres peuples de la Terre nous voient de plus en plus comme des Européens et non plus comme des Allemands, des Italiens, des Français, etc. Le regard des autres est un signal qui ne trompe pas.
Dans un monde globalisé, en proie à un choc des civilisations, l'Europe, en déclin démographique, victime de menaces mortelles, doit absolument se regrouper pour survivre, car ses États-nations, isolés et chacun avec sa propre politique, ne sont plus à la hauteur, dans un monde dans lequel toute entité de moins de 300 millions d'habitants ne pourra plus garantir son indépendance. Eh bien, l'Union européenne actuelle est un Objet Mouvant Non Identifié et bâtard.
Les vices rédempteurs de l'Union européenne actuelle sont bien connus : bureaucratie réglementaire qui va de pair avec le libre-échange mondial, soumission totale aux États-Unis, abandon de la souveraineté nationale au profit d'un « engin » sans cohérence ni volonté politique, conduite erratique d'une monnaie commune sans direction, multiracialisme ostentatoire, soutien à l'immigrationnisme, etc.
Le processus est bien connu. Les institutions de l'Union européenne actuelle sont préjudiciables à tous les intérêts des peuples européens. Cependant, un retour à une Europe divisée en États-nations ne semble pas non plus possible. L'État-nation français n'a jamais été capable de préserver l'identité des peuples de France. Le premier à recevoir les coups de son idéologie cosmopolite, c'est précisément l'État-nation français qui a ouvert les portes à la colonisation allogénique.

Nous sommes vraiment confrontés à un terrible dilemme : la France ou l'Europe ? En vérité, la question est mal posée. Nous devons nous demander, en « dépassant » cette contradiction vers le haut, et non vers le bas : comment pouvons-nous faire de l'Europe, la vraie Europe, sans défaire ni renier la France ?
La réponse est la suivante : c'est l'État français qui est discutable, pas la France en tant qu'entité historique et culturelle.
D'autre part, ce n'est pas parce que l'organisation européenne d'aujourd'hui est répréhensible qu'il faut renoncer à construire une autre Europe.
Quels seraient les grands principes d'une « bonne » construction européenne ?

1) L'Europe doit se construire selon les principes de souveraineté, d'indépendance et de puissance qui ont animé le meilleur de la tradition française.
Bien sûr, il s'agit d'éliminer le pire de cette condition, à savoir le centralisme nivelant.
Cela exclut toute idée d'une Europe sans État souverain et central, et implique, au contraire, un organe global et fédéral, doté de sa propre politique stratégique et économique, ce qui est actuellement inconnu. Il est inconcevable de raisonner en faveur de la « construction européenne » puisqu'il n'existe pas de disposition claire pour un pouvoir exécutif central et un chef de l'État. La situation actuelle est complètement bâtarde : une monnaie commune, un embryon d'armée, un Parlement, des États membres expropriés de 50 % de leur pouvoir législatif, un tribunal, mais aucune fonction souveraine !
De deux choses l'une : soit on revient à des États souverains (avec leur monnaie nationale) et dans ce cas l'Union européenne n'est rien d'autre qu'un ensemble de traités, de pactes, d'accords et d'instruments de consultation (sur le modèle du « Concert européen » à la suite du traité de Vienne en 1815), alors on retourne à l'Europe du XIXe siècle, soit toute souveraineté nationale est explicitement abandonnée au profit d'un véritable État impérial européen digne de ce nom.
2) Selon cette deuxième hypothèse d'un État d'Europe centrale, en fait, l'Europe sera impériale et fédérale ou pas du tout. À l'avenir, elle ne peut se contenter d'être, comme elle l'est aujourd'hui, un groupement coopératif déséquilibré d'États inégaux sans véritable politique internationale commune, soumis à la volonté d'une technocratie incompréhensible et incontrôlable, et vaguement cimenté par un ensemble insaisissable de « valeurs » libre-échangistes, démocratiques et humanitaires, dans un contexte de réglementations bureaucratiques et de mécanismes financiers.
À l'avenir, l'Europe impériale ne pourra donc être qu'une fédération de grandes régions ethniques similaires.
3) L'Europe occidentale et centrale doit, dans un avenir encore indéfini, lier son sort à celui de la Russie, ne serait-ce que pour faire face à des menaces communes.
4) Dans la perspective d'une Fédération Impériale, chaque nation doit pouvoir la quitter à tout moment, si elle le souhaite. Cela dit, la construction d'une telle Europe ne se fera pas à travers une évolution douce de l'Union européenne actuelle, une forme politique qui ne sera plus durable, mais sous la pression de circonstances dramatiques déjà prévisibles.

(voir Convergence des catastrophes, Empire, Eurosibérie)

Eurosibérie

C'est le destin des peuples européens, enfin réunis, de l'Atlantique au Pacifique, qui scelle l'alliance historique de l'Europe péninsulaire, de l'Europe centrale et de la Russie. Le terme est nettement préférable à celui d'« Eurasie », puisque l'Europe reprend ainsi possession de l'ensemble de l'Asie du Nord, placée sous souveraineté russe.
Attention! Ce concept d'Eurosiberia est un « paradigme », c'est-à-dire un idéal, un modèle, un objectif qui porte le caractère d'un mythe concret, actif et mobilisateur. L'Euro-Sibérie sera « l'Empire du Soleil » car d'un rivage à l'autre, sur quatorze fuseaux horaires, le soleil ne se couchera jamais. L'Euro-Sibérie est la forteresse commune, la maison commune, l'extension maximale et l'expression naturelle de la notion d'« Empire européen ».

Ce serait vraiment la « Troisième Rome », quelque chose que la Russie n'a jamais été. La notion d'Eurosiberia présuppose la séparation de l'Europe occidentale de l'Ouest américain, ainsi que l'impératif d'alliance et de solidarité avec la Russie.
De Gaulle l'avait pressenti. Nous avons tous les mêmes ennemis, les mêmes concurrents ethniques. Nous tous, futurs Euro-Sibériens, sommes le cauchemar géopolitique du Pentagone, ainsi que de l'Islam. Si elle devait être établie, l'Eurosibérie, un groupement de toute la zone d'expansion des peuples indo-européens blancs, deviendrait, de loin, et pour longtemps, non seulement la première puissance mondiale, mais la première superpuissance de l'histoire.

La zone eurosibérienne, « des landes à la steppe et des fjords à la brousse », est, plus encore que l'Amérique du Nord, complètement autosuffisante sur le plan économique. L'Eurosiberia n'est pas une notion agressive ou impérialiste, mais une notion identitaire.

La Chine, l'Inde, le monde arabe et musulman, l'Afrique, l'Asie péninsulaire, l'Amérique latine et même l'Amérique du Nord, dans une gestion de la planète bleue, la Terre, seraient enclins à s'entendre avec une future Fédération euro-sibérie, à condition que chacun reste chez soi. On dira que ce n'est qu'une utopie. Non. C'est une idée jetée à la face de l'histoire, au sens hégélien du terme. Les bonnes idées font toujours leur chemin.
Comme l'a écrit Pierre Vial, c'est vers une « Eurosibérie ethnocentrique et égocentrique » que les futures élites européennes doivent tourner leurs énergies en ces temps décisifs de tragédie annoncée.

(voir Idée, idéal, idéalisme historique)

(82) Ndt ; En empruntant l'expression bien connue de Formica, une tentative a été faite pour rendre la culture originale strass et paillettes.
(84) Stephen W. Hawking (1942-2018), cosmologiste, physicien, astrophysicien et mathématicien britannique, l'un des physiciens théoriciens les plus autorisés et les plus connus au monde, surtout connu pour ses études sur les trous noirs, la cosmologie quantique et l'origine de l'univers. Souffrant de SLA, Hawking était confiné dans un fauteuil roulant et communiquait avec un synthétiseur vocal. Voir : https://tinyurl.com/yun5trkc.

Foi dans les miracles

Un préjugé général hérité des utopies égalitaires et humanitaires, ainsi que de la philosophie du Progrès, selon laquelle « on peut tout avoir en même temps » et que ce qui est réel ne produit jamais de conséquences.
Nous pensons que nous pouvons avoir le beurre et l'argent du beurre. On croit, selon le credo libéral, qu'une main invisible rétablira spontanément un équilibre harmonieux.
Voici quelques exemples de croyance aux miracles :

- Imaginer que le dogme du développement économique illimité de tous les pays est possible sans pollution massive et sans catastrophes écologiques qui détruiront ce même développement. C'est l'illusion d'un développement infini.

- Croire qu'une société permissive n'aboutira pas à une jungle sociale. cette émancipation libertaire et cette harmonie autodisciplinée.
C'est le drame actuel du naufrage de l'école, où la violence, l'insécurité, l'ignorance, l'analphabétisme progressent, du fait de l'application de l'illusion de la pédagogie, bannit toutes sanctions. (88) méthode éducative qui bannit toute sanction.

- Estimer qu'il sera possible de préserver les systèmes de retraite et les budgets destinés à l'assistance médicale et sociale en restant fidèle, en période de déclin démographique, au système du « partage de la solidarité ». C'est l'illusion de la conception communiste de la solidarité.

- Croire que l'immigration étrangère massive est compatible avec les « valeurs de la République française » et avec la préservation de la civilisation des nations et des peuples européens, et que l'Islam peut se séculariser et fusionner avec les valeurs républicaines.

- Penser également que la population active est régénérée par l'importation de nouveaux immigrants, alors que ces derniers sont bénéficiaires de prestations versées par nous et non qualifiés. Croire de plus, aussi qu'en régularisant les masses d'immigrants illégaux, on les intégrera et que l'on évitera l'arrivée de nouveaux rangs, alors que ce que nous enregistrons est exactement le contraire. C'est l'illusion que l'immigration est un avantage.

- Favoriser l'assimilation et l'intégration des étrangers, tout en voulant défendre et maintenir leurs spécificités, leurs cultures d'origine, leur mémoire et leurs coutumes d'origine. C'est l'illusion communautariste, l'une des plus néfastes de toutes, particulièrement chère aux intellectuels « ethnopluralistes ».

- Penser qu'en annulant la dette du Tiers-Monde, il sera possible de favoriser le décollage économique de ce dernier et qu'une nouvelle dette sera évitée à l'avenir. C'est l'illusion du tiers-monde.

- Demander l'abandon des programmes d'énergie nucléaire et leur remplacement par des centrales au gaz, au charbon ou au fioul, tout en soutenant la réduction des gaz polluants. C'est l'illusion écologiste.

- Penser qu'une économie mondiale basée sur la spéculation à court terme, l'indexation généralisée sur les bourses informatisées et le remplacement des politiques monétaires par l'aléatoire des marchés financiers, garantira une « nouvelle croissance » qui plus est durable. C'est l'illusion de la nouvelle économie.

- Croire que le renforcement de la démocratie et des « valeurs républicaines » viendra de l'élimination de l'expression directe de la volonté du peuple. du « populisme ».

Nous pourrions compléter la liste encore plus longuement.
Dans toutes ces domaines, la foi dans les miracles s'explique par l'optimisme incorrigible de la religion séculière du progressisme égalitaire ; mais aussi parce que, se retrouvant dans une impasse, l'idéologie dominante n'ose pas renier ses dogmes, faire des révisions drastiques et s'accroche à l'idée que « la tempête ne viendra pas », le tout expliqué par les sophismes des faux experts, dont la conclusion est toujours la même, tout va bien et sera encore mieux, nous avons la situation sous contrôle.
Un peu comme un conducteur qui brûle des feux de circulation à 100 km/h et qui m'explique : plus je vais vite, moins je passe de temps au milieu de l'intersection et moins je risque de collision.

(voir Convergence des catastrophes, Progrès, progressisme**)**

Le bonheur, le « petit bonheur »

Une version sécularisée transformée en objectif économique et social de l'idéal paradisiaque des religions du salut.
L'objectif ostentatoire de l'idéologie occidentale consiste dans le petit plaisir individuel pour tous, basé essentiellement sur la satisfaction des besoins matériels dictés par le « niveau de vie ». Pourtant, il n'y a pas de bonheur au rendez-vous, pas plus qu'il n'y a de bien-être, dans ce grand marché de dupes.
Le taux de suicide n'a jamais été aussi élevé en Occident. (89) Le « petit bonheur », défini comme le pur bien-être économique et matériel, repose sur l'idée erronée que tous les êtres humains aspirent au même but, celui de la consommation quantitative.
Cet objectif, purement passif, et qui s'apparente à une domestication des populations, ne tient pas compte des dimensions spirituelles, historiques, culturelles, du véritable équilibre et du bien-être intérieur de l'individu.
La solidarité communautaire tangible a été détruite. La société exclut tous ceux qui n'atteignent pas un certain « niveau de vie matériel ». L'individu massifié ne rencontre que l'angoisse et l'insécurité dans une société qui lui a promis le paradis terrestre.
La recherche effrénée du bien-être matériel, objectif social déclaré qui, d'ailleurs, n'est même pas atteint, aboutit à une « léthargie générale », (90) selon l'expression de Konrad Lorenz, un sommeil qui investit toute une civilisation. Cette immersion dans le matérialisme narcissique du petit plaisir est compensée par les simulations d'une pseudo-spiritualité redondante, totalement hypocrite, celle de l'humanitarisme des droits de l'homme, ou encore des soi-disant « politiques culturelles » qui, on le suppose, devraient élever l'âme des contemporains.

(voir Consumérisme, Apprivoisement, Individualisme)

Fin de l'histoire

Vision historique, héritage sécularisé des religions du salut (téléonomique et sotériologique), selon laquelle l'histoire des peuples en conflit les uns avec les autres irait naturellement, dans une perspective de Progrès, vers sa propre fin, et l'humanité finirait par se réunir dans un seul État mondial régi par les mêmes normes individualistes de paix, de prospérité et d'uniformité.

La fin de l'histoire est une utopie professée jadis par le marxisme, et aujourd'hui par l'islam (quand le djihad, la guerre sainte, aura achevé la conquête du monde), mais aussi par le libéralisme (en particulier Francis Fukuyama) : l'effondrement du communisme conduirait, au cours du XXIe siècle, tous les peuples à se dissoudre dans une société mondiale libérale dans laquelle ne

surgiraient que des problèmes mineurs de police et de régulation, sous l'égide d'un marché tout-puissant et régulateur.

L'utopie de la fin de l'histoire est implicitement présente dans toutes les idéologies de la modernité et de l'égalitarisme. Son but est l'élimination des différences entre les peuples et de leurs conflits au profit d'un modèle humain unique (le croyant ou le consommateur bourgeois, selon les doctrines).

Cette utopie n'a évidemment aucune chance de se réaliser, mais elle est pernicieuse pour les Européens parce qu'elle sape les fondements des idées d'indépendance, d'identité et de souveraineté d'un peuple. Liée à la notion de « pacification globale de l'humanité », l'utopie de la fin de l'histoire est intrinsèquement et profondément totalitaire.

Eh bien, l'histoire, le fleuve du destin et de l'imprévisible, n'est en aucun cas sur le point de s'épuiser. Le XXIe siècle, en revanche, promet d'être celui de gigantesques affrontements de blocs ethniques, peut-être même plus conflictuels et guerriers que ceux du XXe siècle, en raison et non en dépit de la mondialisation ! Sur une planète surpeuplée, en proie à des dangers accrus, ce n'est pas à la fin de l'histoire dans un État mondial démocratique et libéral que nous assisterons, mais à une intensification de l'histoire comme essence de la compétition entre les peuples, sur une planète où les impératifs de sélection et de lutte pour la vie deviendront cruciaux.

(voir Histoire)

---

(88) La propension à accorder une importance excessive à la pédagogie et au rôle de l'éducateur et à suivre une méthode pédagogique avec souplesse et sans compromis, en l'acceptant et en la mettant en œuvre avec rigidité.

(89) En Europe, en 2016, il était de 15,4 pour 100 000 habitants, le plus élevé au monde.

(90) Konrad Lorenz, Les huit péchés capitaux de la civilisation, Adelphi, Milan 1974, p. 11. 140. La traduction italienne ne rend pas très bien le terme original utilisé par le lauréat allemand du prix Nobel, à savoir « wämertod », c'est-à-dire « mort chaude ».

Géopolitique

Étude (ou pratique concrète) qui associe la politique des peuples, des nations et des États à la domination exercée sur les espaces de vie géographiques, terrestres ou marins.
Condamnée au lendemain de la Seconde Guerre mondiale comme stupidement déclarée « nazie » et accusée de légitimer l'idéologie de « l'espace vital » (que toutes les nations, des Chinois aux Américains, mettent pourtant en pratique), la géopolitique revient aujourd'hui sur le devant de la scène.
En effet, Robert Steuckers, l'un des spécialistes européens de cette discipline, a su écrire :
« le plus important des principes de la géopolitique énonce la relation étroite entre la puissance et l'espace »
Pour cet auteur, la guerre d'indépendance américaine des colonies anglaises en révolte, les deux guerres mondiales, l'expansion de l'Empire russe, la politique actuelle (anti-européenne) de la super(?)puissance américaine sont des manifestations de la géopolitique en cours.
Steuckers estime à juste titre que les objectifs géopolitiques constituent un fondement essentiel de l'histoire des peuples et des nations.

La géopolitique distingue les puissances continentales et les thalassocraties maritimes. Ces derniers visent systématiquement, à l'instar de l'Angleterre et aujourd'hui des États-Unis, à dominer les continents.
Mais la force de l'Europe et de l'ensemble eurosibérien, c'est qu'elle est à la fois une puissance continentale et une puissance maritime.
La conquête et la domination des espaces de vie terrestres et maritimes (tant pour des raisons commerciales que militaires) restent aujourd'hui plus que jamais au centre de la politique mondiale. Ceux qui nous claquent au visage que la moralité des droits de l'homme, les marchés financiers, la « nouvelle économie », la mondialisation, rendent obsolètes la géopolitique et la lutte pour l'espace, disent exactement le contraire de la vérité.

Le XXIe siècle sera l'ère de la lutte des peuples pour la terre et la mer, plus que tout autre siècle, puisque la Terre est « pleine » et qu'il n'y a plus d'espaces vides de séparation. La perspective géopolitique ne fait pas appel aux idéologies mondialistes et universalistes, car elle suppose que les peuples luttent pour la possession et la domination de l'espace (l'impératif territorial), avant de se battre pour une éthique ou une idéologie. La géopolitique soutient l'échec de la vision

libérale ou socialiste d'un « monde unique », d'une Terre territorialement unifiée comme patrie commune d'une humanité en uniforme.
La géopolitique nous permet de repenser les ensembles humains en tant que blocs ethnopolitiques territoriaux.

Au cours de ce siècle, nous assisterons, et nous assistons déjà en partie, à une augmentation des luttes pour l'espace de vie : pour les gisements de pétrole, de gaz et de minéraux, pour les réservoirs et l'eau potable (une des sources de conflits au Moyen-Orient), pour les réserves de poissons marins, pour les minéraux rares, pour le contrôle des routes maritimes et des passages de pipelines, et ainsi de suite.
Quels sont les principaux affrontements mondiaux et défis géopolitiques en Europe ?

1) La formidable poussée et la conquête territoriale de l'Islam vers le Nord et l'Est, de Gibraltar à l'Inde. Cela démontre clairement que la religion possède aussi des impératifs géopolitiques et territoriaux. Cette poussée correspond à la reprise de l'offensive de conquête des peuples arabisés contre les Indo-Européens. Ils se déversent dans les rangs des autres peuples du tiers monde.

2) La tentative des États-Unis d'imposer leur contrôle et d'asservir le continent d'Europe occidentale et la Russie. La grande crainte de la thalassocratie américaine, depuis la fin du communisme, c'est l'Eurosibérie, l'union de l'Europe et de la Russie, un concurrent redoutable. D'où le désarmement de l'Union européenne et l'élargissement de l'OTAN à l'Europe centrale, les guerres dans les Balkans, destinées à diviser les Européens, le pacte américano-musulman pour affaiblir l'Europe (avec l'encouragement de l'entrée de la Turquie dans l'UE, par exemple), etc.

Bref, l'Europe est l'enjeu de toutes les cupidités territoriales : occupation par le Sud et l'Islam, domination mondiale par les États-Unis. Le condominium soviéto-américain est terminé. Yalta est terminé, mais maintenant nous avons une menace bien pire : un condominium américano-islamique au-dessus de l'Europe. Une colonisation d'en haut et une autre d'en bas. Tels sont les grands défis de la géopolitique en ce début de siècle.
Si les Européens ne s'en rendent pas compte, ils disparaîtront.

(voir Europe, Eurosiberie)

Hiérarchie

Pouvoirs de commandement et prérogatives, établis de manière pyramidale, au sein de chaque société, incluant à la fois les hommes et les fonctions.

L'idée de hiérarchie met en évidence la contradiction la plus insupportable de l'idéologie égalitaire dominante. En fait, elle est rejetée théoriquement, mais acceptée dans la pratique, car aucune société ne peut s'en passer et elle est inscrite dans la mémoire génétique.

Toutes les sociétés composées d'animaux vertébrés supérieurs sont hiérarchisées, et les sociétés humaines reconnaissent des hiérarchies encore plus complexes. L'idéologie égalitaire, à l'image de la société occidentale qu'elle a produite, vit une véritable schizophrénie : elle lutte constamment contre les hiérarchies mais ne peut s'empêcher, comme toute société, de les générer.
Les manifestations pathologiques contre la hiérarchie sont, par exemple : les attaques contre la « sélection » dans le système scolaire ; l'application d'une éducation anti-répressive permissive ; le dogme de l'égalité de valeur entre les individus, les cultures, les peuples, les civilisations ; les doctrines d'une société de l'information et de la communication organisée en « réseaux horizontaux » et autres illusions...

L'aversion pour la hiérarchie ne correspond évidemment pas à la réalité, puisque les hiérarchies, dans tous les secteurs, ne cessent pas de surgir spontanément. Mais le contraste avec la hiérarchie représente le centre même de l'utopie égalitaire. Le rejet de la hiérarchie dans l'Occident moderne a conduit à l'établissement de hiérarchies sauvages et chaotiques, dépourvues de légitimité, et de formes de domination d'autant plus fortes et injustes qu'elles sont déformées et camouflées par une fausse coopération « horizontale ». La pratique de l'exclusion et de l'ostracisme remplace celle de la sanction.
Nous sommes dans le domaine de la hiérarchie hypocrite. Et ce dernier donne naissance à une société bloquée où la circulation des élites n'existe plus, où s'établissent des castes privilégiées, où s'établit le règne de l'absence de loi.
Le mécanisme est pervers : dans l'entreprise, dans l'armée, dans l'école, dans le gouvernement, l'autorité explicite et claire est rejetée au profit de la « négociation » ou de la « concertation ».

En réalité, ce processus conduit à l'établissement de réseaux d'influence, de corruption et de hiérarchies secrètes. Ne pouvant plus nous être obéis, nous corrompons.
Une société hiérarchisée, d'un point de vue européen, n'est pas une société oppressive telle qu'elle est comprise en Orient et dans les pays islamiques. La hiérarchie est l'organisation disciplinée d'hommes libres visant au bien commun, dans laquelle les hiérarques ont autant de devoirs qu'il y a de droits supérieurs et doivent sans cesse démontrer leurs compétences.

La hiérarchie est insupportable si elle repose sur une autorité sans transcendance, qui ne vise que le « pouvoir » immédiat ; Il en est de même si elle repose sur le simple pouvoir de l'argent (on n'ordonne plus, on ne commande plus, on ne paie plus, on achète la soumission de ses vassaux) ou sur le népotisme.

Une hiérarchie doit être légitimée par une supériorité reconnue, qui ne peut être basée que sur la méritocratie et sur les qualités de talent, de caractère et de jugement juste. Une société qui rejette une hiérarchie méritocratique claire, basée sur la bonne sanction légale, tombe entre les mains de hiérarchies anarchiques, de nature tyrannique : mafias, gangs ethniques, groupes de pression, pouvoirs financiers, etc.
Il faut aussi opposer à une illusion récente, très à la mode dans la caste des sociologues, une version moderne du socialisme utopique du XIXe siècle : la nouvelle société serait organisée en « réseaux » et en « tribus », ce qui conduirait à une ère de communication et de coopération non hiérarchiques, fondée uniquement sur la volonté individuelle des protagonistes.
Les sociétés hiérarchisées avec séparation des rôles, domination de la fonction souveraine sur les autres, se dégraderaient, et cette évolution serait aussi positive qu'inévitable.

Il s'agit d'une conception purement intellectualiste : l'abolition de la prérogative de la fonction régalienne ne conduit qu'à la domination brutale de la fonction mercantile, et certainement pas à l'établissement d'un réseau horizontal ; Les sociétés « en réseau », animées par cette nouvelle fée miraculeuse qu'est la « communication », reproduisent des formes de hiérarchie sauvage et non régulée, contre laquelle l'individu reste sans défense.
Une chose est presque certaine : ce rejet des hiérarchies naturelles donne naissance à une société chaotique qui ne peut que revenir, par réflexe, à des formes brutales et rigides de hiérarchies, c'est-à-dire à l'autoritarisme.

La question n'est donc pas d'être pour ou contre la hiérarchie (ni pour ou contre la sélection), puisqu'il s'agit de données sociobiologiques incontournables, la vraie question est de savoir quel type de hiérarchie choisir. La hiérarchie ne peut être considérée que comme un tout holistique (c'est-à-dire comme un tout organique harmonieux), dans lequel les règles du jeu sont claires, les devoirs et les droits progressifs et inégaux, et les niveaux supérieurs dotés d'une compétence, d'une autorité et d'une honnêteté indiscutables.

(voir Aristocratie, Égalitarisme, Élite, Méritocratie, Sélection)

Germe

La racine biologique d'un peuple et d'une civilisation, le pivot de sa base ethnique sur laquelle tout repose. Le terme latin « germen » signifie « le germe », « la graine ». Lorsque la récolte n'est qu'endommagée, l'assainissement est toujours possible. Lorsque le germe biologique est détruit, plus rien n'est possible. Le germe est comparable aux racines de l'arbre. Même si le tronc est abîmé et le feuillage taillé, l'arbre peut repousser. Il ne le peut pas si les racines sont arrachées.

La comparaison s'applique aux civilisations. Le germe représente les racines ethno-biologiques, le tronc symbolise la culture populaire et la civilisation du feuillage. Rien n'est perdu tant que le cœur du germe, des racines, est conservé.

Cette métaphore s'applique évidemment à l'Europe d'aujourd'hui, dont le germe est gravement menacé. Ce concept implique évidemment, en totale opposition avec l'idéologie dominante, que les cultures et les civilisations s'appuient (non seulement, bien sûr, mais surtout) sur des populations déterminées, ainsi que sur leur patrimoine physique et mental, c'est-à-dire sur la réalité, sur la vie, c'est-à-dire sur des caractéristiques biogénétiques relativement constantes.

La contester, par dogmatisme idéologique, est tout aussi intelligent et efficace que de nier que la Terre est sphérique, ou de réfuter la circulation sanguine, l'héliocentrisme ou l'évolution des espèces, comme l'ont fait, ne l'oublions pas, les prédécesseurs spirituels et intellectuels de l'idéologie dominante d'aujourd'hui.

Le germe est celui qui reste inaliénable, qui n'est caractéristique d'aucune imagination individuelle et que chaque membre de chaque peuple doit transmettre à sa propre race.

Un peuple peut renaître si sa culture a été détruite, si sa religion ou sa spiritualité est oubliée, il peut redécouvrir l'héritage de ses ancêtres et répondre à l'appel des traditions qui émergent de sa mémoire, et les faire revivre. Mais si le germe biogénétique est déformé, il n'y a pas de renaissance possible, ou il sera artificiel.

C'est pourquoi la lutte contre le métissage, le dépeuplement démographique et la colonisation étrangère en Europe est encore plus importante que les mobilisations nécessaires pour l'identité culturelle ou la souveraineté politique.

Toutes ces causes sont importantes, mais il y a un ordre de priorité basé sur l'urgence absolue.

(voir Conscience ethnique, identité, race, racisme)

Judéo-christianisme

Globalité de la conception du monde propre au judaïsme et au christianisme, mais à laquelle ce dernier a donné une plus grande importance, agissant d'abord comme une religion, puis, à partir de l'époque moderne, comme une idéologie.

L'implantation du judéo-christianisme a constitué un apport étranger, une acculturation, dans une Europe panthéiste et polythéiste. D'où une schizophrénie culturelle et mentale constante : d'un côté, une conscience christianmorphique égalitaire et universaliste, de l'autre, une conscience païenne, particulariste.
La mentalité scientifique s'est développée contre l'esprit judéo-chrétien, dans la lignée du paganisme, et d'autre part, les idéologies politiques (égalitaires, cosmopolites, progressistes, individualistes) ont plutôt suivi le sillage de la mentalité judéo-chrétienne.

Les postulats marxistes, par exemple, qui innervent encore la gauche (même après la fin du communisme historique) sont une sécularisation directe des doctrines judéo-chrétiennes du salut. De même que l'hégémonie américaine et son interventionnisme « humanitaire », son modèle mercantile de société, se réfèrent directement au judéo-christianisme, dans sa version protestante. Il est important de noter que le judaïsme (qui a échappé au schisme paulinien du christianisme) n'a jamais été universaliste ou cosmopolite, puisque l'impératif communautaire du « peuple élu » a toujours prévalu sur toute autre considération spirituelle.
Le catholicisme traditionnel, développé au Moyen Âge, marque néanmoins une acclimatation, une certaine « paganisation » du judéo-christianisme ; en ce sens, il fait partie intégrante des traditions européennes, mais il ne peut en avoir le monopole. En effet, dans les arts, la culture, la philosophie, les mentalités et les rites populaires, le paganisme est resté présent et vivant partout.

Surtout, il ne faut pas comparer la christianisation de l'Europe avec l'instauration actuelle de l'Islam. Le christianisme a été élaboré par les Européens eux-mêmes, à partir de sources étrangères, tandis que l'islam – qui doit être considéré comme une menace encore plus grande que celle de l'américanisation – s'impose en bloc, sans aucune adaptation possible, comme une conception du monde et de la société radicalement opposée et hostile à l'état d'esprit et aux traditions des Européens.
Le christianisme du Concile Vatican II, qui était un retour aux sources bibliques du christianisme primitif, constitue une rupture du compromis sacré païen-chrétien, et inaugure aussi un transfert au profane des dogmes religieux du christianisme, une politisation de ses principes spirituels et par conséquent provoque un effondrement de la pratique religieuse catholique.
En effet, ayant abandonné la langue sacrée, le latin, (alors que l'islam n'a jamais abandonné l'arabe classique), ayant capitulé devant les sirènes de la « modernité

», le néo-christianisme né au Concile Vatican II (qui est pourtant aussi un paléo-christianisme, un retour aux sources ultra-égalitaires de l'Église primitive), abandonnant cette sacralité qui provenait d'une énergie ancestrale, souterraine et inconsciente, retombe dans l'athéisme pur et simple, comme le démontrent les travaux des théologiens catholiques modernes.
Les églises contemporaines ressemblent à des bureaux de poste et n'ont plus rien à voir avec les cathédrales. Les discours des prélats officiels sont identiques à ceux des syndicalistes. En oubliant sa sacralité païenne, en éliminant le culte des saints et de la Vierge Mère, le néo-christianisme officiel de Vatican II a détruit sa dimension religieuse et s'est imposé comme une idéologie objectivement opposée au destin des peuples européens.

La comparaison avec le christianisme primitif, qui s'est imposé comme une contestation du patriotisme romain, avant la mise à jour qui a eu lieu au IVe siècle, est tentante. La preuve en est la tolérance « œcuménique » de l'Église officielle à l'égard de l'offensive de l'Islam, l'alignement systématique des prélats sur les néo-trotskystes, leur encouragement constant de l'ethnomasochisme et, en général, leur adaptation presque complète à la classe intellectuelle-médiatique politiquement correcte, tous unis par le dogme hypocrite de la religion des droits de l'homme. En Orient, l'Église orthodoxe n'écoute pas, heureusement, les mêmes sirènes.

L'Église catholique officielle se suicide, mais elle n'entraînera pas dans sa mort la véritable âme des peuples européens. Parce que? Parce que – et cela se voit clairement avec la défection massive dont elle est l'objet – l'Église postconciliaire a coupé les liens avec la sacralité populaire et les élans vrais et inconscients des peuples européens. Les opérations de « marketing » (comme les Journées Mondiales de la Jeunesse) n'y changeront rien. L'Église se condamne à n'être qu'une secte parmi d'autres, balayée par le vent chaud de l'islam. Que doivent donc faire ceux qui ont un esprit de résistance ? La réponse est la suivante : un compromis historique est évidemment possible entre ceux qui se disent authentiquement païens et ceux qui, catholiques ou orthodoxes, continuent à pratiquer le christianisme européen traditionnel. Car il ne peut être résisté aux offensives actuelles sans l'aide de ce que nous appellerons, faute de mieux, « l'âme païenne », celle des deux divinités invincibles et associées, Apollon et Dionysos. Pierre Vial écrit, par exemple :

> *« L'Europe a vécu, pour le meilleur ou pour le pire, pendant 2000 ans avec le christianisme, et nous ne devons jamais l'oublier, nous ne devons jamais l'effacer de nos esprits. Il fait partie d'un héritage, de notre héritage, et nous devons l'assumer comme toutes les autres parties de l'héritage, celles que nous aimons le plus et celles que nous aimons le moins. »*

En d'autres termes, un vrai païen s'opposera toujours à ce qu'une église soit transformée en mosquée, qu'un minaret remplace un clocher. Alors qu'un prélat de l'Église officielle sera d'accord... Comme cela a déjà été démontré.

(voir Paganisme)

Mondialisation, mondialisme

Universalisation planétaire des échanges, des circuits et des productions économiques et financières, ainsi que de l'information, internationalisation de la culture.
Le mondialisme est la doctrine qui prône la généralisation de ce phénomène. En réalité, le processus de mondialisation économique et culturelle a commencé il y a plus de deux cents ans. On parle aujourd'hui de la mondialisation de l'économie planétaire.
Ce phénomène n'est toutefois pas aussi important qu'on pourrait le croire, car les économies et les cultures régionales et nationales restent très fortes. L'idéologie mondialiste est fausse, car la mondialisation jusqu'au bout ne peut que conduire à des catastrophes et affaiblir l'économie mondiale, ainsi que l'écosystème.
Le dogme mondialiste, au cœur de l'idéologie dominante, mais aussi de la gauche néo-trotskyste antilibérale, est évidemment aussi partagé par l'islam, dont l'idéologie est universaliste.
Ce que nous voyons, en réalité, c'est une pluralité de mondialismes, celui de l'islam, celui de la gauche cosmopolite et immigrationniste, celui de l'Occident libéral et pro-américain.

Le mondialisme est une arme de guerre contre l'Europe, son identité, sa puissance et son indépendance économique. C'est l'expression de l'utopie illusoire de la fin de l'histoire. Les chanteurs du mondialisme déifient l'internet, la « nouvelle économie », les flux migratoires vers l'Europe, la mondialisation des réseaux financiers, sans voir que les réalités ethniques et religieuses ancestrales seront toujours les plus fortes.
De fait, la mondialisation ne remet pas en cause la diversité des cultures et le choc des civilisations, loin de là. Par un mouvement dialectique ironique, il les provoque, les régénère. En effet, plus les peuples se rapprochent, sur une planète surpeuplée, « collés » les uns aux autres, plus le besoin d'identité se fait sentir. C'est pourquoi, au XXIe siècle, il est très peu probable que l'avenir de la mondialisation soit pacifique et qu'elle résiste à un *choc des civilisations* prévisible.

(voir Cosmopolitisme, Universalisme)

Grande politique

L’action politique d'envergure entendue dans son sens historique, à long terme, mise au service d’un peuple, avec des objectifs de civilisation.
La « grande politique », un concept formulé par Nietzsche, s’oppose à la « petite politique » des politiciens et des partis, qui ne cherchent que leurs propres avantages de carrière et leur argent à court terme.
La petite politique correspond à la prédominance de la « troisième fonction » (avec la réduction de la politique et de la souveraineté à l’économisme et à la gestion à court terme). La tragédie de Victor Hugo, Ruy Blas, définit parfaitement l’opposition cruciale entre la grande et la petite politique.
La Grande Politique n’est pas basée sur des tactiques individuelles ou partisanes de conquête éphémère du pouvoir, mais sur une stratégie. Celle des grands desseins, animés par des projets à long terme et fondés sur l’orgueil collectif et non sur la vanité individuelle.

La grande politique a beaucoup de points communs avec le destin historique et néglige le succès de tel ou tel parti. Les dirigeants actuels de l’Europe sont strictement dépourvus de la moindre notion de Grande Politique.
Les acteurs de la « petite politique » ne visent pas le pouvoir, mais seulement ses apparences ou ses avantages financiers ou la satisfaction de la vanité médiatique.

Ce fait est d’autant plus grave que, dans d’autres domaines de la civilisation – le monde arabo-musulman, l’Inde, la Chine, les États-Unis, etc. – la « Grande Politique » est pratiquée et le destin de chacun est projeté dans l’avenir.

(voir Peuple à long terme, Révolution)

Guerre civile raciale

Des affrontements graves mais prévisibles entre les populations européennes et les colonisateurs étrangers, principalement d’origine afro-maghrébine, qui risquent de se déchaîner, d’abord en France et en Belgique, au début du XXIe siècle.
En Europe et surtout dans les deux États cités plus haut, face à l’islam et aux populations étrangères, nous avons franchi le seuil de la friction ou de la délinquance simple, et nous sommes déjà entrés, dans les années 1990, dans un

processus d'avant-guerre civile, lié à une volonté de colonisation territoriale et démographique.

Seul le déclenchement attendu d'une guerre civile à part entière résoudrait, hélas, le problème actuel de notre colonisation de population, de notre africanisation et de notre islamisation galopantes, la plus grave tragédie que l'Europe ait connue dans toute son histoire, et qui échappe complètement à la perspicacité des « élites », composées à la fois d'aveugles et de collaborationnistes.

La guerre civile ethnique sera-t-elle le seul moyen de faire face à un problème qui ne pourra plus jamais être résolu « froidement », dans le cadre de l'État de droit ou de la démocratie, et de faire prendre conscience de la nécessité de la résistance et de la reconquête ? Soyons clairs, je ne lance pas un appel à la guerre, mais je considère qu'elle a des conséquences inéluctables.

Les solutions de la « coexistence rationnelle et pacifique » de type communautaire appartiennent aux fantasmes infantiles d'intellectuels pacifistes et rationalistes, ignorants à la fois de la sociologie et de l'histoire.

Ce n'est qu'au pied du mur, face aux urgences, aux crises, que les peuples se mobilisent et trouvent des solutions à d'autres moments impensables. C'est avec la *reconquista* armée que l'Espagne s'est libérée de l'occupation arabo-musulmane. Mais cela a pris un certain temps, et à mesure que l'histoire s'accélère, nous pouvons prendre moins de temps.

L'essentiel est de se préparer à cette échéance incontournable. Aujourd'hui, il n'y a pas de conditions pour l'éclatement d'une guerre civile, en raison de l'apathie des populations européennes anesthésiées par la société marchande et les idéologies culpabilisantes.

Ces conditions seront automatiquement remplies lorsque :

1) L'État commencera progressivement à tomber entre les mains des « communautés » afro-maghrébines et musulmanes. Cela ne se fera pas attendre, avec le « vote ethnique », qui commencera par les communes, puis se poursuivra avec les élections législatives, de sorte que les pouvoirs locaux et nationaux seront progressivement attaqués par les colonisateurs.

2) Quand une aggravation de la situation économique populaire (causée par le vieillissement démographique) s'accompagnera d'une augmentation prévisible de la criminalité afro-maghrébine, atteignant un niveau qui n'est plus supportable et liée à une conquête territoriale interne de plus en plus marquée.

Vous ne vous rebellez pas lorsque les paniers sont pleins. Tout est une question de seuil de perception du danger par les populations.

Pour résumer, ce qu'il est bon de garder à l'esprit, c'est qu'il n'y aura pas de rébellion de la part des populations européennes, tant que le pouvoir politique ne sera pas agressé par l'Afro-Maghreb et jusqu'à ce que la catastrophe économique qui résultera de l'immigration et de notre vieillissement démographique ait éclaté.

Et ce phénomène est déjà en train de commencer. En fait, on ne se révolte que contre une autorité, ressentie comme étrangère et illégitime, et non contre des problèmes sociaux, ou contre une simple société civile, ni contre un pouvoir apparemment « national ».

(voir Exception, Colonisation, Convergence des catastrophes, Résistance et Reconquête)

Homo Economicus

L'être humain réduit à la seule fonction économique de consommation et de production.

Bien qu'elle le nie, l'idéologie égalitaire et humanitaire, dans ses deux versions, libérale et socialiste, ne prend en compte l'homme que comme un atome économique interchangeable. Pour le distinguer, seules comptent la performance productive et la capacité de consommation, c'est-à-dire l'argent. Réduits à une dimension mercantile et monétaire, les hommes sont privés de toute valeur personnelle, culturelle et ethnique.

Pour le socialisme marxiste, comme pour le libéralisme, l'homme est d'abord et avant tout un producteur-consommateur. L'Occident est avant tout économiste, tandis que l'islam a en premier lieu des objectifs de conquête, des ambitions militaires et religieuses. Il est probable que le second représente un meilleur sort que le premier.

L'immigration colonisatrice catastrophique que nous connaissons a été initiée dans les années 1960 par des recruteurs de main-d'œuvre, qui n'avaient d'autre préoccupation que l'économie. Seules la docilité et le faible coût de ces travailleurs comptaient. La crainte d'une éventuelle défiguration ethnique de l'Europe par des contributions étrangères n'inquiétait ni les employeurs ni les syndicats.

La vision de l'homme comme un être strictement économique, un pouvoir de travail et de consommation partout équivalent, est l'un des grands dogmes de l'égalitarisme. Pourtant, aujourd'hui, l'homo œconomicus, né des utopies des XVIIIe et XIXe siècles, entre en crise au moment même où il semble triompher. Parce que sa notion préconçue repose sur l'hypothèse d'un « citoyen du monde », motivé uniquement par les besoins des consommateurs. Alors que, pourtant, nous

assistons à un retour planétaire des « besoins identitaires » (culturels, ethniques, religieux), ainsi que des « besoins de la volonté de puissance ».
Et la sphère économique ne sera jamais en mesure de les récupérer ou de les soumettre.

L'objectif principal de la politique actuelle n'est autre que de rendre l'homme heureux par la seule voie envisagée, celle de l'économie, puisque le bien-être est envisagé en utilisant la richesse comme seul paramètre. En somme, la vision de l'homo œconomicus repose sur une interprétation totalement erronée des pulsions humaines, sur une anthropologie irréaliste, puisque, en dehors de la parenthèse illusoire des deux derniers siècles, les motivations profondes des hommes ne se limitent nullement à la maximisation des besoins matériels et au consumérisme.
L'être humain est beaucoup plus sentimental que matérialiste, ses pulsions profondes le conduisent, au-delà de l'acquisition de biens économiques, vers des satisfactions immatérielles (affectivité, ardeur religieuse, patriotisme, etc.). L'Homo œconomicus représente donc un homme réduit, domestiqué, et surtout privé de l'essentiel de ses dimensions naturelles.

Les Européens ont capitulé devant cette domestication qui n'est cependant pas éternelle, car la nature va reprendre ses droits. Et puis, ce type d'homme est foncièrement malheureux : c'est dans les sociétés occidentales les plus riches, plus obsédées par l'accumulation de richesses et de services économiques, que le taux de suicide est plus élevé, beaucoup plus élevé que dans les sociétés pauvres d'hier ou d'aujourd'hui.
La civilisation occidentale s'est complètement trompée sur la nature humaine. L'homme n'est pas d'abord un homo œconomicus, mais plus généralement, au sens très large des philosophes grecs, un zôon politikon, un « animal politique ». La sanction pour avoir commis une telle erreur ne se fera pas attendre..

(voir Bourgeoisisme, Économisme, Société marchande)

Idée, idéal, idéalisme historique

L'idéalisme historique, théorisé par Hegel, soutient qu'une grande idée s'incarne nécessairement dans l'histoire, sans que son formulateur sache à l'avance comment ce processus se réalisera.

Cependant, la position de Hegel a été mal interprétée, en particulier par les marxistes, qui l'ont détournée de son sens. Quand Hegel évoque « *l'essor de la Raison dans l'histoire* », il ne veut pas dire automatiquement l'avènement d'une fatalité, mais surtout l'irruption d'une Idée (l'incarnation d'une volonté de puissance) capable d'agir pleinement à contre-courant.

Curieusement, l'idéalisme historique est à la fois fataliste et anti-fataliste. Il est fataliste lorsqu'il croit que certaines idées se réaliseront nécessairement à travers une sorte de métaphysique préprogrammée (la société sans classes et le communisme universel de Marx, ou le mythe du progrès indéfini du libéralisme).

Il se montre anti-fataliste lorsqu'il soutient qu'une idée qui va à contre-courant ou qui semble irréalisable peut s'incarner dans l'histoire par la force de la volonté : la Reconquista espagnole qui a mis plusieurs siècles à se réaliser, la défaite de l'Allemagne, comme l'affirmait de Gaulle en 1940, l'indépendance de l'Algérie, la réunification allemande voulue par Kohl, etc.

L'idéalisme historique est alors à l'opposé du fatalisme historique négatif des faux savants. Aujourd'hui, par exemple, ces derniers considèrent que la présence des masses étrangères et de l'islam en Europe est définitivement acquise.

Contre cette attitude, il est nécessaire d'affirmer et d'inculquer avec toute la force de la volonté l'idée de départ et de reconquête, même sans être capable d'en formuler les modalités précises.

De même, le concept d'Eurosiberia s'inspire d'une idée volontariste de l'histoire, sachant pertinemment qu'il est maintenant trop tôt pour déterminer comment le faire. Cet idéalisme historique positif s'oppose à une vision mécaniste, selon laquelle tout est prévu, dont toute surprise, tout renversement serait éliminé. Elle suppose plutôt qu'une Idée, conçue comme une volonté inébranlable et transmise comme un leitmotiv à des élites conscientes et efficaces, pour les générations qui se succèdent, a la possibilité de s'incarner un jour dans la réalité, contre l'avis des « experts » fatalistes.

Rien n'est jamais perdu et ce sont toujours les minorités, dotées d'une Force-Idée, qui renversent le cours annoncé de l'histoire. Il faut être patient, avoir le sens du long terme et ne pas croire que Rome s'est construite en un seul jour. Mais l'accélération actuelle de l'histoire et l'exacerbation des défis en ce nouveau siècle peuvent révéler de divines surprises...

(voir Histoire, Résistance et Reconquête)

Identité

Étymologiquement : « ce qui rend singulier ».

L'identité d'un peuple est ce qui le rend incomparable et irremplaçable. La caractéristique de l'humanité est la diversité et l'unicité de ses peuples et de ses cultures. Tout nivellement est synonyme de mort et de sclérose, d'entropie. Les universalismes ont toujours prétendu marginaliser les identités, au nom d'un modèle anthropologique unique.

L'identité ethnique et culturelle forme un bloc : le maintien du patrimoine culturel et son développement présupposent une affinité ethnique au sein des peuples.
L'humanité ne pourra survivre aux défis qu'elle se lance à elle-même que si elle reste un **pluriversum** (monde à la fois pluriel et pluraliste), c'est-à-dire une coexistence, pas toujours pacifique, de peuples profondément différents mais ethnocentriques.
Attention : le fondement premier de l'identité est de nature biologique ; sans cela, les deux autres niveaux, culturel et civilisationnel, ne durent pas dans le temps.
Pour faire simple, l'identité d'un peuple, sa mémoire et ses projets reposent d'abord sur des attitudes matérielles et héréditaires. Les jacobins et les républicains universalistes qui défendent « l'identité de la France » et « l'exception culturelle », croyant qu'il est possible d'intégrer des masses de la population ethniquement étrangère, s'enfoncent dans une impasse et une contradiction totale. L'idée d'identité renvoie évidemment à celle d'ethnocentrisme et reste incompatible avec les doctrines qui envisagent une coexistence « ethnopluraliste » au sein de l'Europe.

À ce propos, Pierre Vial écrit :

> *« L'identité est le résultat de trois éléments fondateurs dans l'existence d'un être, d'un être individuel, mais aussi de cet être collectif qu'est un peuple : la race, la culture et la volonté ».*

Cela signifie qu'aucun de ces éléments n'est suffisant en soi : sans une base biologique relativement homogène, il n'y a pas de culture qui puisse s'épanouir, mais la base biologique seule ne peut garantir la permanence d'une culture, si la volonté du peuple et des élites fait défaut.

Et troisièmement, une culture ne peut ni survivre ni prospérer si les élites du peuple ont été décapitées. L'idée d'identité représente une épine dans le pied de l'idéologie égalitaire et universaliste dominante.
D'une part, elle est effroyablement choquante parce qu'elle est toujours soupçonnée (ce qui est absolument vrai) de contenir des parfums ethniques. En revanche, on ne peut pas – ou on ne peut plus s'opposer ouvertement à « l'identité française » ou à « l'identité bretonne », pour des raisons politiques.

Sans parler de « l'identité juive » à laquelle plus personne ne songe à s'opposer, ce qui ne s'est pas produit au XIXe siècle, lorsque les juifs universalistes et laïcs, à commencer par Marx, ont affirmé, selon une parfaite logique progressiste, l'éradication de l'identité juive, de ses coutumes, de sa religion, de ses prescriptions endogames.

Alors, comment pouvons-nous surmonter cette contradiction embarrassante ? Pour s'en sortir, il faut s'assurer que la traduction est faite par d'habiles contorsions idéologiques :

1) L'identité des peuples constitutifs de l'Europe n'est pas niée en les prenant de front, mais neutralisée, vidée de leur substance, parce qu'elle est reléguée au rang d'antiquités, de folklore (au sens moderne erroné de ce terme), et libérée de toute référence ethnique.
Bien qu'avec une grande réticence, seule l'identité linguistique leur est accordée. Mais évidemment, comme le répètent les leaders des mouvements autonomistes bretons de gauche, un non-Européen qui s'installe en Bretagne est automatiquement breton... (la substance même du mot « breton » est démolie, réduite au sens universaliste du terme « américain »).

2) Il est sous-entendu que l'identité est acceptable pour les populations étrangères, mais détestable si elle est revendiquée par les Européens, parce qu'elle est « raciste ». Les identités africaines, antilliennes, arabo-islamiques, etc., sont encouragées, tandis que toute identité revendiquée par les peuples européens d'ascendance est soumise à l'herméneutique de la suspicion.
Les Européens sont fortement encouragés à perdre toute trace d'identité (ou à la reléguer dans les musées), car c'est trop dangereux.

La notion d'identité n'est pas du tout menacée dans le monde futur qui, malgré ou à cause de la mondialisation et de l'occidentalisme, verra se renforcer les identités des grands blocs ethniques du Sud, tandis que l'identité de ces peuples dangereux est gravement menacée, comme il y avait autrefois des « classes dangereuses », c'est-à-dire les peuples européens de lignée.
Pour eux, il y a, pour ainsi dire, « l'interdiction d'identité ». C'est à eux de réagir et, surtout, de ne pas limiter le combat identitaire au seul domaine des cultes muséographiques. Enfin, à l'idée d'identité s'ajoute celle de CONTINUITÉ (selon la formulation de Robert Steuckers).

L'identité n'est pas figée. Il faut rester soi-même et en même temps évoluer, réconcilier l'être et le devenir. L'identité est une condition dynamique et non une condition statique et rigidement conservatrice.
Nous devons considérer l'identité comme la base d'un mouvement de durée dans l'histoire, c'est-à-dire de la continuité générationnelle d'un peuple. Les notions dialectiquement associées d'identité et de continuité permettent à un peuple d'être le générateur de sa propre histoire.

(voir Enracinement, Ethnocentrisme, Ethnosphère, Patrie charnelle)

Idéologie, idéologie hégémonique, idéologie occidentale, idéologie européenne

Une idéologie est un système d'idées organisées, explicites ou implicites, qui expriment une vision du monde et qui est porteur d'un projet politique, social, économique et culturel.
Aujourd'hui, l'Europe est actuellement victime de l'idéologie qu'elle a elle-même créée, à commencer par la philosophie des Lumières du XVIIIe siècle (Aufklärung) et que l'on peut définir comme « idéologie occidentale » voire « idéologie mondiale ».
L'idéologie occidentale agit sur les peuples européens comme un boomerang. Cette idéologie (à laquelle le communisme a largement participé, avant de s'effondrer) est basée sur les hypothèses que j'énumère :

1) L'individualisme absolu et la recherche du bonheur par le matérialisme économique.
2) Une interprétation de la technologie comme une divinité capable d'apporter le bonheur et de remplacer la spiritualité. Cette technique n'est pas considérée comme un instrument de pouvoir et de souveraineté, mais sous la forme d'une simple aide au confort, une domination du gadget.
3) L'affirmation hypocrite de l'égalité *ad finem* de tous les êtres humains et, par conséquent, la négation implicite de l'idée de personnes, au sens ethnique.
4) Le rejet du divin et de l'héritage des ancêtres et leur remplacement par le présentisme, le mépris du passé et de l'avenir.
5) La foi dans le développement économique infini de l'humanité, comme forme suprême de bonheur collectif et individuel, malgré les limites de la rupture, tant physique qu'écologique.
6) Le culte du progrès indéfini.
7) La lutte contre les identités ethniques de l'Europe.

Fondée sur la Raison (rationalité autosuffisante), l'idéologie occidentale n'est rien d'autre qu'une forme dégénérée de métaphysique, mais se conçoit comme métaphysique, parce qu'elle prétend rassembler en elle-même la légitimité supérieure de toutes les aspirations humaines et s'imposer à la fois comme norme éthique universelle et, en fin de compte, comme croyance religieuse, mais ses postulats sont irréalistes et anti-vitalistes et ne respectent pas la réalité. c'est-à-dire la réalité visible des sociétés humaines.

Critiquant le matérialisme absolu de l'idéologie et de la société occidentales, certains philosophes aveuglés – souvent issus de la droite intellectuelle – imaginent un recours souhaitable à l'islam ou une alliance « spirituelle » avec lui. Ce serait comme tomber de Charybde à Scylla.
Les Européens devront se régénérer en eux-mêmes, dans leurs propres traditions.
La philosophie des « droits de l'homme » et l'idolâtrie de la technologie, en tant que source de bien-être, constituent le recueil de l'idéologie occidentale. Aujourd'hui, elle est hégémonique, totalitaire. Il ne tolère aucune contestation. Bien que rivales, les différentes versions de l'idéologie occidentale, de gauche ou de droite, poursuivent le même projet de civilisation.
Cependant, bien que triomphante dans la forme, cette idéologie est aujourd'hui sapée de l'intérieur. Parce que le monde ne correspond plus à ses postulats, parce qu'il a échoué dans ses réalisations.
Son triomphe sera éphémère. L'idéologie occidentale exige un changement, celui d'une véritable idéologie européenne.

(voir Foi en miracles, Droits de l'homme, Égalitarisme, Modernité, Progrès, progressisme)

Immigration

Arrivée de populations étrangères sur un territoire avec le risque de submerger les peuples autochtones.

L'immigration de peuples non européens vers l'Europe a aujourd'hui laissé place à une véritable colonisation de la population. Le terme d'« immigration » doit donc être contesté comme inapproprié et doit être remplacé, de manière systématique, par celui de colonisation, qui est le phénomène historique le plus massif et le plus grave auquel l'Europe a dû faire face depuis la fin de l'Empire romain.
Dans la lutte politique et idéologique, il ne faut pas utiliser les mots de l'adversaire, mais imposer ses propres concepts. Nous n'accueillons pas des « immigrants », mais nous sommes colonisés « par le bas » par des populations étrangères.

(voir Colonisation et mon livre La Colonisation de l'Europe)

Empire, Fédération Impériale

L’unification politique des différents peuples sous une autorité souveraine commune, qui laisse à chaque entité interne son autonomie et sa liberté maximale.

L’Empire fédère, assemble et agrège, mais ne standardise pas aveuglément, contrairement à l’État-nation égalitaire. L’Empire s’unifie autour de la fonction de souveraineté, préservant la diversité de toutes les autres fonctions. Son existence s’explique par la recherche de la puissance et de la permanence des peuples qu’elle rassemble de manière fédérale dans une communauté politique et historique.

L’Empire n’a pas vocation (car c’est l’une de ses dérives possibles) à devenir un « État mondial », comme c’est le rêve, par exemple, de l’Islam ou du système de domination occidentalo-américain. Selon notre conception, l’Empire inclut et prend en charge le destin des seuls peuples qui peuvent, historiquement, culturellement et ethniquement, se dire appartenir à la même communauté mondiale. Il y a cependant une conception négative – on pourrait dire suicidaire – de l’Empire : c’est le modèle de la fin de l’Empire romain, celui qui a suivi les édits de Caracalla (qui ont accordé la citoyenneté romaine à tous les habitants de l’Empire, quelle que soit leur origine), le modèle de l’Empire d’Alexandre qui voulait fusionner les Grecs et les Orientaux en un seul tout, et aussi celui des Empires coloniaux européens qui ont conduit à la colonisation actuelle de l’Europe. En bref, cette forme d’Empire doit être rejetée parce qu’elle est ethnopluraliste et multiraciale et qu’elle conduit toujours à la destruction de la souche humaine et conduit à des conflits internes. La seule conception positive de l’Empire est celle qui ne l’oppose pas à l’idée de la Nation, au sens romain du terme « natifs d’un même grand peuple ».

L’Empire est alors une fédération de nations ethniquement apparentées, une Grande Nation Fédérale, pour ainsi dire. C’est le véritable modèle impérial.

L’Empire n’est donc pas du tout « l’État-nation », à la fois cosmopolite et centralisé, mais un ensemble de nations libres et fédérées, liées ethniquement, culturellement et historiquement.

L’idée d’Empire n’est donc recevable que si elle échappe à l’universalisme et à sa dérive inéluctable vers l’idée d'« État mondial ».

Bref, en ce sens, l’Empire est une Fédération décentralisée dotée d’un pouvoir central fort mais limitée aux secteurs cruciaux d’intervention, selon le principe de subsidiarité : politique étrangère, protection des frontières, grandes règles économiques et écologiques, etc.

Le principe impérial n’est pas uniforme : ses composantes sont autonomes et peuvent être organisées différemment, tout en menant leurs propres politiques

internes (sur la justice, les institutions, l'autonomie fiscale, l'éducation, la langue, la culture, etc.).

(voir Eurosiberia, Pays)

Individualisme

Idéologie et courant de pensée qui affirment la primauté de l'individu et de ses intérêts sur le groupe auquel il appartient.

Ce concept est ambigu. En fait, il y a un individualisme positif, celui des traditions helléniques, celtiques et germaniques, et un individualisme négatif (qui est l'exagération tragique de la première), celui de la mentalité bourgeoise, qui nie la solidarité avec sa propre communauté ou son propre peuple.
Elle provient en partie des religions du salut individuel (sotériologie), dans lesquelles l'homme atomisé est placé seul devant Dieu, sans intermédiaires.

L'individualisme positif, typiquement européen, est lié à l'idée de liberté et de responsabilité et ne remet pas en cause le patriotisme et l'esprit de sacrifice. C'est l'individualisme des personnalités créatives, des artistes et des aristocrates.

L'individualisme négatif et passif de la société mercantile et consumériste va de pair avec la massification et la domestication de l'individu isolé. C'est l'individualisme des masses conditionnées, où les hommes ne sont plus que des atomes consommateurs, détachés de la communauté du peuple.
Il est donc nécessaire de distinguer l'individualisme aristocratique de l'individualisme bourgeois.

Ce dernier est narcissique et nihiliste, c'est la porte ouverte à tout esclavage, à toute robotisation, sous prétexte d'émancipation. Malgré son apparence et ses simulacres, le socialisme de gauche et la société marchande ont toujours flatté un individualisme de déresponsabilisation et d'assistance, qui nie la solidarité et produit des effets corporatifs et égoïstes.

L'individualisme contemporain incarne le paradoxe suivant : il exalte le narcissisme individuel mais opprime l'individu à long terme en l'isolant de sa solidarité naturelle. L'individualisme est positif si, au sein de la communauté des gens, il sait valoriser les personnalités créatives.

(voir Communauté, Personnalité du Créateur)

Inégalité

La reconnaissance de la diversité et de l'inégalité de toutes les formes de vie, biologiques ou sociales.

Selon le philosophe Giorgio Locchi, le fossé entre « égalitarisme » et « inégalité » correspondrait à une véritable guerre des visions du monde, pressentie, en premier lieu, par Nietzsche.

L'inégalité ne doit pas être confondue avec l'injustice, l'oppression sociale ou l'établissement de privilèges en faveur d'une caste. Cette vision du monde part du principe que les êtres humains ne sont ni équivalents ni comparables (collectivement et individuellement), qu'ils sont inégaux en nature, tant du point de vue des capacités que des tempéraments et des vertus, il s'ensuit que les solutions et la morale ne peuvent pas être les mêmes partout.

Cela implique que les êtres humains et les civilisations ne sont pas et ne peuvent pas être également capables ou respectables.

La vision du monde inégale est le fondement de la justice sociale et de l'harmonie, parce qu'elle respecte l'organicisme de la vie. Au contraire, comme l'illustre Nietzsche, l'égalitarisme peut être interprété comme une « haine de la vie » qui conduit à des tentatives tyranniques de créer un univers social artificiel.

Les despotismes démocratiques du XXe siècle en sont un bon exemple.

L'inégalité est la reconnaissance de la diversité de la vie et de la logique fondamentale de la concurrence qui domine toutes ses formes, sans nécessairement aboutir à la brutalité, mais au contraire à l'ordre, à l'équilibre, à la justice, comme Spencer l'a pressenti.

Nous ne devons pas limiter l'inégalité à la diversité (comme le font les intellectuels « ethnopluralistes », mais en réalité profondément égalitaires), mais comprendre que l'inégalité des formes de vie implique également des notions de SUPÉRIORITÉ et de qualité. Il demandera à juste titre quels sont les critères de l'inégalité et surtout de la supériorité (d'un homme ou d'une civilisation). Richesse? La force ? Le pouvoir ? Non, c'est la capacité de durer et de survivre, le fondement même de la domination.

(voir Égalitarisme)

Interrègne

Un concept créé par Giorgio Locchi, avec le nom latin d'interrègne.

Temps historique qui suit la fin d'une civilisation et précède la naissance éventuelle d'une nouvelle.

Nous vivons un interrègne, ce moment historique tragique où tout s'effondre, mais où tout peut, comme le Phénix, renaître de ses cendres : la nuit,

le « minuit du monde », évoqué par le poète Hölderlin, coincé entre le coucher et l'aube.
L'interrègne est le temps de la régénération entre le chaos et le post-chaos, le moment de la tragédie, où tout redevient possible. Les peuples d'Europe vivent aujourd'hui les années décisives de l'interrègne.
Métamorphique, la civilisation européenne a connu au total trois âges distincts : l'Antiquité, puis la période médiévale qui s'est construite sur les décombres de celui-ci, et à partir du XVIe siècle un Troisième Âge d'expansion, celui de la « modernité », qui s'est achevé après le terrible déclin qui a commencé avec la Première Guerre mondiale.

Aujourd'hui, colonisée de l'intérieur par des peuples étrangers, notre civilisation souffre de la menace d'une mort définitive au cours des vingt premières années du troisième millénaire. L'interrègne que nous vivons actuellement est donc la période la plus cruciale et la plus décisive depuis l'union des cités grecques contre les Perses et après les guerres puniques.
Soit les Européens s'unissent, se défendent, expulsent les colonisateurs, se libèrent de la tutelle américano-occidentale, se régénèrent biologiquement et moralement, redécouvrant ainsi la souveraineté mondiale, soit leur civilisation disparaîtra définitivement.
Les enjeux n'ont jamais été aussi élevés : l'interrègne donnera naissance au quatrième âge de la civilisation européenne ou à sa mort pure et simple. Tout se jouera au cours des années décisives qui commencent maintenant.
Et l'accouchement, s'il a lieu, se fera dans la douleur, le sang et les larmes qui sont le carburant de l'histoire. Le XXIe siècle sera, pour notre civilisation, celui d'une œuvre réalisée sans filet de sécurité.

(voir Chaos, Eurosiberia, Histoire)

Involution

Régression d'une civilisation ou d'une espèce vers des formes qui n'ont pas la capacité de s'adapter, entraînant un déclin de la force vitale.

Nous sommes actuellement gravement menacés par l'involution, notamment culturelle. Non seulement à cause de l'expansion d'une culture commerciale de masse, dont l'Amérique est l'un des centres de diffusion, mais aussi à cause de l'africanisation de la culture européenne et de l'invasion de l'Islam.
L'involution culturelle est favorisée par le déclin de l'éducation nationale (40 % d'analphabètes totaux ou partiels chez les adolescents), le déclin des savoirs,

l'effondrement des codes sociaux, l'immersion de la jeunesse dans la réalité virtuelle des audiovisuels pseudo-ludiques, la progression constante du néo-primitivisme, la perte de toutes réactions défensives, etc.

L'involution a aussi des racines biologiques : la dévirilisation causée par les idéologies mais aussi par les modes de vie urbains de la société marchande et par les idéologies culpabilisantes, la dénatalité, l'anti-sélection, etc.

Bien sûr, les belles âmes diront que l'involution n'est pas perceptible. Il n'est pas encore visible, car sa progression est toujours en cours.

Cette involution, comme un virus, n'est pas encore massivement perceptible et mais ceux qui observent la réalité quotidienne se rendent vraiment compte qu'elle est évidente, qu'elle est à l'œuvre.

L'involution affecte d'abord les esprits et les comportements, avant de pourrir progressivement les institutions sociales et économiques.

(voir Chaos, Décadence, Néo-primitivisme)

Liberté, libertés

Pour l'individu comme pour le peuple, la capacité d'agir selon sa propre volonté, dont la garantie est la discipline, et dont le fondement est la multiplication des capacités et de l'autonomie.

L'« homme libre » a longtemps été le modèle des sociétés européennes, par opposition au barbare et à l'esclave, selon les enseignements des philosophes grecs.

Aujourd'hui, le concept de « liberté » connaît un véritable renversement de sens, comme c'est le cas pour le terme de « démocratie ». La liberté d'aujourd'hui désigne ce qu'on appelait autrefois l'esclavage, car elle est confondue avec le laxisme qui conduit à l'asservissement.

En fait, la vraie liberté consiste dans la capacité d'augmenter sa puissance, de multiplier sa capacité d'action sur la réalité et donc d'acquérir son autonomie sur le déterminisme. Cette définition s'oppose à la conception individualiste et égalitaire de la liberté, qui la considère comme une licence passive, comme une absence de toute obligation.

L'esclavage face au conformisme intellectuel de l'idéologie dominante, face aux médias intraveineux, constitue l'essence concrète de cette fausse liberté, qui empêche le peuple et ses défenseurs d'exprimer ses convictions et ses désirs : la police de la pensée, la xénophilie obligatoire, l'interdiction de toute forme de démocratie directe et le pouvoir des juges sont là pour en témoigner.

À partir du moment où elle est formulée, après la Révolution française, comme un concept global et abstrait, la Liberté s'oppose à la liberté. Il s'avère, si on le prend dans l'absolu, un concept froid et totalitaire.
La société occidentale ne défend pas plus la liberté que la société communiste, mais oblige à un conformisme général, dans lequel le laxisme à l'égard de la déviance va de pair avec la répression des rébellions légitimes.

L'exercice des libertés suppose la discipline et l'ordre, l'autorité et les règles de la justice. L'abandon actuel des systèmes éducatifs, laissant les cerveaux des plus jeunes dans l'ignorance, fera d'eux de futurs barbares et esclaves. L'homme libre est d'abord celui qui est maître de lui-même, et qui, grâce à la discipline, a élargi le champ de ses possibilités. Un peuple libre est un peuple qui décide de son propre destin à long terme.
Aujourd'hui, par exemple, la colonisation de la population subie par les peuples européens, par le Sud et par l'Islam représente le symbole de la confiscation de leurs libertés. Il en va de même pour la soumission de l'Europe à la sphère américaine et pour les menaces qui pèsent sur son indépendance politique et économique.
La liberté individuelle est également mise à mal par le renoncement des pouvoirs publics face à ce qu'il faut appeler la jungle sociale : laxisme face à la délinquance, indifférence face aux exclusions socio-économiques subies par les Européens d'ascendance, etc.
Dans tous les domaines, le dogme bizarre de la « Liberté » est nuisible aux libertés plurielles du peuple. Aujourd'hui, en paraphrasant la formule de Big Brother, on pourrait dire :
« La liberté, c'est l'esclavage ».
Et vice versa. Nous vivons dans une situation étrange et paradoxale, une conjoncture en fin de règne : le pouvoir public ne cesse de tout réguler, de surveiller, d'opprimer, de taxer, d'ostraciser avec douceur et habileté ceux qui créent et ceux qui travaillent, et s'engage à dispenser tolérance et avantages aux déviants, irréguliers, parasites.
Tout ce qui est « autre » jouit de tous les droits et n'a aucun devoir pour l'idéologie dominante. Tout ce qui est autochtone et qui s'inspire de la loi naturelle, donc de l'identité et de la préservation du peuple, n'a que des devoirs et doit subir la loi de la suspicion. Le système vise à asservir l'homme libre et à rendre l'hilote libre. L'Empire romain en est mort.

Du fait de l'abdication des pouvoirs publics face aux criminels de toutes sortes, les libertés publiques régressent pour les citoyens authentiques, qui perdent leurs droits à la sécurité quotidienne et sont victimes de l'arbitraire fiscal et de la tyrannie prescriptive. Pour se légitimer, l'État a alors conçu de fausses libertés (les

PACS, les quotas raciaux, les nouveaux « droits » sans objet précis, les lois féministes, les lois homophiles et xénophiles, etc.) alors qu'en réalité, il se montrait de plus en plus normatif, contraignant, taxant, surveillant, tout en décourageant les initiatives, en faisant preuve d'indifférence face aux exclusions et à l'effondrement de la sécurité publique et de l'esprit citoyen.

En général, tout ce qui est déviant et délinquant fait l'objet d'une tolérance bienveillante, tandis que tout ce qui est créatif, inventif, productif et identitaire est digne de suspicion et de refoulement.

La liberté de pensée n'est plus garantie, puisque le politiquement correct, dont le dogme central est l'antiracisme et l'interdiction des réactions identitaires, s'impose dans toute la sphère sociale.

Cette liberté de pensée et d'expression n'est accordée que dans des domaines secondaires, marginaux ou déviants, en particulier en matière sexuelle. Mais tous ces faits sont normaux et se sont toujours produits dans l'histoire. À quelle conception de la liberté et des libertés devons-nous nous accrocher ?

La première règle est celle de la liberté ethnique du peuple de déterminer son propre destin. Le libre arbitre du peuple doit contourner les juges, les censeurs, les experts. Les principes moraux désincarnés et abstraits ne s'imposent pas à la volonté populaire, mais c'est la volonté qui doit déterminer les principes concrets.

La deuxième règle est que la fonction souveraine, le pouvoir public, doit garantir l'ordre social et la discipline civique, afin de préserver les libertés individuelles et communautaires. Il n'y a pas de libertés sans un ordre juridique conforme à la loi naturelle.

Il s'ensuit donc qu'il n'y a pas de liberté sans autorité.

(voir Démocratie organique)

Légitimation (positive et négative)

L'ensemble des discours médiatiques, des dispositifs idéologiques et éducatifs, mais aussi des arsenaux législatifs, grâce auxquels un régime gouvernemental et un système politique tentent de justifier leur domination et d'acquérir consensus et légitimité.

La légitimité positive est un discours dans lequel le système dominant est justifié par ses actes positifs, ses succès, la prospérité et la paix civile qu'il prétend produire. Aujourd'hui, cela ne peut plus être le cas : face au chômage, à l'appauvrissement, aux effets de l'immigration de masse, à l'explosion de l'insécurité, à l'incapacité générale de la classe politique à apporter des solutions,

le système recourt à la légitimation négative, qui repose sur le précepte : « sans nous ce serait pire, nous aurions le fascisme ».
Le pouvoir n'est plus légitimé par l'utilisation de ses résultats, mais de manière virtuelle, attisant le danger d'une Grande Menace, celle du racisme, de l'anti-démocratie, de la dictature, etc.
Après le temps des promesses non tenues, vient le temps du prix à payer pour se protéger contre les fantasmes.
Un système politique qui ne repose que sur une légitimité négative ne durera pas longtemps.

(voir Démocratie)

Libéralisme, libéralisme dirigiste

Doctrine et pratiques économiques qui prônent une liberté maximale pour les opérateurs du marché privé et une minimisation des réglementations et des interventions socio-économiques des organismes publics.

Il convient de noter qu'aux États-Unis, le terme « libéral » définit le libéralisme politique et que nous devrions le traduire par « progressisme ». Le concept de libéralisme économique est très ambigu.
Pour résumer, nous dirons que le libéralisme économique est préférable au social-étatisme paralysé, mais qu'il n'est positif que s'il est éclipsé par une volonté politique supérieure et dans le cadre d'un espace égocentrique et protégé.
Déclarer que le libéralisme est un ennemi dépend souvent d'un certain para-marxisme mal compris, fréquent chez les idéologues de droite romantiques et économiquement ignorants et les imitateurs complexes de la gauche. Rien n'est noir ou blanc, et le libéralisme ne forme pas un bloc compact.
Ce n'est pas vraiment une idéologie, mais une méthode, une technique économique pratique.
A son crédit, il faut mettre l'accent, sur le plan économique, sur l'esprit d'initiative, de compétition, de responsabilité, d'efficacité, de sélection.
À son démérite : le culte du court terme, l'indifférence à l'écologie, à la biopolitique, au destin des peuples, etc.
Cependant, l'erreur de l'antilibéralisme dogmatique est de tout exiger du libéralisme. En fait, il ne peut s'agir que d'une doctrine limitée qui doit être modifiée et intégrée. Appliqué à l'espace européen global, le libéralisme domestique doit à la fois se soumettre à une politique économique générale et

volontariste, et se méfier de toute forme de libre-échange planétaire. Le libéralisme concerne les moyens et non la détermination des fins.
Son efficacité doit être respectée, mais elle doit être complétée par une politique économique et sociale soumise à des objectifs politiques.

Cependant, l'intervention du pouvoir souverain, dans une économie libérale, ne doit pas être de nature directement économique, administrative, fiscale, mais politique. Il s'agit d'établir des règles larges et des interdictions, principaux objectifs de la politique industrielle, de garantir la liberté du marché et de promouvoir le dynamisme des entreprises, d'assurer la protection de l'espace économique intérieur, et non de paralyser les opérateurs économiques par une pléthore de réglementations et de taxes.
En ce sens, il faut parler de libéralisme dirigiste, qui est loin du mondialisme libre-échangiste bureaucratique et hyper-normativiste de l'Union européenne, qui combine tous les inconvénients du capitalisme transnational sauvage et du socialisme des technocrates et des syndicalistes.

(voir Autarcie des grands espaces, Economie organique)

Masse, massification

Transformation d'un peuple en une masse d'individus indifférenciés et en uniforme.

C'était l'œuvre de la modernité égalitaire. Les *masses* était le concept convergent du capitalisme et du marxisme, pour qui l'idée d'un peuple organique et ethniquement apparenté était (et reste) inconcevable.

La massification suppose l'uniformité et l'hybridation culturelles, ainsi que la soumission au consumérisme et au culte de la marchandise. La « masse atomisée » est l'opposé à la fois de l'individu libre et du peuple en tant qu'ensemble organique divisé en communautés hiérarchiques.
Mais cette entreprise de massification et de standardisation a échoué, sauf, malheureusement, chez les Européens d'ascendance qu'elle a castrés.

De fait, malgré sa volonté de « réduire tout le monde à l'égal », d'aplatir socio-économiquement, la civilisation mercantile et égalitaire n'a pas réussi à neutraliser – bien au contraire ! – les nationalismes ethniques et la résurgence identitaire.

(voir Individualisme, Néo-primitivisme)

Mémoire, mémoire collective

Intégration psychique et appropriation de son passé.

De même qu'un individu ne peut agir s'il oublie son passé, un peuple devient impuissant et sans défense s'il perd la mémoire collective de son histoire.
Qu'est-ce que la mémoire ?
C'est un réservoir d'informations sur soi-même, qui structure l'expérience et permet d'agir dans le présent et de prédire l'avenir.
Toute l'idéologie dominante vise aujourd'hui à priver les Français et tous les Européens de leur mémoire. Il le fait de diverses manières, par la déculturation, par la lente destruction de l'enseignement de l'histoire (ou sa déformation, au sens de blâmer les Européens et de nier systématiquement leur génie), en fabriquant une « fausse mémoire » basée sur celle d'autres peuples, sur le culte systématique du présentisme, etc.
On ne parle aujourd'hui que d'un « devoir de mémoire » et seulement dans le sens d'un repentir généralisé des Européens envers les autres.
Non seulement nous perdons la mémoire, mais lorsque nous faisons semblant de la garder, ce n'est que pour nous flageller. Eh bien, quand ils sont forts et ambitieux, vivants, les peuples et les civilisations exaltent leur mémoire historique.

Les peuples qui vivent longtemps n'oublient jamais leur passé et ont une mémoire tenace. Les peuples musulmans n'ont pas perdu la mémoire de leur livre saint, le Coran, et c'est de là qu'ils puisent leur force. Le marxisme n'a pas réussi à éradiquer la mémoire historique des peuples serbes des Balkans, des Russes ou des Chinois. Un peuple, privé de connaissance et d'intégration mentale de son histoire, est paralysé.
« L'avenir appartient à ceux qui ont la mémoire la plus longue »
cette formule de Nietzsche, parfaitement archéofuturiste, est bien connue et indique qu'il est nécessaire de projeter sa propre mémoire dans l'avenir comme une volonté et comme un projet.
Une civilisation amnésique est condamnée à une mort rapide. Pour dominer l'espace, il faut dominer le temps, pour construire son destin futur, il faut s'approprier fièrement son passé.

(Voir Archéofuturisme, Identité, Peuple à longue durée de vie, Tradition)

Mercantilisme

Théorie selon laquelle le marché est le seul fondement de l'ordre et de la prospérité.

Le mercantilisme international est la doctrine officielle de la pensée économique contemporaine, des entreprises, des banques ainsi que de la Commission européenne. Le commerce et les profits qui en résultent passent avant la production, le plein emploi et l'autonomie de l'approvisionnement. Il en résulte des délocalisations et l'abolition des quotas et des barrières douanières. Le mercantilisme joue lourdement contre l'économie européenne, son indépendance et sa puissance à venir, au profit des États-Unis (qui disent le pratiquer sans le faire) et des « pays émergents ».
Le mercantilisme est l'un des fondements du libre-échange, la négation même de la notion d'indépendance économique. Elle part du faux principe que l'humanité est un tout économique homogène, qui obéit aux mêmes rapports de production et que, par conséquent, chaque nation doit se spécialiser en fonction de ses rendements.

(voir Économie organique, Société marchande)

Méritocratie

Le pouvoir aux plus aptes et méritants, indépendamment de leur origine sociale et de leur communauté d'appartenance.

La méritocratie s'inspire de la théorie du « darwinisme social », de la sélection naturelle, organisée rationnellement par l'État. C'est depuis longtemps l'un des principes de la République française (concours, scolarité laïque gratuite, bourses, etc.). Elle était basée sur l'idée de l'abolition des privilèges de naissance et de la sélection des meilleurs dans chaque classe du peuple.
Aujourd'hui, avec la rencontre de la doctrine de l'antisélection à l'école, et de la « discrimination positive » (quotas ethniques et préférence étrangère de facto), à laquelle s'ajoute la dissolution de l'enseignement public, la méritocratie a disparu, remplacée par le chaos social.
La régénération des élites ne fonctionne plus, pas plus que l'ascension sociale du plus apte.
Comme toujours, les doctrines égalitaires créent des castes illégitimes, alors que seuls les principes aristocratiques permettent aux meilleurs éléments du peuple de développer leurs capacités innées.
La méritocratie est un socialisme aristocratique.

(voir Aristocratie, Démocratie, Élite, Sélection)

Métapolitique

Diffusion d'idées et de valeurs culturelles au sein de la société dont l'objectif est une transformation politique profonde et à long terme.

La métapolitique est une activité de propagande qui ne provient pas nécessairement d'un parti défini, mais qui diffuse un corpus idéologique dont le but est d'exprimer un projet politique mondial. La métapolitique est un complément indispensable à l'action politique directe, mais elle ne peut et ne doit en aucun cas la remplacer.

Des sociétés de pensée qui ont préparé la Révolution française (les « clubs ») aux groupes de pression et associations d'aujourd'hui, la pratique de la métapolitique constitue l'activité indispensable de préparation à toute action politique ou révolutionnaire, ainsi qu'au maintien au pouvoir d'un gouvernement déjà en place, quel qu'il soit.

En se plaçant en dehors de tel ou tel parti, elle a l'avantage d'une apparente « neutralité », non liée aux dynamiques électorales et complètement désintéressée, ce qui accroît son pouvoir de persuasion, précisément parce qu'elle ne s'exprime pas à partir d'un contexte politiquement traçable.

La stratégie métapolitique, qui peut utiliser tous les médias imaginables, vise à propager une vision du monde capable d'agir sur le long terme. C'est précisément grâce à son travail métapolitique à long terme que l'égalitarisme a réussi à dominer la scène politique et l'esprit même de ses soi-disant opposants.

La métapolitique est l'occupation des esprits, la politique celle du terrain. Dans le Mouvement Polyvalent, l'agitation métapolitique s'adresse à la fois aux décideurs et à la population en général.

Elle doit viser autant la formation idéologique complète d'une élite active que la propagande dans les médias populaires par le biais de la « pulvérisation ».

Enfin, l'action métapolitique doit se prémunir contre le danger d'un culturalisme excessif, qui glisse rapidement vers l'intellectualisme vide, l'érudition fanfaronne ou la philosophie amateur, alors qu'il est toujours bon de garder à l'esprit comme objectif principal celui d'affirmer, de manière positive et affirmative, les grandes lignes, les concepts centraux d'un projet de société et de civilisation.

(voir Politique, Grande Politique)

Métissage

Mélange de différentes races ou ethnies.
L'idéologie dominante, au nom d'un antiracisme autoproclamé, affirme que le métissage est l'avenir de la planète. Mais seuls les peuples européens sont aujourd'hui victimes d'un mélange avec des étrangers.
Les autres peuples du monde ne se mélangent pas, ou cela n'arrive plus ; au lieu de cela, ils s'organisent en blocs ethniques, soucieux de préserver leur identité.

Avec la colonisation de la population que nous subissons, le métissage conduit à la destruction progressive du *germe*, c'est-à-dire de la racine de la civilisation européenne.
De plus, les populations largement hybridées sont instables et donnent rarement lieu à de grandes créations historiques. Les sociétés mixtes sombrent rapidement dans le racisme interne de supériorité, ce qui provoque l'affaiblissement des liens nationaux de solidarité. L'exemple de l'aire latino-américaine est éloquent : la hiérarchie sociale s'organise, qu'on le veuille ou non, selon le critère implicite du « sang plus ou moins blanc ».
L'idéologie du métissage aboutit donc au racisme implicite et généralisé.
L'apologie constante et répétitive du métissage en tant qu'impératif social est d'abord et avant tout un trait de l'ethnomasochisme des élites européennes ; c'est aussi le résultat d'une utopie optimiste qui affirme que le Championnat d'Europe du futur sera un métis, pour son plus grand bien.

Ce dogme repose sur des considérations pseudo-scientifiques, tirées du catéchisme biologique de la pensée unique (Jacquard, Coppens, Le Bras, etc.), selon lesquelles les « races pures » ont des effets dégénératifs et l'homogénéité ethnique représente un handicap historique.
Cette contradiction flagrante doit aussi être soulignée : les partisans du métissage (qui sont les mêmes partisans de « l'antiracisme »), se basent sur la prétendue nécessité biologique du « mélange des races », mais en même temps ils soutiennent que « les races n'existent pas » et que la plupart des déterminismes biologiques sont incohérents...
Ce dogme du métis, de l'homme de l'avenir, ressemble aussi au rêve universaliste de l'homme unique, d'une humanité uniforme, libérée de la présence des peuples.
L'idéologie du métissage comporte un aspect totalitaire, celui de l'État mondial et de l'homme nouveau, partout le même, une idée commune aux trotskystes et à l'ultralibéralisme. Le métissage est possible et tolérable s'il est exceptionnel, non massif, aléatoire et non obligatoire et systématique.

Dans le même ordre d'idées, on préconise également « l'hybridation culturelle », qui se résout, en pratique, non pas dans l'objectif ostentatoire d'une culture universelle, mais dans la destruction de la seule culture européenne (par l'afro-américanisation), à laquelle cet impératif d'hybridation est enjoint. Celle-ci, ornée d'une phraséologie très élaborée, est devenue en Europe, dans tous les domaines, un point de passage obligé de tout discours intellectuel.
Il est certain qu'en matière biologique et culturelle, il serait bien stupide de rejeter tous les mélanges au nom d'un dogme de pureté.
Mais pour être fructueux, les mélanges doivent être des unions de proximité.
C'est une loi générale de la vie.
Les alliances trop étroites et trop éloignées échouent : les premières mènent à la stérilité, les secondes au chaos.
En tout cas, dans les faits observables, l'humanité ne se dirige pas du tout vers une hybridation généralisée, seules les sociétés en déclin succombent à cette illusion.

(voir Chaos ethnique, Ethnosphère, Identité, Race, Racisme)

Modernité, modernisme

Un culte du présent, qui est présumé intrinsèquement supérieur à « l'Antiquité ».
La notion de modernité est ambiguë, de positive elle est devenue négative.

D'abord fondée sur la capacité des peuples européens à innover et à se surpasser, elle a fini, au XXe siècle, par être confondue avec un progressisme naïf et une dévaluation des traditions au profit du présent, qui, de manière prétentieuse, prétendrait être intimement supérieur.
Aujourd'hui, le modernisme n'est qu'un académisme à la mode. La modernité n'a pas respecté ses promesses, parce qu'il était impossible de les tenir, promesses fondées sur l'utopie et le rejet de la réalité. Celles-ci :
1) garantir le bonheur, la paix et la prospérité en laissant l'exercice du pouvoir total à l'économie matérialiste et à la technologie ;
2) remplacer l'esthétique et les philosophies traditionnelles par d'autres formes en rupture totale avec celles-ci, et sans interruption ;
3) en finir avec les peuples, les religions, les coutumes au profit d'une humanité homogène et égalitaire et d'un individu atomisé.

Ces objectifs ont été fixés dès la fin du XVIIe siècle. Ils se sont incarnés dans le mercantilisme mondialiste, le marxisme et, plus généralement, dans la

mythologie du progrès. Le résultat est un échec total, à la mesure de la fatuité prétentieuse des « modernes ». Après trois siècles et demi de « modernité occidentale », le XXIe siècle se dirige vers une convergence de catastrophes. Cependant, il ne faut pas en conclure que ce rejet de la modernité nous conduit à adopter un « traditionalisme » passéiste. Exactement le contraire.

La modernité est dépassée, c'est le vrai contraire du futurisme. En condamnant et en méprisant l'archaïque, c'est-à-dire la tradition fondatrice et vivante, elle s'est condamnée à l'éphémère.
En accord avec mes thèses, Rodolphe Bardinand et Georges Feltin-Tracol ont affirmé : *« La postmodernité (ou l'archéofuturisme, ou le paganisme, quel que soit le terme) ressent l'impérieuse nécessité de rétablir l'ancienne cohérence sphérique entre le présent, le passé et l'avenir.»*
Contrairement à l'ATTITUDE TRADITIONALISTE, VOLONTIERS IMPÉTUEUSE, mais qui, en définitive, est le résultat de la modernité, rejeter cette dernière ne signifie pas se réfugier dans un passé disparu et donc introuvable.
CELA SIGNIFIE AFFIRMER LA POSSIBILITÉ D'UN AUTRE AVENIR, cela signifie débloquer l'avenir.
En d'autres termes, le traditionalisme n'est rien d'autre qu'une « modernité implicite ». Il ne faut pas être « anti-moderne », mais plutôt « non-moderne ». L'alternative à la modernité ne peut pas être de revenir en arrière, au traditionalisme et au passéisme, car ces derniers ont la même vision linéaire du temps que la modernité, sauf qu'il s'agit de régresser et non de progresser, deux attitudes totalement opposées à la vision sphérique et dynamique du temps.

La modernité se meurt, elle s'épuise au moment même de son apogée, dans les discours et les références, au moment même où elle est acclamée par un tonnerre d'éloges. Le mot « moderne » perd complètement son sens. Il était déjà utilisé au XVIIe siècle («la querelle des Anciens et des Modernes»). Le sens fondamental du concept de « modernité » est constitué par « tout ce qui s'oppose au passé », et cela a été maintenu pendant trois siècles. C'est doublement stupide, puisqu'il faudrait aujourd'hui s'opposer à la modernité d'il y a cent ans (une époque où le terme possédait une force aussi importante qu'aujourd'hui), mais surtout parce que « faire table rase du passé » équivaut à se priver de tout avenir.
Le concept de modernité porte en lui son propre suicide parce qu'il nie, dès le départ, l'idée de la permanence d'une civilisation et d'un peuple, de l'unité du passé et de l'avenir. Pierre-Émile Blairon écrit :
« La modernité, c'est le totalitarisme du néant : la mondialisation, l'indifférence, l'uniformité. […] La modernité n'est pas en crise, c'est la modernité qui est la crise.»

Dans tous les secteurs, le système actuel ne cesse pas, pour se légitimer et faire oublier ses échecs et son incapacité, de répéter avec insistance, comme un sortilège, le misérable mot d'ordre de la « modernité » : il faut « moderniser la démocratie » est l'une de ses expressions les plus sacrées.
Mais tout doit être modernisé selon ce caprice : les relations humaines, les communications, la morale, les institutions, la justice, la sexualité, les comportements sociaux, les politiques d'immigration, etc. Nous en voyons les résultats tous les jours.
Ils sont aussi douloureuses que ceux obtenus par la modernisation des arts. Dans ce contexte, la modernisation signifie en fait la décadence et le primitivisme, une nouvelle barbarie.
À cet égard : l'art dit *moderne* (on le dit aussi « contemporain », par une sorte de modestie gênée), est devenu le pire des passés académiques, il tourne en rond depuis une cinquantaine d'années maintenant, dans le monde des bons à rien subventionnés.
Le paradoxe est que la modernité, qui se veut innovation permanente, se révèle partout comme une répétition martelante, impuissante à aller plus loin et à créer.

La modernité, qui s'est légitimée en tant qu'avant-garde, n'est plus – piégée par sa propre arrogance – mais une arrière-garde. La modernité est devenue le culte et le signe manifeste des peuples vieillissants qui veulent se convaincre qu'ils sont toujours jeunes.
L'Église a également voulu se « moderniser » avec Vatican II. Les résultats sont là : une baisse de 70 % des pratiques religieuses en Europe. L'Islam, qui triomphe, n'a jamais pensé, pas même une seconde, à « se moderniser » ! En réalité, tout ce qui est décadent ou en déclin est étiqueté « moderne » : la modernité se pare d'illusions avec la mollesse des mœurs, la confusion des rôles sexuels, le laxisme social, l'abdication de la discipline, le cosmopolitisme, le libre-échange incontrôlé (après avoir sacrifié au dieu marxiste !), etc., en essayant de présenter ces symptômes pathologiques comme de la « nouveauté ». Selon le dogme :
« Tout ce qui est nouveau est positif »
même le néant, le régressif, n'importe quoi. En ce sens, la modernité cède au fatalisme du sens de l'histoire, sans comprendre que l'histoire ne la suit pas. Il faut opposer la modernité, non pas le traditionalisme ou l'esprit réactionnaire, qui sont aussi « modernes », mais les traditions et l'esprit de continuité.
Quant à la technoscience, elle n'a rien de « moderne », puisque son esprit nous vient de l'Antiquité grecque.
Ce n'est qu'un instrument parfaitement neutre au service de la volonté.

(voir Archéofuturisme, Convergence des catastrophes, Interrègne, Progrès)

Muséification

Transformation d'une tradition vivante en objet de musée, ainsi dépourvu de tout sens actif.

Aujourd'hui, nous vivons encore un autre paradoxe : partout nous faisons semblant de nous préoccuper du « patrimoine », mais nous sommes furieux de détruire toutes les traditions. Par la muséification des traditions dans les « conservatoires », elles sont figées, tuées, figées, on leur enlève ce caractère de « tradition » (celle qui se transmet et évolue) pour ne leur laisser qu'un rôle d'objet d'érudition et de curiosité.

Bien sûr, la conservation du patrimoine est fondamentale, mais elle est largement insuffisante, car le patrimoine se construit tous les jours et n'est pas conservé uniquement dans les musées. La société moderne est paradoxalement, à la fois, ultraconservatrice et muséographique, mais aussi ennemie des traditions identitaires vivantes. De la même manière, la modernité occidentale s'avère incapable (notamment dans le domaine des arts) de produire de nouvelles œuvres en continuité avec la tradition.

Depuis plus de cinquante ans, l'art ou l'architecture dite « moderne » n'a été que la répétition banale d'un académisme officiel, celui du nihilisme.

(voir Tradition)

Nation, nationalisme, nouveau nationalisme

Étymologiquement, une « nation » est une communauté populaire et politique de même origine ethnique, de même « naissance ».

Nous ne devons pas confondre la nation et l'État-nation. « Nation » et « ethnicité » sont le même mot. Celle-ci désigne les communautés de même origine. Dresser la nation contre l'Empire est un malentendu sémantique. Un Empire, dans son sens positif, est une fédération, une compréhension des nations voisines et alliées, plus précisément une « nation fédérale ».

Nous devons cesser de lier le nationalisme à la défense de l'État-nation jacobin et cosmopolite.

Le nationalisme, en tant que concept, doit changer de sens :

1) Il doit acquérir une dimension ethnique et pas seulement une dimension strictement politique et désincarnée. Il doit donc revenir à ses sources étymologiques primaires.
2) Le nationalisme pouvait désormais être compris dans un sens européen, élargi, étendu, de manière visionnaire et, pour l'avenir, à tous les peuples d'origine indo-européenne du continent. En ce sens, le patriotisme régional serait entrelacé en tant que composantes organiques d'un grand nationalisme impérial européen. C'est ce qu'il faut appeler le nouveau nationalisme.

Quant au cas français, le sujet est délicat et complexe. Un nationalisme français ne peut en aucun cas s'inscrire dans la tradition du nationalisme jacobin, car celui-ci est cosmopolite, anti-ethnique et, paradoxalement, détruit cette « France » qu'il prétend d'ailleurs aimer (c'est le « paradoxe français »). Il en va de même pour les institutions actuelles de l'Union européenne, dont la principale préoccupation semble être de détruire les nations et les peuples d'Europe. Un projet impérial peut être imaginé à trois niveaux :
1) une patrie régionale charnelle ;
2) la citoyenneté d'un pays historique ;
3) la nationalité mondiale, ethnique et historique, qui couvrira l'ensemble de notre continent.

L'imbrication de ces trois niveaux est trop complexe pour être résolue rationnellement à première vue. L'histoire, elle seule, le résoudra. Les problèmes de l'Europe exigent une solution d'en haut, qui dépasse toutes les différences, une solution qui ne détruit ni l'attachement aux patries charnelles régionales, ni la fidélité aux concepts historiques de l'Espagne, de la France, de l'Allemagne, etc. (à leurs langues, à leur culture), ni la construction futuriste de la grande nation européenne. L'idée d'inclusion et non d'exclusion doit prévaloir.

(voir Empire, Europe, Eurosibérie)

Néo-primitivisme

Processus d'involution culturelle, observable aujourd'hui, qui consiste en un retour à un comportement de masse primitif, au déclin de la mémoire culturelle et à l'apparition de la barbarie sociale.
Les signes de ce nouveau primitivisme sont innombrables : augmentation de l'analphabétisme à l'école, explosion de la consommation de drogues, afro-

américanisation des musiques populaires, effondrement des codes sociaux, régression, parmi les jeunes générations, de la culture générale, de la maîtrise des savoirs et de la mémoire historique, dilution de l'art contemporain officiel dans la brutalité nihiliste du moins de zéro, nivellement par le bas et déculturation des masses, par les médias audiovisuels (la « religion cathodique »), l'augmentation de la criminalité et des comportements barbares (barbarie sociale), la disparition du sens civique, l'effritement accéléré des normes sociales homogènes et des disciplines collectives, la désintégration du langage, la réduction des codes sociaux, etc.
La génération des jeunes « Beur-Black » offre un exemple remarquable de ce néo-primitivisme, mais elle n'est pas la seule à en être affectée.
Le paradoxe de ce nouveau primitivisme, véritable processus de *décivilisation*, est qu'il est associé à une idéologie dominante émasculante qui vante la *civilisation*, l'État de droit, l'altruisme, l'humanitarisme, la citoyenneté et la culture. Mais il ne s'agit que d'un phénomène trivial de compensation.

Ce néo-primitivisme est parfaitement concilié avec un raffinement des contrôles sociaux, une domestication par le consumérisme, une décérébration collective et une perte de tout esprit critique. Il s'avère que c'est le pendant du néo-totalitarisme.
À court terme, elle sert les stratégies de domination de la classe politique, de la classe intellectuelle-médiatique et, surtout, du complexe financier et économique transnational. Si l'on raisonne dialectiquement, ce néo-primitivisme pourrait se retourner contre la civilisation contemporaine qui l'a généré, dans la mesure où les jeunes générations actuelles des nouveaux barbares ne seront plus capables, tout simplement, de faire fonctionner techniquement cette civilisation.
Ces générations opposeront peu de résistance à un travail d'épuration et de mise au point mené par des minorités actives, quelles qu'elles soient.
Que peuvent faire les masses d'esclaves, les « derniers hommes » dont parlait Nietzsche, face à des aristocraties réelles et résolues ?

(voir Déculturation, Involution, Masse, Massification)

Nihilisme

Une croyance profonde en l'inexistence de tout « sens de la vie » : l'anéantissement des valeurs dominantes, une tendance cynique et désenchantée

à mépriser les principes de l'action, voire à croire qu'il n'y en a plus (du latin NIHIL, « rien »).

Le nihilisme caractérise une époque où rien n'est valable parce que tout est égal, où tout sens authentique du sacré disparaît, où la préoccupation principale est le consumérisme immédiat et le matérialisme. Des valeurs vitales se sont effondrées (perpétuation de la lignée, défense du territoire, esprit de communauté, souci des générations futures, transmission des traditions, esthétique, etc.), au profit d'une éthique simulée, faite de valeurs fictives (humanitarisme, antiracisme, vulgate démocratique, discussions pseudo « sociales » ou écologiques démenties par les faits, etc.).
Le nihilisme est donc le produit direct de l'esprit bourgeois, malade de la manie de la persécution, égoïste et calculateur.

Comme le démontre le tournant que prend aujourd'hui l'économie mondiale, la préoccupation prédominante du système de normes dominantes et prescriptrices est le gain financier à court terme, la « maximisation de la rentabilité », à l'exclusion de toute autre préoccupation, et ce également dans des secteurs tels que la santé.
Cette attitude est fondamentalement nihiliste, car elle croit que rien d'autre n'a de valeur que ce qui est immédiatement matériel. Elle correspond à l'effondrement de toute conscience historique et au rejet de toute transcendance qui dépasse l'égoïsme matériel individuel. Aujourd'hui, nous vivons véritablement l'apogée du nihilisme : le déracinement des individus, le triomphe du marché pour le marché, la disparition d'un sens authentique de la vie remplacé par de simples stratégies d'enrichissement ou de survie.
Au rendez-vous, bien sûr, ce n'est pas le « bonheur » tant recherché qui se manifeste, mais son exact contraire, le désespoir. Ce qui se manifeste, par exemple, dans l'ampleur sans pareille des taux de suicide, mais aussi dans la bassesse et la morbidité de l'art contemporain (arts plastiques, théâtre, cinéma, littérature, etc., où la dernière mode est à la « recherche de l'absurde »), avec l'abaissement de la comédie au rang de dérision, le sourire qui remplace le rire, la plainte qui tient lieu de tragédie.
Nous assistons à l'implosion du sens des idéologies occidentales, dépourvues de projets sérieux, à la généralisation du narcissisme, au suicide démographique de l'Europe et à la dictature d'un monde sans but, qui feint d'ignorer qu'il se dirige vers la catastrophe.

Certains voient dans l'islam un remède au nihilisme. Il est vrai que l'islam est tout sauf nihiliste. Le problème est qu'il s'agit de choisir un mal plutôt qu'un autre, puisque le but de l'islam est la disparition de la civilisation européenne.

Seule une explosion peut guérir l'Europe du nihilisme. Parce que dans les grandes crises, où la survie matérielle et physique est en jeu, par un paradoxe renversement dialectique, les hommes retrouvent un sens transcendant à leur existence.
Une fois qu'un certain seuil est franchi, la régénération implique une tragédie.

(voir Convergence des catastrophes, Sacrée, Société mercantile)

Occident, civilisation occidentale

Une civilisation planétaire, fille prodigue et bâtarde de l'Europe, aujourd'hui dominée par le modèle américain, qui vise à universaliser la primauté absolue de la société marchande et de l'égalitarisme individualiste, et dont la conséquence a été de faire oublier aux Européens leur destin.
Il est très important de ne pas confondre l'Occident et l'Europe. La civilisation occidentale n'exprime plus aucune valeur ethnique, mais se confond avec un projet de civilisation cosmopolite, basé sur le modèle américain. Partant de l'Europe, cette civilisation occidentale s'est tragiquement retournée contre elle comme un boomerang, s'imposant comme un modèle universel. Il faut donc opposer la civilisation européenne à la civilisation occidentale.
La civilisation occidentale, qui est en réalité devenue civilisation mondiale dans la mesure où elle n'a plus de bases territoriales strictement situées « à l'ouest », se caractérise par la primauté absolue de l'économie sur toute autre considération, cette économie (qu'elle soit « ancienne » ou « nouvelle ») prend la forme d'une recherche spéculative de rendement et de profit à court terme, sans aucune préoccupation écologique sérieuse, ethnique ou sociale. Cette civilisation se caractérise alors par l'ignorance de la notion de peuple et évidemment de patrie. Elle se présente comme une « société » planétaire qui tend à saper et à réduire toute souveraineté et volonté politique.
À cette exception notable, surtout après la chute du communisme et de l'URSS : le gouvernement de la superpuissance américaine veut être le pilote de la civilisation occidentale, l'Europe n'étant (malgré sa puissance industrielle et commerciale) qu'un protectorat.
Troisièmement, la civilisation occidentale est la première dans l'histoire à ne plus être fondée sur aucune spiritualité, sur des valeurs transcendantes et immatérielles ; bien mieux que le communisme, elle a réalisé le double rêve de Marx et de Trotsky, celui de construire une civilisation planétaire et cosmopolite basée exclusivement sur le matérialisme et les relations économiques. De cette

façon, c'est le capitalisme de la civilisation occidentale et non le communisme qui a réalisé l'essence du marxisme.

La civilisation occidentale a trouvé dans la religion hypocrite des droits de l'homme, comme dans le culte de la « démocratie », des simulacres de légitimité spirituelle. Mais nous savons ce que c'est, cette vulgate n'a apporté, nulle part, ni justice ni respect pour les peuples, mais la destruction de leurs racines et de leur liberté et partout elle a pris naissance dans la cruauté sociale.
Une autre erreur à ne pas commettre est de confondre la civilisation occidentale avec la science et la technologie (technoscience), une erreur fréquente dans les cercles traditionalistes. Cette civilisation exploite la technoscience, mais celle-ci – nous le répétons – est totalement neutre et peut peut-être être mise au service de tout projet civilisationnel.
Une autre dérive consiste à avoir l'œil sur l'islam, sous prétexte que celui-ci s'oppose effectivement à plusieurs aspects centraux de la civilisation occidentale. Jouer la carte de l'islam contre la décadence de la civilisation occidentale – une tentation fréquente, à commencer par René Guénon, Claudio Mutti et d'autres – est une illusion naïve de commentateurs et de « penseurs » complètement déconnectés de la réalité. Ils ignorent complètement la nature intrinsèquement totalitaire et mondialiste de l'islam, dont ils n'ont qu'une vision intellectuelle et mystique.

C'est dans le cadre de ses propres valeurs que l'Europe pourra se régénérer, en se dissociant du tourbillon de la civilisation occidentale et en ne recourant certainement pas à un islam qui, depuis sa création, n'a cessé d'être son ennemi déclaré.
Aujourd'hui, à son apogée, la civilisation occidentale est cependant éphémère et ne verra probablement pas la fin du XXIe siècle. Elle ressemble à la Tour de Babel, affaiblie de l'intérieur par son matérialisme absolu, son manque d'esprit critique, son ignorance de toute capacité à prédire son destin à long terme.

(voir Idéologie occidentale, Modernité, Technoscience)

Homophilie

L'apologie systématique de l'homosexualité, considérée non seulement comme un comportement normal, mais méritant protection et admiration.

Après avoir longtemps revendiqué un statut de marginalité reconnue, le lobby homosexuel revendique aujourd'hui une sorte de supériorité, tout en laissant entendre que l'hétérosexuel est un être inférieur et mutilé.
Après les mêmes droits, maintenant les privilèges. On parle même de poursuivre « l'homophobie » (critique de l'homosexualité) au même titre que l'antisémitisme.
Cela signifie que la mafia rose n'entend plus seulement exister pacifiquement, mais dominer. Nous devons voir l'homophilie comme l'un des symptômes les plus durs de la décadence et de la perte de sens de toute une société. Un peuple dans lequel l'homosexualité est considérée comme l'un des beaux-arts contrevient aux règles biologiques et éthologiques, la « loi naturelle » dont parlait Robert Ardrey.
Elle met en danger sa propre reproduction et, en même temps, son existence.
L'apologie et la propagation de l'homosexualité ne sont pas des faits innocents : elles ressemblent à la doctrine anti-vitaliste de la gnose maçonnique et visent, à côté de l'apologie du métissage, de la xénophilie, de l'antinatalisme et du féminisme débridé, à détruire la force vitale, le germe des Européens, prélude à leur éradication programmée.

(voir Dévirilisation)

Ordre

L'ordre est le fondement de toute civilisation créatrice, parce qu'il discipline l'homme, animal anarchiste, par le biais de l'harmonie politique et culturelle. L'ordre ne doit être admis que s'il est disciplinaire, éducatif, sélectif et non purement répressif au profit d'une élite sclérosée.

Cette notion d'ordre doit être maniée avec prudence car elle peut stimuler ou flétrir, être source de vigueur ou d'apathie. Il n'y a pas d'ordre sans planification, sans enthousiasme, sans mouvement.
L'ordre n'est pas seulement la répression (le syndrome américain), mais aussi l'adhésion, la séduction générée par un dynamisme collectif, forme disciplinée d'un idéal commun. L'ordre réel est celui d'une communauté de personnes homogène et autodisciplinée, dans laquelle règnent la philia aristotélicienne, l'amitié spontanée et la solidarité.
L'ordre et l'harmonie se rejoignent. Dans la tradition européenne, l'ordre n'est pas une condition statique, mais l'organisation d'un devenir partagé.

(voir Discipline, Liberté, libertés)

Paganisme

Expression philosophique et/ou religieuse, généralement polythéiste et panthéiste, aux antipodes des religions révélées du Salut, comme des dogmes monothéistes religieux ou laïques, et même du matérialisme occidental.

Pour Christopher Gérard, l'un des principaux connaisseurs (de l'intérieur) du paganisme :

> *« Le paganisme, comme vision cohérente du monde [...] C'est la fidélité à la lignée, considérée dans le contexte d'une très longue mémoire, l'enracinement dans plusieurs pays d'origine et l'ouverture à l'invisible [...], la participation active au monde, la recherche d'un équilibre entre microcosme et macrocosme. Le paganisme est la religion naturelle par définition, la religion de la nature et de ses cycles éternels, la plus ancienne du monde parce qu'elle est « née » avec elle ; si notre monde était jamais né.*
> *Loin d'être la manie d'un homme extravagant, l'élégante nostalgie d'un réfugié littéraire dans un âge d'or mythique, j'ose dire que le paganisme est en passe de devenir la première des religions.»*

Le nombre de païens sur les cinq continents est estimé à 1500 millions, ce qui en fera bientôt le premier groupe religieux au monde. Gérard ajoute :

> *« Sans tomber dans un moralisme borné, [...] Le paganisme vécu me semble incompatible avec tout ce qui humilie l'homme. L'exaltation de la vie, de l'élan éternel, doit aboutir au rejet de tout ce qui subjugue : la drogue, toute forme de dépendance, toute forme de vie malsaine.»*

En d'autres termes, le paganisme vécu n'est pas déconstruit, ni lié, de près ou de loin, aux coutumes laxistes et anti-vitalistes de l'Occident d'aujourd'hui, comme certains prélats de notre époque voudraient nous le faire croire. La Gay Pride n'est pas une bacchanale païenne ! D'autre part, le paganisme n'est pas du tout superstitieux et carrément ritualiste, tandis que l'islam (la foi qui lui est le plus opposée) l'est au plus haut degré.

De son côté, Pierre Vial a su écrire que le paganisme n'est pas anti-chrétien, mais, en même temps, a-chrétien et post-chrétien, puis il a ajouté :

> *« Être païen, c'est refuser cette inversion des valeurs que Nietzsche dénonce dans le christianisme. C'est prendre pour modèle le héros et non le martyr. La douleur chrétienne m'a toujours dégoûté. Célébrer la valeur rédemptrice de la souffrance me semble relever tout simplement du masochisme.»*

(Aujourd'hui, les chrétiens modernistes célèbrent l'ethnomasochisme européen et la culpabilité face à l'immigration colonisatrice, tout en glorifiant, dans tous les domaines, le « devoir de repentance »).
Vial poursuit :

> *« Exalter la fragilité, la souffrance, le maigreur me semble malsain, et je préfère l'idéal grec qui exhorte l'athlète au dépassement permanent, voire au stoïcisme d'un Marc Aurèle. Mais le paganisme ne doit pas être confondu avec l'anticléricalisme ou l'athéisme. Autre point important : une définition purement intellectuelle du paganisme [...] n'est pas satisfaisante. C'est certainement nécessaire mais pas suffisant. [...] Le paganisme, pour exister, doit être vécu. Et cela passe par les gestes les plus simples de la vie. Le paganisme se définit d'abord en référence au sacré. [...] Le paganisme affirme l'immanence du sacré. »*

Pour ces deux auteurs, le paganisme est donc la « religion » authentique, plus que les monothéismes, puisqu'il « relie » les hommes d'une même communauté entre eux et ces dernières à un cosmos où le divin est partout, où les divinités ne sont pas séparées, dans les cieux, par un monde « profane ».
De la même manière, le gnosticisme, qui inspire la franc-maçonnerie, n'a rien à voir avec le paganisme. Les traits unificateurs de tous les paganismes sont : la présence du sacré et du surnaturel dans la nature, une conception cyclique ou sphérique du temps (contrairement aux eschatologies du salut et du progrès, pour lesquelles le temps est linéaire et se dirige vers la fin de l'histoire), le refus de considérer la nature comme une « propriété » de l'homme, qu'il pouvait exploiter et détruire à son gré, l'alternance de la sensualité et de l'ascèse, l'exaltation constante de la force vitale (le « oui à la vie » et « la grande santé » du Zarathoustra de Nicski), l'idée que le monde est « incréé » et correspond au fleuve du devenir, sans commencement ni fin, le sentiment tragique de la vie mais le rejet de tout nihilisme, le *culte des ancêtres*, de la lignée et de l'identité biologique et culturelle de son propre peuple, le rejet de toute vérité révélée et universelle et donc de tout fanatisme, de tout dogmatisme et de tout prosélytisme par la coercition.

À cet égard, il faut se méfier des discours de certains soi-disant païens, qui soutiennent que le paganisme est une « tolérance absolue », au nom d'un « polythéisme social ». Ceux-ci, par exemple, partagent avec l'Église post-conciliaire, œcuméniste et humanitaire, les applaudissements pour l'accueil de tous les immigrants, l'« accueil » de l'Islam, et aussi le refus de combattre la décadence des mœurs.
Ce pseudo-paganisme des clercs laïcs donne une image déformée de l'esprit païen. En fait, le paganisme tel que certains publicistes le croient est un pseudo-

paganisme purement négatif et réactif, un judéo-christianisme implicite, un anticatholicisme passionné. Ce n'est pas du tout une philosophie de vie, mais une attitude de ressentiment. D'autre part, ces pseudo-païens, faute d'une véritable culture, n'ont jamais été capables de définir, ni de vivre positivement leur soi-disant « paganisme ». Ce faux paganisme arrive donc, de manière complètement absurde, au pro-islamisme (alors que le Coran réserve aux païens – les « idolâtres » – le sort de la brebis pour Id-al adha) et aussi à l'égalitarisme de tolérance absolue envers toutes les déviances, ceci, au nom d'un « polythéisme social » purement casuistique (homophilie, antiracisme, ethnopluralisme, tribalisme, etc.).

Il ne vaut pas la peine de critiquer l'Église pour se retrouver exactement sur les mêmes positions objectives que Monseigneur Gaillot et l'humanitarisme décadent post-conciliaire. Au contraire, il faut rappeler que le paganisme est par nature un partisan de l'ordre social, un reflet de l'ordre cosmique, et aussi qu'il s'oppose à la fusion des peuples et des mélanges, ainsi qu'à l'individualisme massifiant.
La vision païenne du monde est organique et holistique et considère le peuple comme une communauté de destin hiérarchique, d'affinités. Telle qu'elle est vécue dans le paganisme grec, la notion de Cité, unie par le patriotisme et l'identification ethnique (reflet de la diversité des divinités et de la nature), apparaît fondamentale dans cette vision du monde.
De la même manière, la notion de la volonté de puissance est parfaitement compatible avec le paganisme, à condition qu'elle respecte l'ordre naturel et cosmique et ne ressemble pas à une hubris aveugle et frénétique du court terme.

En Europe, le paganisme – qui était sa religion antique, avant l'avènement du christianisme – est présent sous trois formes : tout d'abord, un paganisme « philosophique » (ou néo-paganisme), avec ses composantes helléniques, romaines, germaniques, scandinaves, etc., qui ne s'accompagne pas du tout d'une croyance en des divinités personnifiées mais plutôt d'une vision sacrée, polythéiste et panthéiste du monde. dans lequel les divinités sont des allégories éternelles qui représentent les nombreuses facettes de la vie et du cosmos.
Ce paganisme connaît de nombreux rites communautaires liés aux moments de la vie et aux cycles saisonniers et il a également été identifié dans l'art européen, depuis de nombreux siècles.
Ensuite, nous trouvons un paganisme « sauvage », allant du New Age (qui peut également être défini comme pseudo-paganisme) au bouddhisme européanisé.
Dans l'arsenal des faux paganismes, il faut aussi pointer le paganisme intellectualisant, qui n'est souvent rien d'autre qu'un athéisme hybridé avec un anticatholicisme malveillant, les « païens de salon », selon la locution de C.

Gérard, et, enfin, un paganisme souterrain et implicite présent dans le catholicisme traditionnel et l'orthodoxie, en particulier dans les cultes polythéistes qu'ils impliquent. Il n'y a pas d'« Église » païenne.
Le paganisme n'est pas sociologiquement unifié, en fait il est préférable de parler de paganismes.
Le terme, en revanche, est un peu ambigu car, forgé par les chrétiens, il désigne la religion des paysans (païens). Il est bon d'ajouter que les sectes n'appartiennent pas du tout au paganisme et à sa philosophie, mais qu'elles sont des dérivés des religions mystiques monothéistes du Salut. Les païens d'aujourd'hui doivent avoir la sagesse et l'intelligence de ne pas rejeter a priori les traditionalistes chrétiens, et vice versa, car la lutte contre l'ennemi commun est plus importante.
Il ne doit pas y avoir de sectarisme dans ce domaine, mais un compromis historique. Avec le judéo-christianisme de gauche post-conciliaire, en revanche, aucune compréhension n'est possible. Le principal reproche des païens aux chrétiens, formulé par Pierre Vial, Giorgio Locchi et Louis Rougier, est qu'aux racines du christianisme se trouvent l'universalisme et l'égalitarisme, ainsi que le progressisme du « sens de l'histoire », de sorte que les idéologies totalitaires du salut, le libéralisme mondialiste de la fin de l'histoire et l'humanisme qui désarme l'Europe, ne sont rien d'autre que des formes sécularisées du christianisme. L'universalisme, par exemple, s'est transformé en cosmopolitisme laïc, et la charité chrétien en humanitarisme masochiste.
Il est évident que la charité universelle, fruit du judéo-christianisme et fondamentalement rejeté par la vision païenne du monde, est malheureusement à l'origine du désarmement moral des sociétés européennes, de leur manque de combativité face à l'invasion colonisatrice du Tiers-Monde. De même, en plaçant Dieu en dehors de l'univers et en déclarant l'univers profane, le judéo-christianisme a préparé la voie au matérialisme athée.

Au moins les traditionalistes chrétiens répondent, à la suite d'Augustin et de Thomas d'Aquin, que l'égalité et l'universalité des hommes devant Dieu ne sont pas destinées à s'appliquer dans la Cité, mais dans l'au-delà, après le Jugement dernier.
Il faut cependant admettre que le virus égalitaire, universaliste et antinationaliste (anti-civique) des premiers chrétiens, qui avait été neutralisé par l'Église médiévale, celui de la chevalerie, est revenu en force avec l'Église post-conciliaire moderne. L'Église chrétienne traditionnelle, en effet, à la fois catholique et orthodoxe, incorpore d'importants éléments païens, en particulier le polythéisme de la Sainte Trinité, le culte des saints et de la Vierge, etc. Notons aussi que, de Pélage à Teilhard de Chardin, en passant par Giordano Bruno, il y eut beaucoup

d'hommes d'Église qui tentèrent une synthèse entre le christianisme européen et le paganisme.

L'essentiel aujourd'hui est d'affronter l'ennemi commun, l'islam, le plus difficile à influencer, le plus intolérant, le plus dangereux des monothéismes (le modèle fondateur du totalitarisme, bien avant le communisme), avec lequel, malheureusement, la hiérarchie catholique collabore de manière suicidaire, et les intellectuels pseudo-païens, ses alliés objectifs, avec leurs vagues théories sociales « ethnopluralistes ». Il est logique de noter que, probablement, en Europe et en Inde, au cours du XXIe siècle, ce seront les païens authentiques qui lutteront en première ligne contre la religion totalitaire du désert et certainement pas les clercs catholiques, ni les « laïcs » républicains.
Il serait vain d'exploiter le paganisme et d'en faire une sorte de « religion politique ».
Le paganisme est d'abord une attitude intérieure, une position philosophique et spirituelle, un choix de valeurs, mais en aucun cas il n'a vocation, en Europe, à devenir une religion organisée, une « nouvelle Église ».
Le catholicisme européen, avant d'être profané par Vatican II, avec pour conséquence évidente une perte considérable d'adeptes, comportait également, par syncrétisme, de nombreux éléments païens, au point que certains théologiens modernes l'accusaient d'être un « catholicisme païen », le même reproche qui lui avait été adressé, en leur temps, par Calvin et Luther. D'autre part, l'orthodoxie slavo-hellénique actuelle n'a pas perdu ses réminiscences païennes.
L'alliance historique des païens authentiques par conviction philosophique, qu'ils s'inspirent de la Grèce, de Rome ou de l'Inde, avec le christianisme européen traditionnel est la condition indispensable d'une lutte impitoyable, d'une part contre la gnose maçonnique, d'autre part contre l'obscurantisme du colonisateur musulman et, en troisième lieu, contre le virus du matérialisme.

(voir Judéo-christianisme)

Patrie, patrie charnelle, Mère Patrie

La terre des pères, des ancêtres et de la lignée.

La notion de patrie (qui a été déformée par la Révolution française dans sa définition du « patriote », qui n'était rien d'autre qu'un cosmopolite) associe étroitement celle de « terre » à celle de « peuple ». La nécessité d'une « patrie charnelle » est enracinée éthologiquement et biologiquement dans l'esprit

humain et aucune mondialisation ne pourra l'annuler. L'appartenance à une patrie est l'un des fondements de l'équilibre psychologique humain.

La patrie est le lieu de cristallisation de l'impératif territorial et de l'impératif ethnique. L'histoire des peuples européens est si compliquée et si complexe que le choix d'une patrie est un problème très difficile à résoudre de manière « mécaniste » et rationnelle. S'agira-t-il de la Bretagne, de la Lombardie, de la Flandre ? Ou la France, l'Italie, l'Allemagne ou un autre État-nation ? Ou même l'Amérique, où les élites européennes continuent d'émigrer ? L'idéologie française de l'État-nation, comme l'idéologie allemande exprimée par Fichte de la « patrie comme langue et culture », ont expulsé de l'idée de patrie (Vaterland, Patrie) la dimension fondamentale de la parenté anthropologique. Cette question, qui dépend d'une véritable forme de schizophrénie de l'homme européen, ne peut pas, comme des équations mathématiques insolubles, être résolue seulement d'en haut : à chacun sa patrie, nationale ou régionale (qu'il choisit selon ses affinités changeantes et intimes), mais à toute la Grande Patrie, celle des peuples frères réunis. La conscience que l'on peut avoir à la fois une « petite patrie charnelle » et une « grande patrie » est un processus dialectique encore très difficile à comprendre pour nos contemporains.
Mais l'avenir, peut-être, les leur fera admettre.
La Grande Patrie englobe organiquement et fédéralement les patries charnelles. C'est d'ailleurs ce que j'appelle *le nouveau nationalisme*. Le monde moderne a vécu sur le mirage de l'acceptation des apatrides et de l'avènement des déracinés.
L'homme occidental doit être transformé en métis nomade, en « citoyen du monde », en « passant » sur une Terre devenue un village planétaire organisé en réseaux, avec l'universalisme et le capitalisme mondialisé agissant comme une nouvelle patrie virtuelle. Tout cela n'est que l'illusion d'une modernité déjà passéiste. La notion de patrie ne peut être éradiquée, elle est archaïque et intemporelle, inscrite dans nos gènes, et, en tant que telle, futuriste, archéofuturiste.
Même les colons migrants arrivés en Europe en provenance du Tiers-Monde ont conservé leur patrie, leur attachement à leur terre de départ. Mais pour eux, et surtout pour les musulmans, l'Europe est une nouvelle patrie, une terre de conquête (dār al-Islām).
Soyons prudents, car l'un des ressorts centraux de l'histoire humaine, qui repose sur un conflit permanent et une coopération entre les peuples, a été et sera toujours dominé par la volonté d'occuper la patrie des autres, de se l'approprier. L'Europe, dans une répercussion singulière, est victime de ce phénomène perpétré par des peuples étrangers. Le point essentiel est que l'idée de patrie ne

concerne pas seulement le territoire, mais s'identifie à celle de l'identité ethnique et de la communion spirituelle. En fait, la patrie n'est pas seulement un territoire, c'est une lignée biologique, c'est le lieu où les ancêtres sont enterrés. D'où le drame des pied-noirs qui avaient bâti l'Algérie, dont les tombes familiales ont presque toutes été profanées sur ce sol qu'ils avaient façonné et dont ils avaient été chassés.

Aujourd'hui, pour survivre, les Européens ne doivent plus chercher à conquérir des patries extérieures, mais préserver l'espace de la Grande Patrie et les patries charnelles dont ils doivent être les seuls et uniques occupants. Le concept de patrie, à l'échelle du continent européen, doit donc retrouver un dynamisme dialectique.
Le nouvel horizon de l'homme européen, après l'échec du colonialisme, après le rêve d'une « civilisation mondiale occidentale », après la tragédie actuelle de l'immigration et de la colonisation, est celui du double mouvement de reconstruction des patries charnelles et de la construction de la Grande Patrie impériale, l'Eurosibérie, de l'Atlantique au Pacifique.
Bien sûr, les mots sont toujours un peu vagues. Ce ne sont pas des notions mathématiques, elles relèvent de la sphère de l'intuition et non de celle de la ratiocination. La notion de patrie conserve des significations qui recoupent celle de « nation » qui, étymologiquement, est très proche de la première. L'essentiel reste cependant que toutes ces notions doivent avoir une base populaire inébranlable.

Pour conclure, citons cette réflexion d'Éric Delcroix, sur le sujet : « Où est la vraie patrie charnelle, celle dans laquelle nos contemporains peuvent encore se reconnaître, au sein de l'Europe, où leur vie vaut la peine d'être vécue et donc peut-être sacrifiée ? Parce que nous avons besoin d'un peuple avant d'une terre, quel que soit l'attachement légitime que nous ressentons pour nos racines sentimentales et historiques.
Selon lui, il s'agit du peuple français. Cependant, celle-ci est défigurée par l'immigration de masse, au point que les derniers Français risquent un jour de se sentir étrangers sur leur propre terre, car leurs nouveaux « compatriotes » ne seront plus d'origine européenne.
La grande question est de redéfinir l'expression « patriotique » sur des bases ethniques et historiques, et non plus sur l'idéologie cosmopolite née de la Révolution française, ni, bien sûr, sur le modèle du chauvinisme inter-européen.

En terminant, nous aimons citer l'Horace de Corneille : « ... *Mourir pour son pays est un sort si digne, que beaucoup auraient à y faire face ; Mais sacrifier à la*

patrie ce que l'on aime, [...] peu d'hommes l'ont assez gravé dans leur cœur pour oser y aspirer ».
Mais la patrie doit correspondre à un peuple homogène, car dans la société multiraciale américaine, l'opinion publique rejette l'idée que les soldats meurent pour la nation américaine.

(voir Enracinement, Eurosibérie, Nation, Peuple, Territoire)

Personnalité créatrice

Type humain supérieur qui mobilise et entraîne ses congénères, leur indiquant des objectifs et des projets.
L'humanité est divisée en deux types d'êtres humains, comme l'ont compris de nombreux psychologues : les « personnalités créatives » et les « hommes typiques ». Ces derniers imitent et reproduisent les comportements sociaux, et ne peuvent être guidés que par une discipline extérieure à eux-mêmes, que par un enthousiasme forgé par les autres, par des normes apprises.

Les premiers, beaucoup plus rares, dotés de capacités supérieures, sont leurs maîtres, car ils sont autodisciplinés et auto-créateurs. L'histoire n'est rien d'autre que la fécondation des peuples par des personnalités créatives, qu'elles soient responsables politiques, poètes, artistes, guides spirituels, philosophes, inventeurs, guerriers ou entrepreneurs. La notion de personnalité créative se heurte fortement à l'égalitarisme dominant.
Elle suppose que les sociétés humaines ne sont pas des mécanismes aléatoires, mais des champs de force dans lesquels dominent les volontés et les talents, et où tout progrès résulte des intuitions et des énergies d'êtres exceptionnels. La personnalité créatrice se retrouve à tous les niveaux, même les plus modestes, de l'organisme social.
Cette notion n'a rien à voir avec celle de « classe », ni encore moins, évidemment, avec la richesse monétaire. La personnalité créative ne peut en aucun cas être confondue avec une « élite bourgeoise ». Elle peut survenir dans les domaines les plus inattendus. Elle n'attend pas le succès, en fait, dans la vie, elle peut être méprisée. C'est comme la graine qui fertilise le sol.
Mais parfois, son nom peut aussi résonner dans l'histoire. La société occidentale d'aujourd'hui est décadente parce qu'elle tente d'éliminer les personnalités créatives, en les remplaçant par des hommes de l'appareil, ou des personnages choisis uniquement sur la base de leur conformisme idéologique ou de leur capacité mercantile.

C’est une vieille histoire, bien connue de l’Empire romain en déclin, mais aussi une bataille perdue dès le départ parce qu’aucun système social ne pourra jamais abolir le pouvoir exercé par la fascination des personnalités créatrices sur « l’homme typique », l’homme fondamental.

Il n’a jamais été possible de faire oublier Molière, Mozart, Baudelaire, Nietzsche ou Van Gogh, ou Céline. Pourtant, le système a essayé, et comment, mais c’était un effort gaspillé. La personnalité créatrice est animée par ce que les Grecs appelaient la poïèsis, la poésie, le « pouvoir de créer », dont la dimension est à la fois politique et esthétique, ce qui est peut-être la même chose.
La personnalité créatrice est possédée à la fois par une force qui vient des profondeurs, tellurique, génétique, ancestrale, dionysiaque, et par une force qui vient d’en haut, que les Anciens appelaient « inspiration », une énergie apollinienne d’origines inconnues.
La personnalité créative peut être définie par ce terme simple : l’enthousiasme, qui, étymologiquement, signifie « être possédé par le dieu ».

(voir Aristocratie, Leader par nature, Élite)

Philia

Un concept aristotélicien qui signifie « amitié », l’harmonie ethno-culturelle entre les membres d’une même ville.
Pour Aristote, la démocratie n’est possible qu’au sein d’un complexe ethnique homogène, et les despotes ont toujours cherché à régner sur des sociétés fracturées. Une société multiethnique est donc nécessairement antidémocratique et chaotique, parce qu’il lui manque cette *philie*, cette profonde fraternité charnelle entre les citoyens.
Les despotes et les tyrans ont tout intérêt à se diviser pour régner, ils entendent donc profiter d’une ville divisée entre ethnies rivales. Gardons donc à l’esprit que la condition de la souveraineté du peuple est son unité. Le chaos ethnique empêche toute *philie* d’émerger. La citoyenneté est fondée sur la proximité et non, comme l’imagine la doctrine intégrationniste et abstraite de la République française, sur le fait d’être un « homme », un résident et un consommateur. Le civisme, comme la sécurité publique, l’harmonie sociale et la solidarité, ne peut être fondé uniquement sur l’éducation ou la persuasion, mais doit surtout être fondé sur l’unanimité culturelle et sur le partage des mêmes valeurs, des mêmes modes de vie et des mêmes comportements innés.

(voir Démocratie, Patrie)

Politique, grande politique

Activité («la» politique) ou fonction («le» politique) dont l'objet est la permanence et la défense, dans tous les domaines, d'une cité (d'où l'origine étymologique de la polis grecque), c'est-à-dire d'un tout humain habité par une communauté d'origine et de destin, et de la sphère dans laquelle la fonction souveraine s'exerce.
Dans la philosophie politique contemporaine, contaminée par l'économisme, l'essence de la politique se réduit à la « gestion de la nation », celle-ci étant réduite au niveau d'une sorte d'entreprise. Cela transforme nécessairement la classe politique, comme on le voit aujourd'hui, en une caste de carriéristes, très proche des apparatchiks des régimes communistes.
Le destin du peuple échappe totalement à cette vision du politique, de même que, d'autre part, celui-ci ignore la dimension historique de l'activité politique. La politique ne se réduit pas à la gestion quotidienne ou à la poursuite du bonheur de la philosophie américaine.
Il ne s'agit pas non plus seulement de la désignation de l'ennemi, comme l'a illustré Carl Schmitt, bien que cette définition soit intéressante et partiellement correcte. L'essence de la politique, c'est d'abord et avant tout, fondamentalement, la désignation de l'ami, c'est-à-dire du camarade, de celui qui appartient à la même communauté et qui partage les mêmes valeurs.
En ce sens, elle est d'abord l'ébauche d'un domaine auquel elle appartient. De quel côté êtes-vous ? Qui êtes vous? C'est la question politique centrale.

Troisièmement, l'essence de la politique est esthétique, poétique et historique, selon le verbe grec poiéin, « faire », « créer de la poésie ». La vocation profonde de la politique est, en effet, de créer, de façonner un peuple dans l'histoire. Il s'ensuit que l'essence de la politique ne concerne pas seulement l'économie, la recherche de la justice et de l'équilibre social, la paix civile et la sécurité extérieure, mais aussi l'architecture, l'écologie, les beaux-arts, la culture, la démographie, la biopolitique, etc.
La politique est le domaine de la volonté et de la recherche de la souveraineté. Il n'est donc pas étonnant que notre époque fasse tout pour détruire la politique au profit de la sphère économique, ou des puissances confuses, préoccupées uniquement de leurs propres intérêts immédiats. Les politiciens contemporains sont dépolitisés et l'Europe souffre d'un effacement de la politique, c'est-à-dire

de l'inexistence d'une fonction régalienne. Ils sont soumis aux commodités et à la flatterie du spectacle (les médias) et de l'argent, mais leurs calculs à court terme ne contiennent plus aucun projet de dimensions historiques et, en tout cas, ils n'ont plus de pouvoir réel, étant passés par les forces financières.

L'État lui-même n'a plus ni le monopole de la volonté politique, ni celui de la volonté politique. Il a cessé d'être un corps politique et n'est plus qu'un corps technco-bureaucratique. Elle n'est plus, qu'elle soit bruxelloise ou parisienne, qu'une administration, une société à court terme. Les fonctionnaires et les politiciens – qui sont souvent confus – se comportent comme des employés ou, pire, comme des personnes embauchées par les industries, et non comme des serviteurs de leur peuple.
Les politiciens européens, à quelques exceptions près, sont à mi-chemin entre les stars du show-business et les cadres supérieurs avides de privilèges. La vanité et l'argent, mais sans pouvoir parce que le vrai pouvoir politique suppose un désintérêt et un esprit visionnaire.

C'est ainsi que nous arrivons à la notion de Grande Politique, terme choisi par Nietzsche. C'est l'expression principale de l'essence du politique : inscrire et maintenir un peuple dans la durée, libre créateur et protagoniste de son propre destin, en préservant son identité et, si possible, en accompagnant son ascension. La Grande Politique s'inscrit ainsi dans la longue durée historique, l'exact opposé de la « petite politique » des politiciens, fondamentalement présentistes et non historiques.
De cette façon, la Grande Politique se situe à l'intersection de plusieurs voies : le bien-être des individus et la permanence du peuple, la pacification et le pouvoir, la fidélité aux traditions et l'ambition innovante.

Désormais, une politique d'envergure devra tenir compte des facteurs et des objectifs essentiels que j'énumère ci-après, même si cette liste n'est pas exhaustive ; des objectifs aujourd'hui complètement ignorés par les politiques français et européens :
1) Aborder la reprise de la lutte ancestrale de l'Islam contre les peuples européens.
2) Mettre fin à notre déclin démographique et à la colonisation de la population du tiers monde.
3) Assurer la protection économique de l'espace européen.
4) Libérer les Européens de la sujétion américaine et restaurer leur indépendance ; construire une véritable union continentale de puissance avec la Russie, avec l'Inde et la Chine comme principaux alliés.

5) Trouver une alternative à la pente catastrophique dans laquelle l'économie mondiale va bientôt glisser, notamment en ce qui concerne ses conséquences écologiques.
Nous ne sommes même pas proches. Mais les conséquences dramatiques de l'imprudence d'aujourd'hui remettront certainement les choses à leur place.
La politique ne remplacera jamais le monde spirituel, c'est vrai. Mais il n'y aura jamais rien sans la politique.
La notion de politique suppose donc les idées de souveraineté et de sens historique transcendant.

(voir Histoire, Souveraineté)

Peuples de longues durées, peuples de courtes durée

Un peuple qui sait qu'il est et qui veut se maintenir dans l'histoire, et garantir sa lignée biologique et la permanence de sa civilisation.

Ce concept a été créé par le philosophe Raymond Ruyer. Arabes, Chinois, Juifs, Indiens et d'autres en sont un exemple typique. Les Européens d'aujourd'hui, prostrés par la civilisation occidentale, à laquelle ils ont eux-mêmes tragiquement donné naissance et qui se retourne aujourd'hui contre eux, ne se considèrent plus comme un peuple éphémère.
Un tel peuple ne se soucie plus ni de ses ancêtres ni de ses descendants. Sa lignée ne l'intéresse plus, ni même son héritage culturel, ni son avenir. Il est plongé dans le culte du présent immédiat, dans la recherche du petit bonheur individuel, dans l'angoisse effrayée de la préservation des « acquisitions matérielles ».
Les petits peuples auront été détruits par leur faiblesse démographique, militaire et technologique. Au lieu de cela, les grands peuples, qui disparaissent dans l'oubli de l'histoire, meurent d'anémie intérieure, par manque de volonté, malgré la force apparente de leur civilisation qui, cependant, est une fragilité substantielle.
Ce fut le sort des Incas, des Aztèques, des Égyptiens et de bien d'autres. Un peuple qui vit longtemps se caractérise par des qualités telles que la vigueur démographique, la conscience ethnique collective, la solidarité populaire et le partage d'un idéal spirituel. Un peuple qui vit longtemps possède à la fois des racines biologiques, une mémoire et une histoire communes, une idée du divin et un projet.

Par conséquent, tout ce que la civilisation occidentale ne nous propose pas, puisqu'il n'est pas projeté dans l'avenir au-delà de la période de cinq ans. C'est tout cela qui a besoin d'être reconstruit.

(voir Histoire)

Peuple

Un ensemble ethnique humain, c'est-à-dire biologique, historique et culturel, qui possède un territoire dans lequel il s'enracine, c'est-à-dire une patrie.

Un peuple (un mot très suspect aujourd'hui pour les cercles de la gauche cosmopolite, à la limite du politiquement incorrect) n'est pas une « population » au sens statistique, mais une communauté organique qui unit dans un tout transcendant les ancêtres, les vivants et les futurs héritiers.

Diachronique, donc, mais aussi imprégné de spiritualité, le peuple s'enracine dans le passé et se projette dans l'avenir, il s'immerge dans la matérialité biologique et génétique, mais en même temps il émerge comme une réalité historique et spirituelle. L'appartenance à un peuple est ce qui définit d'abord l'homme et le révèle en tant qu'humain. Les doctrines égalitaires occidentales modernes, d'inspiration mercantiliste ou marxiste, réduisent les peuples à des agrégats socio-économiques indifférenciés, alors qu'ils représentent, au contraire, la clé de voûte organisationnelle de l'espèce humaine, et, en même temps, conçoivent l'homme idéal comme un individu « émancipé » de tout lien organique de personnes, donc comme une cellule indifférenciée au sein d'un magma humain.

Il faut aussi se rappeler, et en particulier à certains chrétiens, que l'attachement à son propre peuple est incompatible avec le cosmopolitisme chrétien d'aujourd'hui. Affirmer, par exemple :

« Je suis plus proche d'un Africain catholique que d'un Européen non chrétien », est une position universaliste qui relègue l'idée de peuple à un rang non pertinent. Et c'est précisément le drame du christianisme européen, de plus en plus marqué par l'universalisme paulinien.

Au contraire, un catholique attaché à son propre peuple et conscient des menaces de dilution biologique et culturelle qui pèsent sur lui devrait affirmer : *« Je respecte tous les chrétiens du monde et je prie pour eux, mais ici et maintenant je lutte avant tout pour les membres de mon peuple, quelle que soit leur religion. »*

L'esprit jésuite pourrait aussi résoudre cette contradiction en se référant à la tradition juive de l'Ancien Testament : *« Babel, où le mélange des peuples était*

une punition de Dieu ; c'est ce dernier qui a voulu des peuples séparés et différents, parce que l'humanité est une dans le Ciel mais différente sur la Terre".

L'islam arabe, d'ailleurs, a su concilier parfaitement la notion de peuple (avec l'expression « nation arabe » et la préférence arabe) et celle de religion universelle. Le peuple juif, pour sa part, a également été capable de rendre compatible la défense farouche de sa propre ethnie, et de sa propre singularité, avec sa religion, même si elle est théoriquement monothéiste et universelle. Il n'arrive jamais que l'Islam et le judaïsme se lancent à chaque tournant, comme le font les Églises chrétiennes d'aujourd'hui, dans des diatribes douteuses et culpabilisantes contre la « xénophobie » et l'ethnocentrisme. Il faut dire qu'ils ne sont pas masochistes... Comme tout concept anthropologique, celui de « peuple » n'est donc pas d'une rigueur mathématique absolue.

Un peuple n'est pas défini par une homogénéité bioculturelle totale, mais par l'idée de « parenté ». Un peuple est en fait le produit d'une alchimie organique qui rassemble des « sous-peuples ». Les Bretons, les Catalans, les Ecossais, etc., peuvent être considérés comme des sous-ensembles d'un peuple global, les Européens.

Nous soulignons l'ambiguïté de cette notion de personnes. L'idéologie universaliste issue de la Révolution française confond l'idée du peuple avec celle de « l'ensemble des habitants qui possèdent, légalement, une nationalité », quelle que soit leur origine.

De ce fait, à la suite de l'immigration de masse et de la naturalisation, la notion de peuple français s'est effritée (comme, d'ailleurs, celle de « peuple allemand » ou de « peuple britannique » aujourd'hui, pour les mêmes raisons). C'est pourquoi, sans vouloir entrer dans une polémique sans couture sur les « peuples régionaux » et les « peuples nationaux » ou sur leur légitimité respective, il est nécessaire de faire un dépassement dialectique et d'affirmer la légitimité historique d'un grand peuple européen, appelé à se regrouper dans l'histoire et qui rassemble tous les peuples du continent, issus d'un même stock ethno-culturel et historique depuis les millénaires passés.

Au-delà de leurs différences légales-nationales, linguistiques (ou tribales), les Africains noirs n'ont pas été invités par Nelson Mandela ou les Sénégalais (naturalisés français...) Amadou Diop à « se considérer comme le même peuple », y compris leurs pairs installés en Europe ?

De Nasser à Kadhafi, en passant par Arafat, les Arabes n'ont-ils pas été encouragés à se vouloir en tant que peuple arabe ? Pourquoi les Européens n'auraient-ils pas le droit d'utiliser aussi cet instinct ethnique ?

Quant aux tenants des peuples régionaux, il est bon qu'ils s'opposent à ces régionalistes de gauche, anti-jacobins et anti-mondialistes autoproclamés, qui,

parfaitement alignés sur le principe du *ius soli* français ou américain, échangent le citoyen contre le résident et vont jusqu'à soutenir que n'importe qui (même d'origine non européenne) peut être reconnu comme Breton, Alsacien, Corse, etc., s'il le décide et s'installe sur ces terres.
Mais l'appartenance à un peuple dépend aussi du consentement de ses membres à se définir comme tels, elle relève donc d'une dimension politique.
Par conséquent, on dira qu'un peuple se situe à la croisée d'un impératif biologique, d'un impératif territorial, d'un impératif culturel et d'un impératif politique.
Mais en aucun cas, le sentiment d'appartenance culturelle ou linguistique n'est suffisant pour être membre d'un peuple, si la racine biologique est absente. Les immigrants étrangers d'un peuple X et installés en masse sur le territoire d'un peuple Y, même s'ils adoptent des éléments culturels des peuples qui les accueillent, n'en feront jamais partie.
Comme le croyait De Gaulle, il peut y avoir des exceptions pour les petites minorités qui sont vraiment assimilées, comme on peut l'observer pour certaines Antilles françaises.
De même, dans la définition de la notion d'homme, la dimension territoriale et géopolitique ne doit pas être négligée. Un peuple ne peut pas être une simple diaspora : les Juifs ont ressenti le besoin de reconquérir la Palestine, leur « terre promise » car, selon la doctrine de Theodor Herzl, *« sans la terre promise, les juifs ne sont rien d'autre qu'une diaspora religieuse, une culture, un syndicat, pas un peuple »*.
À gauche comme à droite, l'idée qu'un peuple puisse être, surtout aujourd'hui, « déterritorialisé » fait l'objet de nombreux débats. En réalité, ce n'est pas du tout le cas. Toute personne en bonne santé, même si elle connaît une diaspora importante (Chinois, Arabes, Indiens, etc.), entretient des liens étroits avec la patrie. Les gourous de la modernité ont longtemps affirmé que l'avenir n'appartient plus aux peuples, mais à l'humanité conçue comme un seul peuple. Mais ce n'est pas le cas.
Malgré et en réponse à la mondialisation, le XXIe siècle sera plus que jamais un siècle de peuples séparés. Seuls les Européens, plongés dans les illusions consolantes de la décadence, imaginent que les peuples disparaîtront, remplacés par le concept métis de « citoyen du monde ». En réalité, ce sont les Européens qui risquent de disparaître. Le déclin des peuples ne sera pas demain.

D'autre part, le crépuscule d'un ou plusieurs peuples est toujours possible. Les Amérindiens et les Égyptiens ont disparu, trop souvent on l'oublie, épuisés intérieurement et envahis. Parce que l'histoire est un cimetière de peuples, de peuples faibles, épuisés ou renoncés.

À ce stade, un avertissement s'impose : certains théoriciens « ethnopluralistes », de droite comme de gauche, qui s'opposent consciemment à une homogénéisation de l'humanité, nous parlent de la « cause des peuples », comme si tous les peuples devaient être sauvegardés.

En réalité, le système de mise à mort des peuples – titre d'un de mes livres, repris et mal compris par certains intellectuels – ne menace que les peuples en voie d'extinction, c'est-à-dire, aujourd'hui, les Européens. Et elle menace aussi les peuples résiduels, dont le sort n'a qu'un seul intérêt muséographique. Il semble complètement stupide et utopique de croire que tous les peuples pourront se conserver dans le formol de l'histoire. C'est une vision irénique et égalitaire.

D'autre part, la grande menace qui pèse sur l'identité et l'existence des grands peuples a été et est toujours l'intersection de la déculturation et de l'invasion colonisatrice par d'autres peuples, dont nous souffrons actuellement. Le système mondialiste occidental ne renversera jamais les peuples forts. La résistance des Arabes, des Chinois, des Indiens a-t-elle vaincu ? Loin de là. Cela a renforcé leur identité et leur désir de gagner, suscitant une réaction opposée. Les personnes en danger, en grande partie et tragiquement de leur faute, sont les nôtres aujourd'hui, pour des raisons biologiques, culturelles et stratégiques. Par conséquent, l'idéologie égalitaire de la « cause des peuples » doit être remplacée par celle de la « cause de notre peuple ».
Il y a trois positions principales :
1) les peuples n'existent pas ou n'existent plus, c'est une catégorie du passé, seule l'humanité a de la valeur (thèse égalitaire universaliste) ;
2) tous les peuples méritent d'exister et d'être sauvegardés (thèse ethnopluraliste utopique – également égalitaire – et absolument irréalisable depuis des temps immémoriaux) ;
3) Seuls des peuples forts armés de volonté peuvent subsister à long terme dans l'histoire, le lieu de la compétition et de la sélection des plus appropriés (thèse volontariste, réaliste et inégalitaire). Il est clair que c'est cette troisième position que nous devons adopter.

L'essentiel reste la réappropriation du terme peuple et son extension progressive à l'ensemble du continent euro-sibérien. Ce que l'on entend par « Européens », dans l'idéologie dominante à Bruxelles, est tout à fait inspiré de l'idéologie jacobine française : il ne s'agit pas d'un grand peuple ethno-historique européen, mais d'une caneva de peuples, composée de tous ceux qui résident sur le territoire géographiquement européen.
Cette tendance doit être radicalement inversée. Redevenir des sujets de l'histoire, c'est ce que nous devons proposer aux peuples d'Europe qui ne sont aujourd'hui

que des objets de l'histoire. Il est essentiel, dans le siècle tragique qui s'annonce, de leur faire prendre conscience, en raison des menaces communes qui pèsent sur tous, qu'ils forment désormais une communauté de destin, et ce pour la première fois depuis des siècles.
Il s'agit d'une « nouvelle alliance » qui, par une résurrection, une métamorphose et une transfiguration historique, peut constituer une refondation du grand peuple européen et, au moment crucial du déclin, conduire – sans doute avec tristesse – à la renaissance du Phénix.

(voir Eurosiberie, Pays, Populisme, Région)

Populisme

Une position qui fait passer la défense des intérêts du peuple avant ceux de la classe politique et qui promeut la démocratie directe.

Ce terme, aujourd'hui au sens péjoratif, doit être restitué à sa valeur positive. L'aversion pour le populisme traduit en réalité une aversion déguisée pour la démocratie authentique. L'anti-populisme, comme son corollaire, l'anti-démagogie, est une ruse sémantique des politiciens et intellectuels bourgeois pour bloquer la volonté populaire, en particulier celle exprimée par les couches sociales les plus modestes, considérées comme dangereuses, car naturellement nationalistes.

La bourgeoisie cosmopolite au pouvoir, à gauche comme à droite, combat le « populisme » parce qu'elle rejette toute forme de démocratie directe et est convaincue que « le peuple est politiquement incorrect ». Nous savons très bien que sur des questions telles que l'immigration, la peine de mort, la discipline scolaire, la politique pénale et fiscale et bien d'autres, les désirs profonds du peuple (s'ils pouvaient être exprimés par des référendums) ne correspondraient pas du tout, malgré le flot ininterrompu de la propagande médiatique, aux choix des gouvernants.
Il est donc tout à fait logique que ceux qui ont confisqué la notion de volonté du peuple à leur profit tentent d'assimiler le populisme au despotisme. D'où la suspicion à l'égard de la démocratie cantonale suisse, ou les sanctions illégales contre l'Autriche dans l'UE parce qu'un parti soi-disant «populiste», le FPÖ, a participé démocratiquement au gouvernement à l'issue d'élections régulières.

En réalité, le populisme est le vrai visage de la démocratie au sens grec du terme – et l'antipopulisme est l'aveu que les élites actuelles sont fondamentalement antidémocratiques. L'antipopulisme marque le triomphe final de la classe politico-médiatique, pseudo-humaniste, protégée, privilégiée, sûre, qui a confisqué les traditions démocratiques à son propre profit.
De plus, depuis un certain temps, le terme *peuple* a mauvaise presse. On lui préfère le sens plutôt indéfini et dévié du sens original de *république*.

Pour la classe intellectuelle-médiatique, *peuple* signifie « petits Blancs » obsédés par leurs fantasmes sécuritaires, donc quelque chose de méprisable ; une catégorie qui doit payer des impôts, renoncer à tous privilèges et surtout garder le silence.
C'est l'origine des naturalisations de masse, du *jus soli* et du vote des étrangers. Afin de « changer le peuple ».
Dans toutes les régions d'Europe, l'idéologie hégémonique mène une triple lutte :
1) rendre les peuples européens autochtones « politiquement corrects » et, si possible, les réduire numériquement ;
2) remettre les clés du pouvoir réel entre les mains du fonctionnariat mercantile international ;
3) Assurer des prébendes financières aux classes politiques. C'est la manière moderne de l'oppression soft.

Une telle situation est évidemment ubuesque : les politiciens anti-populistes et antiracistes le savent-ils ou non, que, dès qu'un certain seuil numérique est dépassé, leurs protégés musulmans et étrangers naturalisés, bref, le « nouveau peuple », les feront passer par la décharge de l'histoire ?

(voir Démocratie, Peuple)

Préférence européenne, préférence nationale, préférence étrangère

La préférence, notion politique héritée de la démocratie grecque, vise à accorder des droits supérieurs aux natifs de la ville, aux « citoyens ».

Un comportement qui reprend une conception dictée par le bon sens, acceptée par tous les peuples de la Terre, mais plus par les sociétés occidentales

malades (notamment en France), à savoir que les citoyens, dans leur propre pays, ont plus de droits que les simples résidents et les étrangers.
Sinon, que signifie cette notion de « citoyenneté », que la gauche réitère à chaque occasion, mais dont elle viole allègrement les principes ?
Être européen de souche est devenu un handicap dans la société d'aujourd'hui, malade de l'ethnomasochisme.
La préférence française (et européenne) est, pour une incroyable pirouette idéologique, considérée comme « raciste ». En France et en Belgique, il est même question d'ouvrir la fonction publique aux étrangers. Cependant, la notion de préférence nationale est au cœur du droit international et est pratiquée dans tous les pays du monde.
Il n'y a qu'en Europe où il est diabolisé et, même récemment condamné par les tribunaux, ce qui constitue une violation du principe de réciprocité internationale.

Aucun pays n'accorderait des droits égaux ou supérieurs aux citoyens étrangers européens (ou, pire encore, des droits plus élevés, comme c'est le cas actuellement), mais les Européens sont obligés d'accorder des droits égaux ou supérieurs aux étrangers qui s'installent dans leur pays.
Les lois dites antiracistes et les mesures massives d'aide sociale aboutissent objectivement à l'octroi de privilèges aux étrangers (y compris aux immigrants illégaux), car ils sont victimes présumées de l'exclusion et de la haine xénophobe.

L'antiracisme officiel se transforme donc en racisme anti-européen. Les étrangers bénéficient, grâce aux politiques officielles, de la discrimination positive. Surprotégés par des associations spécialisées, encensés par les médias, bénéficiant d'innombrables aides, subventions et subventions, hypocritement victimisés, ils se retrouvent indiscutablement dans une situation de privilège.
Ce fait augmente encore les arrivées continues de candidats à l'immigration. La préférence étrangère est désormais la règle, tandis que pour être juste et au nom du bon sens, la préférence européenne devrait régner. Au Maroc, la règle est la « préférence marocaine », en Inde la « préférence indienne » et ainsi de suite dans tous les pays du monde, sauf l'Europe.
La condamnation de Catherine Mégret, maire de Vitrolles, pour avoir accordé 5000 francs à tout couple qui vient d'avoir un nouveau-né, à condition qu'au moins l'un des parents soit français ou citoyen de l'UE (donc sans aucune considération d'origine ethnique ou religieuse), exprime bien, outre l'assujettissement de la norme juridique à l'idéologie (exit le droit positif), le fanatisme et le despotisme à l'égard de quiconque entend suivre la loi naturelle de préférence pour les membres de la gens.

Le rejet de la préférence nationale qui aboutit ensuite, concrètement, à la préférence étrangère, est la marque d'une idéologie égalitaire devenue folle, qui inverse son principe d'égalité des autochtones et des étrangers dans la promotion de la supériorité de ces derniers.

La préférence étrangère est une pathologie collective, imposée par la classe dominante et qui ne durera pas dans l'histoire. Mais cette situation anormale ne peut pas – et c'est tant mieux – ne pas conduire à une crise grave.

L'harmonie et la paix sociale ne peuvent être fondées, dans n'importe quelle partie du monde, sur le principe aristotélicien de « la libre prérogative de chaque cité ».

(voir Ethnomasochisme, Race, Racisme, Xénophilie)

Présentisme

Culte du présent, de l'instant, de la mode, typique de la société occidentale, avec un oubli complet du passé et une indifférence tout aussi totale à l'avenir.

Le présentisme, c'est l'aveuglement, c'est le comportement de *« ceux qui regardent vers le bas sur le sol et non dans le ciel ou devant eux ou derrière eux »,* selon la formule du peintre Yann-Ber Tillenon.

Le long terme n'est jamais pris en compte. Les générations futures n'ont pas d'importance, la notion de lignée et celle de prospective concrète sont totalement absentes. Seule la génération actuelle compte. Eh bien, la mode se démode aussi et, comme le disait le regretté Olivier Carré, « le look est un peu burini ». Le présentisme encourage le mépris pour la survie de son propre peuple. C'est la conséquence du narcissisme individualiste et de l'esprit bourgeois.

Le présentisme est donc l'occasion de rejeter ensemble l'avenir et le passé, la mémoire et la prédiction, l'enracinement et l'ambition collectifs, l'identité et la continuité. La civilisation contemporaine se noie dans le présentisme et c'est ce qui la rend extrêmement fragile, puisqu'elle est incapable d'anticiper les crises qu'elle devra nécessairement subir, par exemple la possibilité d'une guerre civile ethnique, l'inéluctabilité d'un affrontement avec l'islam, les répercussions dramatiques du vieillissement de la population, les effets de la pollution et du réchauffement atmosphérique, etc.

Le présentisme concerne à la fois l'esprit public en général et les stratégies des grands groupes économiques ; ces derniers reposent exclusivement sur des

résultats financiers à très court terme ; même les ambitions des politiciens se limitent à l'horizon des prochaines élections. Dans la même logique, on notera l'impuissance de la communauté internationale à imposer la réduction des émissions de gaz polluants. Bref, le sort des générations futures est le moindre des problèmes de cette civilisation.
Le présentisme représente à la fois le besoin enfantin de tout et immédiatement ! et le règne absolu de HIC ET NUNC (« ici et maintenant »).

(voir Économisme, Modernité)

Progrès, progressisme

La croyance que l'histoire procède par un mouvement ascendant, vers une amélioration constante de la condition humaine.

L'idée de progrès est en crise depuis longtemps (les fameuses « désillusions du progrès »), alors que le progressisme est toujours à la mode. Pourtant, elle est minée de l'intérieur par un pessimisme généralisé et par le naufrage de toute confiance en l'avenir, ainsi que par le fait que les résultats ne sont pas à la hauteur des attentes. Le *« bonheur des peuples »* chanté par Victor Hugo, n'est pas apparu à la nomination du XXe siècle, loin de là.

Ce qui est ahurissant, c'est de voir que l'idéologie progressiste (ainsi que sa sœur, l'idéologie moderniste) continue de tourner en rond mais à toute vitesse, tandis que le monde qu'elle a construit se jette aveuglément contre le mur. L'idée de progrès, au centre de la vision « moderne » du monde, depuis le XVIIe siècle, est la transposition laïque et matérialiste des doctrines religieuses du salut.

Le XXIe siècle ne sera pas celui de la fin de l'histoire et de la gestion de la prospérité mondiale dans un état universel et pacifié, mais celui de l'accentuation de l'histoire et de son essence tragique. Le progressisme doit être remplacé par une vision métamorphique de l'histoire, inspirée d'Héraclite et de Nietzsche : rien n'est immuable, rien n'est linéaire. L'histoire est un mouvement, et un devenir.

En conséquence de cette contradiction dialectique, habituelle dans l'histoire, le progressisme, et les idéologies de la fin de l'histoire vont au contraire la mettre en marche et réapparaître, à travers les catastrophes mêmes qu'elles produisent. Quant au « progrès scientifique », il faut le répéter, il ne possède rien de qualitatif, mais il est quantitatif et neutre, en fait il peut s'avérer désastreux s'il n'est pas indispensable et contrôlé (comme dans le cas de la soumission aveugle aux

battements d'ailes du marché et du profit) ou très rentable s'il est conçu, planifié, ordonné avec la froide lucidité d'une volonté politique.

(voir Convergence des catastrophes, Histoire, Modernité)

Prométhéen

Une caractéristique centrale de la mentalité tragique de l'homme européen.

Prométhée apporte le feu aux hommes et les dieux le punissent. Enchaîné, ses entrailles sont dévorées par un vautour, mais elles sont éternellement recomposées. L'homme européen possède un feu intérieur qui le consume, le détruit, mais en même temps l'élève.

C'est à la fois suicidaire et auto-constructif. C'est ce que Heidegger appelait, en utilisant un terme grec, les deinótatos, « les plus habiles ». Le prométhéisme, que la soumission à Dieu des religions du salut n'a jamais pu ébranler, se caractérise, tout au long de l'histoire européenne, par le désir d'égaler le divin .

C'est un mélange de volonté de puissance titanesque (au sens jungérien), d'HYBRIS, de rationalité et de prise de risque.

Ni « bien » ni « mal », ni bénéfique ni malfaisant, c'est une force intérieure qu'il faut toujours maîtriser.

Elle est présente chez l'entrepreneur aussi bien que chez l'artiste, le scientifique et l'homme d'État. L'allégorie du Faust de Goethe et celle de Don Giovanni traduisent parfaitement ce prométhéanisme qui traverse toute la tradition européenne. Le prométhéanisme est donc à la fois une force et une faiblesse. Une force parce qu'elle produit une mentalité combative et circonspecte, une faiblesse risque de sombrer dans l'imprévoyance et l'autodestruction, comme l'illustrait Wagner dans *Le Crépuscule des Dieux*.

Le prométhéanisme peut être défini comme une énergie qui résulte d'une « contradiction des contraires ». Il doit être, comme l'attaque d'un quadrige, dirigé par une pensée volontariste concrète, créateur d'ordre.

(voir Personnalité créative, Tragédie)

Enracinement

L'attachement à sa terre, à son patrimoine et à son identité comme moteurs du dynamisme historique. L'enracinement s'oppose au cosmopolitisme, aux mélanges culturels et au chaos ethnique de la civilisation actuelle.

Cependant, ce concept positif est glissant car il peut donner lieu à des malentendus. L'enracinement, pour un Européen, n'est jamais immobilité ou passéisme. Il unit l'héritage des ancêtres et la création.

L'enracinement ne doit pas être appréhendé de manière muséographique, ce qui équivaudrait à neutraliser l'identité d'un peuple en le figeant dans une pure mémoire nostalgique.

Cette notion est complémentaire de celle de « désinstallation », expliquée ci-dessus. L'enracinement est la préservation des racines, sachant pertinemment que l'arbre doit continuer à pousser. Les racines sont vivantes : elles soutiennent l'arbre et lui permettent de grandir. L'enracinement s'accomplit d'abord dans la fidélité aux valeurs et au sang.

L'enracinement – ou pseudo-enracinement – le plus dangereux se manifeste dans les milieux régionalistes et autonomistes de gauche, par exemple en Occitanie, au Pays basque et en Bretagne, qui revendiquent une exception culturelle et linguistique, tout en se consacrant au modèle multiracial, en utilisant la litanie stupéfiante, entendue à plusieurs reprises, selon laquelle *« nos immigrés sont aussi Bretons, Basques ou Occitans que nous sommes »*.

Leur contradiction est totale : ils s'opposent, au nom des « traditions », à la limitation du jacobinisme, mais admettent sur leur propre sol des étrangers à ces traditions, imposées par le même universalisme jacobin ! L'enracinement, s'il se limite à la culture, n'est qu'un folklore stérile.

Elle doit absolument inclure une dimension ethnique fondatrice. Un enracinement strictement culturel est donc nécessaire, mais insuffisant. Pour les Européens de demain, l'enracinement ne doit pas se limiter à l'attachement et à la défense de patries charnelles régionales ou nationales, mais doit opérer une révolution intérieure : prendre conscience d'une communauté de destin historique, l'Europe et, peut-être plus tard, l'Eurosibérie.

(voir Archéofuturisme, Désinstallation, Tradition)

Race, racisme, antiracisme

Groupe humain génétiquement apparenté.

La notion de *race pure* n'est évidemment pas sérieuse. C'est le fait racial qui compte. Une race peut bien être le produit consolidé d'anciens mélanges.

La génétique contemporaine, au grand embarras de l'idéologie dominante, a effectivement confirmé la division de l'humanité en groupes génétiques statistiques distincts.
Les races (« groupes biologiques humains ») ne se distinguent pas tant par des différences de phénotype (couleur de peau, poils, taille, etc.), mais par des variations de génotype, qui concernent le tempérament, les caractéristiques cérébro-mentales, mais aussi les différences physiopathologiques et biologiques innées.
Se référant aux travaux d'Henri Vallois, Pierre Vial explique que :

> *« L'identité repose d'abord sur une réalité biologique, naturelle, étudiée par la science, appelée anthropologie physique. […] Cette appartenance biologique conditionne de nombreuses caractéristiques, tant au niveau individuel que collectif. L'homme de la rue, qui conserve un reste de bon sens, malgré le lavage de cerveau que les médias lui font subir, sait qu'il y a quelques différences entre un Sénégalais et un Auvergnat. La différence ne signifie pas la supériorité ou l'infériorité. »*

Il convient de relever, à cet égard, que l'ethno-différentialisme évoqué par Pierre Vial est tout à fait différent de la notion plutôt ambiguë d'ethnopluralisme. En effet, le premier concept fait référence à un rejet de toute coexistence au sein d'un même espace, ainsi qu'au rejet de toute colonisation ou domination d'une race sur une autre, tandis que la notion d'ethnopluralisme peut connaître une grave dérive, celle de croire en la possibilité d'une coexistence « communautaire » entre différents peuples sur un même territoire politique, ce qui n'a jamais réussi dans l'histoire et donne invariablement lieu au racisme et aux conflits raciaux.
La notion de race n'épuise pas celle d'ethnicité. La race est en quelque sorte la composante biologique de l'ethnicité.
Pour des raisons strictement dogmatiques, la pensée unique nie l'existence même des races (en utilisant l'argument spécieux que les différences génétiques individuelles sont plus importantes que les différences entre les groupes raciaux), et prétend donc combattre légalement le « racisme », aussi diabolisé que le libertinage l'était à l'époque du puritanisme victorien.
Comment pouvez-vous condamner un sentiment qui concerne quelque chose qui est présumé inexistant ? Comment peut-il y avoir du « racisme » quand on prétend que les races n'existent pas ?
L'antiracisme, viatique indispensable de la bien-pensance, n'est en réalité rien d'autre que XÉNOPHILIE (valorisation de l'étranger) et PHOBIE DE LA RACE.
Obsédée et effrayée par le fait racial – qui s'impose comme un problème majeur en raison de l'émergence de la société multiraciale et des conflits qu'elle

provoque – l'idéologie occidentale succombe à la phobie raciale et, contradictoirement, à la manie raciale.

Se déclarer « antiraciste » et dénoncer le racisme aujourd'hui est, pour les idéologues, les artistes, les politiciens et les journalistes, un passeport indispensable de bonnes manières, de gauche comme de droite, aussi nécessaire que de se proclamer « bon musulman » en Arabie saoudite.
Cela va jusqu'à l'absurdité qu'en Europe, quiconque affirme *l'inégalité des races* ou *la supériorité de la race blanche* (peu importe que ces opinions soient vraies ou fausses) soit accusé de « haine raciale », même s'il montre du respect pour les autres races.
Pire encore, être « raciste » (voir le cas de l'autrichien Haider), ce n'est plus considérer l'« autre » comme inférieur, ni celui de le menacer, mais plutôt celui de défendre son droit à l'identité, de se protéger d'une invasion.
C'est le signe qu'il y a un grave problème psychanalytique au sujet de la race parmi les élites européennes, de la même nature que la question du sexe au XIXe siècle chez les puritains. Les antiracistes sont des monstres raciaux qui répriment leurs pulsions morbides, leurs obsessions les plus cachées. Ils considèrent la « race » comme une sorte de divinité coupable, en laquelle ils croient et qu'ils essaient d'exorciser de toutes les manières. En ce sens, l'antiracisme est un exorcisme idéologique.

Pour les Africains ou les Asiatiques, en revanche, parler de race et de faits raciaux semble parfaitement naturel. D'autre part, c'est admis : certains Arabes et Africains ont récemment publié (en France et en Grande-Bretagne) des articles ou des ouvrages affirmant leur supériorité inhérente sur les Blancs , tandis que certains dirigeants musulmans ont proclamé qu'il faut « éradiquer tous les Blancs de la planète ». Ils n'ont jamais été poursuivis par les autorités judiciaires françaises.
On pourrait en déduire que les autorités susmentionnées estiment que le racisme « anti-Blanc » n'est pas dangereux, puisque, implicitement, les Blancs défendront et domineront toujours. C'est là que se trouve l'expression inavouable du mépris pour les autres races, comme si les Blancs étaient éternellement supérieurs et les autres handicapés congénitaux, des êtres à protéger.
Cela démontre clairement la tendance raciste réprimée de l'idéologie antiraciste dominante. La « haine raciale », un sentiment manifestement absurde dans la mesure où l'on reproche à d'autres hommes non pas pour leurs actes, mais pour leur être, est provoquée par l'impératif même d'une société multiraciale. Toute société multiraciale est multiraciste.

Aucune n'a jamais fonctionné en harmonie, toutes sont à l'origine de discriminations, quels que soient les efforts déployés par le législateur.

L'idéologie dominante sur cette question raciale est empêtrée dans des contradictions insurmontables : discrimination positive, politique de quotas pour les Noirs, etc. L'existence des races est approuvée sans reconnaître leur légitimité. L'antiracisme affiché par les militants pro-raciaux (par exemple ceux réclamés pour les Noirs par le collectif Égalité) est l'expression même du racisme le plus total, de la racialisation de la société.
Le « racisme anti-blanc » est passé sous silence, jamais réprimé, alors qu'il est très présent. Il semble que le racisme soit à sens unique. Seuls les Européens d'ascendance seraient intrinsèquement coupables de ce péché originel. À la fin du XIXe siècle, le néologisme racisme n'avait plus le même sens, ni sa connotation péjorative actuelle.
Il désignait une doctrine qui expliquait les différences entre les peuples et les civilisations à travers leurs composantes raciales, aujourd'hui on dirait « génétiques », qui étaient censées déterminer leur caractère global. Et, ce que tout le monde ignore, les premiers « racistes » autoproclamés, tels que Jules Soury, René Martial ou Jeremy Salmon, ont été... partisans du métissage !

Pour les racistes originels, le métissage génétique était le meilleur moyen d'obtenir une « race polyvalente », alors que, en revanche, les « races pures » échouaient en raison de leur spécialisation excessive.
Comme les chevaux ou les chiens, pensait-on, l'espèce humaine devait pratiquer le métissage sélectif, afin d'obtenir le meilleur produit, en rejetant absolument l'endogamie.
Il y avait des mélanges productifs et improductifs. À l'origine, le racisme est une doctrine du métissage. Mais aujourd'hui, utilisé à toutes les sauces, le mot racisme, pour sa connotation extraordinaire engageante et émotionnelle, ne signifie plus grand-chose.

En Occident, quiconque veut défendre l'identité de son peuple contre la colonisation étrangère est accusé de racisme ; et on suppose, presque magiquement, que seuls les Européens produisent des théories racistes. Oubliant – par exemple – les innombrables déclarations racistes et anti-suprémacistes blanches prononcées par les disciples africains du sociologue sénégalais Diop, que les dirigeants actuels de la nouvelle Afrique du Sud et du Zimbabwe continuent de diffuser, sans que personne ne les adopte.
Aujourd'hui, le racisme se confond avec la xénophobie ou la phobie de l'Autre. Il ne s'agit pas d'être raciste ou antiraciste, mais d'affirmer l'importance du fait

racial dans la composition de l'humanité. Les différences biologiques de ces derniers sont une richesse.
En revanche, elles deviennent une source de conflit dès que les séparations cessent d'exister. Comme l'a expliqué De Gaulle, il est évident que la France est fondamentalement un pays de race blanche et que, comme tout pays, elle peut parfaitement accueillir des minorités (comme les Français noirs des Antilles) sans problèmes, mais certainement elle ne peut pas devenir une société multiraciale, sans entraîner des conflits ingérables. Il en va de même pour tous les peuples. Parce que tout peuple qui ne possède pas un minimum d'homogénéité biologique est menacé à l'avenir de décadence intérieure. Le fait racial, bien sûr, n'est pas tout. Mais il y en a un. Le négliger conduira automatiquement à des catastrophes. Faire de la notion de « race » un tabou, un interdit presque religieux, l'anéantir, c'est, à la suite d'un retour en arrière, en faire un « secret de familles », c'est-à-dire une bombe à retardement.
e reste est facile à comprendre.

(voir Chaos ethnique, Ethnomasochisme, Peuple, Xénophilie)

Région, régionalisme

Une région est un sous-ensemble géographique et ethnique d'un bloc plus vaste auquel elle appartient néanmoins.
Même si, à elle seule, elle ne constitue pas un État ou un peuple, elle est, surtout en Europe, un lieu d'enracinement et d'identité irremplaçable. Le réseau régional du continent européen est l'une de ses caractéristiques fondamentales. La région, entité à taille humaine, héritière d'une longue histoire, permet une identité, une proximité, une communauté qui fait contrepoids au cosmopolitisme anonyme et au centralisme bureaucratique.
Les régions représentent (au-delà des variations géographiques engendrées par les risques de dizaines de siècles) les briques de l'Europe, ses éléments fondamentaux, avec et au-dessus desquels les différents Empires ou États-nations qui ont marqué notre histoire se sont faits et défaits. La région est l'expression polycentrique de l'unité mondiale des peuples européens.
C'est un sous-ensemble organique, une division interne, une réserve de mémoire ethnique, qui permet d'éviter la fragilité rigide des « blocs » nationaux. Un exemple pour illustrer mon propos : si, en raison du fatal *ius soli*, les étrangers d'origine non européenne peuvent de plus en plus se proclamer « Français », « Belges », etc., il leur est beaucoup plus difficile de se revendiquer « Ecossais », «

Bourguignons », « Siciliens », « Bavarois », etc. Pour des raisons ethnologiques, aucune « mondialisation », aucun processus de mondialisation de la Terre n'affaiblira jamais l'impératif régional, en fait, il ne peut que le renforcer. Pierre Vial le résume ainsi : *« Les identités régionales sont restées très vivantes et tremblent pour se réaffirmer. Cela s'applique évidemment plus à certaines régions qu'à d'autres. Mais nier l'identité alsacienne, l'identité bretonne, l'identité basque, l'identité corse est une absurdité et une impasse. […] Il ne faut pas s'isoler dans l'état actuel de la France, avec les hésitations, la froideur du système existant. […] Montrons clairement que nous sommes en faveur d'une confédération européenne fondée sur l'affirmation et la reconnaissance de l'Europe des peuples. L'Europe aux cent drapeaux ? Peut-être même un peu plus. En tout cas, l'Europe des patries charnelles*"
Tentant de réconcilier, de manière organique (c'est-à-dire impériale), les trois idées de la région des racines, de la nation historique et de l'Europe, Vial poursuit : *« IL NE S'AGIT PAS, COMME LE DISENT LES ADVERSAIRES DE MAUVAISE FOI, DE METTRE EN PÉRIL L'IDENTITÉ FRANÇAISE, MAIS AU CONTRAIRE DE LUI DONNER UNE NOUVELLE OPPORTUNITÉ HISTORIQUE. […] Nous devons revendiquer une identité qui intègre une double nécessité : dépasser l'État-nation, d'en haut, avec l'Europe et, d'en bas, avec les régions ».*
Pierre Vial plaide pour une « République française confédérée » (la VIe République) sur le modèle des Länder allemands, mais aussi de l'expérience espagnole actuelle, des cantons suisses, etc. Et il ajoute : « ... C'est dans cette proximité régionale que l'on pourrait assister à un retour du politique, c'est-à-dire des citoyens qui agissent directement sur leur propre destin. Ce serait un bon exemple de l'application du principe de subsidiarité.
Il conclut donc qu'il est nécessaire que toutes ces patries charnelles, toutes ces entités régionales organiques soient regroupées à l'avenir en un ensemble continental eurosibérien, d'origine indo-européenne, doté d'un destin commun de puissance, qui n'aura rien à voir avec la parodie d'Europe qu'offre le spectacle des institutions européennes actuelles.
Cette vision des choses, la seule qui soit vraiment réaliste, ambitieuse et conforme à la stratégie de défense des Européens, repose sur ces principes :

1)Il y a des régions à l'identité forte et d'autres à l'identité moindre. Cependant, l'identité peut se construire. Ce n'est pas seulement un héritage, mais une œuvre. Le principe organique et impérial n'est pas mécaniste.
2) Le « régionalisme de gauche », imposture trotskyste et mondialiste, est exactement de la même nature que le jacobinisme centralisateur et cosmopolite. Ces « régionalistes » sont aussi tolérants à l'égard de l'immigration colonisatrice que les jacobins universalistes parisiens.

3)L'attachement régional ne peut pas être sécessionniste ou indépendantiste. Il doit faire partie d'un tout plus vaste, où résident le pouvoir et le principe souverain : « l'union fait la force ». Un État central (et non centralisateur), doté de volonté et de projets, est plus que jamais nécessaire.
4) Le « problème français » ne peut pas être résolu de manière sentimentale, mais constructive. Un enracinement dans les territoires ne doit en aucun cas menacer l'identité culturelle française, ni ces entités historiques incontournables comme l'Allemagne, l'Espagne, la Pologne, la Russie, etc.
5) À l'avenir, les régions pourraient remplacer les « départements » actuels, héritage du rationalisme abstrait de la Révolution, qui détruisait les identités.
6) Il faut dénoncer les ambiguïtés de certains régionalistes : les autonomistes de Savoie, par exemple, à l'imitation de beaucoup de leurs frères bretons, reconnaissent leur identité régionale à tous les résidents, même aux non-Européens.

Aujourd'hui, la région n'est pas une panacée, une solution miraculeuse ; C'est une réalité changeante mais incontournable, qui marque l'attachement à un territoire bien précis. La régionalisation permet généralement une meilleure gouvernance d'une entité politique et renforce paradoxalement la liberté d'action de la fonction politique et souveraine centrale, « édulcorant » les préoccupations de gestion locale. C'est un exemple trop souvent oublié, celui de l'efficacité de l'organe centraméricain à Washington qui, en déchargeant tous les enjeux de gestion interne sur les États, peut mieux défendre la puissance mondiale de l'Union.

(voir Enracinement, Europe, Eurosiberie, Nation, Patrie)

Résistance et reconquête

Face à leur colonisation par les peuples du Sud et de l'Islam, les Européens se trouvent objectivement dans un contexte de Résistance. Et leur projet, comme ce fut celui de l'Espagne dans le passé, ne peut être que celui de la Reconquête.

Ces deux notions, celle de résistance et de reconquête, sont intimement liées. La résistance s'appelle aujourd'hui « racisme » ou « xénophobie », tout comme la résistance à l'occupant ou à la colonisation, au cours des conflits récents et bien connus, a été appelée « terrorisme ». Ils tentent de désamorcer la réaction et de diaboliser ceux qui, en toute bonne foi, prennent conscience de la réalité tragique et tentent de préserver leur peuple de la sujétion et de la

disparition pure et simple. Un renversement sémantique doit s'opérer : ceux qui favorisent, par le biais d'un humanitarisme antiraciste de façade, l'immigration de population, qu'ils soient politiques ou philosophes autoproclamés, doivent être définis comme des collaborateurs.

La reconquête ne devient un besoin conscient que si le peuple est dos au mur, que la tragédie frappe à la porte et qu'il y a urgence. Tant que l'État n'est pas visiblement colonisé par des étrangers et des musulmans – ce qui ne saurait tarder, en raison des évolutions démographiques et du vote des étrangers – il n'y aura pas de réaction de révolte et de résistance.
Celle-ci ne s'opposera qu'à un bloc clairement visible, perçu comme un occupant étranger et illégitime !
Pour l'instant, puisque seule la société civile est atteinte et que, le pouvoir est encore entre les mains des autochtones (en apparence du moins), aucune intention sérieuse de « résistance » et de reconquête ne prend vie.
Mais très vite, à ce rythme, les étrangers et les musulmans auront des communs entre leurs mains, ils éliront des députés aux élections législatives, ils installeront des ministres.
Il faut donc, dans l'hypothèse où les pouvoirs publics soient progressivement investis par les forces étrangères (pour des raisons démographiques, et par le caractère conquérant de l'Islam), s'organiser et préparer les esprits au devoir de reconquête.
Et ce par quelque moyen que ce soit, métapolitique ou directement politique.

L'un des premiers éléments de la reconquête est évidemment un redressement démographique des Européens, même s'il est très tard, puisque, pour l'instant, rien n'endigue les flux d'entrées massives et de naturalisations, ainsi que la ***guerre des berceaux*** (33% des naissances !), qui annoncent une véritable submersion ethnique.
C'est l'un des programmes centraux que les partis politiques conscients doivent prendre en considération. La deuxième étape historique de la reconquête est évidemment celle de la libération. C'est la stratégie de quitter l'Europe des étrangers, qui ne peut se réaliser que dans des circonstances de crise révolutionnaire.

À cet égard, de nombreux experts soulèvent cette objection : il est trop tard, il n'y a rien à faire, il ne sera jamais possible de « les faire partirr », la coexistence ethnique doit être planifiée de la meilleure façon possible. De ce constat naît la double obsession de l'« intégration » pacifique et du « communautarisme ». Ce chemin est celui de la fin de tout espoir, du renoncement, de la mort acceptée de

la civilisation européenne, de l'aveuglement et du suicide, au nom d'un faux réalisme intellectualiste qui se trompe toujours dans ses jugements de l'histoire.

Ceux qui maintiennent ce raisonnement fataliste sur la présence définitive et inéluctable, en Europe, de masses étrangères de plus en plus nombreuses, n'obéissent à aucune analyse rationnelle, mais manifestent simplement une absence totale de conscience ethnique.
C'est par indifférence à l'égard de leur propre peuple et de leur destin, et non à la suite d'études objectives, qu'ils définissent la reconquête et le départ de tous les étrangers comme « impossibles ».
C'est tout le contraire, rien ne nous dit ce qui se passera demain. Le vrai réalisme consiste à maintenir, comme une flamme de la volonté, les idées impératives de résistance et de reconquête. Demain, ce qui semble improbable aujourd'hui peut sembler sûr ; En d'autres termes, l'impensable deviendra possible, l'irréalisable, le faisable. Tout simplement parce qu'il y aura l'éruption d'une situation d'urgence, ce qui apportera un changement complet dans les données de base et l'échelle des valeurs. Nous citons des exemples historiques bien différents de la Reconquista espagnole : le départ des Français d'Algérie, le renouveau de l'Alsace-Lorraine, l'effondrement brutal de l'URSS, la défaite de l'Allemagne en 1945, sa réunification en 1991, ou encore, actuellement, l'islam qui devient la première religion de France, tous ces faits étaient considérés comme impensables par les analystes raffinés, seulement quelques années avant leur survenance ! C'est-à-dire qu'il n'y a pas de sens à l'histoire, ou plutôt, que son cours peut être détourné par l'idéalisme de la volonté, accompagné du changement brutal de critères, provoqué par les crises et en particulier par les guerres civiles.
Bien sûr, nous n'imaginons toujours pas comment cette reconquête pourrait concrètement avoir lieu. Parce que nous pensons avec des œillères à la réalité actuelle. L'essentiel est donc d'affirmer l'esprit de résistance maintenant et partout, et de donner comme objectif inviolable l'idée-force de la reconquête, même si ce n'est sans savoir encore comment elle sera réalisée. Parce que l'africanisation et l'islamisation de l'Europe ne sont pas acceptables et doivent être considérées comme temporaires. Nous ne devons pas oublier que la résistance et la reconquête doivent être organisées à l'échelle européenne et non au niveau des pays individuels.

(voir Colonisation, Conscience ethnique, Idée)

Héritage

Un ensemble de capacités et de traits culturels transmis de génération en génération, qui structurent l'identité d'un peuple. L'héritage est de nature bioanthropologique et culturelle. Il s'agit du double impératif du sang et des valeurs. La rupture de sa transmission, qu'il s'agisse du patrimoine populaire, artistique, culturel, artisanal ou techno-scientifique, est un moyen très sûr d'éradiquer la mémoire d'un peuple et donc de la faire disparaître en tant que telle par ethnocide.
Actuellement, les Européens et les Français, en particulier, sont victimes d'une triple destruction de leur patrimoine : par le naufrage de la mémoire culturelle et historique, à laquelle participe l'école publique ; par le biais de la négation de l'héritage culturel européen et de ses forces créatrices, dans la culture de masse américano-occidentale et dans les formes néo-primitives d'une africanisation (la culture du « tam-tam », comme l'avait prédit Céline) ; mais aussi avec des attaques vitales contre le *germe* biologique : métissage, baisse des taux de natalité et poids croissant des populations étrangères.
La transmission du patrimoine biologique et culturel est la condition sine qua non de la préservation dans l'histoire des peuples européens, comme de tout autre peuple. Lorsque vous n'avez plus rien à vous à transmettre, vous n'existez plus.
Un peuple sans héritage est un peuple aliéné, et si les choses continuent comme elles sont, les Européens se retrouveront beaucoup plus déculturés que les peuples du tiers monde qu'ils ont autrefois conquis.
Mais il y a un paradoxe : alors que le patrimoine biologique ne peut subir d'altérations majeures, sans subir de graves dommages, le patrimoine culturel a toujours été, dans l'histoire des peuples européens, en constante métamorphose dans sa transmission, loin de toute fixité.

L' héritage culturel et civilisationnel est un mouvement semblable à une flamme qui reste toujours la même, mais dont la composition, due à la combustion, se renouvelle sans cesse.
L'essentiel, c'est qu'il y ait un noyau dur de l'héritage, c'est-à-dire des « valeurs fondamentales » et de la préservation de la mémoire historique.

(voir Hérédité, Enracinement, Histoire)

Révolution

Un retournement brutal d'une situation politique, suite à l'arrivée d'une crise et à l'action d'une minorité active.

L'imposture du marxisme a été de se proclamer révolutionnaire, tout en se comportant comme la Révolution française, qui continuait un système idéologique et politique préexistant. La vraie révolution est la métamorphose, c'est-à-dire la transformation radicale des valeurs. Le seul révolutionnaire des temps modernes était Nietzsche parce qu'il voulait « un renversement et une suppression radicale des valeurs » et non Marx qui ne pensait qu'à la continuation dialectique d'une évolution de la société bourgeoise, comme c'est le cas aujourd'hui.

Il faut aussi se méfier profondément de l'attirance ressentie par certains intellectuels pour les courants de la révolution conservatrice allemande d'avant-guerre, qui, bien sûr, est une lutte contre la modernité, mais au sens le plus réactionnaire, puisqu'elle se vante implicitement d'un retour au « vieux monde », aux « vieilles valeurs », à une résurrection nostalgique du passé, du bon vieux temps.

Le terme de « révolution » (comme celui de peuple) terrorise depuis plusieurs années les anciens révolutionnaires des années 1968, qui s'attribuent les positions politiques et médiatiques et sont devenus, pour reprendre l'expression marxiste, qu'ils ont eux-mêmes utilisée contre leurs adversaires, les chiens de garde du système.

Pour les Européens, une révolution représenterait l'abolition radicale, le renversement du système actuel et la construction d'une réalité politique totalement nouvelle, basée sur ces grands principes :

1) Viser la construction d'une Eurosibérie ethnocentrique, libérée de l'Islam et des masses colonisatrices du Tiers-Monde.

2) L'application à cet ensemble du principe de l'*autarcie des grands espaces*, en rupture avec le libre-échange mondialiste, ce qui signifie l'adoption des critères de l'*économie organique*, tant du point de vue productif et financier que du point de vue écologique ou social.

3) Rompre définitivement avec l'organisation actuelle de l'Union européenne, ingouvernable, dépourvue de toute souveraineté, de toute influence, de toute forme de défense crédible, incapable de toute protection des peuples qui la composent, pour la création d'une nouvelle Europe radicalement différente.

4) Le recours généralisé à une société inégalitaire, disciplinée, authentiquement démocratique mais aussi aristocratique, inspirée de l'humanisme grec.

Nous sommes encore loin de tout cela. C'est pourquoi seule une grande crise prévisible, seule la convergence des catastrophes pourront débloquer la situation et mettre en mouvement cette civilisation entravée.
Nous avons dépassé le point de non-retour, le point avant lequel il était encore possible d'arrêter la décadence par des réformes politiques pacifiques.
En aucun cas, une révolution européenne ne peut être une révolution de velours.

(voir Autarcie des grands espaces, Économie organique)

Sacré

Une qualité de toute valeur collective transcendante, capable, par des rituels ou des symboles, de provoquer une mobilisation psychologique.

Le sacré est le dépassement de soi, l'appel à une dimension supérieure, quelles que soient les croyances que l'on adopte. Elle peut être imprégnée ou non du « divin » et n'est liée à aucune religion particulière.
La civilisation d'aujourd'hui est désacralisée, désenchantée ; le sacré a été déguisé et récupéré, sous forme de simulations, par un bazar de superstitions New Age, inspiré d'un mysticisme d'origine américaine. Le drame de l'Europe d'aujourd'hui, la cause de la crise qu'elle traverse et son déclin ethno-démographique sont en partie imputables à un déficit de sacré.

Face à la conquête de l'islam, dont l'un des moteurs est la foi religieuse (quel que soit le jugement porté sur cette dernière), les Européens n'ont plus de motivation intérieure collective ; la seule ressource qui leur reste est strictement immanente : le désir de maximiser leur consommation, la possession des signes extérieurs de richesse. En elles-mêmes, ces aspirations sont parfaitement naturelles (l'opulence matérielle fait partie intégrante de la psychologie humaine), mais elles restent tout à fait insuffisantes pour insuffler des forces vivifiantes dans une culture et un peuple.
Prenons l'art contemporain : sa dégénérescence évidente ne tient pas tant au fait que l'artiste n'a plus de talent ou de dextérité esthétique, mais qu'il ne veut plus l'avoir, parce qu'il n'a plus le sens du sacré, c'est-à-dire de l'inspiration, cette flamme intérieure qui doit l'unir à l'invisible.
Ce déficit de sacralité est la conséquence de la domination généralisée de l'esprit bourgeois, mais aussi de l'abandon par le christianisme (protestant et post-conciliaire) de la dimension sacrée qu'il avait héritée du catholicisme médiéval, lui-même inspiré par le paganisme.

Les éléments essentiels du sacré sont le culte des morts et des ancêtres, les célébrations du calendrier, les rites de la naissance des enfants, etc., c'est-à-dire tout ce qui rend transcendante la perpétuation de la lignée du peuple. En ce sens, le sacré n'est pas une notion éthérée, radicalement séparée du profane, mais un lien vertical entre la vie, la réalité biologique et ce qu'on pourrait appeler, faute d'un meilleur terme, l'âme.
Le sacré est inconcevable sans un lien permanent entre ascendants et descendants ; entre les ancêtres, dont on recueille l'héritage, et leurs descendants qui le reçoivent ; les deux étant de même importance et de même valeur, une idée qui apparaît absurde et incompréhensible à la mentalité contemporaine.

(voir Bourgeoisisme, Paganisme)

Sélection

Un processus de choix collectif, à l'issue d'un concours, qui vise à réduire ou à éliminer les moins aptes et les plus faibles, et à valoriser les plus doués et les plus capables.

La sélection concerne à la fois l'évolution naturelle des espèces, l'histoire des civilisations et la vie interne des sociétés.
La *sélection naturelle* assure la survie du plus apte et donc la perpétuation de l'espèce.
C'est vrai à la fois en biologie et en sociologie.
Toute organisation, tout système qui néglige la sélection est voué à disparaître à moyen terme. La sélection prend rarement la forme d'un combat direct, mais c'est vraiment le principe central de toute vie et de toute civilisation, son critère principal.
La « supériorité » d'un peuple, d'une espèce, d'une civilisation, repose finalement sur sa capacité à survivre dans le temps, à surmonter les pièges de la sélection, à réussir dans les compétitions. En ce sens, le « racisme statique » qui soutient qu'un groupe phylogénétique est supérieur, par nature, à un autre, est une contradiction flagrante.

La pression sélective concerne tout : à la fois les formes culturelles, la circulation des élites, et les traditions, qui passent par le filtre du « choix de

l'histoire ». La sélection n'est pas une discrimination injuste comme voudraient nous le faire croire les idéologies égalitaires ; c'est le moteur même de toute vie.

L'égalitarisme, qui rejette le principe de la sélection, est cependant incapable de l'éliminer et remplace la sélection socialement organisée par une sélection sauvage et injuste, basée sur le népotisme, l'argent, la violence, etc. Dans une société bien construite, comme l'a soutenu Nietzsche, *« il faut toujours armer le fort contre le faible »*. Il ne s'agit pas du tout d'être injuste envers les moins capables, mais constater que le point culminant de l'injustice, comme nous le voyons aujourd'hui, le désastre pour l'ensemble de la collectivité, c'est l'anti-sélection qui conduit au chaos et à une sélection basée sur des critères asociaux.

Cette haine de la sélection a été l'un des thèmes principaux de Mai 68, responsable de la décadence actuelle de l'éducation nationale. La société contemporaine met des obstacles sur le chemin de la sélection juste et, par conséquent, établit la sélection sauvage, la loi de la jungle et de l'injustice. La sélection n'est pas l'iniquité, c'est l'acceptation de la vie, de la hiérarchie naturelle, selon la pensée de Platon, d'Aristote et de Spencer, du « *chacun à sa place* ».
Dans la tradition européenne, le principe démocratique est inséparable du principe aristocratique, c'est-à-dire sélectif.
Une société sans véritable aristocratie, où les « meilleurs » ne sont pas aux commandes, se transforme rapidement en injustice et en oppression des plus faibles. Par conséquent, la sélection n'est pas une tyrannie contre ces derniers, ni leur élimination ou leur exclusion, mais la garantie de leur bon positionnement dans l'organisme social dans sa globalité.
Faire croire, comme le font les doctrines égalitaires, que tout le monde a les mêmes dons et que toute sélection hiérarchique serait contraire aux principes de l'humanité est, comme l'a soutenu Pascal, un « terrible mensonge » et une incitation à la dissolution des sociétés.

L'égalitarisme absolu, celui du refus de la sélection manifeste, détruit donc toute fraternité, tout ordre social, à cause de l'apparition de formes déguisées de sélection : favoritisme, achat de privilèges, avantages indus, etc.
Il n'y a pas de pire injustice que de refuser le rang qui leur est dû aux plus doués et aux plus méritants, et d'accorder des privilèges aux incapables.
Dans la maxime de la République française, les termes *égalité* et *fraternité* semblent totalement incompatibles.

(voir Aristocratie, Égalitarisme, Hiérarchie, Méritocratie)

Société marchande

Un des noms de la société occidentale contemporaine, dans laquelle la « troisième » fonction, dite mercantile, a pris le pas sur la fonction régalienne, et où les marchés sont devenus l'*ultima ratio*, le dernier et le seul horizon de toutes les décisions politiques.

Ce terme est préférable à celui de « société capitaliste ». Il ne s'agit pas de condamner l'économie de marché, mais d'imputer la dictature du marché à toute autre considération (écologique, ethnique, esthétique, sociale, etc.). Le marché ne peut pas tout faire et l'échange matériel ne peut pas être le fondement des rapports sociaux. Dans la société marchande, tout a un prix, mais rien n'a de valeur.

Cependant, il faut se méfier des critiques dogmatiques de la société marchande exprimées par des publicistes de droite fascinés par le gauchisme de tendance marxiste, qui prétendent mépriser le marché, la sphère économique, la prospérité et les impératifs du pouvoir industriel et techno-scientifique. Cette position est hypocrite dans la pratique, car, dans leur vie concrète, ils participent pleinement au consumérisme bourgeois. Imitant l'extrême gauche, ils se qualifient eux-mêmes d'« anti-utilitaristes », une position scolastique et désincarnée, typique de l'intellectualisme parisien.

Il ne s'agit pas, en effet, de rejeter le marché, l'échange, la sphère économique et productive, le pouvoir techno-scientifique, au nom d'une utopie anti-utilitariste, mais de subordonner la fonction mercantile et productive à la fonction régalienne, de la mettre au service du peuple et de la *Grande Politique*, et bien sûr de la justice sociale.

Il faut aussi dénoncer l'imposture du socialisme bureaucratique qui, au nom de la lutte contre la société marchande et la « dictature du capital », conduit à la création de féodalités sociales, économiques, syndicales, etc., complètement parasitaires, et donc d'une nouvelle forme de société marchande. Bref, ceux qui veulent abolir le marché, comme ceux qui en font l'éloge, font preuve de réductionnisme.

Le marché est indispensable : c'est une arme entre les mains de la souveraineté, un moyen et non une fin. La société mercantile abandonne le marché (mondial) à ses propres risques, sans direction, à la fois le marché des produits et le marché financier ; d'où la fragilité de l'économie spéculative qui ne peut échapper à des crises brutales et imprévisibles ; ainsi que l'impossibilité de contrôler les

frontières et, pour l'Europe, d'assurer l'autonomie économique ; d'où la soumission des États à la situation économique du moment, sur laquelle ils n'ont aucun pouvoir (alternance de « dépressions » et de « reprises », influencées par l'humeur des marchés).
Comme le vin, le marché est indispensable à doses maîtrisées, mais s'il devient le seul point de référence d'une société, il se transformera en *bateau ivre*.

(voir Autarchie, Économie organique, Libéralisme, Mercantilisme)

Souveraineté, fonction souveraine, tri-fonctionnalité, bi-fonctionnalité

Institution du gouvernement d'un peuple, animé par l'autorité, la justice et le désintéressement, capable de réaliser à la fois la prospérité immédiate et le destin historique.
La fonction souveraine ne peut pas découler simplement d'un mécanisme « démocratique ». Elle doit avoir une dimension sacrée, prendre en charge et assurer la permanence du peuple. Plusieurs solutions ont été essayées dans l'histoire : la monarchie héréditaire, l'acclamation d'un empereur, un président élu, etc. En réalité, il n'existe pas de solution préfabriquée.
Il est nécessaire de concilier le principe populaire, au sens de la démocratie grecque, avec le principe sacré et souverain. La fonction régalienne assume le monopole de l'homme politique entendu comme la « Grande Politique ». Il encadre la société et la fonction économique sans la harceler ni la priver de responsabilité, il guide directement la fonction de guerre, il décide des grandes orientations du peuple dont il est responsable.
Elle est d'essence impériale et organique, c'est-à-dire qu'elle repose sur le principe de subsidiarité : la fonction souveraine ne se substitue pas aux autres fonctions, chacune dans ses domaines respectifs, mais gouverne les grands intérêts et dessine les orientations fondamentales.

Le drame de l'Europe contemporaine est la disparition de toute fonction régalienne. L'État n'est plus souverain parce qu'il n'a plus d'objectif historique, ni le pouvoir et la volonté d'agir sur le destin collectif. Les bureaucraties, les classes politiques, les forces économiques gèrent, au jour le jour, une société sans tête et ce ne sont certainement pas les institutions de l'Union européenne qui constituent une nouvelle souveraineté. À cet égard, nous ajoutons qu'il faut cesser d'instrumentaliser la théorie de Dumézil des « *trois fonctions indo-*

européennes » (certainement pas du point de vue historique, mais du point de vue idéologique d'aujourd'hui) qui sont:
- la souveraine et le sacrée,
- le guerrier et le marchand,
- le productif et le social

A mon sens (et il s'agit d'une simple proposition de réflexion), il ne peut y avoir que deux fonctions principales, surtout dans le monde à venir : une fonction **régalienne** et une fonction **socio-économique**. Dans un cadre impérial, la fonction régalienne doit aussi assimiler la fonction militaire ou « guerrière » au sein de la politique. Toute indépendance de ces derniers conduit en effet à des désastres.

La bi-fonctionnalité semble donc plus appropriée que la théorie des trois fonctions. La fonction régalienne regroupe tout ce qui découle du destin et de la volonté, ce qui concerne le long terme, tandis que la fonction socio-économique se limite à la gestion de la prospérité quotidienne.
Plus profondément, les « fonctions » ne dépendent pas du type d'activité, mais de leur niveau d'importance.
Dans l'économie, par exemple, il y a des décisions fondamentales qui relèvent du domaine de la politique, de la fonction régalienne. Quant aux questions de la défense du peuple, dans tous ses sens et dans tous ses domaines – militaire et autres – elles ne peuvent en aucun cas échapper à la fonction régalienne.

La théorie tri-fonctionnelle, trop abstraite et intellectuelle, pourrait donc être remplacée par la théorie bi-fonctionnelle, plus concrète et plus adaptée au monde futur. La question de savoir si la souveraineté doit être « républicaine » ou « monarchique », « royale » ou « présidentielle » est déplacée.
Les rois de France et les empereurs romains utilisaient le terme « république » *(res publicae)* pour signifier que la souveraineté était un service public, une chose publique.
Pour cette raison, les positions de Marx ou de Maurras, de Rousseau ou de De Gaulle, qui soutenaient que les institutions, au sens formel, sont la solution miraculeuse pour le bon gouvernement des hommes, doivent être critiquées.
Au contraire, tout dépend de l'état d'esprit, de l'état biologique et spirituel des peuples : un peuple en bonne santé trouve toujours le souverain qui lui convient.

En réalité, il n'y a pas de véritable souveraineté si elle n'émane pas de l'âme d'un peuple, de sa force intérieure et de sa volonté de vivre, seulement si elle

constitue un lien de nature spirituelle et historique, entre un principe de légitimité supérieure et un principe d'adhésion populaire.
Aucun monarque, aucun président, aucun commissaire, aucun secrétaire général, aucun ministre, aucun roi, aucun empereur ne pourra se faire souverain s'il n'incarne pas le besoin d'identité et de pérennité de son peuple. La souveraineté est aussi *auctoritas*, c'est-à-dire l'autorité, donc l'action.

La souveraineté, pour être durable, a aussi besoin d'un éclairage supérieur, d'une légitimité qui ne vient pas seulement d'en bas mais aussi d'en haut, qui s'inspire et se légitime par une étincelle du *sacré*.
Le nœud du problème est de redéfinir et de régénérer ce qui sera *sacré*.

(voir Tête par nature, Personnalité créative, Politique, Sacré)

État, état-nation, étatisme

Instance de direction générale d'un peuple ou d'une société constituée en unité politique et territoriale.

Quelle que soit sa forme, l'État – que les Romains appelaient Res publica, ou « institutions publiques et communes » – a toujours existé, sauf dans les sociétés tribales. Les mandarins de l'Empire chinois, l'administration romaine, celle des cités grecques ou encore les rois incas étaient des États. À l'époque moderne, à partir du XVIIe siècle, l'État tend à s'étendre.
Dans les démocraties d'aujourd'hui, elle associe des institutions nommées et bureaucratiques (« pouvoirs publics » et « administrations ») à des organes élus (gouvernement, conseils municipaux, assemblées régionales, etc.). Les parlements nationaux (le « pouvoir législatif ») font-ils partie de l'État ou de la société civile ? La question reste ouverte.

La crise de l'État moderne en Europe prend plusieurs aspects. En premier lieu, elle tend à s'ériger en caste protégée et privilégiée (l'armée de millions de fonctionnaires), qui vit aux dépens des forces vives de la société civile. D'où la question : l'État est-il au service du peuple ou le peuple est-il au service de l'État ?
Deuxièmement, sa lourdeur pachydermique est directement proportionnelle à son impuissance politique. Il écrase la société sans jamais donner vie à de grands projets, ni à des changements. Ensuite, il se heurte à des puissances concurrentes : celles des technocrates européens et des des puissances transnationales.

On assiste donc à une double variation : l'État devient de plus en plus éléphantesque au moment même où il est privé de ses pouvoirs.
Il est, en outre, à nouveau infesté par le féodalisme de parti, dépourvu de projets idéologiques, et agit comme un rouage dans la roue pour faire carrière. L'État, en réalité, n'est plus gouverné.
Il n'obéit plus à la représentation populaire. Il ne représente plus la volonté générale. Il a perdu du pouvoir et de l'influence sur le cours des choses. L'État n'est plus un corps politique. Il ne se confond plus avec la fonction souveraine qu'il prétend représenter.

Le paradoxe, à l'ère du libre-échange et de la suppression des protections et des droits sociaux (avec l'apparition de l'exclusion économique et de nouvelles formes d'esclavage), c'est que l'on assiste à une inflation du parasitisme de l'État. N'exerçant plus ses fonctions protectrices, il perd sa légitimité.
L'étatisme est l'opposé de l'état fort, c'est l'état « obèse ». Dans l'étatisme, l'État ne s'impose plus comme une fonction régalienne, mais comme une bureaucratie qui fonctionne conformément aux règles et qui ne défend plus l'intérêt général. Il est au service d'une caste, d'un gigantesque appareil de fonctionnaires. Tout se passe comme si la première préoccupation de l'État était elle-même, c'est-à-dire les privilèges de ses fonctionnaires et de sa classe politique qui s'auto-reproduit.

Paradoxalement, en Europe occidentale nous vivons, à la fois, une emphase et un déclin de l'État qui s'efface en tant que force politique effective, même s'il écrase tel un fardeau réglementaire, sociologique et financier insupportable.
L'Europe connaît donc actuellement une crise mondiale de souveraineté, qui ne peut être résolue ni par un retour à des États-nations impuissants, ni par la constitution actuelle de l'Union européenne, alors qu'elle manque de volonté politique et d'instruments de puissance.
La seule solution, en fin de compte, semble être de sortir des compromis et de construire, au cours du XXIe siècle, un véritable État fédéral et impérial grand-européen, ethnocentrique et décentralisé.
Ce ne sera que le réveil de la tentative d'unification de l'Empire romain, puis de l'Empire carolingien.

(voir Eurosiberia)

Histoire, conceptions de l'histoire

La conscience, manifestée dans la culture européenne et dans quelques autres, de l'émergence et de la continuité dans le temps du destin d'un peuple ou d'une collectivité.

L'intrigue de l'histoire est profondément tragique. Pour cette raison, elle est niée par l'*esprit bourgeois* et l'*égalitarisme*. Ce dernier, qu'il soit marxiste ou, aujourd'hui, libéral-cosmopolite, a toujours espéré la *fin de l'histoire*, synonyme de vallée des larmes.

L'idéologie occidentale-américaine actuelle cherche implicitement cette fin de l'histoire, depuis la chute du communisme, à travers l'établissement d'un « nouvel ordre mondial », d'une planète unifiée. Mais le XXIe siècle sera tout, sauf le temps de la fin de l'histoire. Ce sera celui du retour en force de l'histoire et de ses affrontements dans un monde devenu multipolaire.

Il y a trois grandes conceptions de l'histoire qui s'opposent : la **cyclique**, la **linéaire (et finaliste)** et enfin la **sphérique** :

1) La conception cyclique appartient aux sociétés primitives et a persisté depuis l'Antiquité : tout se répète éternellement, rien ne change.

L'histoire est un cycle, une boucle, et après un nouveau départ, une succession d'époques qui reviennent toujours.

2) La conception linéaire et finaliste de l'histoire (téléonomie et sotériologie) a été introduite par le judéo-christianisme : la dynamique historique va nécessairement vers la fin, le *Jugement dernier*.

Cette idée a été reprise par les idéologies occidentales et formulée par Hegel et Marx (mais aussi par le cosmopolitisme libéral), comme une forme laïque de la vision paradisiaque judéo-chrétienne.

Cette version laïque du Salut, naïve et nourrie par la foi dans le Progrès, typique d'une modernité essoufflée, continue de dominer l'idéologie officielle, alors même que tout montre qu'au XXIe siècle, l'optimisme puéril de cette conception de l'histoire a toutes les références nécessaires pour être contredite dans les faits.

3) La conception « sphérique » de l'histoire formulée par Nietzsche et précisée par Giorgio Locchi est la suivante : cette philosophie tragique, surhumaniste et faustienne dote l'histoire d'une dynamique, fondée non plus sur un retour cyclique ou sur un mouvement linéaire fixe (le « sens de l'histoire »), mais fondée sur l'*éternel retour de l'identique* (et non du « même »).

On peut se réapproprier le passé, à n'importe quel moment du présent, en fonction de projets différents et renouvelés, et donc aussi le transfigurer. Cette position est sphérique, comme une balle qui roule dans un avion, en ce sens que les mêmes phases d'ascension, de décadence, de guerre, de paix, de crise, etc., reviennent toujours, mais dans des situations différentes et de différentes manières. Le présent est le point de fusion du passé immémorial (mais « relu » à

chaque époque) et de l'avenir comme volonté. Les traditions et le futurisme coïncident donc dans la même énergie volontariste. L'avenir reste donc ouvert, contrairement à ce que supposent les conceptions tout aussi déterministes cycliques, paléo-païennes ou judéo-chrétiennes linéaires.

Les Européens feraient bien de s'inspirer de cette conception de Nietzsche et de Locchi pour régénérer leur propre histoire, parce qu'ils sont sur le point d'en sortir, ils n'en sont plus les maîtres, puisqu'ils abdiquent leur destin en le laissant entre des mains étrangères.

Cette interprétation de l'histoire est également anti-fataliste, puisqu'elle considère et affirme qu'une décadence inattendue ou une régénération inattendue est toujours possible. C'est ainsi que le déclin européen d'aujourd'hui (et en particulier dans ses aspects démographiques, ethniques et spirituels) n'est pas irréversible. TOUT PEUT ARRIVER : l'histoire recèle en son sein des lots de surprises, aussi bien bonnes que mauvaises.
L'histoire, est un torrent impétueux dont personne n'a jamais pu prédire le cours.

Mais qu'il s'agisse véritablement d'une succession de métamorphoses lentes ou brutales, pacifiques ou douloureuses, toujours imprévisibles, il faut néanmoins savoir que la régénération historique de l'Europe sera un « saut dans l'inconnu » et, certainement, elle ne se fera pas pacifiquement.

(voir Archéofuturisme, Destin, Devenir, Fin de l'Histoire)

Technoscience

La technique s'appuie sur le procédé scientifique de la méthode expérimentale, qui vise à augmenter considérablement les possibilités d'action et de domination.

Création de la civilisation européenne, la technoscience est prométhéenne, dans son essence. Elle porte en elle-même, à la fois le tragique et le contradictoire, les meilleurs espoirs et les pires dangers.
Pour les peuples européens menacés par leur faiblesse démographique, la dévirilisalisation et la submersion des masses du Sud, les technosciences bio-génétiques peuvent représenter une ressource temporaire.
De même, en l'appliquant au secteur de l'armement, la technoscience peut constituer le bouclier indispensable qui compense une grave infériorité démographique.

Mais la technoscience est neutre. C'est une grave erreur, dans laquelle sont tombés Habermas et Heidegger, de penser que la technoscience pourrait être, *sui generis*, porteuse d'une idéologie.
C'est une arme, un moyen avec lequel vous pouvez faire ce que vous voulez. La technoscience est nuisible si elle est reléguée à la seule logique du marché, mais elle peut s'avérer avantageuse si elle est soumise à une volonté souveraine. Elle n'est pas en conflit avec les traditions, mais représente un élément essentiel des traditions européennes, qui sont déjà apparues avec l'école pythagoricienne. C'est de cette force de l'alchimie dont parlaient les anciens maîtres médiévaux.

La technoscience n'est ni « moderne » ni « matérialiste » dans son essence, mais, en même temps, traditionnelle et futuriste.

(Voir Archéofuturisme, Prométhéen, Volonté de puissance)

Terre, territoire

L'espace géographique de l'existence et de la survie d'un peuple, de son incarnation dans un « lieu ».
La notion de peuple, comme celle de sang, d'identité, ne peut être comprise sans celle de « terre ». L'impératif éthologique du vivant est l'appropriation territoriale. Le seul peuple – le peuple juif – qui a été pour un temps une diaspora pure, un peuple sans terre, sans sang et sans spiritualité sans sol, a toujours essayé de retrouver ses racines terrestres : parce que l'État d'Israël est la concrétisation de la Terre promise.

De même, la diaspora chinoise fait toujours référence à la patrie, avec laquelle elle reste liée. Même les peuples musulmans, tourmentés par le nomadisme, les Arabes ou les Turcs, connaissent le concept de « terre de l'Islam », qu'ils doivent d'ailleurs développer sans cesse.
Sédentarité et nomadisme sont liés. Les populations purement nomades, comme les Gitans, n'ont jamais été historiquement créatrices. La terre est le lieu d'où l'on part à la conquête, le lieu que l'on habite et que l'on aime, et le lieu où l'on est « enterré ».
La conquête de l'espace, énoncée par Wernher von Braun et Jules Verne, ses principaux théoriciens, n'a jamais été comprise comme un nomadisme et un abandon de la terre mère, mais comme son prolongement. L'astronome Hubert Reeves écrivait : « Lorsque l'humanité commencera à conquérir la planète Mars, elle sera inévitablement divisée en territoires ».

Un peuple sans territoire ne peut pas exister.

Le XXIe siècle se présente à nous comme celui de la fin des frontières, l'époque où les réseaux, les flux et les zones remplaceront les terres avec lesquelles on a un lien fort. Eh bien, cette vision nomade ne correspond pas du tout à ce qui est annoncé.
Le mondialisme ne provoquera pas l'affaiblissement de l'idée territoriale mais son renforcement, par la réaction. Il ne parviendra jamais à rendre obsolètes les notions de terre et de territoire, car elles sont inscrites dans la mémoire génétique.
La mer, comme l'air et l'espace spatial, est le prolongement des espaces terrestres. L'homme est un animal territorial, qui défend sa terre ou en conquiert une nouvelle. Aujourd'hui, les Européens sont en proie à la conquête physique, par l'Islam, de leur espace, devenu la « terre de l'Islam » (dār al-Islām) et la tentative de domination géostratégique de leur continent par le « superviseur général » américain.
La défense de la terre européenne, et au-delà, de l'espace eurosibérien, est indissociable de la défense des peuples européens.

(voir Enracinement, Eurosibérie, Géopolitique, Patrie, Peuple)

Tiers-mondisme

Une doctrine présente à la fois à gauche comme à droite, qui soutient que le Tiers-Monde est « exploité » et qu'il convient de l'aider inlassablement, par des transferts financiers (prêts, dons, annulations de dettes) ou technologiques et par l'accueil de ses migrants.

Le tiers-mondisme est un serpent qui se mord la queue : en prétendant aider les pays pauvres, il leur nuit et les prive de responsabilités. Elle leur impose un modèle économique occidental unique, destructeur pour les économies locales. Nous avons pitié du tiers monde au nom d'une charité culpabilisante. La voie à recommander à l'égard du Tiers-Monde est celle de l'indifférence relative, l'exact opposé de l'actuel « droit d'ingérence ».

L'Europe n'a pas de solidarité à manifester à l'égard des peuples qui sont responsables de leur propre destin. La pauvreté endémique, les guerres, les épidémies qui dévastent des parties de l'Afrique, de l'Asie ou de l'Amérique latine ne nous concernent pas. Les seuls coupables de leur incapacité à se gouverner

eux-mêmes sont précisément ces populations. Nous n'avons aucune responsabilité envers eux.
Rendre le Tiers-Monde responsable, c'est refuser de l'aider. De plus, la notion même de tiers-monde, créée dans les années soixante par Alfred Sauvy pour désigner des pays qui n'appartenaient ni à la sphère occidentale ni au système soviétique, mais regroupaient grossièrement les anciennes colonies européennes, n'est plus d'actualité.

Quel est le point commun entre le Mali, l'Argentine et la Corée du Sud ? La notion de tiers-monde, bien que vague, n'en conserve pas moins son efficacité, une réalité que l'on pourrait qualifier de « pays pauvres ». Mais pourquoi « pauvre » ?
Les tiers-mondistes expliquent que ce sont les pays du Nord qui exploitent le tiers-monde, alors que c'est exactement le contraire.
Nous devons renverser la charge de la preuve et nous efforcer de déculpabiliser les Européens.
Ce parasitisme du Tiers-Monde prend les formes que j'énumère ci-dessous :

1) Coût financier direct. Coût des prêts déficitaires, des exportations financées par le contribuable européen, de l'annulation de la dette, etc.
2) Coût des aides techniques et de la coopération, ainsi que du transfert de technologie. Malgré cette aide massive, AUCUN pays d'Afrique ou du monde arabo-musulman n'a réellement été en mesure d'atteindre un équilibre économique minimum.
3) Coût d'exploitation des matières premières du tiers monde. Pendant cinquante ans, on nous a dit avec insistance que nous exploitions les pays du Sud. Cependant, leurs ressources pétrolières et minières ou agricoles ne seraient d'aucune utilité pour l'Europe si celle-ci se considérait géopolitiquement comme une « zone eurosibérienne ». D'autre part, il est bon de savoir, par exemple, qu'aucun pays musulman qui exporte du pétrole ou du gaz ne pourrait, à lui seul, utiliser ces réserves. Ils ont été découverts et sont exploités par des entreprises étrangères, qui paient des loyers colossaux aux États dans lesquels ils se trouvent. L'Euro-Sibérie n'aura pas besoin des ressources du Tiers-Monde.
4) Le pire et le plus lourd est de déverser les populations excédentaires du Sud vers l'Europe, ce qui équivaut à une submersion démographique à l'avenir et, dès maintenant, à un boulet économique. Nous devons également lutter contre un certain nombre de mythes, en particulier celui-ci : le colonialisme européen, parce qu'il aurait pris la forme de l'exploitation et de l'esclavage, serait un péché dont nous devrions nous racheter. Cette thèse du blâme est soutenue en particulier par les autorités algériennes. Le colonialisme européen, en revanche, a

été nuisible à l'Europe, mais très bénéfique aux États du tiers monde, dont il a considérablement développé la démographie.

C'était un boomerang lancé contre l'Europe, une immense erreur historique. Le colonialisme européen a été le point de départ du retour de la colonisation de l'Europe par les populations du Sud.
D'autre part, il faut reconnaître qu'à l'époque de la présence européenne, les peuples du tiers monde, en particulier au Maghreb, au Moyen-Orient et en Afrique, vivaient dans des conditions de liberté, de paix, d'ordre public et de prospérité bien supérieures à celles que leur donnait l'indépendance.
Tous les Africains et les Maghrébins de bonne foi, nés avant les indépendances, le reconnaissent aujourd'hui.
Le tiers-mondisme est une doctrine pseudo-philanthropique qui accuse et paralyse les Européens, tout comme l'antiracisme. Malheureusement, cette doctrine d'origine trotskyste a été reprise par des théoriciens de droite qui n'étaient pas reconnus par le système et qui, par hypocrisie, ont tenté de démontrer qu'une sorte de solidarité culturelle et géopolitique unit le tiers monde – et en particulier les pays arabo-musulmans – à l'Europe.

L'islamophilie et le tiers-mondisme s'entendent donc bien parmi les publicistes qui ne connaissent sérieusement ni l'islam ni les réalités socio-économiques du tiers-monde, mais qui veulent absolument passer pour des bien-pensants et qui ne se sont jamais remis de leur fascination inavouée pour le marxisme.
Celle qu'il faut prôner est précisément la thèse inverse : le Tiers-Monde, loin d'être notre allié, est la pire menace à laquelle l'Europe doit faire face. Le tiers-mondisme, aujourd'hui doctrine constitutive de l'idéologie dominante, part du principe que ce sont les pays industrialisés qui ont pillé le tiers-monde (régime léniniste, trotskyste et maoïste), tandis que c'est ce dernier qui vit aux dépens des pays européens, en les exploitant financièrement et en les colonisant.

(voir Autarcie des grands espaces, Colonisation, Économie à deux vitesses)

Tradition, traditionalisme, société traditionnelle

La tradition est l'ensemble des valeurs et des grandes structures culturelles d'un peuple qui se transmettent (*tradere* en latin), de générations en générations et qui forment la colonne vertébrale de sa mémoire collective.

Détruire les traditions européennes, c'est l'entreprise colossale du cosmopolitisme régnant. Comme si l'homme européen, marqué par le péché originel, était « intrinsèquement coupable d'être ».
Américanisme, africanisation ou arabisation culturelle, islamisation, effacement de la mémoire historique : la déculturation des Européens passe par le martèlement médiatique et la scolarisation.

Par conséquent, la lutte pour le maintien des traditions est le fondement de la préservation de l'âme d'un peuple et de son identité biologique. L'essence de la tradition est l'héritage des ancêtres et sa continuation créative parce que chaque héritage doit être utilisé à bon escient.
Mais nous devons être bien conscients qu'une tradition est une transcription, une traduction. Pour rester en vie et persister, le corps des *traditions* doit se transmettre par l'écriture, tout en restant fidèle à elle-même dans son esprit.

La culture européenne, faustienne et prométhéenne, et, à ce titre, fragile, doit trouver un équilibre entre le maintien des formes ancestrales et la création de nouvelles formes. Les traditions et la notion de « société traditionnelle » doivent être défendues, mais le traditionalisme doit être rejeté. Cela se manifeste lorsque les traditions meurent, comme le racisme apparaît lorsqu'une race s'éteint.
Le traditionalisme représente l'intellectualisation de traditions qui ne sont plus vécues naturellement, ni intégrées dans l'âme vivante. Ils sont devenus folkloriques, muséographiques, objet d'études savantes, mais morts.

D'autre part, le *traditionalisme* est paradoxalement à l'opposé de la vraie *tradition* européenne, qui est la métamorphose, l'innovation, l'avant-garde, au devenir, au mouvement, à l'appel de la mer.

(voir Désinstallation, Héritage, Mémoire, Personnes)

Tragédie

La condition humaine est tragique parce que seul l'homme, même lorsqu'il n'est pas en danger immédiat, est toujours conscient qu'il va mourir. « Rien n'est jamais acquis pour l'homme... »

Le sentiment tragique conçoit la vie comme un chemin incertain et risqué, continuellement menacé par la mort, mais peut-être aussi illuminé par la joie. Le tragique ne peut donc pas être confondu avec le désespoir du pessimisme.

Un homme qui se suicide est victime d'un espoir déçu, c'est-à-dire d'un mensonge. L'homme tragique ne se suicide jamais par désespoir, il pratique la mort volontaire pour une cause qui le dépasse.
Les grandes religions du salut (sotériologies) s'efforcent d'éviter cette mort annoncée par la foi en l'au-delà et, contre tout réalisme, cultivent l'esprit de consolation.
La civilisation européenne a toujours été animée par l'esprit tragique, parce qu'elle n'a cessé de prendre des risques, de mettre en danger sa propre existence pour continuer son cours historique.
Cette conduite a été poussée trop loin, comme l'ont démontré les deux guerres mondiales – les guerres civiles européennes – qui ont inauguré l'anéantissement du continent.

L'esprit tragique a été remplacé par l'« esprit d'indifférence » sénile qui règne aujourd'hui.

(voir Prométhéen, Sacré)

Humanisme, Sur-humanisme

Une attitude philosophique et politique héritée des civilisations grecque et latine qui promeut à la fois l'idéal de l'homme libre, libéré des dogmes et de la barbarie, l'ordre civique et la reconnaissance de la diversité des peuples.

L'humanisme ne doit en aucun cas être confondu avec l'HUMANITARISME, comme l'explique Yvan Blot, président du Cercle Nation et Humanisme :

> *« L'idéal humaniste est une synthèse de l'idéal de liberté et de l'idéal d'enracinement. Les valeurs de la liberté d'expression, de l'émulation, de la compétition, du désir d'atteindre l'excellence, d'être le premier, correspondent chez les Grecs aux valeurs de l'honneur, de la justice, de l'équité, de la piété filiale, patriotique et religieuse, de la « philanthropie », du sens de l'homme. »*

L'humanisme est une « école de la réalité » qui considère l'homme, sans utopies ni optimisme, uniquement pour ce qu'il est. Il prône à la fois la sagesse et

l'ambition, le respect des différences et le rejet de toute haine gratuite, mais aussi la reconnaissance des identités ethniques et culturelles.

L'attitude humaniste est l'exact opposé du fanatisme des religions monothéistes du désert, en particulier de l'islam, mais ce n'est pas la tolérance absolue, ni, surtout, l'égalitarisme.
L'humanisme, attitude anti-chaos par excellence, comme doctrine de l'équilibre, rejette à la fois la brutalité dictatoriale et le totalitarisme, ainsi que le laxisme social. Il défend la justice, la hiérarchie holistique de la ville et le devoir patriotique.
Il rejette également toute forme de cosmopolitisme et toute vision d'une « humanité homogène et unie » (l'utopie de « l'État mondial »), puisque l'idée de séparation ethnique et celle d'équité civique sont fondamentales dans sa conception politique.
Doctrine de sagesse et d'équilibre, école de volonté et de soumission à la réalité, l'humanisme est à la racine de l'État de droit, aujourd'hui mis en danger par ceux qui, parmi les « démocrates », s'érigent en ses défenseurs.

Le fondement de l'humanisme, l'un des traits centraux de la tradition européenne et de son héritage gréco-latin, est donc la rencontre et la fusion entre les notions de justice, de droit positif, de citoyenneté et d'identité ethnique

Le *surhumanisme*, dont la création conceptuelle nous vient de Giorgio Locchi, est un humanisme de la crise et du dépassement. C'est une transgression positive et tragique de l'humanisme, quand l'urgence arrive. En cas de danger, l'homme vraiment européen doit se surpasser et transgresser certains principes. Assumer un comportement périlleux, la « prise de risque », lorsque des personnes sont en danger, implique des solutions impensables mais indispensables.
Et cela non pas à cause de l'arbitraire d'un dictateur, non pas par obéissance à tel ou tel dogme, à telle ou telle superstition fanatique, mais pour le service du peuple et la survie du peuple, c'est-à-dire à cause de cette union entre la défense de la race future et l'héritage des ancêtres.
Xénophon écrivait il y a deux mille quatre cents ans dans l'Anabase : *« Le jour vient où l'aigle de Zeus, impitoyable et serein, referme ses griffes »*. Telle est la définition du surhumanisme.
Dans ces moments tragiques, l'homme s'autorise alors des pouvoirs divins, il est à l'écoute de ce qui l'inspire et de ce qui le dépasse. Il est, selon l'enseignement pythagoricien, « l'oreille des dieux ».

(voir Liberté, libertés, Prometheica, Technoscience)

Humanitarisme

Professer l'amour pour tous les êtres humains sans distinction, et affirmer le devoir d'assistance à tous les opprimés, affamés, malades, etc.

L'humanitarisme est un humanisme déformé et défiguré. L'humanitarisme contemporain s'inscrit dans une sorte de piété systématique envers l'***Autre***, mais il n'implique aucune commisération envers le ***Prochain***. C'est l'exacerbation de ce que l'on appelait autrefois la « philanthropie » et la sécularisation hypocrite et erronée de la « charité » chrétienne.

Par conséquent, il s'agit de la xénophilie, en plus d'être l'une des armes de l'arsenal de la « préférence étrangère ». Les gens se mobilisent en masse pour défendre les « irréguliers » étrangers, c'est-à-dire les immigrants illégaux, pour aider les peuples lointains victimes de massacres et de guerres intestines (dont ils sont eux-mêmes entièrement responsables), mais ils restent indifférents à l'appauvrissement et à la précarité des Européens de souche.

Nous sommes scandalisés par les déportations des Albanais, mais pas par celles des Serbes. Les actions de guerre des Russes contre les Tchétchènes sont condamnées, et non l'inverse, ni le bombardement illégal de l'Irak par les Anglo-Américains, etc.

L'humanitarisme moderne a commencé au XXe siècle avec des campagnes contre la « faim dans le monde » et l'idéologie hypocrite de l'aide au tiers monde, qui l'asservit au lieu de l'aider. L'humanitarisme est un détournement de la notion gréco-latine d'« humanisme » qui ne prêchait pas du tout l'amour de la race humaine sans distinction.

Les mouvements humanitaires ne viennent pas, concrètement, au secours du vaste monde. Derrière l'entreprise humanitaire, il y a une entreprise caritative mondiale, qui fait un bon chiffre d'affaires et permet à des personnalités de la gauche cosmopolite d'obtenir une large couverture médiatique. L'humanitarisme est une systématisation mercantile et hypocrite de l'ancienne « philanthropie », de la philosophie des Lumières.

Elle n'a pas d'effet pratique, mais sa nocivité idéologique est considérable pour les Européens, puisqu'elle implique, dans son égalitarisme frénétique, que tous les hommes, tous les peuples sont égaux et qu'il y a une unité métaphysique du genre humain, un « devoir d'aider » l'étranger, l'Autre, aussi impératif – sinon plus – que celui de soutenir son compatriote et son prochain.

(voir Droits de l'homme, Ethnomasochisme, Préférence européenne, Préférence étrangère, Xénophilie)

Universalisme

La croyance que l'humanité formerait un tout homogène, une même famille, où la notion de personne et celle d'identité seraient marginales.

Avatar de l'idéologie égalitaire, l'universalisme est un monothéisme politique, apparenté au totalitarisme. L'individu ne serait rien d'autre qu'un « citoyen du monde ». Toutes les cultures seraient destinées à fusionner et il n'y aurait entre elles ni disparités naturelles ni disparités de qualité.

L'universalisme est l'arme hypocrite des impérialismes les plus divers, en particulier ceux de l'Islam et de l'américanisme, puisqu'il vise à imposer un modèle unique, le sien, qui devrait fédérer tous les peuples, mais au profit exclusif d'un seul centre de pouvoir et d'intérêt.
D'autre part, l'humanité ne peut être considérée – comme elle le sera toujours – autrement que comme une juxtaposition organique de particularismes, et non du point de vue d'un universalisme qui englobe et domine les particularités secondaires.

(voir Cosmopolitisme, Mondialisation, Mondialisme)

Valeur

Idées-forces et règles de vie qui se traduisent par des comportements et surmontent l'égoïsme car elles n'ont pas une utilité immédiate, mais constituent une nécessité à long terme pour la survie de la communauté.

Les idées n'ont de légitimité que si elles correspondent à des valeurs vécues comme des engagements concrets. Les valeurs ne dépendent ni des modes, ni des avancées technologiques, ni des avatars sociaux ; Ils représentent un lien indéfectible entre les générations et le fondement du maintien d'un peuple dans l'histoire. De nombreuses valeurs traduisent les impératifs biologiques de la survie en termes culturels. Voici quelques-unes des valeurs fondamentales :
- Rejet de la massification ainsi que de l'individualisme narcissique,
- Affirmation de l'inégalité créatrice de la race humaine,

- Souci de son propre peuple et de son destin dans l'histoire,
- Loyauté à la race (conscience ethnique),
- Liberté individuelle dans l'autodiscipline,
- Priorité de la solidarité communautaire sur l'égoïsme,
- Culte de l'esthétique,
- Respect sélectif de la vie, et non de «toute» vie,
- Esprit d'entreprise et de création...

Il peut également y avoir des valeurs concernant l'ensemble de la race humaine, telles que la responsabilité écologique mondiale dans le comportement économique.
Cependant, il faut se méfier des « valeurs » exprimées en termes abstraits (altruisme, amour, respect de la vie, ouverture, etc.), car elles ne sont généralement rien d'autre que la couverture de la légitimation hypocrite de comportements radicalement opposés.

Les valeurs dominantes cosmopolites, actuellement l'individualisme narcissique, l'humanitarisme, (xénophilie, économisme bourgeois, hédonisme, homophilie, permissivité, etc.), sont des anti-valeurs, des valeurs de faiblesse dévirilisante, car elles conduisent au déclin des énergies vitales d'une civilisation et de sa capacité de défense et d'affirmation.

(voir Tradition)

Vision du monde

L'ensemble des valeurs et des interprétations de la réalité, implicites et explicites, propres à un groupe humain, qu'il s'agisse d'un peuple, d'une civilisation, d'une famille de pensée, politique ou autre, d'une religion, etc.
On peut aussi parler, indifféremment, d'une « conception du monde ». La vision du monde transcende et dépasse les doctrines politiques, ainsi que les idéologies, et peut aussi en inclure d'autres, voire antagonistes les unes des autres, souvent au nom des mêmes principes.
Par exemple, la droite libérale et la gauche socialiste, les chrétiens progressistes et les athées cosmopolites partagent la même vision du monde. La vision du monde englobe à la fois les niveaux intellectuel et spirituel, à la fois raisonné et intuitif, conscient et inconscient. Elle diffère de la culture en ce qu'au sein d'une même culture, différentes visions du monde peuvent être abordées. Une vision

du monde porte implicitement en elle un projet historique et politique et une description de la nature de l'Homme.
Dans les univers européen et occidental, deux conceptions du monde s'opposent. L'une, dominante, générée par le judéo-christianisme, peut être définie comme égalitaire, individualiste et cosmopolite. L'autre, aujourd'hui plus ou moins censurée, issue de l'ancien paganisme européen, peut être qualifiée d'INÉGALITAIRE, communautaire et ethnique.

Grâce à Nietzsche, ce dernier a acquis une formulation philosophique consciente. Certains d'entre eux partagent ces deux visions du monde, comme les chrétiens traditionalistes, qui font par conséquent l'expérience d'une contradiction intime. C'est de la guerre des visions du monde, à laquelle les mythes sont naturellement associés, que dépend en fin de compte l'orientation de l'histoire.

(voir Judéo-christianisme, Paganisme)

Volonté de puissances

La tendance de toute vie saine à se perpétuer, à assurer sa survie et à accroître sa domination, sa supériorité et sa capacité de création.

Ce concept, utilisé par Nietzsche, a souvent été mal compris et mal interprété comme des ambitions tyranniques de domination brutale. Alors qu'il s'agit d'un désir d'affirmation de soi.
La volonté de puissance est le désir vital d'aller vers une version supérieure de soi-même, c'est de l'orgueil – tout le contraire de la vanité ou de la prétention – c'est l'acceptation de la vie comme concurrence, comme lutte éternelle pour la suprématie, c'est l'incitation permanente à se perfectionner et à s'améliorer, c'est le rejet absolu de tout nihilisme, c'est tout le contraire du relativisme contemporain.
La volonté de puissance ne suppose pas du tout l'écrasement des faibles, mais leur protection. Il ne défie que les plus forts. La volonté de puissance implique la maîtrise de soi et l'autodiscipline, conditions nécessaires à l'affirmation extérieure.
Le danger de la volonté de puissance, c'est sa propre énergie : elle doit savoir ne pas succomber à l'ivresse de son propre orgueil. La volonté de puissance, cependant, constitue un horizon spirituel, parce qu'elle entre en consonance avec l'essence même de la vie. La volonté de puissance est le moteur de la vie et de l'histoire, il ne s'agit pas seulement de la lutte pour la domination (éternel atavisme humain), mais pour la survie et la continuité.

C’est le centre de la conception inégalitaire et impériale du monde.

Un peuple ou une civilisation qui abandonne sa volonté de puissance sera nécessairement submergé, parce que ceux qui n’avancent pas reculent, et ceux qui rejettent la lutte comme consubstantielle à la vie ne vivront pas longtemps.

Xénophilie

Étymologiquement : « l’amour de l’étranger ». Fascination pour « l’Autre », peut-être lointain, et désintérêt pour le Voisin, la xénophilie est l’une des grandes psychopathies collectives des Européens aujourd’hui.
Elle naît d’une perversion de l’idée de charité, mais aussi d’une absence de conscience ethnique et se manifeste dans l’idéologie contradictoire de « l’antiracisme », qui est en réalité une obsession raciale inversée.
Ce qu’on appelle antiracisme n’est rien d’autre que l’expression pathologique de la xénophilie.
La xénophilie surestime systématiquement l’étranger, mais le présente comme une victime et le dégrade ainsi inconsciemment. Elle part du principe que « l’étranger a tout à nous apprendre », elle s’avère contradictoire car elle combine différenciation et universalisme, identité de l’*Autre* et hybridation, promouvant à la fois le « droit à la différence » pour tous, mais en même temps l’uniformisation de la race humaine.
La xénophilie est le reflet de l’ethnomasochisme. Le rejet de la xénophilie ne doit cependant pas conduire à la xénophobie, tout aussi paralysante, mais à l’affirmation de soi en tant que peuple, c’est-à-dire à l’ethnocentrisme.

(voir Conscience ethnique, Ethnocentrisme, Ethnomasochisme)

Conclusion

Pourquoi nous battons-nous ?

Après tout, pourquoi nous battons-nous ? Avant de répondre à cette question fondamentale, il est nécessaire de savoir qui est ce « nous ».

S'agit-il d'un « vous » ? Vous qui, malgré toutes les étiquettes, et tendances, qui nous ont divisés en plusieurs partis et différentes chapelles, comprenez que la tragédie actuelle ne tardera pas à tout balayer ; vous qui, quels que soient les clivages, les malentendus qui vous divisent, ressentez intuitivement la menace mortelle qui pèse sur la France et sur l'Europe tout entière ?

« Vous », c'est-à-dire tous ceux qui, venus de tous les horizons, ont pris conscience du déclin biologique, éthique, politique et spirituel de la civilisation européenne et de ses nations constitutives, et qui entendent commencer la résistance.

À cet égard, en ce qui concerne la définition de ce « nous », il faut rappeler que les agnostiques, les païens et les chrétiens authentiquement catholiques ou orthodoxes doivent, en Europe, oublier leurs différences philosophiques secondaires, revenir à la réalité et savoir s'unir contre l'ennemi commun, avec lequel tout le monde sait bien.

Autre question préalable : pour qui ne nous battons-nous pas ?

Nous ne nous battons pas pour une paroisse, un groupe, un parti, un acronyme, sauf de manière complètement provisoire et éphémère. Nous ne nous battons pas pour une ambition politique personnelle sans importance ou une vaine gloire intellectuelle.
Nous ne nous battons pas pour la droite, ni pour la gauche, ni pour le centre, ni pour le socialisme, ni pour le libéralisme. Ces « ismes » ne sont que des outils, ils ne représentent pas l'essentiel.

Nous ne nous battons même pas pour d'autres peuples. D'une part, parce que nous n'en avons pas les moyens – bien que tout le monde en ait la sympathie – mais aussi parce que chaque peuple, dans l'histoire, est seul face à son propre destin, et que les autres n'ont pas besoin de nous pour défendre leur identité.

***

Nous devons faire attention aux fausses batailles. Et, à cet égard, il y a deux dérives possibles. La première est la dérive intellectualiste : sous le prétexte de la « lutte métapolitique et culturelle », on se limite au simple alignement d'idées abstraites, à la défense de cliques de théoriciens, à complaire à la vanité d'auteurs à très faible audience, sans aucune prise sur la réalité, ni impact politique et révolutionnaire possible.

Cette logique conduit, entre autres, à un alignement objectif avec l'idéologie hégémonique. Le chemin comprend : la marginalisation, puis la neutralisation, enfin la collaboration. La seconde dérive est politique (à ne pas confondre avec le terme « politique ») : sous prétexte de se battre pour un projet de société, on fait tout simplement carrière, dans un parti ou dans un gouvernement, comme on le ferait dans une entreprise.

Les positions s'édulcorent, les tactiques à court terme l'emportent sur les stratégies à long terme, les militants se trompent, le corpus idéologique perd de son mordant et finit par disparaître, ou n'est plus qu'une propagande électorale, qui ne sera jamais appliquée.

Attention ! Ce constat ne signifie pas que l'action politique est obsolète ou inutile. Au contraire, c'est un exutoire indispensable. Simplement, elle doit être basée sur une formation idéologique (les armes) et un idéal désintéressé (le but).

Dès que les concepts d'argent et de vanité sociale interviennent, le système détruit toute volonté révolutionnaire. Bref, on ne se bat pas pour une paroisse ou pour un appareil, ni pour une carrière, mais pour l'établissement d'un contexte tangible et d'une production historique concrète. Il existe une autre formule qui peut être ambiguë et dangereuse, celle qui consiste à proclamer : « Je me bats pour mes idées ».

Non. On ne se bat pas pour des « idées », on se bat pour son peuple vivant, et les idées ne sont que l'instrument, pas le but de la lutte.

Une vision du monde doit s'incarner dans le réel, elle est l'expression d'une volonté inscrite dans l'histoire, et non l'exposition savante d'« idées » qui resteront lettre morte. La formulation d'idées est fondamentale, mais à certaines conditions essentielles :

1) Que ces idées puissent un jour s'imposer dans l'histoire, donc dans les faits ; elles doivent donc posséder une capacité de réalisation et un pouvoir mobilisateur.

2) Que ces idées ne se limitent pas à la description critique de l'état actuel des choses (c'est le défaut de l'hypercritique), mais qu'elles s'étendent à la construction de nouvelles doctrines, à l'affirmation de projets affirmatifs. Lutter « contre » est nécessaire, mais insuffisant. Nous devons lutter « pour » un monde nouveau.
À l'ère de la pensée unique et du conformisme, où un contre-projet sérieux à l'ordre établi ne peut certainement pas venir de l'establishment, nous devons avoir le monopole des idées révolutionnaires.
3) On ne peut pas céder au « petit réalisme », ni se limiter au minimalisme purement technique des politiciens actuels ; Il faut donc aller à l'essentiel, aux problèmes cruciaux ; Et ce n'est pas parce que les idées ne sont pas réalisables aujourd'hui qu'elles ne le seront pas demain.
En ce sens (voir par exemple la notion de Reconquête), les idées principales nécessitent une approche clairvoyante et ambitieuse, insensible aux modes et à l'apparente impossibilité d'application immédiate.
4) Il est important d'étendre le champ de l'idée à la notion d'« idée non-théorique », une idée pratique qui est « agissante » par vocation, et qui galvanise notre imaginaire.

En résumé, nous ne nous battons pas POUR des idées, mais, AVEC des idées, en revanche, celles de l'ennemi seront combattues.
Le but de la lutte est aussi le maintien d'un certain nombre de VALEURS centrales chez le peuple, indispensables à sa survie.

***

Nous ne luttons pas seulement « contre », mais surtout « pour ». Bien sûr, l'action politique, métapolitique et culturelle, antichambre de la guerre, suppose la désignation d'un ennemi, d'une énergie hostile et négative, mais aussi la désignation d'un ami, la définition de ceux pour qui ou avec qui la lutte est entreprise.
De la même manière, il ne s'agit pas seulement de se limiter au négativisme et de se contenter de dénoncer et de critiquer les valeurs et les idées hostiles, mais, en les opposant à celles-ci, il est également nécessaire d'affirmer des valeurs et des idées positives, comprises comme des remèdes et comme un avenir.

Battons-nous d'abord et avant tout pour l'Europe. Pour une Europe imprégnée des idées d'identité et de continuité, d'indépendance et de puissance. L'Europe concrète est d'abord et avant tout la somme de ses peuples ethniquement

similaires, et pas seulement des peuples d'aujourd'hui, mais aussi de ceux de demain.
Nous luttons pour l'union et le regroupement défensif de tous les peuples d'origine européenne, sur notre territoire natal, de l'Atlantique au Pacifique, c'est-à-dire pour une euro-sibérie ethnocentrique, qui forme un bloc face aux ennemis communs. Cela n'envisage nullement – selon une logique non contradictoire – un rejet des traditions françaises, allemandes, russes, italiennes, hispaniques, flamandes, etc.

Nous luttons dans l'urgence, pour endiguer l'invasion et la destruction bio-culturelle (colonisation massive de la population, offensive de l'Islam, sujétion à la sphère américaine) ; il s'agit donc, tout d'abord, d'éteindre l'incendie. Que nous ayons besoin d'une Europe des nations ou d'une Europe fédérale des régions est une question secondaire, qui sera réglée plus tard, lorsque le feu sera éteint, lorsque l'invasion sera repoussée.
Il est essentiel de prendre conscience du fait qu'une Europe complètement islamisée, tiers-mondisée et américanisée ne serait ni une fédération ni une association de nations, elle ne serait plus rien.

Nous luttons en sachant que l'isolement et le repli sur le nationalisme français, ou allemand, ou tout autre nationalisme – ou sur l'indépendantisme régional minimaliste – seraient dépassés et suicidaires, car, de Brest à Vladivostok, nous sommes, qu'on le veuille ou non, des peuples frères, et il est vital que nous ayons entre nous la même solidarité combative que les musulmans ont entre eux. malgré leurs lourdes différences internes.
Parfois, l'ennemi est un exemple à suivre... L'essentiel n'est pas de se battre pour des micro-nationalismes isolés qui ne sont pas à la hauteur des défis tragiques du nouveau siècle.

Critiquer à juste titre les immenses défauts, les falsifications, la ruse de l'Union européenne actuelle, ne doit en aucun cas nous distraire de l'idée européenne, de la grande idée européenne, du seul véritable idéal concret, de la seule ligne de défense efficace contre un ennemi aux multiples facettes. Nous devons éviter les reculs et les doutes.
Nos ennemis n'attendent qu'une seule chose pour dominer : que nous nous divisions. Laissons les Européens s'entre-déchirer. C'est la stratégie du Pentagone comme celle des États musulmans qui lancent leurs multitudes surnuméraires à l'assaut du continent.
Lutter pour la survie et la régénération de l'Europe suppose de la méfiance et non des pactes avec ceux des « souverainistes » français qui défendent une vision cosmopolite et jacobine de la France, dans la tradition universaliste de la

Révolution, et avec les régionalistes de gauche qui rejettent toute dimension ethnique de la région. Les peuples européens sont actuellement assiégés de l'extérieur et minés de l'intérieur, mais rien n'est perdu si une grande conscience ethnique européenne naît peu à peu mais puissamment. Il peut naître, avec l'aide des tempêtes tant attendues qui se préparent.

Nous luttons pour une vision du monde à la fois traditionnelle et faustienne, qui combine l'enracinement et la désinstallation, la liberté du citoyen et le service impérieux de la communauté des gens, la passion créative et la raison critique, la loyauté indéfectible et la curiosité aventureuse.

Nous luttons pour la justice sociale, pour l'établissement d'une préférence européenne systématique dans tous les domaines, pour l'autarcie économique euro-sibérienne, mais aussi pour la liberté d'entreprendre et pour la préservation de l'équilibre écologique de notre continent.

Nous luttons pour le libre arbitre et la liberté de pensée, pour les valeurs aristocratiques et populaires de l'honneur, de la virilité et du pouvoir.
Nous ne nous battons pas d'abord et avant tout pour nous-mêmes, les vivants, ni pour notre bien-être économique, mais pour l'héritage des ancêtres et l'avenir des descendants.

Nous luttons pour notre régénération culturelle et spirituelle, pour le retour à la réalité, à la force vitale.

Nous luttons pour le maintien de nos vertus ancestrales, celles d'Achille, de Périclès, de Romulus, de Charles Martel, de François d'Assise, des bâtisseurs de cathédrales et des constructeurs de fusées.

Nous luttons pour la continuité de cette civilisation européenne (dont l'Amérique n'est que le fils prodigue) qui est à la fois tragique, parce qu'elle tend à s'autodétruire et à douter d'elle-même, mais en même temps supérieure à toutes les autres dans l'histoire. Nous nous battons donc dans un esprit fondamentalement ethnocentrique, en rupture totale avec cet universalisme qui pousse l'Europe au suicide.

Nous voulons, comme il est dit dans ce livre, qu'une métamorphose historique drastique s'opère et que le quatrième âge d'or de la civilisation européenne arrive. Et maintenant, que faire ? Il faut répondre à cette deuxième question cruciale : « Comment lutter ? » Il serait vain et prétentieux de donner une

réponse définitive et rationnelle, dans la mesure où l'histoire est, par définition, le domaine de l'inattendu.

Seuls les grands axes sont traçables. Il faut se méfier des petits professeurs présomptueux et inexpérimentés, qui n'ont jamais payé de leur vie, de leur sécurité et de leur confort leur prétendu « engagement », et qui pensent avoir une réponse définitive à cette question difficile.

Le « pourquoi » est toujours plus facile à formuler que le « comment ». Le « comment » est la question cruciale, car il suppose à la fois une prescience de l'histoire à venir et une connaissance parfaite des erreurs et des succès du passé. Nous ne pouvons donc qu'offrir un début de réponse, inspirée par ce célèbre dicton anglais, laconique et très pragmatique : « ... que chaque homme fasse son devoir ».

Le premier impératif est de penser que nous sommes dans un état de dissidence et de résistance contre un système mondial. Il s'ensuit la nécessité de construire sérieusement une véritable contre-société, embryon de la société future. Cela ne doit pas se faire dans un esprit de marginalité et d'extrémisme folklorique (une façon de procéder inefficace, qui sert l'ennemi), mais d'efficacité et de ruse, selon le précepte : *« Être dans le monde sans être du monde ».* Cette lutte n'est en aucun cas à contre-courant, elle n'est pas du tout désespérée, puisque les grands événements mondiaux nous donnent raison et que le système, la civilisation actuelle, semble faire face à une crise gigantesque, vers un chaos qui sera la sage-femme de l'histoire.

Le deuxième impératif est celui de la pensée radicale : ne pas tenter de sauver un système qui ne peut plus être sauvé, comme le croit vainement la sphère conservatrice, mais adopter la position révolutionnaire qui consiste à préparer l'après-chaos.

D'où le troisième impératif : privilégier la tactique du réseau solidaire par rapport à celle des cénacles monolithiques et divisés. L'essentiel est d'agir et de coordonner de manière souterraine. Tout est utile, s'il est bien fait et pensé à bon escient. Le cercle, le parti, l'individu, l'association, l'entreprise, etc., ont leur place dans un tel réseau, à condition qu'il soit organisé à l'échelle continentale et que les différences humaines ou idéologiques n'empêchent pas la solidarité de résistance et d'union contre l'ennemi commun. Parce que ce n'est jamais la censure ou la répression d'un système qui arrête l'efficacité d'un mouvement

révolutionnaire, mais sa dissidence et sa concurrence interne. L'essentiel est le sens radical de l'ami et de l'ennemi.
À cet égard, prenons comme modèle l'Islam, qui sait s'unir malgré ses graves fractures, lorsqu'il s'agit de mener le djihad contre l'Europe. Les petites passions doivent s'incliner devant les grandes.

Le quatrième impératif n'est pas d'abandonner le terrain politique, mais de combattre chacun à sa place, selon une stratégie multiforme, dans les secteurs politique, culturel, métapolitique, etc. Vous ne devez pas abandonner un parti politique s'il peut être utile, même si vous n'êtes pas d'accord à 100 % avec ses thèses. Dans la situation actuelle, on peut aussi dire qu'un parti politique, dissident et objectivement révolutionnaire, est donc un moyen d'agit-prop (agitation et propagande politique), quels que soient ses objectifs électoraux. Dans cette stratégie polyvalente, chaque combattant aura sa propre spécialité et son propre rôle : certains se verront attribuer la maxime *larvatus prodeo* (« j' avance masqué »), tandis que d'autres avanceront à la lumière du jour.

Mais le cinquième impératif est que, à long terme, il est certainement essentiel de donner vie à un futur grand parti révolutionnaire d'identité européenne. Nous devons le préparer. Parce que la politique reste l'horizon infranchissable de l'action. Et la métapolitique, comme toutes les stratégies intellectuelles et culturelles, ne constitue que la base du passage à l'action : la politique. À condition, bien sûr, que le politique ne se réduise pas à l'action politique et que le discours métapolitique ne dérive pas vers la verbosité intellectuelle ou la masturbation pseudo-philosophique.

Pour résumer, il est nécessaire que chacun fasse son devoir et fasse son travail là où il est, et s'engage à construire autour d'un corpus de valeurs fondamentales, contre des ennemis communs, un réseau de résistances actives, solidaires, souples et confédérées, présentes sur tous les fronts, au niveau européen, afin de regrouper toutes les énergies combattantes.
Ces derniers sont innombrables et sont beaucoup plus puissants que vous ne le pensez. Beaucoup n'ont pas pu être mobilisés et réunis à cause de la logique de clan et des guerres de clochers. Et la situation actuelle de crise grave du système, si l'on sait bien l'utiliser, ne peut que multiplier les forces vives, dans toutes les couches et dans tous les courants des nations européennes.
Car l'avenir est à la fois porteur et tragique. Porteur, parce que tous les faits, toutes les évolutions vont dans le sens de nos analyses et qu'un nombre croissant de personnes partageront les mêmes analyses, valeurs et objectifs

énoncés ici, même s'ils ne réagissent pas encore de manière cohérente, parce qu'ils sont dégoûtés par telle ou telle humiliation politique.
Mais l'avenir sera aussi tragique, car il faut s'attendre à une augmentation des dangers, des persécutions, bref, de la guerre. Rien n'est perdu.

Il n'est pas nécessaire de se considérer, cédant à la nostalgie du désespoir, comme une arrière-garde, une dernière tranchée, qui se bat avec un courage indomptable dans un « service inutile », mais comme une avant-garde, celle de la résistance, dont l'esprit lucide n'exclut pas un optimisme craintif. Nous ne nous faisons pas d'illusions. La victoire ne sera pas obtenue par le réformisme bourgeois pacifique ou par les divagations d'une pensée libre, raffinée et « littéraire ».
Il faut se préparer à la tempête et, dès maintenant, se conditionner, pour pouvoir, comme le cobra, frapper vite et avec force au bon moment.

En attendant, il faut se former, s'armer mentalement et physiquement, recruter, faire du prosélytisme, éduquer, s'organiser en réseaux de solidarité et d'action. C'est simple, il suffit de prendre exemple sur nos ennemis.

Et puis, pour parler symboliquement et d'une manière volontairement sibylline, ce que nous entendons restaurer et établir ne relève pas de « l'alternance » des politiciens petits-bourgeois d'aujourd'hui, mais s'unit au sens de la dernière prophétie de la Pythie de Delphes :

« Un jour Apollon reviendra et ce sera pour toujours ».

POSTFACE

Pourquoi nous battons-nous ?
par *Stefano Vaj*

Cette simple question définit aujourd'hui tout un genre. Why we fight n'est pas seulement le titre de la version anglaise (Arktos, 2011) de ce texte, mais c'est aussi le nom d'une série de sept films de propagande réalisés dans la période 1942-1945 par l'émigré italien Frank Capra à la demande du gouvernement américain, initialement réservés au personnel de combat mais ensuite destinés à l'ensemble de la population.

Capra, a-t-il dit, avait été choqué par la vision du *Triomphe der Wille* de Leni Riefenstahl (91) de 1935, et avait pensé qu'il était nécessaire d'avoir un message qui pourrait être utilisé à grande échelle, qui serait capable de renverser la perception de lui-même (et la vision des relations internationales) que le conscrit ou le citoyen américain moyen du début des années quarante, avait encore.
Il procéda alors en s'appuyant sur des principes basées sur une histoire commune qui définissaient les termes, les significations, les limites et les perspectives d'une véritable « *guerre sainte* ».
Comme le réalisateur l'a commenté plus tard, en s'auto-célébrant quelque peu :

> *« [...] Je pensais que c'était mon travail de montrer à nos enfants les raisons de notre guerre. Ils avaient dix-huit ans, ces garçons-là, et ils ne connaissaient rien aux choses de la guerre. Ils n'étaient pas des soldats, ils n'avaient pas de discipline militaire. Ils étaient les pires soldats du monde lorsque la guerre a éclaté. Mais en deux ans, ils sont devenus les meilleurs du monde. Et il y a une raison à cela : ils avaient l'esprit ouvert. [...] C'est la première chose qu'ils ont faite, voir mes films. Et quand ils les ont vus, ils ont su quoi faire, parce qu'ils se battaient. Ils ont compris que ce n'était pas un jeu. Que c'était vrai*".

Le premier épisode, *Prélude à la guerre*, a fini par remporter l'Oscar du meilleur documentaire en 1943.

Presque à la même époque, en Allemagne, à partir de 1943, une brochure a été distribuée symétriquement à tous les nouveaux membres du parti Ich kampfe,

avec une anthologie de contributions encore plus succincte que le présent volume, qui visait également à fournir un « bréviaire » utile pour définir le sens de leur choix.
Dans la période d'après-guerre, le court texte de Julius Evola intitulé *Orientations (92)* a été traduit en différentes langues en Europe, avec un titre différent, mais appelé dans certains milieux à remplir des fonctions strictement analogues, bien que du point de vue particulier de l'auteur, même pour ceux qui n'étaient pas destinés à lire autre chose ; et il est presque inutile de noter qu'il existe d'innombrables exemples analogues de matrice chrétienne, marxiste-léniniste, islamique, etc.

La structure de ce livre, qui repose sur de brèves discussions de concepts clés classés par ordre alphabétique, s'appuie en outre sur la tradition du Dictionnaire philosophique de Voltaire (pour une édition italienne récente, Garzanti 2006), qui est à son tour une sorte de distillation et de manifeste de la lutte des Lumières contre la culture antérieure.

Faye lui-même, comme il le mentionne en passant dans le texte, avait déjà écrit avec Robert Steuckers un texte du même titre, **Pourquoi nous combattons**, destiné aux jeunes militants, dont ce livre représente une réécriture de fond en comble.
La nouvelle version, actuelle, a fini par obtenir une diffusion encore plus grande, surtout dans le domaine international, comme en témoignent la traduction anglaise déjà citée, et la traduction allemande éditée par Pierre Krebs, Wofür wir kämpfen : Manifest des europäischen Widerstandes. Das metapolitische Hand – und Wörterbuch der kulturellen Revolution zur Neugeburt Europas (Ahnenrad der Moderne, 2006).
Le « Wofür » du titre allemand a aussi l'heureuse fonction de nous rappeler que le « pourquoi » du titre ne concerne pas seulement ce qui représente la cause de la lutte impliquée, mais renvoie également à la question – plus fondamentale dans le texte de Faye – de ce qui représente son but.

La véritable fonction de cet essai, comme l'auteur est le premier à le préciser, n'est pas tant scientifique ou philosophique, mais consiste dans la définition polémique d'un plus petit dénominateur commun, certainement susceptible d'inviter utilement ceux qui le partagent à procéder à des études plus approfondies, des débats, des applications politiques, etc., tant d'un point de vue actif que d'un point de vue passif.

Mais cela peut d'abord et surtout donner un sens immédiat au choix du terrain sur lequel se battre. Et « combattre » est ici un mot qui doit être compris évidemment aussi dans un sens métapolitique, civil, culturel, voire « politique » ou électoral, quand et si les hypothèses relatives prennent forme ; mais au XXIe siècle, de plus en plus aussi dans un sens tout à fait littéral, comme c'est le cas en ce moment pour les Européens qui, dans le Donbass, au Kosovo, peut-être bientôt sur d'autres théâtres, se retrouvent face les armes à la main aux laquais des centres de pouvoir internationaux sur notre continent

Ceux qui viennent d'achever la lecture de ce dictionnaire, et surtout de ses prémisses, ont eu l'occasion de se rendre compte que Guillaume Faye l'a écrit immédiatement après la fin du XXe siècle pour un environnement et à une époque donnée pour un environnement donné, or le même environnement est devenu plus d'une décennie plus tard tout autre. (*Pourquoi nous combattons* a été publié en 2001)
Les intentions et les nuances seraient probablement différents si Faye entreprenait le même projet aujourd'hui.

Le scénario général a également changé. L'adversaire immédiat d'une identité française au début du siècle pouvait en réalité consister, d'abord sur le plan social, dans le « bras armé » de la déstructuration occidentaliste de nos sociétés représentées par les immigrés, les infiltrations culturelles, les terroristes, islamiques, plus particulièrement arabe, encore plus particulièrement maghrébins – alors que, pourtant, déjà en Allemagne ou dans les Balkans, la présence étrangère était, à tout le moins, turque, et surtout dans la péninsule ibérique, au moins en partie sud-américaine.
Entre-temps, il y a eu les révolutions de couleur, le printemps arabe, le Brexit, les mouvements anti-populistes en Europe occidentale et aux États-Unis même, les crises tchétchène et ukrainienne, etc.
Et la crise positive de l'unipolarité qui a vu, entre autres, le djihadisme combattu et vaincu sur le terrain, aux côtés des forces anti-européennes occidentales, par le hezbollah et les nationalistes arabes, ou plus récemment, les États du Sahel se rebellant contre leur rôle d'exportateurs de matières premières et d'esclaves en faveur de la branche « européenne » de l'oligarchie internationale, et renversant les régimes collaborationnistes, toujours avec l'aide de la partie relativement plus indépendante de notre continent.

Tout cela a mis en évidence comment « l'ennemi principal », qui est celui qui tire concrètement ou menace de tirer sur quiconque se rebelle ou entend défendre et affirmer sa souveraineté sur un territoire, est resté, en partie le système de

pouvoir international qui continue pour l'instant à avoir son siège aux États-Unis ; mais d'autre part, concrètement et surtout, les régimes politiques et les institutions nationales et supranationales qui dominent de plus en plus étroitement une grande partie du territoire européen.
Voir à cet égard, par exemple, le récent renoncement de la Suisse à des politiques régaliennes maintenues contre tous les défis depuis cinq cents ans, ou l'abandon, même feinte, d'une identification des gouvernements en place dans l'espace UE avec les intérêts des domaines administrés.
Après tout, ce ne sont pas les casseurs des banlieues françaises, aussi dévastateur que soit le rôle de ces derniers, qui ont réprimé et battu les gilets jaunes en révolte, mais la police de Macron.

Au-delà des contingences, ce recueil de définitions, de commentaires, de brefs ajustements, de démystifications des préjugés et des récits dominants reste cependant aussi décisif, pénétrant et fécond que ce qui a été publié pour la première fois, notamment sur le plan « méthodologique », pour ainsi dire. C'est-à-dire dans sa capacité à identifier non pas des « programmes » et des « stratégies », toujours susceptibles d'être mis à jour, mais les raisons profondes, le système de valeurs et les objectifs, sous-jacents à la lutte que Guillaume Faye a fait sienne de manière exemplaire pour toute son existence et que beaucoup se sentent encore appelés à partager. Ceci afin que nos terres et nos peuples se voient réserver un destin digne de ce qu'ils ont été et de ce qu'ils pourraient encore être et devenir, dans une perspective véritablement continentale et européenne, et même nécessairement eurosibérienne.

La « conscience renforcée » qu'aspire une telle lecture devient ainsi le préalable d'une action, qui consiste d'abord dans le rejet – personnel mais à étendre à des cercles de plus en plus larges – d'une automutilation collective, et d'une mobilisation active en faveur des forces dont la décadence se nourrit aujourd'hui comme hier ; Autant de choses qui imprègnent encore les sociétés européennes, peut-être les plus aliénées du monde, sur la base d'une « fausse conscience » qu'il faut sans cesse démasquer et déconstruire.

Car aucune lutte n'a de sens ni d'espoir concret d'affirmation, (même si par hasard nous nous trouvons du «bon» côté), si nous ne savons pas véritablement *pourquoi nous nous battons*.

---

(91) Le Triomphe de la volonté (en allemand : Triumph des Willens) est un film de propagande nazie tourné en noir et blanc par Leni Riefenstahl et sorti en 1935. Le film, qui décrit principalement le congrès de Nuremberg du NSDAP de 1934 tenu au Reichsparteitagsgelände, est « commandé par le Führer » comme le générique l'indique. Le Triomphe de la volonté est considéré comme l'un des plus grands films de propagande de l'histoire du cinéma.

(92) Paru initialement en 1950, puis en 1971, Orientations contient en germe une grande partie de l'œuvre de Julius Evola postérieure à la Deuxième Guerre mondiale. Ce texte n'aborde pas seulement quelques-uns des thèmes chers à Evola, comme le refus de choisir entre l'Est et l'Ouest, la dénonciation de la «démonie» de l'économie, le rejet du bonapartisme et du nationalisme, etc., mais vise aussi à susciter la formation d'une véritable élite, qui devra affirmer l'Idée «traditionnelle» sous la forme d'un «homme nouveau», appelé a résister aux épreuves qu'entraîne la crise irréversible de la civilisation moderne.

Table des matières

Préface
Combattre ou périr d'Andrea Anselmo

Introduction et mise en garde
contre l'ennemi commun, bloquer autour Idées claires
Méfier des faux amis

Éléments préliminaires
La logique du déclin
Colonisation ethnique
La société bloquée
La France ou l'Europe ?
Principes économiques.
Pour le nucléaire, contre le pétrole
L'imposture de la « nouvelle économie »
Se dirige-t-on vers une gigantesque crise économique mondiale ?
Principes stratégiques
La carte islamique jouée par les États-Unis contre les Européens
Les dangers du « désarmement » européen
Les notions de « menace du Sud » et de « front intérieur »
Pour une doctrine stratégique euro-sibérienne

Dictionnaire idéologique

Conclusion : Pourquoi nous battons-nous ?

Postface
Pourquoi nous battons-nous ? par Stefano Vaj